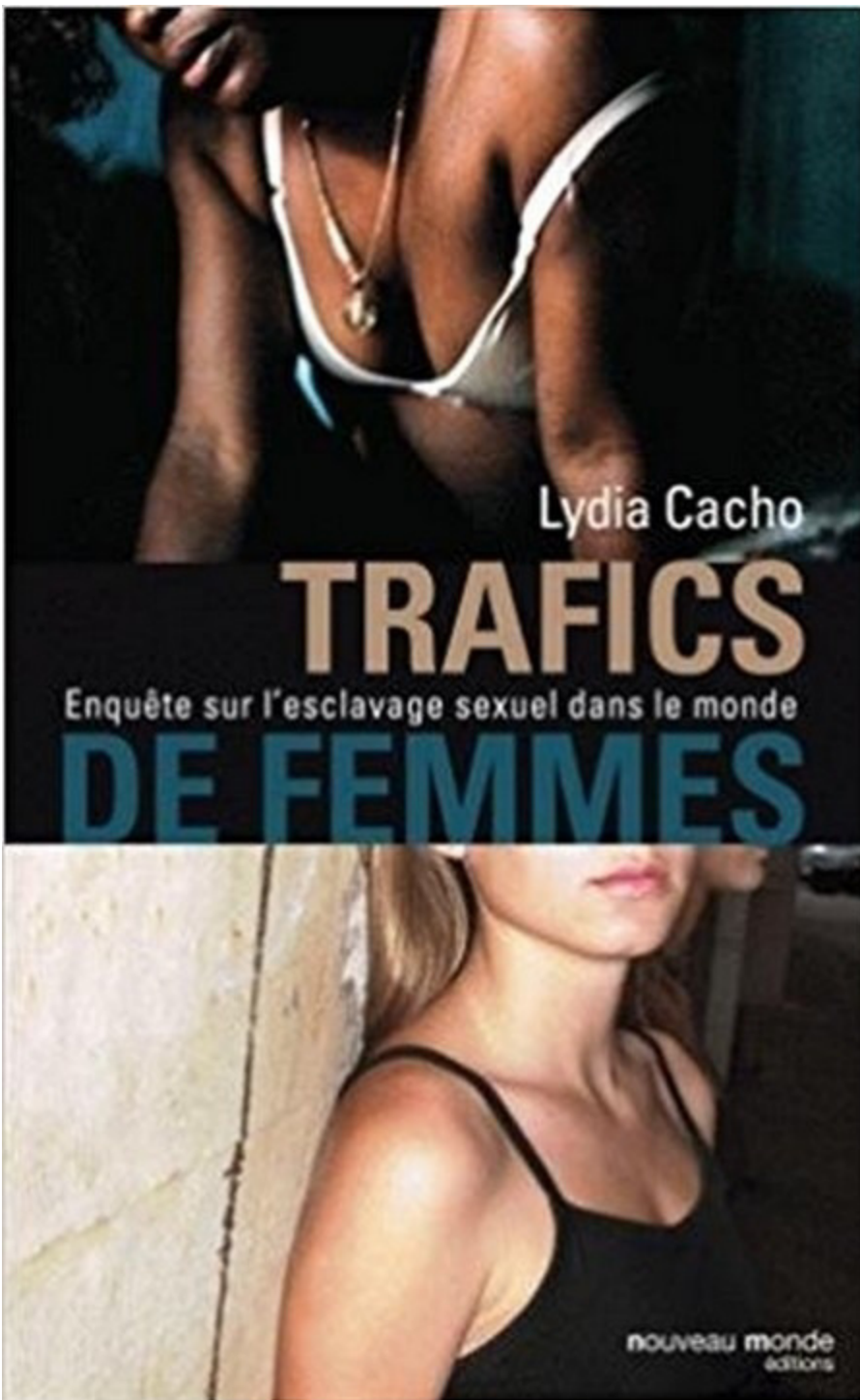




Lydia Cacho

TRAFICS DE FEMMES

ENQUÊTE SUR L'ESCLAVAGE SEXUEL DANS LE MONDE

Traduit de l'espagnol par
Caroline Le Bris

nouveau monde éditions

Édition : Sabine Sportouch

Corrections : Catherine Garnier

Maquette: Pierre Chambrin

© Lydia Cacho, 2010 © Random House Mondadori, S.A. De C.V., 2010 ©

Nouveau Monde éditions pour la traduction française, 2011 24, rue des
Grands Augustins - 75006 Paris

9782847365597

Dépôt légal : janvier 2011

Imprimé en France par Jouve

Sommaire

[Page de Copyright](#)

[Page de titre](#)

[Dedicace](#)

[Epigraphe](#)

[Introduction](#)

[Chapitre 1 - Turquie : le « triangle d'or »](#)

[Chapitre 2 - Israël et Palestine : ce que cache la guerre](#)

[Chapitre 3 - Japon : la mafia des geishas](#)

[Chapitre 4 - Cambodge : la planque des Européens](#)

[Chapitre 5 - Birmanie : une guerre contre les femmes](#)

[Chapitre 6 - De l'Argentine au Mexique : armes, drogue et sexe](#)

[Chapitre 7 - Clients et lois du marché](#)

[Chapitre 8 - Armée et prostitution](#)

[Chapitre 9 - Blanchiment de capitaux](#)

[Chapitre 10 - Profession : proxénète](#)

[Chapitre 11 - Mafia et mondialisation](#)

[Chapitre 12 - Manipulation des chiffres, diversité des points de vue et «
panique morale »](#)

[Chapitre 13 - Conclusion](#)

[Chapitre 14 - Terminologie : principaux concepts](#)

[Annexe](#)

[Remerciements](#)

Trafic de femmes

*ENQUÊTE SUR L'ESCLAVAGE SEXUEL DANS LE
MONDE*

Lydia Cacho

À Jorge, pour son amour inconditionnel

C'est simple: sans demande, il n'y aurait pas de prostitution. La prostitution n'a rien à voir avec la sexualité féminine. Il s'agit d'une création masculine. Si les hommes, à travers le monde, ne recherchaient pas de relations sexuelles payantes, il ne serait pas nécessaire de traquer, de rabaisser et de soumettre des millions de femmes et de petites filles et de leur imposer cette existence déshumanisante.

*Victor Malarek, auteur de The Johns: Sex for Sale and the Men Who Buy It
La violence est mauvaise car elle me fait mal et me fait pleurer.*

Yerena, survivante de la traite, 10 ans

Introduction

Lorsque j'avais 7 ans et que nous sortions, ma sœur Sonia et moi, ma mère nous mettait toujours en garde contre la «voleuse d'enfants», une vieille femme connue dans le quartier pour enlever des petites filles, qu'elle attirait avec des bonbons puis qu'elle revendait à des étrangers. Le mot anglais correspondant, *kidnapper*, littéralement «voleur d'enfants», est aujourd'hui employé pour parler de rapt, quel que soit l'âge des personnes enlevées. Quarante ans ont passé. Depuis ces recommandations de ma mère, j'ai découvert que ce que je prenais alors pour un fait divers, digne d'un roman de Dickens, allait devenir l'un des plus graves problèmes du XXI^e siècle. La société a tendance à considérer la traite des femmes et des petites filles comme l'héritage d'une autre époque, d'un passé où la « traite des Blanches » était un petit commerce mené par les pirates qui enlevaient les femmes pour les revendre à des maisons closes de pays lointains. Nous pensions qu'avec l'influence de la modernisation et de la mondialisation ce commerce disparaîtrait. Que le simple contact des lois occidentales et de l'économie de marché avec cet aspect obscur du « monde sous-développé » suffirait pour en éliminer la prostitution infantile. Pourtant, les recherches qui sous-tendent ce livre montrent que la réalité est toute autre. Le monde assiste à une recrudescence des réseaux qui pratiquent l'enlèvement, la vente et l'exploitation des femmes et des petites filles : ces mêmes phénomènes qui, en théorie, devaient éradiquer l'esclavage l'ont en fait renforcé, lui donnant une ampleur sans précédent. La culture qui se développe sous nos yeux généralise le rapt, la disparition, la vente et l'exploitation sexuelle de petites filles et d'adolescentes à travers le monde, dans le but de les transformer en objets pouvant être loués ou vendus. Cette culture, qui encourage la chosification des êtres humains, se fait passer pour libérale et progressiste. Esclaves de cette économie de marché déshumanisante qui nous a été imposée, des millions de personnes considèrent la prostitution comme un moindre mal, fermant les yeux sur ce qu'elle implique : exploitation, mauvais traitements et pouvoir absolu du crime organisé à plus ou moins grande échelle, dans le monde entier.

Le crime organisé existe depuis des siècles et forme un immense réseau international, constitué de mafieux, d'hommes politiques, de militaires, de chefs d'entreprise, d'industriels, de chefs religieux, de banquiers, de

policiers, de juges, de tueurs à gages, mais aussi d'hommes de la rue. Ces réseaux internationaux se distinguent uniquement des délinquants agissant seuls ou des petits groupes locaux par leurs stratégies, leurs codes et leurs méthodes de communication. Leur pouvoir et leur raison d'être reposent sur la capacité des mafias à créer un pouvoir économique et politique dans toutes les villes où elles agissent. Le lien qui les unit est la recherche du plaisir, à travers lequel ils profitent de leur richesse et de leur pouvoir. Les uns créent le marché de l'esclavage humain, les autres le protègent, en font la publicité, l'alimentent, et d'autres encore renouvellent la demande en matières premières.

La criminalité organisée est une activité illégale dont l'objectif est économique. Les mafias, les réseaux et les cartels en sont les principaux acteurs.

Ils font partie de ce qu'on appelle « l'économie souterraine » et, s'ils ne payent pas d'impôts directs aux gouvernements en place, ils doivent néanmoins négocier avec eux pour assurer leur survie. Les infractions qui montrent le plus clairement ce pacte entre États et criminels sont l'achat et la vente d'armes, de drogue et de personnes. Les activités auxquelles se livrent ces individus sont parfaitement définies par les experts en sécurité: vol, fraude et transport illégal de biens et d'êtres humains.

Au cours du XXI^e siècle, les acteurs du crime organisé se sont renouvelés et professionnalisés. Les mafias, suivant les règles capitalistes du libre-échange, ont créé de toutes nouvelles routes de communication reliant les pays et les continents pour le trafic de biens et de services. Si créer un climat de violence et vendre leur protection constituent le fondement de leurs activités, leur principal objectif est d'acquérir et d'offrir de l'argent, du plaisir et du pouvoir.

La traite des personnes¹, constatée dans 175 pays, met en évidence les faiblesses du capitalisme à l'échelle internationale et les disparités provoquées par les règles économiques des pays les plus puissants. Plus particulièrement, elle révèle les phénomènes culturels qui ont renforcé et banalisé la cruauté humaine. Chaque année, 1,39 million de personnes à travers le monde, dans leur grande majorité des femmes et des petites filles, sont soumises à l'esclavage sexuel et sont achetées, échangées et vendues

comme matière première d'un secteur économique, à la fois exclues de la société et utilisées comme trophées et offrandes.

Pendant cinq ans, j'ai suivi les activités des mafias internationales, petites et grandes, à travers les témoignages de survivants, victimes d'exploitation sexuelle commerciale. Si, au cours de mes recherches, j'ai rencontré des hommes, des femmes et des enfants soumis au travail et au mariage forcés, la traite sexuelle des femmes et des petites filles a été le principal objet de mon enquête. Ce phénomène criminel, dont l'existence sous sa forme actuelle remonte au XXe siècle, s'est tant et si bien développé et sophistiqué à l'échelle mondiale que le nombre de victimes dépassera bientôt celui des esclaves vendus entre le XVIe et le XIXe siècle dans le cadre de la traite négrière.

Le sexe fait partie intégrante de toutes les organisations criminelles, qu'il s'agisse des yakuzas japonais, des triades chinoises, des mafias italiennes, russes ou albanaises ou encore des cartels de la drogue qui sévissent en Amérique latine. Le plaisir charnel est essentiel à leur pouvoir économique et politique. Les femmes et les petites filles sont achetées, vendues et offertes, ou séquestrées, louées, prêtées, violées, torturées et tuées. Dans ces milieux machistes, elles ne sont pas considérées comme des personnes, mais comme des objets voués au plaisir. Les femmes qui travaillent dans ces réseaux criminels véhiculent elles aussi ces valeurs de mépris et de misogynie.

Éros et Thanatos sont toujours présents dans la psychologie criminelle. Le pouvoir d'assassiner, de torturer et d'éradiquer ses ennemis procure un sentiment de domination et une certaine assise. C'est pourquoi les dirigeants des grandes mafias achètent, vendent, maltraitent ou tuent des femmes de tous âges, encouragent les différentes formes de prostitution et créent un contexte propice à l'industrie du sexe.

L'accès au plaisir sexuel est un outil de cohésion et de négociation si efficace dans les milieux masculins de l'entreprise et de l'armée que le commerce du sexe est devenu l'activité la plus rentable au monde, entre la vente d'armes et le trafic de drogue. Adultes, enfants, adolescentes: peu importe l'âge, tant qu'elles peuvent être contrôlées, utilisées et soumises par leurs propriétaires.

Ce livre explore la mentalité des hommes vis-à-vis des femmes et de la sexualité. À travers les témoignages des principaux acteurs, il étudie le phénomène, considéré comme un contrecoup du féminisme, de ces hommes qui partent à la recherche de femmes de plus en plus jeunes, originaires de pays où la soumission féminine est encore fermement ancrée dans la culture. Il donne également la parole aux femmes : à celles qui pratiquent la prostitution de rue, mais également à celles qui se revendiquent de la «prostitution libre » et se regroupent en collectifs de défense, pour qui la prostitution est un métier comme

un autre dans un monde de capitalisme et d'exploitation. Sans ces femmes, il serait impossible d'appréhender la complexité de ce débat global sur l'esclavage sexuel et la prostitution.

Mon voyage à travers le monde et mon enquête sur les réseaux de trafiquants d'êtres humains ont totalement bouleversé ma vision des communications entre les différents groupes criminels. Alors que les pays les plus puissants ont fait de la lutte contre la traite des personnes une de leurs priorités en termes de sécurité nationale et internationale, l'impunité avec laquelle ces trafiquants opèrent est à la fois alarmante et suspecte. Pourquoi existe-t-il tant de contradictions dans les politiques migratoires et les traités de libre-échange ? Quand la féminisation des flux migratoires a-t-elle commencé ? Combien de pays soutiennent le travail forcé dans le but d'améliorer leur économie ? Pourquoi la gestion des permis d'entrée provisoires accordés aux émigrants de pays pauvres vers les pays riches est-elle à ce point opaque ? Comment les entreprises manufacturières fonctionnent-elles et quelles stratégies les sociétés et les gouvernements emploient-ils pour choisir les territoires où seront implantées ces usines qui exploitent les travailleurs ?

Le fait d'être une femme journaliste a rendu cette enquête d'autant plus complexe et éprouvante. Ce fut un véritable défi. Bien que je parle quatre langues, j'ai dû faire confiance à mes traducteurs et à des contacts autochtones qui connaissaient les recoins des villes et les règles des organisations criminelles locales. Plusieurs journalistes de quotidiens internationaux m'ont recommandé auprès de chauffeurs, d'informateurs et de guides. Aucun collègue n'avait suivi jusqu'au bout la piste des

trafiquants de femmes, même si quelques-uns avaient abordé le sujet en couvrant d'autres affaires plus larges d'exploitation sexuelle ou de crime organisé. Sans éveiller de soupçons, nombre d'entre eux ont ainsi pu pénétrer dans les maisons closes ou les bars karaokés se livrant à la traite des jeunes filles dans une vingtaine de pays. Être un homme facilitait leur entrée sur la scène du crime.

Au Cambodge, en Thaïlande, en Birmanie et en Asie centrale, j'ai dû avoir recours à plusieurs stratégies pour éviter le danger. J'ai connu d'immenses frustrations, comme la fois où j'ai été obligée de partir en courant d'un casino cambodgien, dirigé par une triade chinoise, qui se livrait au commerce de petites filles âgées de moins de 10 ans.

J'ai été confrontée à de nombreux obstacles. Dans tous les sites touristiques du monde, on trouve des taxis, des concierges ou encore des chauffeurs qui vendent des services de prostitution, en font la publicité ou appartiennent à des

réseaux de trafiquants. Il était toujours difficile de m'assurer que la personne qui me conduisait sur les routes du Sri Lanka, de Miami ou de Cuba ne me trahirait pas. Il existait en effet une forte probabilité pour qu'elle informe les réseaux criminels locaux qu'une journaliste avait posé des questions sur telle ou telle prestation, ou demandé à être conduite dans les quartiers où vivent proxénètes et victimes de la traite.

La peur, toujours présente, était d'autant plus forte que je suis une femme.

Cette situation m'a non seulement incitée à redoubler de prudence, à chercher davantage de sources directes, à réaliser un travail plus poussé et à montrer de l'empathie envers les victimes qui ont eu le courage de me raconter leur histoire, mais m'a aussi rappelé qu'il est toujours dangereux d'être une femme dans une société patriarcale.

Si j'ai rencontré plusieurs survivantes et spécialistes, je devais également approcher des personnes appartenant aux réseaux et rester en vie pour témoigner.

Pour atteindre mon objectif, j'ai mis en pratique les conseils de Günter Wallraff, grand journaliste allemand et auteur de *Tête de turc*, que j'ai eu l'occasion de rencontrer pour échanger nos expériences lorsqu'il était de passage au Mexique.

Au cours de mon voyage entre l'Amérique et l'Asie centrale, j'ai suivi ses méthodes de travail et utilisé des déguisements et de fausses identités. J'ai ainsi pu prendre le café avec une trafiquante philippine au Cambodge, danser dans une boîte de nuit au Mexique, aux côtés de jeunes Cubaines, Brésiliennes et Colombiennes, et pénétrer dans une maison close à Tokyo, dont les jeunes avaient l'air tout droit sortis d'un manga. Enfin, vêtue des habits de novice, j'ai traversé les rues de la Merced, l'un des quartiers les plus dangereux de Mexico, contrôlé par de puissants trafiquants.

Si la recherche d'un pouvoir économique est l'objectif de toutes les formes de traite des êtres humains, la traite sexuelle, tout particulièrement, encourage, développe et renforce une culture qui banalise l'esclavage, le considérant comme une réponse acceptable à la pauvreté et au manque d'éducation dont sont victimes des millions de femmes et d'enfants. Le pouvoir de l'industrie internationale du sexe repose sur la mercantilisation du corps humain, considéré comme un bien pouvant être exploité, acheté et vendu sans le consentement de son propriétaire. Steve Harper, responsable et promoteur renommé du secteur, a déclaré lors d'un entretien réalisé au cours du Salon mondial du sexe de 2009 : «

Les gens se trompent : nous ne sommes pas ici pour les personnes, mais pour l'argent. » *Make no mistake. This is all about money, not people* est en effet le slogan utilisé par M. Harper lors de ses formations pour les entrepreneurs du

commerce sexuel. L'argent dépensé chaque année par ces investisseurs pour créer un *lobby* politique en faveur de la normalisation de l'esclavage suffirait à nourrir les habitants de tout un pays.

Avant de débiter mon voyage, un général mexicain à la retraite m'a affirmé qu'un chargement illégal de fusils AK-47 ne nécessite qu'un emballage adéquat, un acheteur, un intermédiaire corrompu au sein de l'État et un vendeur. Une esclave, en revanche, doit d'abord être convaincue que sa vie

n'a de valeur que pour son vendeur et son acheteur. Le pouvoir des trafiquants repose sur l'élimination de toute possibilité pour les victimes potentielles de choisir un mode de vie digne et libre. La pauvreté n'est pas uniquement un contexte propice à l'esclavage dans le monde, elle en est aussi le moteur. Dans cette situation, la complicité des gouvernements est indéniable.

Dans ce livre, tous les personnages de la tragédie sont présents : trafiquants ; victimes devenues tortionnaires et survivantes ayant réussi à se soigner et à tourner la page; intermédiaires, clients et maquereles ; militaires et fonctionnaires, honnêtes ou corrompus, de tous les niveaux et de tous les pays ; mères qui ont voulu me vendre leurs filles, mais aussi mères d'adolescentes séquestrées par des trafiquants et qui recherchent leurs enfants désespérément; enfin, acteurs des réseaux locaux du tourisme sexuel. Leurs témoignages, leurs menaces ou leurs espoirs sont tous exprimés dans ces pages.

Nous ne pourrions évidemment pas appréhender ce commerce criminel sans suivre le parcours de l'argent. Comment et où l'argent est-il blanchi? Nous verrons que les banques et la Bourse sont deux éléments clés de ce sujet. Pour comprendre ce phénomène, il a été nécessaire d'analyser tout d'abord la position de plusieurs pays concernant la traite des personnes et la prostitution, puis les avantages que représentent la légalisation ou la réglementation pour les gouvernements, et enfin la valeur culturelle accordée par la population, masculine et féminine, au commerce sexuel. J'ai ainsi constaté qu'il existe à la fois des pays profondément religieux, comme la Turquie, où la prostitution est légale et où le gouvernement lui-même gère les maisons closes, et d'autres, comme la Suède, qui ont criminalisé la consommation du commerce sexuel et qui fournissent une protection légale aux femmes victimes de ce type d'esclavage.

Enfin, ce travail n'aurait pas été complet sans les millions de personnes qui, depuis la Chine jusqu'au Brésil, en passant par l'Inde, les États-Unis, le Guatemala, le Canada et le Japon, consacrent leur vie à sauver et à soigner les victimes de la traite.

Vous trouverez dans ce livre une enquête qui trace la carte de l'esclavage moderne tout en répondant aux questions essentielles du journalisme: qui,

comment, quand, où et pourquoi, au XXI^e siècle, vend-on un nombre croissant d'êtres humains, d'armes et de drogue ? Cette activité criminelle ne pourra être éradiquée que si chacun d'entre nous y met du sien. Je souhaite à tous les êtres humains de pouvoir tracer leur propre route vers la liberté et l'espoir, au-delà du phénomène de «panique morale^{e2} » qu'a suscité ce débat ces dernières années.

Chapitre 1

Turquie : le « triangle d'or »

Passeport, billet, visa turc: je suis prête pour mon second voyage vers l'Asie centrale. En observant la carte, les souvenirs de mon dernier périple remontent à la surface.

Il y a plusieurs années, j'étais allée en Finlande, pour rejoindre Saint-Pétersbourg, Moscou et Kiev. Puis j'avais pris l'avion direction Tbilissi, en Géorgie. Là, j'ai beaucoup appris aux côtés de la journaliste Anna Politkovskaïa, qui m'a permis de comprendre la complexité de la région. J'avais ensuite traversé l'Azerbaïdjan et l'Arménie, pour arriver en Ouzbékistan, où j'avais visité Tachkent et Samarkand, autrefois l'une des plus belles villes de l'Empire perse. À partir de là, j'avais traversé la frontière du Turkménistan pour rejoindre Achgabat, la capitale. C'était le mois d'octobre et le froid de l'hiver m'avait paru insupportable, comme c'est le cas pour la plupart des femmes venant de pays tropicaux, incapables de supporter sans broncher des températures atteignant les

- 10 °C.

Cette fois, mon voyage se déroule en février: le froid sera moins rude. Je reprends la carte pour tracer mon itinéraire, qui suivra celui des trafiquants d'esclaves. Je décollerai de Londres direction la Turquie, où je visiterai Ankara et Istanbul, les villes principales de ce beau pays.

Je suis submergée par les émotions. Petite, je rêvais de parcourir le monde pour découvrir les civilisations et les cultures qui m'étaient inconnues. Je m'imaginai, arpentant les villes souterraines de la région turque de Cappadoce, dans un monde où les rochers susurreraient des histoires aux

visiteurs. J'écoutais la voix émue de ma mère me raconter sa visite à Istanbul, où la basilique Sainte-Sophie l'avait tant marquée.

Le pays vers lequel je me dirige est un véritable pont entre les civilisations.

Avant de partir du Mexique, j'ai relu le grand auteur turc Orhan Pamuk : cette fois, je ne viens pas pour les sites historiques, mais pour découvrir une république séculaire, qui a toujours joué un rôle essentiel de trait d'union entre

l'Asie et l'Europe. Les frontières de ce pays sont poreuses et leur surveillance doit représenter un véritable défi pour les autorités. Les pays limitrophes de la Turquie sont la Géorgie au nord-est, l'Arménie et l'Azerbaïdjan à l'est, l'Iran au sud-est, la Grèce et la Bulgarie à l'ouest et, au sud, l'Irak et la Syrie. Le pays est en outre baigné par la mer Noire au nord, la mer Égée à l'ouest et, bien sûr, la Méditerranée au sud. Si les routes commerciales qui étaient utilisées dans l'Antiquité ont peu évolué, je dois en revanche découvrir de quelle façon la mondialisation du crime organisé a transformé les dynamiques des groupes de trafiquants.

En 1996, la Turquie, qui compte près de 75 millions d'habitants, est parvenue à signer un accord de libre-échange avec ses voisins européens. Depuis, elle fait face à la même situation que la plupart des pays ayant ouvert leurs frontières et tente de favoriser le développement de l'économie légale tout en soutenant l'économie illégale. Bien qu'étant associée à l'Union européenne, la Turquie ne remplit toujours pas les critères pour y adhérer.

Il fait nuit lorsque j'atterris à Istanbul. La beauté du ciel étoilé teinté de mauve me coupe le souffle. Installée dans le taxi qui me conduit à l'hôtel, je baisse la vitre et l'odeur salée de la mer me parvient, à travers celles du diesel et des épices : chaque ville a sa propre empreinte olfactive.

Le chauffeur, fier de sa patrie, me fait visiter la ville. Il m'explique que nous nous trouvons au niveau de la séparation entre l'Anatolie et la Thrace, formée par la mer de Marmara et les détroits des Dardanelles et du Bosphore, qui relie l'Asie à l'Europe. « Nous sommes sur le point d'être reconnus comme faisant partie de l'Union européenne », m'annonce-t-il

d'une voix sympathique, dans un anglais touristique à l'accent chantant. « Ici tout est bon, poursuit-il. Tout le monde cohabite: musulmans, juifs, chrétiens, agnostiques, protestants... Ils sont tous bienvenus et respectés. » À l'entendre parler, on dirait qu'il récite une leçon.

Je lui souris tout en pensant aux rapports sur la persécution et l'emprisonnement des écrivains et des journalistes turcs, rédigés par PEN International, organisation de défense de la liberté d'expression. Pourtant, je ne lui réponds pas : le monde n'est ni tout blanc ni tout noir et les pays, tout comme leurs habitants, sont complexes et variés. C'est d'ailleurs ce qui les rend si captivants.

La courtoisie des gens, leurs sourires, l'amabilité du regard du bagagiste qui m'accueille à l'hôtel ou encore la douceur de la voix de la réceptionniste, qui s'adresse à moi dans un anglais parfait, font que je me sens bien la bienvenue et me rappelle qu'il ne faut pas voir le mal partout. J'espère que parmi les 200 000

femmes et petites filles victimes de la traite qui sont arrivées en Turquie ces cinq

dernières années, certaines auront croisé sur leur chemin la gentillesse d'un individu qui les aura considérées comme des êtres humains et leur aura souri, les faisant se sentir un peu moins seules dans cet endroit inconnu.

Je contacte Eugene Schoulgin, écrivain, romancier et journaliste extraordinaire d'origine russo-norvégienne. Né en 1941, Eugene a vécu en Afghanistan et en Irak, puis s'est installé à Istanbul, où il est désormais directeur de PEN International. Il m'aide à organiser des entretiens avec des analystes politiques et des sources directes. Ce très bon ami prend soin de moi, et je ne manque pas de le tenir au courant de mes rencontres et de mon itinéraire, pour qu'il sache où et comment me chercher s'il m'arrivait malheur. Sans ses conseils en matière de sécurité, mon voyage ne m'aurait sans doute pas permis d'obtenir autant de renseignements.

L'informateur

Le soir de février tombe sur Maslak, surnommé « le Manhattan » d'Istanbul.

Les gratte-ciel de ce quartier financier moderne reflètent le caractère cosmopolite de la ville, véritable joyau géographique, mi-asiatique, mi-européen.

Les passants, désirant fuir l'air froid, se réfugient dans les cafés et les bars qui dégagent une odeur de tabac noir, de café serré et parfois, d'agneau en train de cuire. De jeunes femmes minces, vêtues de minijupes, de bas et de bottes, à la mode italienne ou française, entrent dans les bars, la tête haute et sûres d'elles, tandis que d'autres avancent, plongées dans leurs pensées, portant un foulard de soie fin sur la tête et une robe austère. Les jeunes hommes, parfumés et bien coiffés, portent des costumes Hugo Boss (certains authentiques, d'autres pas) et se saluent d'une accolade ou en se touchant la joue, geste qui imite les deux bises de leurs grands-pères, salut masculin traditionnel. Un air de musique pop turque retentit, chanté par une jeune femme au même timbre de voix que Britney Spears.

Installée au comptoir d'un bar, je commande une bière locale pour attendre mon contact. Peu de temps après, un homme grand, séduisant, à la peau brun clair, aux cheveux coupés ras et aux sourcils fournis, portant un blouson de cuir couleur café, s'arrête à mes côtés. Il enlève son écharpe de laine, le nez encore rougi par le froid. Puis, sans me regarder, il prononce mon nom et prend sa commande.

Tout en m'observant du coin de l'œil, il marmonne dans un français hésitant que cet endroit ne convient pas à notre conversation : « Dans un cinq étoiles. On se voit demain dans un cinq étoiles. » J'attrape la carte de mon hôtel dans mon

sac et la lui tend. Il l'examine attentivement, me regarde, puis ses yeux se portent de nouveau sur la carte. « C'est dans le quartier de Taya Hatun », dit-il.

J'insiste : « Oui, l'hôtel est petit, il n'y a que des touristes. » « 9 heures, demain.

Soyez seule, Madame. » Il paie sa consommation sans y avoir touché, sort du bar et monte dans le tramway en regardant de tous les côtés.

Mahmut est policier. Selon un de mes contacts journalistes étrangers, il fait partie des « gentils ». Il a été entraîné par l'équipe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour intégrer le groupe spécial contre la traite des êtres humains en Turquie. Le département d'État des États-Unis et la Norvège y ont investi chacun 7 millions de dollars pour lutter contre ce phénomène. Mahmut, Turc laïc, possède une culture inattendue pour un policier de ce pays, héritier de l'Empire ottoman. Selon lui, la lutte contre l'exploitation sexuelle des femmes en Turquie et sur la Route de la soie, autrefois parcourue par Marco Polo, n'est qu'une mascarade. C'est pourquoi, après plusieurs mois de négociations par contacts interposés, il a finalement accepté de me parler.

Je l'attends dans le petit hôtel en buvant un café turc délicieusement parfumé.

Un groupe de touristes espagnoles bavardent gaiement dans le restaurant : leur guide est arrivé et, en se levant, elles me demandent si je désire les accompagner.

Je leur réponds en souriant que non, et l'une d'entre elles, une Sévillane, me prévient que je vais regretter ma décision. « Sans doute », lui dis-je. Je les salue aimablement, tout en pensant que ces touristes prendront une avenue parallèle à celle des maisons closes, sans se douter que juste là, derrière les fenêtres obscurcies, sont cachées des esclaves étrangères.

Je m'assieds au bar. Le lieu est élégant et, avec ses airs de palais, il paraît tout droit sorti d'un roman. Il est meublé de fauteuils couleur miel, agrémentés de coussins confortables en velours et coton, brodés de motifs différents. Dans cet endroit lumineux où s'élève une douce musique de fond, rien n'indique qu'on puisse avoir une conversation sur le commerce des êtres humains.

Le policier entre, salué par le jeune homme de la réception, qui le regarde à peine. La solennité avec laquelle il s'approche ne contribue pas à atténuer la tension qu'il y a entre nous. Alors que je l'invite à s'asseoir, il regarde

autour de lui et, à voix basse, m'avertit: «S'ils savent que c'est moi qui vous ai renseignée, je pourrai en prison, à moins qu'ils ne me tuent avant pour avoir violé l'article 301, le code de la police, et pour trahison à la patrie. L'État affirme que les médias sont nos ennemis et que nous ne devons en aucun cas leur faire confiance. » Je sais tout cela: plus de mille écrivains et journalistes ayant osé donner leur avis sur l'État ont été poursuivis au nom du code pénal turc.

Les autorités assurent que la loi a évolué pour satisfaire les exigences de l'Union européenne, mais les juges continuent de traiter des cas similaires. Le plus connu en Occident est sans doute celui d'Orhan Pamuk, à l'encontre duquel avaient été engagées des poursuites judiciaires : d'après le gouvernement, les déclarations de l'auteur, qui avait dénoncé l'élimination d'un million d'Arméniens et de 30 000 Kurdes en 1915 en Turquie, constituaient une insulte à l'identité turque et étaient donc passibles de trois ans d'emprisonnement.

Nous commandons une grande carafe de thé, délicatement parfumé à la cardamome, et nous sourions poliment. Soudain, Mahmut m'indique les chambres, situées au-dessus du bar. Je lui propose alors de monter dans la mienne, ce qu'il accepte : il est prudent. La chambre, petite, dispose néanmoins d'un fauteuil, que je lui offre, et d'une chaise.

Petit à petit, le policier se détend et me demande ce que je sais de la corruption turque et de la traite des femmes. Tandis que je lui réponds, il écoute attentivement chacun de mes mots. C'est alors qu'il me demande l'autorisation de retirer son blouson. Je fais signe que oui et mes os se glacent lorsque j'aperçois qu'il porte une arme, rangée dans son étui de policier. Durant quelques secondes, je perds le fil de mes pensées. Stylo en main, carnet sur les genoux, je me rends compte que je suis seule dans une chambre d'hôtel en Turquie, avec un homme armé, et que personne n'est au courant. Devinant mon inquiétude, il commence à me parler de son épouse et des femmes admirables qu'il a connues à l'OIM. Avec un soupir, nous nous accordons mutuellement notre confiance et passons ce pacte implicite sans lequel les journalistes ne pourraient pas survivre.

Les spécialistes ont fait l'étrange constat qu'à mesure que le nombre de cas de traite des femmes découverts dans le monde augmentait, la police turque

enregistrait une baisse significative du phénomène depuis la Russie, la Moldavie, la Géorgie et le Kirghizstan vers la Turquie. Comment est-il possible qu'en seulement deux ans, les autorités policières assurent avoir fait baisser de plus de 50 % les cas de traite des femmes ? Pourquoi n'y a-t-il pas de statistiques concernant la traite interne ?

Mahmut saisit le petit verre transparent rempli de thé entre son pouce et son index pour en boire quelques gorgées. Le regard posé sur ses chaussures, il m'explique que la nouvelle stratégie du gouvernement turc pour adhérer à l'Union européenne consiste à signer tous les traités internationaux et à accepter les négociations sur les droits de l'homme. Parallèlement, l'armée et les unités de police spécialisées dans la sécurité nationale sont renforcées. Cependant, Mahmut avertit:

Ils [les dirigeants de la police et de l'armée] voient la prostitution comme un commerce dont eux-mêmes sont les clients. Ils

considèrent que ce sont les États-Unis et certains pays d'Europe du Nord qui l'appellent « esclavage sexuel », et que c'est leur problème, pas le nôtre. Tout est question de points de vue, Madame. Par exemple, beaucoup de Norvégiens et de Suédois viennent en Turquie pour profiter du tourisme sexuel. Ils ne le font pas dans leur pays, mais ici c'est légal, et personne ne les reconnaît.

Ce commentaire touche le cœur du débat mondial soulevé par les abolitionnistes : tant que la prostitution sera autorisée ou régulée par les gouvernements, aucune politique publique visant à établir une séparation entre victimes et « professionnelles » ne pourra fonctionner. Mahmut poursuit : Aujourd'hui plus que jamais, les mafias albanaises et russes coopèrent avec les mafias locales pour le transfert de femmes qui finissent dans les réseaux de prostitution. Certes, cela a toujours été le cas. La différence, c'est que maintenant que les pays soi-disant civilisés ont décidé de combattre ce commerce, il est devenu d'autant plus lucratif pour tous ses acteurs : les trafiquants, les réalisateurs de films pornos ou tout simplement ceux qui trompent les femmes en leur vendant un peu d'espoir. L'arrivée des mercenaires en Irak et en Afghanistan a davantage rentabilisé le trafic de drogue, d'armes et de femmes. Personne n'en parle. Vous verrez, d'ici quelques années, les médias s'étonneront de la quantité d'argent qu'auront

gagné les terroristes et les mercenaires américains grâce à la vente de femmes dans la région. Les yakuzas achètent des amphétamines produites en Iran et les vendent au Japon, en Italie et aux États-Unis. Ils font la même chose avec les fillettes.

Alors que j'écris ces lignes, je m'arrête un instant pour observer les photos que j'ai prises et écouter les enregistrements que j'ai faits un mois après mon voyage en Turquie. Ces entretiens, réalisés avec une Américaine et une Colombienne vendues aux yakuzas à Tokyo et à Osaka, ainsi que l'histoire d'une petite Mexicaine qu'ils ont assassinée, montrent que l'information est disponible

pour qui veut bien la trouver. Le problème est que les gouvernements, après avoir pris connaissance de ces histoires liées à la mondialisation de l'esclavage, peuvent choisir de s'y intéresser, mais aussi de les ignorer.

Je décide de raconter à Mahmut les détails de ma rencontre avec le docteur Muhtar Cokar, fondateur et directeur de la Human Resource Development Foundation. L'entretien a eu lieu en plein cœur d'Istanbul, dans les bureaux de cette organisation qui accueille les femmes victimes de la traite. M. Cokar, un homme calme et incapable de me regarder dans les yeux, m'a alors expliqué que la plupart des jeunes femmes originaires de Moldavie, de Russie ou d'autres pays voisins sont tout d'abord forcées à se prostituer dans leurs pays respectifs.

Elles arrivent ensuite en Turquie avec la promesse d'un travail plus gratifiant et très bien rémunéré. Cependant, une fois sur place, elles se retrouvent seules et sans emploi. Leur unique ressource est donc l'attrait des hommes turcs pour les jeunes femmes blondes ou rousses, à la peau blanche et aux jambes longues d'Europe de l'Est. Il y a peu de prostituées turques : selon la version officielle du docteur Cokar, ce peuple a une morale stricte et les familles pratiquantes, quelle que soit leur religion, n'admettraient jamais qu'une de leurs filles vende son corps. La loi actuelle, en vigueur depuis les années 1930, interdit d'ailleurs aux prostituées de se marier et d'avoir des enfants.

Les étrangères font donc de parfaites prostituées pour les Turcs, et pour les étrangers aussi d'ailleurs. Les femmes secourues indiquent que 40 % des

touristes sexuels sont originaires de Russie. Selon le docteur Cokar, de nombreuses prostituées travaillent de façon indépendante, mettent leurs recettes de côté et, lorsque la police commence à les gêner ou à leur soutirer de l'argent, elles finissent dans des centres à partir desquels elles sont expulsées ou, dit de façon politiquement correcte, rapatriées. Elles passent en moyenne deux semaines dans un centre à Istanbul (jusqu'à six mois pour certaines) et de là, repartent dans leur pays d'origine, où elles retrouvent leurs familles, leurs enfants, mais aussi la pauvreté et la faim. Ces femmes essaient ensuite de retourner en Turquie : moyennant 15 dollars, elles achètent un visa à la frontière, puis se dirigent éventuellement vers la Grèce ou l'Italie, d'où les mafias albanaises les conduiront en France ou en Angleterre. Le médecin assure que ces voyages ne sont pas gratuits mais nombre de ces jeunes filles sont prêtes à tout pour envoyer de l'argent à leur famille.

La conviction simple et sereine de l'homme m'a surprise. Sa façon de parler des filles de l'Est était inquiétante, presque méprisante. Voyant ma gêne, il m'a fait une remarque étrange : « Écoutez, Lydia... Parfois, les étrangers

comprennent mal nos coutumes et jugent sans réfléchir... » Il s'est levé et a allumé une cigarette, expirant fortement la fumée par la fenêtre. Il se trouvait à 5

mètres à peine de la table à laquelle j'étais assise. « Par exemple, en ce moment, le débat tourne autour du port du voile par les femmes en Turquie. Vous dites qu'il s'agit d'un acte machiste [je ne me suis jamais prononcée sur le sujet] alors que c'est une bonne chose, car cela permet aux femmes orthodoxes de sortir de chez elles. En réalité, c'est une mesure féministe. Les coutumes de ce genre, si elles sont mal comprises, peuvent être mal jugées », a-t-il poursuivi en jetant sa cigarette par la fenêtre. « La Turquie compte 3 000 travailleuses du sexe déclarées. L'établissement dirigé par le gouvernement, divisé en trois bâtiments, emploie 131 femmes majeures. Parallèlement, il y a également des étrangères qui se cachent dans des maisons closes privées et illégales. » Le médecin m'a ensuite exposé le fonctionnement du tourisme sexuel, partout identique. Dans le monde entier, on retrouve les mêmes hôtels cinq étoiles, fréquentés par de riches clients qui se détendent en louant les services d'une call-girl de luxe. Les

régions touristiques, tout comme celles qui comptent une forte présence militaire, offrent toujours un terrain propice au développement de l'industrie du sexe. Bien qu'il n'ait pas confirmé ces chiffres, le docteur a indiqué que selon certaines sources fiables, la Turquie compte près de 100 000 prostituées exerçant illégalement.

Son refuge, ouvert en 2005, a soigné 400 femmes victimes de la traite en quatre ans. Si, d'après M. Cokar, aucun cas de « violence physique grave » n'a été enregistré, toutes les femmes avaient fait l'objet de violences psychologiques et sexuelles. Il m'a expliqué que tous les mois, les trafiquants injectent des antibiotiques aux prostituées afin de protéger les clients, lesquels refusent le plus souvent d'utiliser des préservatifs. Selon lui, les femmes soumises à ce traitement deviennent résistantes aux médicaments les plus puissants, ce qui peut provoquer de graves problèmes de santé. D'après un rapport du spécialiste, « 50

% des femmes qui émigrent en Turquie finissent dans les réseaux de prostitution

». L'OIM révèle également que des adolescentes originaires de Chine, des Philippines et du Sri Lanka ont été secourues dans cinq régions du pays, où elles avaient été amenées par les trafiquants d'esclaves sexuelles.

La Turquie possède une double morale. Le pays est en effet célèbre pour ses prostitués travestis et transsexuels, qui attirent leur propre tourisme mais qui sont considérés comme des « pécheurs » par l'État. S'il est interdit d'afficher son homosexualité dans les lieux publics, les établissements spécialisés dans le tourisme sexuel comptent pourtant 2 000 travestis proposant leurs services de façon parfaitement organisée, puisqu'ils acceptent même les cartes de crédit.

Lorsque je l'ai interrogé sur la légalisation de la prostitution, le médecin m'a

répondu que selon lui, l'abolition n'était pas envisageable pour la Turquie :
«

Notre organisation considère que la prostitution est une forme de violence sexuelle envers les femmes, mais qu'elle leur permet de survivre dans le monde actuel. Nous les soutenons en tant qu'êtres humains, mais nous ne cautionnons pas le commerce du sexe. » En outre, le médecin estime que l'interdiction de la prostitution aurait pour conséquence de développer davantage la traite. Quand je lui ai demandé si, selon lui, la possession et le commerce des femmes étaient culturellement acceptés, il a gardé le silence et, pour toute réponse, m'a tendu les brochures de son organisation et m'a parlé de son projet de prévention du sida.

Si le docteur Cokar m'a assuré que les femmes voyagent de leur plein gré, Mahmut pense le contraire. D'après lui, celles qui veulent se prostituer sont très peu nombreuses, la plupart cherchant un travail digne de serveuse ou d'employée de maison. Le policier affirme qu'en réalité, presque aucune étrangère n'exerce de façon indépendante en Turquie, à l'exception des femmes entretenues par des hommes mariés qui les prennent pour maîtresses, phénomène assez répandu. Certaines sources locales affirment qu'en Turquie, à l'instar de la majorité des pays musulmans, cette double morale vis-à-vis de la sexualité favorise la prostitution et l'adultère.

Le dernier rapport réalisé par The Protection Project, institut rattaché à l'université Johns-Hopkins, révèle qu'il existe 200 groupes dédiés à la traite des femmes et des petites filles parfaitement identifiés en Turquie. L'OIM, qui est l'organisation la plus efficace pour la détection et le secours aux victimes, affirme quant à elle que depuis 1999, 250 000 personnes ont été conduites dans ce pays par les réseaux de trafiquants pour y être contraintes à différentes activités. Nombre d'entre elles sont originaires d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie, de Russie, d'Ukraine, du Monténégro, d'Ouzbékistan et de Moldavie. À titre de comparaison, les chiffres officiels fournis par les autorités turques indiquent qu'entre 2003 et 2008, seules 994 personnes ont été identifiées comme victimes de la traite.

Douze organisations civiles turques déclarent en revanche avoir enregistré de très nombreux cas de petites filles enlevées dans des orphelinats en Roumanie pour être revendues en Turquie. La grande majorité accepte de voyager avec de faux contrats de serveuses, de gardes d'enfants, de secrétaires, de mannequins, de danseuses ou d'employées de maison, contre

la promesse qu'une fois en Turquie, une entreprise les enverra en Allemagne ou au Royaume-Uni. En

réalité, des centaines de jeunes filles traversent la mer Noire en ferry jusqu'à la ville turque de Trabzon ou sont conduites depuis le port albanais de Vlorë jusqu'à San Foca, en Italie, où elles sont victimes des mafias de trafiquants.

Mahmut affirme que le gouvernement de son pays fait effectivement des efforts pour éviter la traite. Par exemple, la police turque a collaboré avec les gouvernements moldave et ukrainien pour réaliser plusieurs projets de films éducatifs, destinés à sensibiliser les femmes et les jeunes filles de ces pays aux modes opératoires des trafiquants. Le problème, explique ma source, c'est qu'en parallèle le gouvernement turc a légalisé la prostitution et que l'État lui-même est chargé de la gestion des maisons closes. Le policier connaît bien les statistiques, et me rappelle que 79 % des victimes de la traite mondiale sont vendues à des fins d'exploitation sexuelle commerciale. Avec force gestes, le policier explique :

Les clients sont pour la plupart turcs, tandis que les trafiquants peuvent être autochtones ou étrangers. La prostitution rapporte beaucoup, beaucoup d'argent, Madame. Des milliers de touristes viennent sur la côte et à Istanbul en quête de plaisir, même s'ils en profitent également pour visiter les nombreuses richesses historiques de notre pays. Malheureusement, certaines personnes exploitent les petites filles. Nous avons déjà trouvé des jeunes de 16 ans, amenées en Turquie alors qu'elles n'en avaient que 14, qui travaillaient dans des maisons closes avec de faux papiers. Le gouvernement avait fermé les yeux sur cette situation. Lorsque les trafiquants se lassent des jeunes filles, ils se contentent d'appeler la police pour les lui remettre ou passent un simple coup de fil et bizarrement, quand ont lieu les rafles, il n'y a plus aucun proxénète à arrêter. En général, les jeunes filles ont des papiers authentiques mais illégaux.

Le policier parle d'un phénomène que j'ai constaté dans le monde entier: des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, des consuls, voire certains ambassadeurs, acceptent de délivrer des passeports authentiques réalisés à partir de faux documents.

Mon contact souligne qu'il est d'autant plus complexe d'identifier une esclave sexuelle lorsque ses papiers sont authentiques : si les agents des services

d'immigration se fondaient sur les apparences ou leurs simples soupçons, les frontières se transformeraient en véritable chaos et les crises diplomatiques éclateraient inévitablement. « C'est pour éviter ce genre de problèmes, poursuit Mahmut, que de nombreux agents décident d'ignorer leurs soupçons. De plus, chez certaines ethnies, comme les Mongoles ou les Cambodgiennes, les femmes paraissent très jeunes. J'ai vu des femmes philippines qui avaient l'air de n'avoir que 16 ans mais qui, en réalité, en avaient déjà 25. On ne peut tout simplement pas savoir précisément », continue-t-il, réfléchissant à voix haute.

Le policier confirme les chiffres de l'organisation End child prostitution, child pornography and trafficking of children for sexual purposes (ECPAT), selon lesquels 16 % des victimes de la traite secourues en Turquie sont mineures et vendues à des fins d'exploitation sexuelle commerciale. Il insiste sur le fait que l'industrie du sexe est perçue comme une réelle activité commerciale et non pas comme une infraction. Il appuie également les rapports de Save the Children, qui affirment que de nombreux pédophiles sont attirés par les endroits où la prostitution des adultes est légale. Ils s'y installent et forment ainsi une clientèle fidèle qui favorise le développement de l'exploitation sexuelle infantile.

Malgré les campagnes du ministère des Affaires étrangères turc, les chiffres fournis par celui-ci ne mentent pas : alors qu'en 2006, on enregistrait 422

arrestations, ce chiffre est descendu à 308 en 2007 et à 255 fin 2008. La plupart des personnes arrêtées sont des clients et parfois des victimes, considérées par les autorités comme complices de la traite. Tout semble indiquer que le gouvernement turc, comme tant d'autres, a criminalisé l'exploitation sexuelle de façon incomplète pour apaiser les plus fervents abolitionnistes comme les États-Unis ou la Suède. Pourtant, en enquêtant de manière un peu plus approfondie, on se rend vite compte que parallèlement à la baisse du nombre d'autorisations délivrées pour exercer la prostitution légale, censée montrer à la communauté internationale que le pays a

renforcé sa législation, les établissements illégaux fonctionnent et se développent sous la houlette de l'État.

Certains rapports de la CIA indiquent que le trafic de drogue est concerné par le même phénomène : le fait que la culture de l'opium soit légale en Turquie augmenterait en effet le laxisme des contrôles policiers. Ainsi, le pays reste une plaque tournante sur la route de la drogue vers l'Europe et l'Asie, avec 41 % de l'héroïne au monde qui y transite. Les routes aériennes et terrestres ainsi que les aéroports voient donc passer des tonnes de morphine produite en Afghanistan et au Pakistan, transformée en héroïne dans les laboratoires du Kirghizstan ou d'Istanbul, puis envoyée en Europe.

L'OIM est parvenue à convaincre le gouvernement turc de mettre en place une ligne téléphonique pour les plaintes, la *toll free 157*. Entre sa mise en fonctionnement, le 23 mai 2005, jusqu'au début de l'année 2009, 114 victimes ont pu être secourues. Les opérations de secours et de suivi sont prises en charge par deux organisations civiles à but non lucratif et par l'OIM. La situation semble pourtant loin d'être positive: des jeunes filles moldaves et croates avec lesquelles j'ai réussi à discuter m'ont ainsi affirmé que le rapatriement n'est qu'une mascarade visant à expulser les femmes qui ont déjà fait leur temps. Les nouvelles recrues sont en effet plus faciles à contrôler et ne parlent pas... du moins pas encore.

Le tourisme est une manne qui rapporte 21 milliards de dollars par an à la Turquie. Pour les Européens, le sexe est l'une des principales offres de ce secteur. En Turquie, l'augmentation du tourisme sexuel, à la fois masculin et féminin, est nette. Contrairement aux femmes, les hommes qui exercent la prostitution le font de façon indépendante et s'acquittent uniquement de frais de protection policière. Les jeunes garçons, quant à eux, très souvent utilisés pour satisfaire les touristes sexuels pédophiles, sont soumis aux mêmes conditions de vie que les petites filles et les adolescentes : soumission, clandestinité et menaces.

Les filles de Matilde

Matilde Manukyan, d'origine arménienne, est née en Turquie en 1914 au sein d'une famille aristocrate. Après avoir été éduquée dans la meilleure école de sœurs françaises, la jeune femme s'est mariée, puis a perdu son

conjoint, héritant d'un bel immeuble dans le quartier rouge de Karaköy. C'est alors qu'a commencé son règne sur les maisons closes : Matilde contrôlait en effet trente-deux établissements et possédait en outre quatorze bâtiments consacrés aux activités des réseaux de prostitution légale. Dénoncée à plusieurs reprises pour exploitation sexuelle de mineures, ses relations avec l'État l'ont cependant toujours protégée, la maintenant hors d'atteinte. La proxénète a même été reconnue citoyenne ayant payé le plus d'impôts entre 1990 et 1995 par l'État turc qui, pour l'occasion, avait été jusqu'à convoquer les diplomates, alors même que tous les revenus de cette femme provenaient du commerce sexuel. En 1975, une bombe a explosé dans la voiture de Matilde, qui a survécu à cet attentat grâce à douze opérations de chirurgie reconstructrice. En effet, habituée à régner sans partage sur le marché de la prostitution turque, elle s'était fait de nombreux ennemis parmi les nouvelles mafias internationales de trafiquants, qui avaient commencé à faire évoluer le secteur dans les années 1990. Ces criminels, de

mise avec la police, lui demandaient des frais de protection qu'elle avait refusé de payer.

En 1996, il a été démontré publiquement que ses établissements exploitaient des mineurs. La haute société, qui l'avait jusqu'alors soutenue, a cessé de le faire. Lorsque ses activités de trafiquante ont été découvertes, Matilde a annoncé sa conversion à l'islam. Or, selon le prophète Mahomet, ceux qui adhèrent à la religion musulmane sont libérés de leurs péchés. Quelque temps après, soutenue par le gouvernement, elle a utilisé l'argent obtenu grâce à la traite et à l'exploitation des petites filles pour faire construire une belle mosquée, acte que beaucoup jugèrent indigne. Si certaines personnes affirment qu'elle a été pardonnée par Allah, une grande partie de la société turque continue d'en parler comme de la « trafiquante de femmes et de petites filles ». On sait que Matilde a été proche de la police jusqu'en 2001, année de sa mort. Grâce à sa conversion religieuse, ses crimes n'ont jamais été punis.

À Londres, j'ai pu m'entretenir avec Ulla, une Syrienne de 39 ans qui a été enlevée puis vendue à Istanbul à un homme, qui l'a ensuite conduite chez Matilde. Ulla a travaillé dans deux établissements différents, de 16 à 20 ans.

Aujourd'hui mariée, elle travaille dans une boutique de libre-service et fait des traductions bénévoles pour une organisation civile londonienne de défense des droits des femmes. Ses amis, pour la plupart, ne connaissent pas son passé. Voici un extrait de son témoignage :

Nous pensions alors que nous étions bien traitées. On nous racontait que les autres jeunes filles étaient conduites dans des endroits effrayants et travaillaient comme véritables esclaves. Que là, les hommes étaient sauvages et ne payaient que quelques centimes pour être avec elles. Ces histoires nous terrorisaient. On nous disait que les hommes avaient d'étranges maladies et que les femmes ne pouvaient pas se laver ni prendre soin d'elles, tandis que nous, nous pouvions le faire. Nous étions peu payées et quelques fois punies. Certains clients étaient obscènes et violents, mais cela faisait partie du travail. J'ai ensuite été achetée par un client (à 20

ans, j'étais déjà considérée comme une vieille) qui m'a conduite à Londres. Là, j'ai exercé illégalement pendant plusieurs années; en plus, je me droguais. Puis, d'autres femmes m'ont aidée et j'ai pu changer de vie. Maintenant que je regarde en arrière, je me rends compte que je n'étais qu'une esclave sexuelle, mais à l'époque, je ne

le savais pas. Quand tu es seule et que tu n'as pas le choix, mieux vaut ne pas voir la réalité et tenter de survivre sans y penser. Je me disais : « Qu'y a-t-il de mal à vendre son corps quand c'est tout ce qu'on possède ? »

En Turquie, où la prostitution est légale, il était impossible de s'échapper. Les policiers et les hommes politiques étaient les meilleurs clients. Ils aimaient tant la patronne qu'ils envoyaient leurs infirmières pour nous soigner. Nous étions réputées pour être les prostituées les plus obéissantes et les plus saines du pays.

Plusieurs années ont passé avant qu'Ulla ne reconnaisse qu'elle avait été rendue accro à l'opium par une des femmes de la maison close et que c'est justement grâce à cette addiction qu'elle a pu surmonter la peur de vivre enfermée, de se prostituer et d'être violée par dix à douze hommes par jour.

«

Grâce à l'opium, je flottais, je ne sentais rien, je n'étais rien, je n'étais plus moi-même », dit-elle.

D'autres ne vivent pas si mal le fait de travailler dans l'un de ces établissements. C'est le cas de Sonya, originaire du Monténégro, qui est arrivée en Turquie à l'âge de 24 ans et qui en a désormais 35. Lorsqu'elle fut conduite en Turquie, elle savait déjà qu'elle exercerait la prostitution. Au bout de trois ans, elle a pu payer sa dette et sortir dans la rue sans être gênée. Elle se souvient :

J'avais toujours peur que quelqu'un, à l'intérieur du système, se fâche ou se lasse de moi et d'être alors prise pendant l'une de ces rafles systématiquement effectuées par la police lorsque de nouvelles filles arrivaient. Je craignais d'être expulsée. Ils nous disaient que la police tenait des registres avec nos photographies et que tout faux pas entraînerait notre expulsion. Je ne voulais pas retrouver la faim, la violence ; je n'ai plus rien dans mon pays... Je n'ai plus de pays. La prostitution n'était pas la solution idéale, mais en attendant, c'était déjà quelque chose.

L'histoire de Matilde Manukyan, la grande entremetteuse turque, montre parfaitement comment certains proxénètes deviennent trafiquants d'esclaves sexuelles. Ils travaillent non seulement au sein du système, formant des alliances

avec la police et le gouvernement, mais prennent également part à des activités légales de façon reconnue, voire valorisée par certains groupes sociaux, y compris par les élites aristocratiques et politiques. Une fois bien établie dans le domaine de la prostitution légale, Mme Manukyan s'est lancée dans le trafic de femmes et de mineurs. L'argent ainsi récolté a ensuite été investi dans l'immobilier : au moment de sa mort, Matilde était propriétaire de trois hôtels cinq étoiles, de plus de cent vingt appartements situés dans diverses régions touristiques du pays, d'une société d'export et d'une entreprise possédant plus de trois cents taxis de luxe. Elle détenait en outre une collection de voitures Rolls-Royce, Mercedes-Benz et BMW, un hôtel qu'elle avait fait construire en Allemagne et un mégayacht qu'elle utilisait pour distraire ses amis haut placés.

Le cas de cette femme m'a aidée à mieux comprendre pourquoi il est si complexe, abstraction faite de tout phénomène de «panique morale », de différencier prostitution et exploitation sexuelle commerciale. À quel moment une femme, impliquée dans la prostitution légale, choisit-elle de réduire des adolescentes et des petites filles en esclavage? En ce moment même, combien de proxénètes, à l'instar de Matilde, décident-ils de la vie et de l'avenir d'une jeune fille, sous prétexte que « si c'est bon pour moi, c'est bon pour elle » ? Que se passe-t-il quand traite et prostitution s'entremêlent ? Lorsqu'un proxénète dispose d'un pouvoir économique et politique, il est impossible de démembrer le réseau d'esclavage qui se trouve imbriqué dans le système légal. À ce sujet, Mahmut affirme:

C'est très compliqué. Il s'est passé la même chose quand on a voulu s'attaquer au problème de l'héroïne en Turquie, en 1998. Il était alors plus simple pour le gouvernement de fermer les yeux sur les agissements des mafias turques, albanaises et kosovares sur le territoire. La Turquie a l'avantage et l'inconvénient d'être un pont entre deux mondes, appartenant à la fois à l'Europe et à l'Asie. La route des Balkans a toujours été compliquée. On ne peut pas dire que les autorités turques ne sont pas corrompues : partout, il y a des policiers et des hommes politiques prêts à se vendre en échange de quelques euros ou dollars.

Ici, en Turquie, nous utilisons la présence de l'OIM pour que les Européens et les Américains nous traitent d'égal à égal. Personne ne parle de la façon dont les accords entre mafias ont évolué. Si les pays qui souhaitent stopper le trafic d'armes le font de façon

immédiate, c'est uniquement parce qu'il constitue une menace pour leurs intérêts nationaux ou économiques, tandis que le trafic de femmes, aujourd'hui appelé « traite », est une activité qui profite depuis au moins vingt ans aux mafias russes et albanaises, qui opèrent en Macédoine et négocient avec les mafias turques.

Si certains spécialistes internationaux, comme Moisés Naím, persistent à croire que la collaboration des mafias les plus puissantes à travers le monde n'est qu'une fiction policière, les experts qui travaillent sur le terrain affirment pourtant que c'est un fait avéré : tout comme l'économie, les groupes mafieux se sont mondialisés. Deux mois après mon entretien avec

Mahmut, j'ai saisi l'ampleur de ses propos en apprenant que la police turque spécialisée dans la lutte contre la criminalité organisée avait arrêté, à Istanbul, quatre Japonais appartenant à une branche des yakuzas. Ils agissaient dans la région en collaboration avec des trafiquants de drogue iraniens qui leur avaient vendu des amphétamines. Deux d'entre eux ont tout d'abord été arrêtés en possession de 150 000 cachets d'amphétamines, puis leurs deux complices ont été appréhendés l'un après l'autre avec 200 000 doses supplémentaires. Les routes utilisées par les trafiquants de drogue entre l'Iran et Istanbul sont les mêmes que celles identifiées pour la vente d'esclaves dans la région. Selon Mahmut, les trafiquants qui transportent la drogue ne sont pas forcément les mêmes que ceux qui trafiquent les femmes et les petites filles. En revanche, les routes empruntées sont toujours contrôlées par les mêmes groupes. Le policier affirme que certains de ses collègues turcs et iraniens sont révoltés par le trafic de drogue, mais acceptent celui des femmes et des petites filles qui, selon eux, ont fait le choix de la prostitution.

Mahmut me parle ensuite des grandes rafles effectuées en Scandinavie, dans les années 1990, contre les mafias albanaises et kosovares.

Le 23 février 1993, le « parrain » kosovar Princ Dobroshi, né en 1964, était arrêté par la police norvégienne, alors qu'il était également recherché en Suède et au Danemark pour des infractions similaires. Condamné à quatorze ans d'emprisonnement, il s'est échappé de la prison d'Ullersmo en 1997. Malgré les diverses opérations de chirurgie esthétique subies, il a été de nouveau arrêté par la police de Prague en 1998. Selon certains rapports officiels, l'homme a avoué s'être servi du transport d'héroïne vers les pays européens pour acheter des armes utilisées au cours de la guerre du Kosovo. Une partie des enquêtes révèle, sans y accorder beaucoup d'importance, que la traite des Blanches associée à la

vente de protection aux maisons closes était l'une des activités mineures du personnage. Les membres du cartel de Princ Dobroshi ont pour la plupart été emprisonnés en Suisse ou en République tchèque.

Le 10 décembre 1998, le quotidien anglais *The Independent* révélait que les mafias albanaises contrôlaient 70 % du marché de l'héroïne dans la région.

Mahmut, tout comme d'autres sources, affirme que les héritiers de ces mafias, de plus en plus jeunes et organisés, sont toujours aux commandes de la traite et de la prostitution forcée dans cette partie du monde. De nos jours, les mafias disposent de technologies plus avancées et, à l'instar des gouvernements, signent des accords régionaux et internationaux. La participation active de femmes dans les réseaux de trafiquants est une autre caractéristique qui différencie les

«nouvelles générations » de leurs prédécesseurs. Nombre de ces femmes ont elles-mêmes été victimes de la traite puis, après avoir été choisies par certains dirigeants, se sont spécialisées dans le recrutement et la formation des femmes et des petites filles. Le marché, tout comme ses acteurs, s'est amélioré pour s'adapter à son époque.

De toute évidence, les hauts responsables ne retiennent pas les leçons du passé: en janvier 2005, Princ Dobroshi, considéré comme un terroriste et comme l'un des criminels les plus cruels de la région, a été libéré sur parole par les autorités norvégiennes, auxquelles il avait été livré par les Tchèques. Un rapport de l'OTAN indique qu'il aurait obtenu sa libération pour « bonne conduite ».

Mahmut consulte sa montre. Parler français et chercher ses mots pour exprimer ses inquiétudes concernant les activités des mafias l'épuise.

Heureusement, nous disposons d'un dictionnaire turc-français.

L'homme qui se trouve en face de moi a déjà bu cinq verres de thé noir. Il observe la fenêtre et se tait dès qu'une voix résonne dans le couloir de l'hôtel.

Soudain, il sort un téléphone portable de sa poche et me montre une vidéo, sur laquelle une jolie petite fille de 3 ans danse sur de la musique. « Pendant l'entraînement, les formateurs de l'OIM nous ont demandé: "Que feriez-vous si l'une de ces femmes, vendues pour être sexuellement exploitées, était votre fille ?" C'est pour cette raison que je suis ici », explique-t-il, s'adressant plus à lui-même qu'à moi. Il range son téléphone puis se racle la gorge.

Comme pour justifier ce qui pourrait passer pour un signe de faiblesse venant d'un homme comme lui, il affirme simplement que son père lui a appris à faire passer ses principes avant toute autre chose. Il me raconte que ses ancêtres

français lui ont donné envie d'apprendre cette langue, à une période de sa vie où, contrairement à la moyenne des policiers turcs, il a pu consacrer un peu de temps aux études. Sa femme, comme plus de la moitié des Turques, est analphabète.

Mahmut souhaite que sa fille se sente en sécurité.

Il m'avoue également, dans une étrange confession, avoir déjà été tenté par les filles de l'Est, mais qu'il n'est pas dans ses habitudes de fréquenter ce genre d'établissements.

«Vous m'avez dit être déjà allée en Angleterre, poursuit-il à voix basse, les yeux dans le vague sous ses épais sourcils noirs. Que vous a-t-on raconté sur les femmes qui viennent de Turquie et sur les célèbres proxénètes albano-turcs ?

Avez-vous vu de quelle façon ils arrivent en Italie ? Vous savez que nous possédons des frontières maritimes [Il fait allusion aux côtes de la péninsule anatolienne, qui s'étendent sur 5 000 miles]. Allez donc voir ce qui se cache dans les containers des cargos. »

La Turquie dispose d'une situation géopolitique stratégique. Ses liens avec le Caucase, l'Asie centrale et les Balkans, tout comme son ouverture économique importante, lui ont permis de conclure des traités commerciaux avec le Japon et la Corée du Sud. Sa participation croissante dans les secteurs de l'automobile, de la sidérurgie, de l'électroménager et des matériaux de construction est certes importante, mais d'après les experts, celui des matériels militaires, en pleine expansion, est essentiel pour le pays. La position de la Turquie en tant que seconde force armée de l'OTAN en termes de puissance, juste après les États-Unis, est en effet bien connue. Le pays compte 1 043 550 soldats prêts à partir au combat et possède la base aérienne d'Incirlik, qui détient 90 bombes nucléaires B-61.

Les victimes de la traite avec lesquelles j'ai pu discuter m'ont assuré que les soldats sont les meilleurs clients des milliers de maisons closes, légales et illégales, que compte la Turquie. Leur implication dans la production, la vente et la revente d'engins nucléaires et militaires a fait de ce pays un terrain idéal pour les mafias de trafiquants d'armes.

Je demande à Mahmut ce qui serait le plus facile pour moi : acheter une petite Asiatique ou un AK-47 ? Il me répond en souriant : « Les 47 sont de vieux modèles, vous pouvez en acheter un demain pour 250 dollars; mais pour une femme, dit-il en ne plaisantant qu'à moitié, mieux vaut un AKM [modèle beaucoup plus léger]. Vous en trouverez un pour 400 dollars. L'achat d'une fille

“nouvelle” pour l'exploiter vous reviendrait à peu près au même prix. La drogue

ne vous conviendra pas... Des trois marchandises, c'est la seule qui ne peut pas être revendue après utilisation. » Le ton employé par le policier me rend nerveuse, mais je note chacun de ses mots. S'apercevant qu'il a dit ce qu'il fallait, Mahmut conclut par quelques chiffres sur le commerce légal et illégal et sur la difficulté de les différencier.

Je l'interroge: « Serait-ce la même chose avec les femmes? L'esclavage a besoin de la prostitution légale pour rendre plus difficile la distinction entre les deux activités. » « C'est tout à fait cela, Madame, affirme-t-il. C'est pourquoi tant de personnes ont intérêt à promouvoir la réglementation de la prostitution. »

La Turquie, avec son économie en pleine ébullition, fait partie des quatre pays qui construisent et vendent le plus de bateaux, de yachts et de mégayachts dans le monde. Rien qu'en 2008, le pays a importé des biens et des services pour un montant total de 141,8 milliards de dollars et a exporté pour 204,8 milliards de dollars de marchandises.

« Surveillez les passagers des charters et les regards dissimulés dans les aéroports », me met en garde le policier qui, en guise de salut, pose la main sur le cœur et se courbe légèrement. « Ne vous inquiétez pas, lui dis-je en inclinant la tête. Je viens du Mexique et là-bas, la situation n'est pas si

différente pour les journalistes. » Il n'est pas religieux mais, fidèle à la coutume, Mahmut me dit au revoir en me souhaitant la protection d'Allah.

Chapitre 2

Israël et Palestine : ce que cache la guerre

Nouvelles esclaves, vieilles idées

Je suis assise face à Rim Banna, une femme aux yeux immenses, à la fois sage et poétique, véritable symbole des territoires palestiniens occupés, cette région du Proche-Orient située sur la rive sud-est de la Méditerranée, qui englobe la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Rim vit à Nazareth, où elle est née en 1966. Cette artiste se sert de la musique pour montrer la réalité telle qu'elle est, au-delà des manipulations médiatiques et des événements politiques concrets. Elle a composé et enregistré onze albums, se surpassant à chaque fois. La Palestinienne s'occupe également de défendre les droits des femmes. Son compagnon Leonid, père de ses deux enfants, un fils et une fille, est lui aussi musicien. Ensemble, le couple œuvre pour la paix et la liberté.

Notre entretien se déroule dans une pièce équipée de deux chaises en bois.

Alors que je prépare ma caméra et mon crayon, nous commençons à parler de la vie et de la sécurité des femmes et des petites filles sur les territoires palestiniens occupés. Au bout de quelques minutes, la sonnerie du téléphone de Rim nous interrompt. Elle s'excuse et la lecture du message qu'elle vient de recevoir illumine son visage. Elle me montre sur l'écran la photo de sa fille Baylasan, souriante, qui prévient ainsi sa mère qu'elle est bien arrivée à l'école. Émue, j'écoute Rim m'expliquer qu'il ne s'agit pas d'un simple jeu entre la mère et la petite de 6 ans. Dans ce contexte où bombardements, soldats, enlèvements et arrestations illégales font partie du quotidien, c'est la solution qu'elles ont trouvée pour se rassurer mutuellement et montrer à chaque instant à leurs proches qu'elles sont toujours libres et en vie, du moins pour aujourd'hui.

Rim me demande de lui raconter les histoires des femmes et des petites filles du Mexique. Puis, l'artiste, qui possède une intelligence émotionnelle rare pour quelqu'un qui risque sa vie à longueur de journée, m'explique que la traite des

femmes et des petites filles s'apparente beaucoup à l'occupation d'un peuple: Le reste du monde ne saisira jamais la vérité tant qu'il n'aura pas compris qu'un conflit ne peut être résolu lorsqu'il existe une si grande inégalité en termes de pouvoir, d'argent, d'armes et d'idées ; lorsque l'autorité des patriarches ne s'exerce que d'un côté, celui de ceux qui commandent, pendant que de l'autre, les femmes sont forcées d'obéir, de se soumettre, de vendre leur âme et d'accepter la colonisation, parce qu'elles ne sont que *les autres*. Je ne crois pas en la violence. C'est pourquoi, dans ma musique, je montre le côté humain de la Palestine, en racontant l'histoire des gens, des femmes et des petites filles, comme Baylasan. Je chante pour les enfants qui ont le courage d'apprendre à jouer au ballon et à rire tout en se sachant surveillés par les soldats israéliens ; pour les petites filles et les femmes qui font vivre et qui soutiennent l'ensemble du peuple, qui travaillent et qui perdent leurs parents ; pour leurs époux, leurs frères et leurs fils qui continuent leur besogne, croient en la vie et rêvent d'un avenir, d'un jour où ils seront enfin libres... Peut-être qu'un matin, le jour se lèvera sur la liberté, la paix et la raison.

Durant certains concerts, qui ont eu lieu en divers endroits, Rim a été menacée et qualifiée de musulmane extrémiste. Peu de gens savent qu'elle est en fait chrétienne. « Il est impossible d'établir un dialogue avec ceux qui refusent d'écouter et qui rejettent toute critique. Dans ce contexte, il est très difficile d'enquêter sur les violences faites aux femmes », affirme-t-elle. Ainsi, les groupes féministes qui leur portent secours le font presque en cachette, car les ressources sont pour la guerre, pas pour la paix.

À de nombreux égards, la Palestine est un territoire miné dont les ennemis ne se trouvent pas uniquement sur les postes de contrôle israéliens. L'adversité avec le Liban est profondément enracinée, tout comme celle qui oppose Arabes, chrétiens et juifs. Le mépris, l'intolérance et le racisme qui existent entre ces peuples qui, en apparence, pourraient être frères, atteignent des proportions incompréhensibles.

Lorsque je demande à Rim si selon elle, les petites filles et les femmes risquent davantage d'être enlevées et vendues tant que les conflits se poursuivent, elle me répond : « Oui, c'est ainsi, la guerre ouvre la porte à tous

les malheurs. C'est pour cette raison que je chante l'espérance : nous ne pouvons pas la perdre. »

Rim me parle des quarante dernières années (1967-2006), au cours desquelles les territoires palestiniens de Gaza, de Jérusalem et de Cisjordanie ont été occupés par l'armée israélienne. Ces politiques d'occupation impliquent un contrôle strict des déplacements, tant à l'intérieur de chaque enclave que vers les frontières extérieures. La Palestine est désormais un territoire éclaté.

L'occupation, tout comme la violence et la répression qu'elle engendre, crée un contexte de guerre dans lequel les droits de l'homme n'ont pas leur place.

Les chemins sont parsemés de tranchées et de postes de surveillance, qui changent en fonction des besoins et des stratégies du gouvernement israélien. Le paysage est constellé de ruines : immeuble détruit par ici, restes d'une école par là. Des barrières envahissent soudainement les routes ou les rues pour contrôler les mouvements de la population. Lorsque les enfants, sur le chemin de l'école, aperçoivent l'un de ces barrages, ils font demi-tour sans rien dire et se mettent en quête d'une nouvelle route pour arriver à destination. Leur silence est éloquent: ils savent que parler pourrait leur coûter la vie. Les petits, tout comme leurs parents, ont appris à garder leurs forces et à choisir leurs batailles. Grâce à un jeu ou à un humour subtil, ils rompent la tension et la peur qui les envahissent lorsqu'ils aperçoivent un nouveau poste militaire, installé juste devant la porte de leur grand-mère. Un enfant brandit une branche et sa tante de 20 ans se précipite sur lui, hors d'elle, pour la lui arracher et la casser en morceaux: je comprends alors que de loin, cette branche aurait pu être prise pour une arme. Cela me rappelle les offensives de l'armée mexicaine à l'encontre des jeunes du Chiapas armés de bâtons, justifiées ensuite par l'armée qui affirma, photographies à l'appui, que de loin, ces bâtons ressemblaient à des armes.

L'Unicef a révélé que dans les territoires palestiniens occupés, des dizaines d'enfants continuent de mourir en raison des conflits armés. Depuis l'année 2000, le niveau de pauvreté a sensiblement augmenté. Les contrôles et les barrages qui bloquent les routes rendent de plus en plus difficile l'accès des personnes à leurs lieux de travail, aux écoles et aux centres de soins. De plus, la moitié de la population gazaouie a moins de 18 ans : dans ce contexte, la défense de l'enfance acquiert un caractère d'autant plus urgent.

En Palestine et en Israël, contrairement à d'autres pays, la prostitution est non seulement illégale, mais également considérée comme un acte particulièrement immoral par les autorités des deux nations, tant du point de vue social que religieux. Bien entendu, cela ne signifie pas que le phénomène n'existe pas. Il est

simplement d'autant plus difficile à étudier en raison de sa clandestinité, semblable à celle que l'on trouve en Irak et en Iran, où les groupes orthodoxes, prenant appui sur des principes religieux, estiment que les hommes sont les propriétaires des femmes et de leur vie.

Il est très compliqué de traverser le territoire palestinien. La discrimination dont les femmes font l'objet est profondément enracinée dans la culture et bien souvent renforcée par la religion. La photographie d'un mariage public organisé par le Hamas, montrant des hommes âgés de 25 à 35 ans en train de défiler dans les rues de Gaza avec leurs jeunes épouses de 10 ans, est suffisamment éloquente.

En Israël, la séparation entre orthodoxes et libéraux est plus nette. C'est la raison pour laquelle ce pays compte davantage de cas de prostitution forcée et d'exploitation sexuelle de femmes et de petites filles le plus souvent non juives.

Dans ce domaine, l'altérité joue un rôle fondamental: plus la dimension conservatrice et religieuse d'un pays ou d'un groupe social est importante, plus celui-ci sera laxiste envers l'exploitation sexuelle des enfants et des femmes appartenant à d'autres ethnies, à d'autres confessions et à d'autres pays.

En Palestine, même les organisations de défense des droits de l'homme nient le problème de la traite et de l'exploitation sexuelle des femmes et des petites filles, hormis une, qui travaille dans la plus grande discrétion pour éviter d'être fustigée. Le sexisme et la misogynie rendent les enquêtes très compliquées, surtout lorsqu'elles sont réalisées par des femmes qui, comme moi, doivent rencontrer les autorités policières et militaires. Celles-ci sont en effet peu disposées à parler de ces sujets « immoraux », qui plus est à une personne n'appartenant pas aux milieux protégés et acceptés par chaque clan.

Dans le marché mondial de l'esclavage et du commerce des êtres humains, en pleine croissance, la situation des enfants de ce territoire est extrêmement fragile.

Elle doit donc être considérée à part et traitée avec la même urgence que celle dont bénéficient les pays d'Afrique ou d'Amérique latine, où la population, et tout particulièrement les enfants, ne sont protégés ni par la législation, ni par les forces de l'ordre. Selon l'Unicef, dans les territoires palestiniens occupés, près de 10 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de dénutrition chronique. La situation est particulièrement grave à Gaza, où ce chiffre atteint 50 000 sur une population de 800 000 mineurs. La moitié des enfants de moins de 2 ans est anémiée et 70 % souffrent de carences en vitamine A. Près de 10 % des jeunes filles de 15 à 18 ans sont enceintes ou ont déjà eu des enfants. Les pourcentages élevés de grossesses chez les adolescentes et les très jeunes filles témoignent de

la violence sexuelle exercée à l'encontre des femmes et des petites filles. La première piste à suivre est celle des agresseurs: qui sont-ils et où vivent-ils ?

Grâce aux efforts de l'Unicef, plus de 50 000 enfants ont reçu un soutien psychosocial pour pouvoir faire face à la violence. Quand je vois ces centaines de gamins qui, alors qu'ils n'ont pas encore 10 ans, souffrent déjà de crises d'angoisse et de dépression, je comprends mieux la tâche que se sont fixée les femmes comme Rim Banna. La moitié des enfants scolarisés affirme avoir déjà assisté au siège de leur école par les forces armées israéliennes et, pour plus de 10 %, à la mort d'un de leurs professeurs. L'Unicef a réalisé un travail sur le terrain exceptionnel, formant des milliers

d'adultes à aider les petits et à leur apprendre à marcher en évitant les mines antipersonnel.

Zaïde, une Palestinienne qui porte secours aux femmes victimes de violence sexiste au sein de leur foyer, a déjà dénoncé la disparition de petites filles et affirme qu'un nombre croissant d'adolescentes et de jeunes est soumis à la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et, dans une moindre mesure, de vente d'organes. Dans les situations analysées dans ce chapitre, il est beaucoup plus difficile de mesurer le danger encouru par les victimes, car celles-ci souffrent également d'un état de stress posttraumatique depuis l'enfance engendré par les conflits.

La seule et unique étude formelle sur la traite des êtres humains dans la région a été réalisée par Sawa – All the Women Together, Today and Tomorrow, une organisation de femmes qui protège les victimes de violence domestique. Grâce au Fonds de développement des Nations unies pour la femme (Unifem), Sawa a réussi à publier un document intitulé *Trafficking and Forced Prostitution of Palestinian Women and Girls: Forms of Modern Day Slavery*³.

J'ai suivi les mêmes routes que celles étudiées par Sawa, qui sont pour ainsi dire les seules voies d'accès et de mouvements dont dispose la population. De la Cisjordanie à Jérusalem, de Gaza à Jérusalem et à l'intérieur même de la Cisjordanie, j'ai trouvé les routes suivies pour le trafic des femmes. Alors que j'écris ces lignes, les territoires palestiniens occupés comptent 561 barrages militaires qui contrôlent les déplacements de 2,4 millions de Palestiniens, ce qui signifie que les communautés sont éclatées. Les alentours de Jéricho ont été creusés de telle façon qu'il n'existe plus qu'une seule sortie ne conduisant pas vers ce que les habitantes appellent «le précipice ». Ainsi, les personnes désirant se déplacer entre les enclaves de Naplouse, de Ramallah et de Hébron ou se rendre à Jéricho n'ont d'autre moyen de le faire qu'en subissant le contrôle strict des soldats.

L'étude réalisée par Sawa nous révèle l'histoire d'un petit hôtel de la ville de Jérusalem qui, après avoir dû faire face à de graves problèmes financiers, a été transformé en maison close par son propriétaire. Si les clients venaient pour la plupart du voisinage, l'établissement était également fréquenté par

les autorités (le document ne précise pas s'il s'agissait de policiers, d'hommes politiques ou de militaires).

Quatorze femmes et jeunes filles âgées de 14 à 28 ans ont été conduites de façon illégale depuis la bande de Gaza jusqu'à la Cisjordanie. Contraintes de travailler comme mendiante pendant la journée, elles devaient se prostituer la nuit. La patronne touchait 200 shekels (environ 41 euros) pour l'utilisation de la chambre. Le client payait la femme ou l'adolescente en fonction de sa valeur estimée, qui variait le plus souvent entre 30 et 200 shekels, selon son «

expérience » et sa « beauté ».

Le propriétaire a été arrêté par la police israélienne, puis poursuivi et condamné pour avoir dirigé une maison close. L'enquête a été interrompue au bout de huit heures et s'est conclue par l'expulsion des victimes, qui se trouvaient à Jérusalem sans les autorisations légales du gouvernement israélien et étaient donc en situation d'infraction. Le cas ne fut pas consigné comme relevant de la traite des personnes.

Le propriétaire d'un hôtel de Jérusalem, préférant rester dans l'anonymat et se disant indigné par l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, a raconté l'histoire telle qu'il l'avait vécue aux enquêteuses de Sawa : Il y a un certain temps, une jeune fille de Naplouse était restée dans mon hôtel pendant un mois. Elle était soi-disant infirmière et travaillait toujours de nuit. Nous avons finalement découvert qu'elle se prostituait dans une localité israélienne de Jérusalem. J'ai entendu beaucoup d'histoires de femmes palestiniennes qui viennent de Cisjordanie pour se prostituer à Jérusalem. Je peux vous assurer que la vieille ville regorge de maisons closes.

Les techniques utilisées pour retenir les filles sont les mêmes dans tous les pays. La plupart du temps, les petites filles et les adolescentes sont vendues par un proche ou par une personne connue de leur communauté à une maison close, dirigée par une femme. Les trafiquants menacent ensuite les jeunes comme les adultes de divulguer les photographies à caractère pornographique prises lors des

viols initiatiques qu'elles subissent.

Ce discours, qui met en jeu l'honneur des familles et des victimes elles-mêmes, est très efficace pour soumettre la volonté de ces dernières. Elles sont en effet conscientes que si leurs activités étaient ainsi dévoilées à la communauté, notamment aux groupes les plus religieux et conservateurs, elles s'exposeraient à un châtiment brutal et risqueraient même d'être exclues. En Palestine, les trafiquants se regroupent en petits réseaux locaux, généralement protégés par des soldats ou des policiers de la ville d'arrivée. Il n'existe aucun indice montrant que les réseaux internationaux ou qu'un groupe mafieux en particulier sont impliqués dans la traite des femmes et des petites filles sur les territoires palestiniens occupés. Cependant, comme le rappelle régulièrement l'Unicef, les conflits armés créent un contexte particulièrement propice aux violences contre les mineurs. Celles-ci prennent différentes formes, du recrutement d'enfants soldats à celui d'adolescentes et de petites filles, forcées de se prostituer pour satisfaire les « besoins biologiques des militaires ».

Jusqu'alors, il a toujours été compliqué d'enquêter sur la situation des femmes adultes exerçant la prostitution et de déterminer le nombre de petites filles et d'adolescentes soumises par ces petits groupes de trafiquants. La sexualité et sa libre pratique sont des sujets tabous dans la région. Comme je l'ai déjà dit plus haut, si les petites filles palestiniennes apprennent à éviter les mines antipersonnel, à baisser les yeux et à se taire face aux patriarches de leur pays ou encore à réagir devant un barrage militaire qui les oblige à trouver un autre chemin pour aller à l'école, elles ne sont en revanche pas mises en garde contre le danger d'être enlevées et vendues. Le sexisme, les inégalités et la situation de guerre les rendent extrêmement vulnérables.

Il existe également une seconde piste à suivre : celle de la violence domestique. L'étude de Sawa montre en effet que certaines jeunes femmes ont atterri dans le milieu de la prostitution pour fuir des situations de violences domestiques insupportables. En Palestine, tout comme au Mexique, en Afghanistan, au Vietnam, aux Philippines, en Colombie et dans bien d'autres pays, la violence exercée au sein du foyer contraint les adolescentes à fuir. Leur unique possibilité de survivre dans une société où

la discrimination et l'inégalité sont prédominantes est alors de se prostituer. Les trafiquants connaissent bien ce phénomène et se servent de la forte dynamique machiste qui régit le monde.

Le 16 janvier 2007, dans la ville de Tulkarem, un Palestinien a vendu ses deux filles de 13 et 14 ans à deux frères de 17 ans venant du camp de réfugiés de Kaddoura pour 1 150 dinars jordaniens, soit un peu moins de 1 300 euros. Un an

plus tard, la plus jeune était conduite à l'hôpital pour une hémorragie vaginale importante. L'adolescente avait subi des mauvais traitements et l'examen médical montrait qu'elle était enceinte. La police, intervenant sur la demande d'un des médecins, a arrêté les jeunes gens qui exploitaient sexuellement les adolescentes. Le juge a alors estimé qu'étant donné que le père avait vendu ses filles et que celles-ci n'étaient plus honorables, puisqu'elles avaient perdu leur virginité, les victimes devaient se marier avec les deux adolescents. La décision a été prise en présence des deux hommes. Les jeunes filles, quant à elles, n'avaient pas eu le droit d'entrer dans le tribunal et encore moins de donner leur avis. L'affaire a été classée et les adolescentes se sont mariées avec leurs acheteurs. Ainsi, le système institutionnel revendique la condition d'esclaves des femmes et le droit des hommes à se les approprier et à les exploiter en toute légalité. Le nombre de jeunes filles de 13 ou 14 ans qui se rebellent après avoir été vendues et mariées de force à des hommes plus âgés est en augmentation dans plusieurs pays. Ces courageuses fillettes d'Iran, d'Afghanistan ou de Palestine révèlent ainsi la façon dont sont traitées ces enfants-épouses, à la fois esclaves domestiques et objets sexuels.

En raison des conditions d'occupation et de l'éclatement des territoires palestiniens, la traite des femmes et des petites filles dans cette région est considérée comme une infraction internationale. En effet, les postes militaires contrôlés par les Israéliens ou par l'Autorité nationale palestinienne sont assimilés à des frontières. À ce problème déjà complexe s'ajoute celui des camps de réfugiés : toutes les sources avec lesquelles j'ai pu parler, qu'elles soient palestiniennes, jordaniennes, libanaises ou israéliennes, m'ont affirmé que l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements infligés aux femmes et aux petites filles atteignent des

proportions inégalées dans ces camps, où il n'existe aucun contrôle du phénomène. Il a été particulièrement compliqué d'enquêter sur le sujet et tout simplement impossible de prouver quoi que ce soit, du moins cette fois-ci. Malgré tout, le cas des deux adolescentes de Tulkarem illustre parfaitement la situation.

Israël ou l'optimisme des chiffres

En 2000, la Knesset, le Parlement israélien, a approuvé une loi contre la traite des femmes et des petites filles. À l'instar de nombreux autres pays, l'État juif a assimilé la prostitution et la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Il doit donc faire face aux mêmes problèmes que les autorités qui, d'un côté, condamnent la prostitution à grands renforts d'arguments moralistes et dogmatiques et, de l'autre, délivrent des permis pour ouvrir des bars et des maisons closes

pratiquant la prostitution des adultes et occultant l'exploitation sexuelle d'adolescentes.

Le 11 novembre 2009, le ministre de la Sécurité intérieure israélienne Yitzhak Aharonovich a déclaré devant la Knesset que le gouvernement de son pays était en train de réviser une loi visant à durcir les sanctions imposées aux proxénètes et aux clients (dits respectivement les *pimps* et les *johns*), portant les peines encourues à seize années d'emprisonnement. Face au comité parlementaire contre la traite des femmes, le ministre a affirmé que les maisons closes gérées avec un permis de l'État seraient contrôlées et que lesdits permis seraient *si possible* révoqués. De son côté, la ministre Orit Zuretz, présidente du sous-comité, a évoqué ce durcissement des peines imposées aux trafiquants arrêtés en Israël :

La position du ministre [Yitzhak Aharonovich] coïncide avec mon point de vue, développé au cours de ces audiences thématiques.

Nous devons durcir les peines imposées aux personnes arrêtées pour vente et trafic du corps des femmes. J'appelle la police et les autres forces de l'ordre à agir conformément à la loi en vigueur, qui interdit la traite des femmes et l'exploitation sexuelle. Les peines imposées doivent être de seize ans d'emprisonnement.

Pendant cette session, les représentants des forces de police de l'État ont affirmé qu'au cours des deux années passées, une baisse significative de la prostitution organisée et du nombre de victimes de la traite en Israël avait été constatée.

Ces cinq dernières années, je n'ai entendu que deux déclarations revendiquant le déclin du phénomène: la première au Cambodge, où la corruption policière notoire permet de soutenir et de cacher l'exploitation sexuelle des femmes et des petites filles, et la deuxième en Israël, où aucun membre du Parlement n'a exigé de chiffres concrets aux policiers interrogés. En outre, d'importantes institutions comme Interpol, Europol ou encore la police spécialisée de Grande-Bretagne, l'une des plus réputées au monde, affirment au contraire qu'à l'échelle mondiale, la traite à des fins d'exploitation sexuelle est en augmentation.

Si le gouvernement israélien affirme contrôler la prostitution forcée au point de prétendre à sa disparition prochaine, les chiffres fournis par les chefs de la police avec lesquels j'ai pu m'entretenir et par les organisations locales de

victimes de la traite sont pour le moins surprenants. De 1990 à 2004, entre 3 000

et 3 500 femmes auraient été introduites en Israël à des fins de prostitution forcée, la plupart du temps *via* l'Égypte. Le gouvernement n'a reconnu le problème qu'après avoir subi des pressions de la part de plusieurs organisations civiles locales, des États-Unis et de l'ONU. Le pays a aussi ses propres contradictions. Ainsi, si la prostitution n'est pas criminalisée, diriger une maison close ou exercer les fonctions de proxénète est en revanche considéré comme une infraction. Pourtant, il suffit de faire un tour dans le quartier de Neve Shaanan, à Tel-Aviv, pour se rendre compte que, comme dans le reste du monde, certains spas, instituts de massage et bains publics, voire certains cybercafés, proposent en réalité des services de prostitution.

Alors que la police affirme, au cours d'entretiens ou face au comité de la Knesset, avoir identifié moins de 2 000 prostituées, les ONG israéliennes de défense des droits des femmes, comme l'Organisation de protection

d'urgence aux migrants, indiquent que le pays en compte plus de 20 000. Celles-ci sont le plus souvent conduites en Israël sous la contrainte et enchaînées par des dettes à leurs trafiquants, qui les retiennent en leur confisquant tous leurs documents officiels. Raanan Caspi, chef de la police antitraite, a affirmé à la BBC de Londres que les femmes soumises à la prostitution forcée bénéficiaient de «

meilleures conditions, plus humanitaires que par le passé ». Selon Yedida Wolfe, qui fait partie du groupe de travail contre la traite des femmes, les mesures policières ne doivent pas être applaudies pour autant. En effet, malgré les arrestations et les lourdes peines imposées, le prix de la prostitution reste stable, ce qui montre que l'offre n'a pas baissé. Aujourd'hui, les trafiquants proposent des services plus raffinés d'hôtesse, d'escortes ou de call-girls, qui se rendent directement dans les hôtels des clients : comme partout, l'offre s'est diversifiée et sophistiquée.

Israël semble détenir les chiffres les plus encourageants au monde. S'il lui était possible de prouver leur véracité, l'État juif devrait partager ses techniques avec les autres pays. En effet, la loi relative à la lutte contre la traite des femmes a été approuvée en 2000 et, si l'on en croit le dernier rapport remis par la police nationale à la Knesset en 2009, les résultats sont impressionnants : « Lorsque le travail d'identification des victimes de la traite a débuté, leur nombre était estimé à environ 3 000. Aujourd'hui, nous pensons qu'elles ne sont pas plus d'une vingtaine. »

Cependant, un détail cloche dans ces rapports : selon des documents officiels étudiés par des organisations féministes de Jérusalem, rien qu'en 2007, la police

avait ouvert 21 enquêtes concernant des cas de traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle, puis 10 de plus en 2008 et 2009. Toujours en 2009, 331

dossiers ont été ouverts par la police pour des infractions liées à la prostitution, la plupart pour proxénétisme ou gestion de maisons closes, soit presque le double de l'année précédente.

Il faut cependant noter qu'en 2006, le travail forcé a été intégré dans les infractions liées à la traite et que, conformément au protocole de l'ONU visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, la police ne demande plus à la victime de prouver de quelles façons elle a été soumise au trafic. Dans d'autres pays comme le Mexique, en revanche, la charge de la preuve incombe toujours à la victime.

Réfugiées

Depuis qu'il a ouvert ses portes en 2004, le refuge Maagan a accueilli 130 femmes, libérées des mains des trafiquants en Israël. Aménagé dans un bâtiment en briques rouges dont les murs semblent vivants, ce refuge aux infrastructures bien entretenues est entouré d'agréables jardins et peut héberger jusqu'à 40

femmes en même temps. Bien qu'il ait été fondé par le département du bien-être social dans le cadre de la loi antitraite, le travail d'assistance aux victimes est réalisé en collaboration avec l'organisation civile Keshet. D'autres associations œuvrent pour ces femmes, comme Sha-le-Isha et le centre d'aide aux travailleurs étrangers Todaha, qui apporte un soutien aux personnes ayant subi des violences sexuelles. Tout comme aux États-Unis ou au Mexique, la loi incite les victimes à dénoncer leurs trafiquants pour pouvoir être placées en refuge. Ainsi, celles qui demandent assistance mais qui craignent ou qui refusent de se constituer partie au procès pénal contre leurs trafiquants ne bénéficient plus de l'aide de l'État et sont expulsées ou, dit de façon politiquement correcte, « rapatriées ».

Je reprends mon carnet à la recherche des notes concernant les entretiens que j'ai pu réaliser avec des agents de l'OIM pendant mon voyage en Asie centrale.

Je trouve alors des rapports sur des jeunes filles kirghizes et kazakhes, enlevées par des trafiquants puis vendues pour travailler comme infirmières auprès de personnes âgées en Israël, particulièrement à Tel-Aviv. Elles n'avaient évidemment pas été prévenues qu'elles seraient enfermées, réduites en esclavage et qu'elles ne disposeraient pas de leurs papiers, les

privant de leur liberté de mouvements et les empêchant de mener une vie normale.

Le gouvernement veut ce qu'il y a de mieux pour les femmes israéliennes: éducation, progrès et liberté. C'est pourquoi il permet à des étrangères d'entrer

sur le territoire et de travailler comme esclaves, ce qu'aucune Israélienne disposant d'une alternative n'accepterait de faire. La plupart des femmes secourues sont originaires d'Ouzbékistan, de Moldavie, de Russie et d'Ukraine.

D'autres encore viennent de Lettonie, du Kazakhstan, de Chine et de Biélorussie.

Presque toutes ont moins de 27 ans et plus de 50 % d'entre elles ont laissé un fils ou une fille dans leur pays d'origine. La volonté de donner une vie meilleure à leurs enfants devient un véritable moteur pour ces femmes, qui sont prêtes à tout pour trouver du travail, ce dont tirent parti les trafiquants, allant parfois jusqu'à les menacer de tuer leurs petits si elles ne payent pas leurs dettes.

Israélien recherche organe en provenance d'Amérique

latine ou d'Asie

Toutes les femmes trafiquées depuis l'Ouzbékistan jusqu'en Israël sont musulmanes. Sur les cinq cas concrets de femmes de moins de 25 ans identifiées par les ONG dans l'État juif, quatre venaient d'Ouzbékistan et une de Chine.

Toutes avaient été conduites en Israël contre la promesse qu'une somme d'argent élevée et qu'un travail légal leur seraient fournis en échange d'un rein.

Pendant les années au cours desquelles j'ai enquêté sur la traite des personnes, je me suis entretenue avec des centaines de fonctionnaires et d'experts à travers le monde. La plupart des chefs de police, parmi lesquels

le maître de la lutte contre la criminalité organisée au Mexique, José Luis Santiago Vasconcelos, aujourd'hui disparu, a affirmé que le trafic d'organes était un phénomène extrêmement rare, presque un mythe créé par la presse à scandale. « Il existe des cas, mais ils sont isolés », m'ont assuré les autorités de différents pays.

Israël est l'un des rares États à avoir clairement identifié plusieurs cas de traite de personnes originaires de nations pauvres pour le prélèvement d'organes.

L'État juif a également admis être un pays receveur d'organes issus du trafic.

Le 5 novembre 2009, le directeur de la police de Jérusalem a organisé la première présentation publique de criminels arrêtés pour leur appartenance à un groupe de trafiquants de personnes ayant pour objectif la vente d'organes. Gilad Behat, chef de la police, a affirmé que Sammy Shem-Tov et Dimitri Orenstein étaient complices d'un délit de traite des personnes et de trafic d'organes. M.

Shem-Tov, âgé de 77 ans, avait travaillé à l'hôpital universitaire Hadassah, où les deux criminels étaient parvenus à entrer en contact avec plusieurs familles de patients inscrits sur une longue liste d'attente pour recevoir une greffe. Si la plupart des patients étaient en attente d'un rein, d'autres avaient en revanche besoin d'une transplantation hépatique, intervention devenue tout à fait courante

dans le monde entier, d'après les autorités de l'hôpital.

En général, le foie sain utilisé pour cette opération est prélevé sur un donneur mort peu de temps avant et n'ayant subi aucune lésion du foie. Celui-ci est ensuite transporté dans une solution saline réfrigérée qui permet de le conserver jusqu'à huit heures, le temps que soient réalisés les examens nécessaires pour déterminer la compatibilité entre donneur et receveur. On procède alors à l'ablation du foie malade à travers une incision pratiquée dans la partie supérieure de l'abdomen, puis à l'implantation du greffon, ensuite relié aux vaisseaux sanguins et aux voies biliaires du patient. Une transplantation hépatique peut durer jusqu'à douze heures, pendant

lesquelles une importante quantité de sang est transfusée au patient. Dans certains cas, une personne vivante peut donner une partie de son foie à un membre de sa famille ou à un inconnu. Si la nature de cette intervention implique un risque pour le donneur, le foie a cependant la capacité de se régénérer seul jusqu'à un certain point.

Lorsque l'opération est réussie, les foies des deux personnes peuvent par la suite fonctionner correctement.

Une enquête a été ouverte par la police après que celle-ci a découvert que plusieurs journaux publiaient des annonces adressées aux personnes saines, leur proposant une forte compensation économique en échange d'un organe. Ces annonces étaient communiquées en plusieurs langues, dont le russe et l'espagnol.

Le sous-lieutenant Behat a affirmé que toutes les opérations de prélèvement d'organes avaient lieu en Amérique latine ou aux Philippines, bien que des pays d'autres régions soient également suspectés, et que les greffons étaient ensuite transportés vers Israël.

Pour chaque intervention, le coût minimum est de 200 000 dollars. Si le contact empoche 2 000 à 3 000 dollars, la victime n'en gagne en revanche pas plus de 1 000, en fonction de l'accord conclu. Le reste est réparti entre chirurgiens, experts en manipulation d'organes, frais d'hospitalisation et pots-devin visant à transporter les greffons à travers les frontières et les villes dans des conditions adéquates.

Ce n'est qu'en 2008 qu'Israël a adopté la loi relative aux transplantations, qui déclare la vente d'organes illégale. Dans un cas exceptionnel, la police spécialisée dans la lutte antifraude a pu interroger dix personnes recrutées pour vendre leurs organes. Aucune n'était originaire de l'État juif. L'enquête est toujours en cours et d'après plusieurs indices, des centaines de greffons auraient été introduits illégalement en Israël depuis l'Amérique latine pour être implantés à des patients dans un état très grave.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec trois femmes, médecins à l'hôpital universitaire d'Hadassah et à l'hôpital pédiatrique Dana de Tel-Aviv. D'après elles, une famille désespérée est prête à tout pour sauver la vie d'un

être cher, y compris à acheter un organe sain. De toute évidence, une greffe d'organe ne peut être réussie sans l'aide d'experts, qui interviennent dès l'examen du donneur, puis lors du prélèvement de l'organe et de son transport. Les réseaux de corruption semblent être les mêmes que pour les autres infractions liées à la criminalité organisée. La police israélienne les connaît-elle ? Jusqu'à maintenant, hormis les deux responsables arrêtés, aucun fonctionnaire ou médecin n'a été mis en cause dans l'affaire présentée par Gilad Behat. Si certains ont été interrogés dans le cadre de l'enquête, tous ont pu repartir libres au bout de quelques heures.

Qui sont les donneurs ? Qui réalise les interventions ? Qui transporte les organes ? À ces questions, personne n'a pu ou n'a voulu répondre.

Vente d'organes et vide légal

La police israélienne a connu de sérieuses difficultés après avoir reçu un appel d'une femme de Tel-Aviv, affirmant qu'elle avait été conduite en Ukraine par un réseau de trafiquants d'organes qui voulait lui enlever un rein en échange de 35

000 dollars. Les arrestations auraient certes pu être réalisées en collaboration avec la police ukrainienne, mais le plus probable est que les coupables ont dû être libérés malgré les preuves, la législation ukrainienne n'interdisant pas *explicitement* le trafic d'organes. Dans ce cas, les mafias russes, tout comme les mexicaines et les chinoises, ont réussi à intégrer le marché de l'offre et de la demande d'organes. Lorsque la vie d'un être cher est en jeu, beaucoup sont prêts à acheter un greffon sans poser de question et à s'assurer simplement que leur argent est bien utilisé pour payer les services médicaux nécessaires.

Alex Kaganski, porte-parole de la police israélienne, admet que celle-ci fait face à un défi de taille : à mesure que le gouvernement durcit les lois contre le trafic d'organes, les personnes impliquées rejoignent des pays voisins, où les opérations sont réalisées. Selon l'avocate Lizzy Troend, si ce commerce est effectivement interdit, le fait qu'une personne autorise le prélèvement d'un de ses organes n'est pas régi par la loi. Ce débat a déjà été soulevé dans plusieurs pays en développement : en Inde, au Pakistan, aux Philippines, au Mexique, au Salvador et dans plusieurs pays d'Afrique, la

population ne comprend pas pourquoi le gouvernement pense pouvoir disposer de leurs corps. Au cours d'un entretien, plusieurs jeunes Pakistanais ayant donné leurs reins revendiquaient leur droit de vendre leurs organes, argumentant que cette vente pourrait leur

permettre de sortir de la misère pendant six mois. Pourtant, si on se demande ce que cache la vente d'organes, on découvre des réseaux criminels, des terroristes, des guérilleros et des trafiquants qui maintiennent les femmes et les petites filles en esclavage. Cependant, ces criminels ne sont pas tous les mêmes : le phénomène du commerce d'organes est aussi complexe que celui de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Mais dans ce cas encore, les personnes impliquées ont besoin de la protection spécialisée des mafias locales ou internationales. Pour ces réseaux au fonctionnement bien rodé, chaque minute qui passe représente autant de dollars obtenus grâce à l'exploitation des vides législatifs qui existent d'un pays à un autre.

Inutile pour le lecteur de chercher une explication simple à tout cela: il n'y en a pas. Il est en effet extrêmement difficile de distinguer la façon dont la limite entre le légal et l'illégal a été tracée dans cette économie mondialisée. Les frontières du crime, tout comme celles de la politique, sont invisibles, flexibles et perméables.

L'hebdomadaire *The Christian Science Monitor* a effectué un travail remarquable pour expliquer les relations qui unissent les États dans le cadre du commerce d'organes. Voici un résumé de ses principales découvertes : 2001. Ilan Perry, originaire d'Israël, recherche Roderick Kimberley à Durban, Afrique du Sud. Les deux s'associent pour former un réseau de trafiquants d'organes et réalisent 107 greffes en deux ans. Les opérations sont réalisées à l'hôpital Sainte Augustine, à Durban. Les donneurs sont originaires du Brésil, de Roumanie et très certainement de Russie. Tous les receveurs sont israéliens.

2002. Hernani Gomes da Silva est contacté pour la première fois par la mafia de trafiquants d'organes de Recife, Brésil. Il s'envole alors vers Durban. Là, il est inscrit comme donneur « vivant » et son rein gauche est prélevé. Le bénéficiaire est un Israélien, Amiram Aharoni.

2003. L'Israélien Ari Pach, qui souffre de graves problèmes hépatiques, refuse de vivre sous dialyse. Il va donc à Durban, où un nouveau rein brésilien l'attend. Pendant ce temps, toujours à Durban, l'enquêteur Johan Wessels est contacté par les autorités du département de la Santé pour se renseigner sur un réseau de trafic d'organes.

Un donneur israélien, S. Zohr, est opéré à l'hôpital de Sainte Augustine et confirme l'existence d'une mafia internationale spécialisée dans le commerce de reins.

La police de Durban fait une descente à l'hôpital. Une semaine plus tard, quatorze personnes impliquées dans ce réseau sont arrêtées dans les deux pays par les polices brésilienne et sud-africaine.

Agania Robel, originaire d'Israël, doit payer une amende de 770 dollars aux autorités israéliennes pour avoir gagné Durban, où un rein lui a été transplanté, en infraction à la législation de l'État juif.

2004. M. Kimberley, le trafiquant de Durban, plaide coupable pour appartenance au réseau et appelle à la clémence. Il est condamné à six ans de prison, peine commutée à 38 000 dollars d'amende. Il dénonce les médecins de la clinique et les accuse d'avoir réalisé 107 greffes de rein. En même temps, dans la circonscription de Pernambuco, Brésil, M. Hernani témoigne et déclare avoir été menacé de mort. Quatre membres de la mafia sont arrêtés en Afrique du Sud et d'autres réseaux sont découverts à Cape Town et à Johannesburg. Parmi toutes les personnes impliquées, trois sont emprisonnées et une obtient une remise de peine pour avoir témoigné.

Presque toutes les personnes originaires d'Israël ont payé entre 150 000 et 200 000 dollars pour recevoir un rein à une date fixée. Au Pakistan, les intermédiaires versent 1 000 dollars au donneur et revendent l'organe à des clients européens ou américains pour un prix pouvant atteindre 150 000 dollars.

Chapitre 3

Japon : la mafia des geishas

Tokyo unplugged

Rhoda est une belle femme à la peau blanche et aux grands yeux verts, dont la chevelure rousse n'a rien à envier aux colorations artificielles.

Lorsqu'elle parle, elle bat des paupières pour souligner les passages les plus intenses de son récit.

Quand elle arrive dans mon bureau de Cancún pour notre entretien, elle est non seulement disposée à me raconter son histoire, mais elle fait également un don au refuge de femmes et de petites filles que je dirige. Son empathie semble ne pas avoir de limite. Ce n'est qu'après m'être imprégnée de son histoire et être allée au Japon que j'ai pu réellement comprendre pourquoi cette Américaine se consacre entièrement à la mission qu'elle s'est fixée. Elle me raconte sa découverte de la culture japonaise:

La liberté, quand elle n'a aucune limite, est aussi destructrice que dangereuse. Je venais d'avoir 18 ans et j'ai voulu prendre mon indépendance. Grâce à cette liberté toute neuve, je me sentais tellement vivante et euphorique! J'avais attendu ce jour depuis si longtemps... Jusqu'alors, j'avais passé toute ma vie enfermée dans une cage de cristal, avec ma famille et la religion. En dehors de ce petit monde, je ne connaissais rien. J'allais dans une école chrétienne; je me rendais à l'église trois fois par semaine; chaque jour, nous consacrons un « temps à la Bible » et toutes les semaines, nous étudions les Saintes Écritures... Ma vie toute entière tournait autour de l'histoire du Bien et du Mal, mais en réalité, je n'avais jamais rencontré le Mal. J'étais aussi immature qu'une petite fille de 5 ans, qui ne comprend rien au monde réel. Je partais avec un handicap majeur: personne ne m'avait appris à affronter le monde et les autres. Ma connaissance de la vie se limitait aux principes religieux et aux fictions télévisées; je ne disposais pas des outils

pour me protéger de la violence. Lorsque j'ai enfin connu la liberté, j'ai été prise d'un irrésistible besoin de voyager.

À 17 ans, j'avais décidé que dès le jour de mes 18 ans, je partirais au Japon avec un contrat pour y travailler comme chanteuse. J'avais été repérée et je savais que je devais saisir cette opportunité. Malgré les mises en garde de toute ma famille, j'ai fait mes bagages et je me suis préparée à explorer

l'Asie, avec ma voix et ma musique. Mes parents étaient angoissés. Ils ont tout d'abord refusé, puis mon père s'est chargé d'étudier le contrat pour s'assurer qu'on ne m'obligerait pas à porter des minijupes ou des tenues provocantes pour chanter.

Mon premier voyage a été parfait: la culture et les coutumes japonaises me fascinaient, même si je ne savais pas encore que leurs sourires artificiels et leurs manières aimables ne sont en réalité qu'une forme d'hypocrisie sociale. Ils méprisent les Américains car ils estiment que notre société n'a pas de fierté. Ils pensent que nous sommes incapables de cacher nos émotions, mais cela, je ne l'ai appris que bien plus tard. Ce premier voyage m'a fait croire que tout était rose et que j'allais réussir.

De retour chez moi, dans mon petit village du sud des États-Unis, j'ai trouvé dans un journal l'annonce d'une agence qui recherchait des chanteuses et des hôtes pour le Japon. Ce n'était pas le même organisme que la première fois, mais j'étais emballée par l'annonce, qui proposait beaucoup d'argent.

Rhoda a alors commencé à travailler dans une boîte de nuit des plus élégantes.

Assise aux côtés d'un riche homme d'affaires japonais et sirotant un whisky-Coca, elle essayait de répondre à ses questions et lui assurait qu'en effet, tous les poils de son corps étaient du même roux brillant que sa chevelure. Puis, on l'appelait à une autre table et elle continuait à discuter avec ces clients distingués. Cependant, au bout de plusieurs jours, elle n'avait toujours pas eu le droit de chanter : elle devait patienter. Au bout d'une semaine, les yakuzas ont commencé à arriver. Les jeunes filles du monde entier qui approchent cette fine fleur de la mafia sont pour la plupart impressionnées par l'aura de mystère et de luxe qui entoure ces personnages :

J'ai senti la peur m'envahir: « Ça alors! De vrais mafieux, comme

dans les films », me suis-je dit. Pourtant, mon cerveau d'adolescente n'a pas fait le lien entre ces vrais mafieux et la cruauté humaine.

Plus tard, bien trop tard, j'ai appris que cette nuit-là, j'avais été offerte à ces acheteurs. Il s'agissait en réalité d'une agence de vente d'esclaves de luxe.

La jeune fille avait signé un contrat selon lequel elle allait chanter puis enregistrer un album. Au début, elle ne faisait qu'un travail d'hôtesse, mais cela lui convenait très bien, car les consommations étaient servies gratuitement et le cadre était élégant. Du haut de ses 18 ans, Rhoda pensait qu'elle était en train d'entrer dans la vie adulte. Mais au fil des semaines, cette situation a commencé à l'inquiéter et à l'agacer. Elle a donc demandé à être conduite au club où elle devait chanter, comme la première fois. Elle se plaignait que son contrat, qui avait également été revu par son père, n'était pas respecté. C'est alors qu'elle a entraperçu le début du cauchemar : son avocat avait conservé son visa et son billet de retour, prétextant qu'il en avait besoin pour obtenir un permis de travail; en outre, elle n'était pas hébergée dans un appartement, comme le prévoyait son contrat, mais dans une minuscule chambre d'un petit hôtel minable. Comme si cela ne suffisait pas, elle était l'unique Américaine et n'avait donc personne à qui parler : elle était seule.

Un matin, à l'aube, alors que les clients partaient, une jeune geisha nommée Miko a invité Rhoda à aller danser dans une autre boîte.

Cela m'a surprise, car les geishas sont désagréables et tyranniques avec les étrangères. Miko s'adressait rarement à moi et son invitation m'a étonnée. J'étais néanmoins flattée et je me suis dit: «

Peut-être qu'elle commence à m'apprécier et que je pourrai me faire une amie!» Je l'ai donc suivie, pensant que si d'autres adolescentes japonaises me voyaient avec la geisha, elles se rapprocheraient elles aussi de moi. Les hôtesse étaient pour la plupart japonaises, sauf une petite Chinoise, très jolie, une jeune Philippine et moi-même.

Nous sommes arrivées dans un club, au sixième étage d'un

immeuble. Lorsque je suis entrée avec Miko, j'ai été étonnée de ne voir personne danser. D'ailleurs, il n'y avait qu'un groupe d'une dizaine d'hommes dans la pièce, tous japonais. J'ai remarqué des yakuzas, assis

autour des tables rondes, qui avaient l'air de nous attendre. J'ai alors reconnu deux d'entre eux, qui étaient déjà venus

dans « notre » boîte. Ces élégants mafieux me fascinaient. Avec leur petit doigt [coupé4](#), ils m'intriguaient réellement. Mon esprit immature n'arrivait pas à les voir tels qu'ils étaient vraiment. Leur pouvoir et leur richesse sont impressionnants et, comme d'autres jeunes filles, je me suis laissé envoûter par cette aura. Au lieu de s'incliner légèrement comme le font traditionnellement les Japonais en guise de salut, les gens leur baisent presque les pieds.

Après avoir entendu l'histoire de Rhoda au Mexique, je me suis rendue au Japon pour suivre les traces des bars et des routes contrôlés par les yakuzas. Je voulais découvrir l'ambiance décrite par Rhoda.

Il était 21 heures et je me promenais dans le quartier de Ginza, l'équivalent de la Cinquième Avenue de New York. Je savais ce que je cherchais. Je marchais tranquillement avec mon petit appareil photo et ma caméra, quand j'ai soudain vu sortir trois jeunes geishas d'une impasse. Je me suis approchée. Elles étaient suivies par deux hommes en costume noir, qui venaient de passer par une porte qui ne comportait aucune indication et qui était surveillée par un grand garde du corps impeccablement vêtu. Alors que je voulais filmer la scène, le vigile s'est adressé à moi, visiblement furieux. Prétendant être une touriste en train de filmer son voyage, je répétais: *Nihongo wakaranai* (« Je ne parle pas japonais»). Puis je lui ai demandé en anglais, l'air naïf: « Pourquoi cela vous dérange-t-il donc ? »

L'homme m'a simplement saisie par le bras pour me ramener sur l'avenue principale et, en japonais, m'a demandé de partir. Deux pâtés de maisons plus loin, je suis entrée dans un petit restaurant pour reprendre mon souffle, vérifier l'état de mon matériel et manger un bout. Plus tard, j'ai demandé à un policier si le bar en question appartenait aux yakuzas. Il m'a répondu que c'était très probablement le cas, mais qu'il était impossible de le prouver, car ces mafieux «

n'enfreignent pas la loi ».

Rhoda contre les yakuzas

Miko et moi étions assises, entourées de ces mafieux. J'étais impressionnée par le fait que des hommes comme eux, paraissant sortis d'un film, désirent boire un verre avec moi. Je pensais :

«Quelle aventure ! » Ils m'ont alors demandé de chanter un karaoké et j'ai entonné l'unique chanson japonaise que je connaissais.

Enchantée par leurs applaudissements, je me suis assise pour boire la consommation qu'ils avaient commandée pour moi.

Au bout d'une quinzaine de minutes, j'ai commencé à me sentir très lourde. C'était la première fois que j'éprouvais une telle sensation en buvant de l'alcool. Quelque chose ne tournait pas rond.

J'avais l'impression que mes veines se remplissaient de ciment.

Deux yakuzas m'ont alors attrapée par les bras et se sont dirigés vers l'ascenseur. Je ne comprenais pas ce qu'il se passait. Je leur parlais en anglais, mais ils ne me répondaient pas. Où était passée Miko ?

Pourquoi le bâtiment tout entier tanguait-il ? Une fois dans l'ascenseur, mes jambes se sont dérobées sous moi et un des deux hommes m'a portée, comme une petite fille.

La jeune femme était consciente, mais son corps était paralysé. En sortant, elle a pu apercevoir une longue file de Mercedes-Benz, puis a perdu connaissance.

Elle s'est laissée aller, terrorisée. Elle sentait que quelque chose allait mal, très mal. Elle allait découvrir plus tard qu'elle avait été droguée pour participer à une cérémonie sexuelle.

Lorsque je me suis réveillée, le cerveau complètement engourdi, j'étais assise sur un canapé, entièrement vêtue. J'ai regardé autour de moi. Je me trouvais dans une suite impressionnante, d'un luxe tel que je n'en avais jamais vu. Un énorme lit rond était placé au centre de la chambre, qui disposait également de canapés, d'un sauna et de ce qui semblait être un

bain de vapeur. J'ai commencé à me tranquilliser un peu: je m'étais sans doute sentie mal à cause de l'alcool et ces hommes m'avaient conduite dans leur suite pour que je puisse me reposer.

Puis, plusieurs yakuzas sont apparus devant moi, vêtus

uniquement d'une serviette nouée autour de la taille⁵. Leurs corps étaient entièrement recouverts de tatouages. Assise sur le canapé, j'ai senti la peur m'envahir. J'étais terrorisée. Je me suis finalement souvenue des paroles de mon oncle Jim, qui ne voulait pas que mes parents me laissent partir au Japon car selon lui, les jeunes filles y étaient emmenées pour servir d'esclaves sexuelles. Mon oncle avait appelé cela la « traite des Blanches ». Soudain, je me suis levée et j'ai couru vers la porte. Avant que j'aie le temps de me rendre

compte de ce qui se passait, trois yakuzas m'avaient retenue. L'un d'eux m'a cogné la tête contre le mur et j'ai entendu le bruit de mon crâne qui craquait. Je me suis alors évanouie.

Quand Rhoda s'est réveillée, elle était étendue sur le lit, nue et les yeux bandés. Les hommes qui l'avaient violée ne voulaient visiblement pas être reconnus. Les deux agents du FBI avec lesquels je me suis entretenue sur cette affaire m'ont assuré que les détails de l'histoire de Rhoda, coïncidant parfaitement avec les témoignages des rares Américaines ayant survécu aux yakuzas, leur ont fourni suffisamment d'éléments pour comprendre le niveau de cruauté de ces mafieux qui, pour renforcer leur union, procèdent à des cérémonies pendant lesquelles une femme leur sert d'objet rituel.

Je suis certaine que le premier homme à m'avoir violée est le chef de la secte Yamaguchi-gumi, nommé 0293845 0934. Il dirigeait alors les quelque 38 000 membres de la secte des yakuzas. Pendant la nuit, le bandeau qui me cachait les yeux est tombé. Cela ne devait pas se produire. J'étais réellement une fille gentille : au lycée, j'avais gagné le prix de la plus sensible et le concours des talents artistiques.

Je me souviens que sur le lit, je pleurais presque en silence pendant qu'ils se relayaient. Je pensais: « Maman, maman, s'il te plaît... », mais pour toute réponse j'entendais des rires masculins. Finalement, quand je n'ai pas pu en

supporter davantage, je me suis mise à hurler le nom de Jésus. Ils se sont tous regardés, tentant de comprendre le sens de mes mots. Je continuais à crier: « Mon Dieu, aide-moi ! »

J'imagine que le nom de Dieu a mis l'un d'eux en colère, car il m'a giflée avec force. La peur, la fatigue et la drogue ont alors transformé mes cris en murmures.

Rhoda a raconté son histoire une centaine de fois. Avec un courage rare, cette jeune femme a été l'une des rares survivantes des yakuzas à avoir pu parler publiquement et à aider les autorités en leur fournissant des données exactes, des noms et des descriptions de lieux et de personnes. Cependant, les signes du stress posttraumatique chez elle sont évidents. Une victime ne peut pas revivre encore et encore tous les détails de son expérience comme si cela ne l'affectait pas et sans prendre le temps de se soigner. Rhoda en est consciente et tire sa

force de la foi. Elle est convaincue que c'est Dieu qui lui a permis de s'échapper vivante du Japon, pour pouvoir consacrer sa vie à secourir d'autres jeunes filles comme elle. Après notre rencontre, elle m'a envoyé cette carte : Cette nuit-là, je suis morte. C'était le 21 avril 1989. Nous sommes en 2007. Qui suis-je depuis ce jour? Je n'en sais rien. La seule chose que je sais, c'est que je suis une créature de Dieu.

Pendant vingt-quatre heures, quarante hommes m'ont violée de toutes les façons possibles. L'un d'eux, qui faisait une fixation sur les petites filles, m'a caressée comme si j'étais un bébé, m'a mise dans le jacuzzi et m'a lavée délicatement, en chantant doucement comme un psychopathe. Il était chauve, musclé et avait le tatouage caractéristique des yakuzas qui lui recouvrait le corps. C'était traumatisant. Moi, qui avais grandi dans un foyer religieux et protecteur, je me retrouvais là, aux mains de ces hommes! À celui-là, il manquait deux doigts. Il n'avait pas imaginé que cela lui en coûterait un autre. Je n'étais pas disposée à les laisser s'en tirer. Les choses que j'ai subies dans cette suite les trois jours qui ont suivi sont innommables, inconcevables pour la plupart des êtres humains.

Ils avaient tous leur propre perversion. Certains m'ont introduit des objets, provoquant de graves hémorragies. Aujourd'hui encore, les cicatrices qu'ils

ont laissées sur mes organes génitaux m'empêchent de devenir mère.

Trois jours plus tard, alors que les yakuzas dormaient dans la suite, la jeune femme s'est levée et s'est précipitée dans la rue, nue. Elle a commencé à frapper aux portes des maisons voisines, sans savoir comment demander de l'aide. Elle est uniquement parvenue à crier: « Yakuzas, yakuzas ! »
Finalement, une petite fille lui a ouvert et Rhoda s'est jetée à l'intérieur. L'enfant a immédiatement appelé la police et donné à la jeune femme une robe de chambre de type kimono pour lui permettre de couvrir son corps endolori.

Ce que cette jeune femme raconte sur le comportement des policiers est très semblable à ce que j'ai déjà entendu au Mexique, en Colombie, au Guatemala, en Thaïlande et en Russie : ils sont froids, n'ont aucune empathie envers les victimes et leur font comprendre qu'elles ne sont que des prostituées qui n'ont aucun droit. Au Japon, la police a coutume d'humilier publiquement les

adolescentes victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Ce qui est particulièrement choquant dans l'histoire de Rhoda, c'est qu'après l'avoir fait sortir de l'hôpital, les policiers ont conduit la jeune fille là où elle avait été vendue, pour qu'elle puisse reconstituer sa «version des faits ». Brutalisée, décharnée et terrorisée, vêtue uniquement de chaussons et de la même robe de chambre que lui avait donnée la petite qui l'avait secourue, Rhoda a dû témoigner.

Je me revois en train de monter les escaliers par lesquels je m'étais enfuie. Cette fois-ci, j'étais accompagnée de policiers.

Arrivée à l'étage où se trouvait la suite, j'ai été assaillie par une nuée de journalistes, avec leurs caméras et leurs micros. Ils m'assaillaient avec leur matériel et, dans un anglais rudimentaire, me posaient tout un tas de questions. De mon côté, je ne pouvais que les voir. J'étais incapable de penser et encore moins de parler. Lorsque je suis rentrée, j'étais en état de choc; cela a duré un an.

Cette nuit-là, à moitié nue, vêtue simplement du kimono, j'ai réussi à articuler quelques réponses, dont je ne me souviens plus. Je ne comprenais

pas comment les journalistes avaient atterri ici. La police a ouvert la porte de la suite et emporté des preuves, comme les draps tachés de sang, des détritrus...

Les trois semaines qui ont suivi ont été un véritable cauchemar. Les autorités ont emmené Rhoda dans une résidence sécurisée située à deux heures de la ville.

Là, elle a passé des journées entières à faire des dépositions au commissariat.

Les policiers l'ont forcée à se coucher sur une table et à expliquer en détail, devant les agents, tout ce qu'elle avait subi. Elle a passé en revue des centaines de photographies de criminels et a ainsi pu identifier plusieurs yakuzas.

Lorsqu'elle a réussi à surmonter le choc nerveux, elle a appelé ses parents: «Il m'a fallu plus de deux semaines pour que j'ose appeler ma mère et mon père et que je leur raconte tout, en partie à cause de mon état de choc, mais aussi parce que j'avais honte de ce qui m'était arrivé. Pendant tout ce temps, personne n'a songé à me dire qu'il y avait une ambassade américaine avec des gens qui parlaient ma langue », explique Rhoda, désabusée. Pourtant, son courage n'a pas été vain : grâce à elle, de nombreuses organisations internationales, y compris des japonaises, se sont penchées sur les modes opératoires des yakuzas. Comme j'ai moi-même pu le constater, ils sont parfaitement organisés et disposent de

plus de force et de pouvoir que jamais. Leur principale activité est l'exploitation sexuelle.

J'écris à Rhoda pour lui dire au revoir et lui annoncer que je suis prête à partir au Japon. La femme, émue, me donne gentiment quelques astuces pour savoir où chercher les trafiquants. En guise d'adieu, elle m'envoie une chanson bouleversante qu'elle a enregistrée pour chasser les démons yakuzas de son esprit. Cette chanson s'appelle « Dragons » et peut être écoutée sur sa page,

myspace.com/rhodakershaw.

Chapitre 4

Cambodge : la planque des Européens

Le jour se lève sur Phnom Penh. Depuis la chambre de mon hôtel, je découvre un paysage idyllique. Quelques tables rondes recouvertes de nappes blanches et des chaises métalliques sont réparties sur un ponton de bois. Sous le ciel d'un bleu transparent, des touristes prennent leur petit déjeuner, réchauffés par le soleil qui enveloppe leur peau blanche et moite. Avec leurs appareils photo autour du cou et leurs chapeaux de paille sur la tête, ils ont pour la plupart acheté des billets pour suivre un itinéraire touristique qui les conduira du fleuve Mékong jusqu'au Vietnam, leur rappelant ces films tournés en Asie du Sud-Est qui leur ont donné envie de visiter la région. Pendant que ces touristes, venus ici en quête d'aventure, découvriront la lumière d'une nouvelle culture, je m'enfoncerai dans l'obscurité de l'esclavage.

Je prends une photo de la rive du Tonlé Sap, un bras du Mékong enveloppé dans la verdure des plantes tropicales. Sur l'eau, une petite pagode cambodgienne typique attire mon regard, avec ses sculptures doré, rouge et jaune. Je me dirige vers l'avenue Preah Sisovath et monte dans le *tuk-tuk* qui m'attend. J'indique ma destination au jeune conducteur qui m'a été recommandé et qui porte le nom américanisé de Jaz. Je dois tout d'abord me rendre à la Western Union pour recevoir un virement du Mexique et ainsi examiner les pistes du blanchiment de capitaux, dont les origines s'effacent peu à peu à mesure qu'ils traversent les frontières imaginaires entre les banques et les pays.

Plus tard, je découvrirai comment l'argent sale est manipulé à plus petite échelle.

Voyager en *tuk-tuk* a son charme. Si les voitures sont réservées aux étrangers, aux riches et aux mafieux, le reste de la population et la plupart des touristes se déplacent dans ces petites cabines métalliques colorées, installées sur des motos.

Three dollars, crient les conducteurs. *Hello Madame, three dollars*. Peu importe la distance, le prix de départ est toujours de 3 dollars américains.

En effet, les chauffeurs n'aiment pas la devise locale – le riel – comme c'est généralement le cas dans les sites touristiques des pays en développement. Ils préfèrent une monnaie dont la valeur est réelle, comme le dollar américain. Mon sac à dos

contient un magnétophone, un appareil photo numérique et une petite caméra.

Cette zone touristique de Phnom Penh est un véritable paradis sur terre, avec son ciel bleu, ses 34 °C, son air humide, ses palmiers bercés par une douce brise, ses monastères bouddhistes et son palais royal, à la fois imposants et un peu mystiques. Plus nous nous éloignons des complexes hôteliers qui bordent la rivière, plus la ville que je découvre est animée et colorée. Le flot des milliers de motos avance à une telle vitesse qu'à deux reprises, je dois fermer les yeux, appréhendant une collision imminente. Les rues sont inondées de Vespa qui transportent parfois des familles entières. J'en aperçois une, surmontée d'un homme, d'une femme et de deux petites filles. La plus jeune, de 2 ou 3 ans à peine, se tient à l'avant et fait preuve d'un équilibre digne d'une trapéziste des plus expérimentées. Ici, la règle pour conduire est qu'il n'y en a pas : *tuk-tuk* et motos se déplacent d'un même élan, dans un mouvement de masse semblable à celui d'un essaim d'abeilles et qui produit un bourdonnement auquel on parvient facilement à s'habituer au bout d'une semaine. La hiérarchie entre les véhicules est nette: les voitures ont toujours la priorité, les motos cèdent le passage aux *tuk-tuk* et les piétons aux motos. Ces derniers traversent eux aussi par grands groupes. Seuls les moines bouddhistes et les novices, qui mendient de la nourriture et des médicaments, leur bol en bois entre les mains, parviennent à se faire respecter par les conducteurs et colorent les rues de leurs tuniques or et safran.

Les voitures neuves des riches et des hommes politiques se frayent un chemin aisément. Les touristes qui voyagent en *tuk-tuk* ne sont pas protégés par les vitres et peuvent donc être vus facilement. Les hommes de 50 à 60 ans qui se promènent accompagnés de fillettes de 12 ou 14 ans attirent les regards furtifs des autochtones, qui reconnaissent les *dadas* ou *papis*, ces clients étrangers habitués à être traités conformément à leur condition de riches Blancs et à payer en dollars ou en euros pour s'offrir tous les luxes

qu'ils désirent. En effet, le Cambodge est à la fois un pays de départ, de transit et d'arrivée du tourisme sexuel, c'est-à-dire qu'il vend, achète et exploite des femmes et des mineurs sur son territoire.

À première vue, la réalité ne correspond pas du tout à celle qui est décrite à l'aéroport par les agents des services de migration, qui distribuent des revues accompagnées d'une carte de la région et des règles de courtoisie à respecter.

Selon les lois du royaume, l'achat de services liés au tourisme sexuel infantile constitue en effet un crime passible d'emprisonnement. Pourtant, comme le montrent les brochures, la présence effective d'organisations civiles de plusieurs

pays (parmi lesquelles la célèbre AFESIP⁶, de Somaly Mam, survivante de la traite cambodgienne, et l'ECPAT) a permis de démontrer l'existence de l'exploitation sexuelle au Cambodge et d'en mesurer l'ampleur. Le travail de ces associations a révélé que chaque année, dans le royaume, 2 000 mineurs sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et 1 000 sont soumis à la mendicité ou à l'esclavage domestique. Tout comme en Thaïlande, 70 % des consommateurs de sexe et des complices de l'exploitation sexuelle des enfants sont des hommes nés dans la région. Les réseaux de trafiquants sont dirigés et protégés par les chefs des mafias, qui collaborent avec leurs homologues étrangers.

Après mon passage à la Western Union et un double expresso dans un petit établissement qui sera désormais mon repaire pendant mon temps libre, je me mets en route pour le restaurant de l'association civile Hagar. Cette organisation chrétienne, qui œuvre dans la région depuis quinze ans, porte secours aux petites filles victimes de la traite et de la violence domestique et les aide à se réinsérer.

Elle a été fondée en 1994 par le Suisse Pierre Tami, dont l'objectif est de mettre en place des programmes d'autonomisation offrant la possibilité aux femmes et aux petites filles de mener une vie sans violence.

L'Australienne Sue Hanna, représentante de l'association, est une femme au visage rond et aux joues roses qui porte les cheveux court. Elle explique de

sa voix douce et chantante la façon dont l'association libère, le plus souvent avec l'aide de la police locale, les enfants retenus par les trafiquants afin de leur porter assistance. Son regard devient alors transparent, exprimant à la fois la douleur et la tendresse. Après avoir bavardé un moment puis mangé une bonne salade, nous montons dans la vieille Jeep de Sue, direction le refuge pour petites filles. J'indique à Jaz l'endroit où m'attendre.

Les infrastructures du refuge contrastent avec la pauvreté du quartier. Le bâtiment est entouré d'un mur immense de style occidental, preuve que les financements viennent de l'étranger. Nous sommes accueillies par une femme chargée de la sécurité, qui me demande une pièce d'identité et me remet en échange une accréditation. Nous laissons nos sandales à l'entrée puis faisons le tour du centre : les chambres des enfants, simples mais impeccables, sont remplies d'objets colorés réalisés par les petites filles et leurs éducatrices. Dans chaque chambre sont hébergées trois petites et une monitrice, qui les accompagne tout au long du processus émotionnel qui leur permettra de reconstruire leur vie autour de nouvelles règles de respect et de comportement.

Pour empêcher les petites filles de se rebeller trop facilement, les trafiquants

emploient les techniques classiques des ravisseurs : ils tentent de créer un climat de discorde et de rivalité entre les victimes, qui vivent dans un espace commun, et ils utilisent un système de récompenses et de punitions injuste. Les fillettes qui se soumettent et adoptent un caractère hypersexualisé, séducteur et obéissant deviennent les favorites. Du fait de leur jeune âge, les petites filles soumises à ce conditionnement émotionnel l'intègre entièrement à leur personnalité. Entre elles, aucun jugement moral n'est porté sur leurs expériences : de leur vie entière, elles n'ont connu que la condition d'esclave. Le refuge leur offre une possibilité de renaître et de se réinventer.

En bas, dans le jardin, quatre adolescentes perchées dans une cabane en haut d'un arbre parlent à voix basse. Plusieurs d'entre elles vivent dans le centre depuis plus de deux ans déjà. Elles ne peuvent pas être renvoyées dans leurs familles, qui les livreraient sans doute de nouveau aux

trafiquants. En effet, près de 43 % des jeunes filles secourues ont affirmé avoir été vendues par leur mère.

Certaines sont originaires du Vietnam, de villages du sud du Cambodge ou des Philippines, tandis que d'autres ont été libérées alors qu'elles étaient exploitées dans des maisons closes thaïlandaises.

Les adolescentes nous observent quelques minutes. Je leur fais signe de la main. Elles me sourient poliment et, n'ayant pas l'intention de nous parler, retournent à leurs jeux. Face à nous, six gamines âgées de 5 à 10 ans jouent au dauphin et au poisson dans un petit bassin et s'éclaboussent en criant. Certaines portent un maillot de bain, d'autres des vêtements légers qui leur permettent de se mouvoir dans l'eau. Sue me raconte leurs histoires. L'une d'elles a été vendue à un trafiquant de son village qui travaille pour les mafias de Phnom Penh, puis sexuellement exploitée par des touristes étrangers. Lorsque l'Australienne fait les présentations, elles me font des sourires émouvants de petites filles libres.

Le moment est mal choisi pour leur poser des questions : elles sont à cent lieues de leurs expériences de viols systématiques. Je les observe. Ces fillettes aux longs cheveux bruns sont fines, mais bien nourries. Certaines ont la peau cuivrée et de grands yeux en amande, tandis que d'autres sont plus pâles avec des yeux bridés et allongés. May, 9 ans, bouge avec une sensualité qui n'existe que chez les petites filles qui ont été victimes d'abus. Dans la piscine, elle se lève régulièrement pour rejeter sa chevelure mouillée en arrière, comme les mannequins à la télévision. Elle sait que nous la regardons et tente d'attirer notre attention comme on le lui a appris.

La psychologue explique que les fillettes se rendent bien compte qu'il vaut mieux pour elles apprendre à séduire, car une fois qu'elles ont assimilé les

codes, elles sont mieux traitées par les trafiquants et leurs clients. Elles sont conscientes d'avoir été formées à la prostitution. Elles ne comprennent pas pourquoi, mais du haut de leurs 9 ou 10 ans, avec une voix douce d'enfant, elles assurent qu'elles sont nées pour cela. Du moins, c'est ce que leur ont dit les trafiquants. Les psychologues essayent de désactiver cet apprentissage, inculqué si tôt. Cependant, elles se heurtent à un obstacle de taille : en effet, l'hypersexualisation de la personnalité et l'érotisation

constante du comportement empêchent les enfants de construire des défenses et de comprendre où sont les limites dans les relations avec les autres petites filles ou les adultes. Armées de beaucoup de patience et de respect, les thérapeutes leur apprennent à restructurer leur personnalité et à supprimer la dimension érotique de leur comportement quotidien. Le plus complexe pour ces fillettes est d'apprendre à faire confiance aux adultes et à ne pas culpabiliser en permanence concernant leur sexualité.

May me sourit. Je lui demande si elle aime nager, quel âge elle a et quel est son plat préféré. Elle exulte : elle a attiré l'attention de la visiteuse inconnue.

Elle touche mes cheveux, me montre un vélo et affirme qu'elle sait déjà en faire.

Je parle anglais et elle khmer (cambodgien) ; la scène avec la traductrice l'amuse. Distracte, elle recommence à jouer. Les fillettes crient et font des vagues avec leurs petites mains. Soudain, May dit à voix haute: *That's it, baby girl...*

good job. Je ne cache pas ma surprise: la petite fille a un accent américain parfait. Je demande à Sue qui lui a appris cette phrase, même si je devine la réponse. Plus tard, nous apprenons que c'est ainsi que les trafiquants lui parlaient si elle se comportait bien pendant qu'elle faisait *yum-yum* (sexe oral) ou qu'un client la violait. Si elle souriait, l'embrassait, alors tout se finissait plus rapidement.

Pour May, comme pour des milliers de petites filles exploitées, cette phrase à la signification si choquante est à la fois synonyme d'obéissance et de soulagement. Cela fait partie de leur éducation : pour ces fillettes, tout est bon à prendre pour être traitées un peu mieux. Elles me font penser à un petit garçon qui avait été battu depuis la naissance par son père et qui, une fois placé, avait demandé au psychologue : « Et toi, avec quoi tu tapes ? », car il ne faisait aucun doute dans son esprit qu'il serait de nouveau maltraité dans sa maison d'accueil.

Quand le médecin a répondu qu'il ne ferait jamais une chose pareille, le petit a été déconcerté, gêné: il ne savait établir de relations qu'à travers la

violence. Il a donc fallu lui enseigner d'autres formes de communication, fondées sur la reconnaissance et la valorisation émotionnelles.

Je marche en silence dans la cour. De loin, j'aperçois l'institutrice qui lit un conte à un groupe de fillettes, assises en rond à même le sol. Je prends quelques photographies. Un des objectifs de mon voyage était de découvrir le point de vue et le ressenti individuel des victimes sur leurs expériences. Je ne cherche pas à aborder leurs histoires sous l'angle de l'évaluation psychologique des éducatrices, de la «panique morale» ou du double discours des autorités. La rencontre avec May m'a bouleversée : comment aurais-je pu vivre, à son âge, une telle tragédie ? Il faut toutefois resituer les événements dans leur contexte : ces fillettes vivent dans un environnement particulier et, à leur âge, elles n'ont pas encore développé de jugement moral sur la sexualité ou l'érotisme, ni sur ce qui sépare les adultes des enfants. Ces petites filles ont été vendues par leur père ou par leur mère alors qu'elles étaient très jeunes. L'idée que nous nous faisons de l'amour maternel n'a pas sa place dans leur imaginaire ou dans leur langage.

C'est pourquoi elles parviennent à rire, à profiter et à s'amuser pendant que les adultes assistent, horrifiés, à une scène qui cache selon eux une enfance volée.

Cependant, certaines petites filles sourient plus difficilement, comme celles qui sont exploitées par des hommes, qui subissent des mauvais traitements ou des menaces concrètes, ou encore celles qui sont utilisées pour la pornographie infantile. Les situations d'exploitation sont toutes différentes : il existe plusieurs types et niveaux d'abus et de cruauté, jusqu'aux cas les plus extrêmes, comme celui du réseau de pornographie pédophile que j'ai étudié en 2005 au Mexique.

Le défi est de savoir si un jour, il sera possible de mondialiser certains concepts comme la liberté, le bonheur, l'amour, le soutien familial et la dignité.

Tout en admirant le jardin, je me demande si cette normalisation socioculturelle de l'exploitation des enfants, prédominante dans tant de pays, pourra être combattue sans imposer ni dogmes religieux, ni discours philosophiques progressistes prêchant une liberté totale et affirmant que les

limites et concepts actuels de la sexualité sont dépassés et qu'ils doivent être réinventés, abstraction faite de toute restriction imposée par la morale. Isaiah Berlin a écrit : « La liberté est la liberté, elle n'est ni l'égalité, ni la justice, ni la culture, ni le bonheur humain ni une conscience tranquille. » Alors que je respire l'air tiède du Cambodge, une question me brûle les lèvres : qu'est-ce que la liberté pour ces petites filles et pour ces femmes ? Se limite-t-elle à celle des hommes, qui encouragent une culture dans laquelle l'esclavage est accepté ?

Je m'apprête à quitter le refuge après m'être informée des processus de réadaptation et d'éducation de ces petites filles et de ces adolescentes.

Lorsqu'elles auront atteint l'âge de 16 ans, elles devront partir vivre en communauté avec d'autres jeunes femmes. Pour la plupart, retourner dans leur

village ou dans leur foyer n'est même pas envisageable. Le mépris dont font preuve les familles à l'égard de ces adolescentes est tel qu'il les pousse à rejoindre leurs trafiquants. Convaincues qu'elles font partie d'une caste indésirable, elles croient que leur unique forme de survie économique et affective est la prostitution, et c'est là la grande victoire des trafiquants : faire en sorte que leurs victimes se sentent exclues, rejetées par tous, sauf par leurs bourreaux.

Parmi les plus jeunes, certaines sont adoptées légalement par des familles étrangères qui souhaitent leur offrir une seconde chance, mais la tâche est loin d'être facile. Pour ces jeunes esclaves sexuelles, surmonter l'état de stress posttraumatique peut prendre une dizaine d'années, en fonction du type d'exploitation auquel elles ont été soumises. Les familles adoptives doivent être conscientes que transformer l'opinion que ces fillettes ont d'elles-mêmes, des femmes, de la sexualité et des relations avec les hommes est un processus qui durera toute leur vie. Sans cette compréhension, les jeunes filles ne parviennent pas à s'intégrer, fuient leur foyer et finissent une nouvelle fois dans le monde de la prostitution, dont elles connaissent déjà les codes et dont les seules règles sont le mensonge et l'égoïsme.

« L'amour et la patience ne suffisent pas », m'a affirmé il y a quelques mois la psychologue et sexologue mexicaine Claudia Fronjosá. L'objectif, dans tous les pays d'Amérique, d'Europe ou d'Asie, doit être de former des milliers de thérapeutes spécialisés, capables de prendre en charge de façon efficace, éthique et respectueuse ces enfants et ces adolescents soumis à l'esclavage sexuel, qui ne peut être abordé de la même manière que le travail forcé d'un petit enfant qui coud des ballons en Indonésie. Cette volonté d'hyperspécialisation des différents types de traite commence tout juste à prendre forme.

Je sors du refuge en me demandant quelles mafias ont exploité ces petites filles. Je le découvre vingt-quatre heures plus tard et mon admiration pour ces fillettes, capables de se remettre après avoir vu le visage de leurs bourreaux, s'en trouve plus que jamais renforcée.

L'armée de Somaly Mam

Somaly Mam possède la dignité d'une reine, la force d'une guerrière et la sagesse des anciens. Cette femme à la peau cuivrée et au regard pénétrant traverse la vie comme si elle connaissait le secret du salut de l'humanité et craignait que celle-ci ne réagisse pas à temps face à une hécatombe morale.

L'activiste travaille jour et nuit dans un unique but : éradiquer l'esclavage sexuel

des femmes. Elle estime que la prostitution doit être éliminée, mais progressivement, afin que les femmes déjà prisonnières de certains réseaux n'en subissent pas les conséquences. Selon elle, appeler la prostitution « travail sexuel

» est dangereux, tout comme le montre son histoire.

Cette belle Cambodgienne est un symbole mondial, un véritable modèle de la ténacité et de l'astuce qui peuvent être mises en œuvre pour secourir les femmes et les petites filles victimes de l'exploitation sexuelle. Somaly possède une présence charismatique et parle d'une voix à la fois douce, posée et passionnée.

Son physique et sa discrétion, quand elle marche ou qu'elle se déplace, sont typiquement cambodgiens. Notre première rencontre a eu lieu à New York, alors que notre amie commune Marianne Pearl nous avait toutes deux convoquées pour la présentation d'un livre sur les femmes qui défendent les droits de l'homme dans le monde. Comme des milliers d'autres personnes, j'avais lu l'histoire de Somaly. Vendue par son grand-père au Cambodge à diverses reprises, la jeune femme a été exploitée pendant plusieurs années dans une maison close. Elle s'est échappée après avoir assisté à l'assassinat de sa meilleure amie, une autre petite fille prostituée, par un des trafiquants. Depuis, elle est parvenue à surmonter l'horreur et consacre sa vie aux petites filles asiatiques victimes de l'exploitation sexuelle. Elle œuvre également à l'éradication de la traite dans le monde entier. Somaly fait partie des têtes de file des abolitionnistes.

Cette fois, alors que je me trouve dans son pays, Somaly est en déplacement : elle doit recevoir une récompense pour son travail. J'arrive en *tuk-tuk* dans les locaux de l'AFESIP, situés entre des ateliers de menuisiers ou de réparation de vélos, des maisons closes et des petites maisons en bois et en paille. Il faut parcourir 2 kilomètres de chemins de terre pour y parvenir : les routes pavées ne sont pas arrivées jusque-là. Le bâtiment qui héberge l'AFESIP dispose de services privilégiés. Ici, tous n'ont pas accès à l'eau et à l'électricité. Je laisse mes sandales à l'extérieur et je suis accueillie par le gérant de l'organisation et par une bénévole anglaise.

Somaly a survécu à l'esclavage sexuel. Lorsqu'elle a organisé la première grande opération pour secourir un groupe de quatre-vingt-trois petites filles, la police cambodgienne l'a trahie. Cet événement a été décisif pour le fonctionnement futur de l'organisation. Depuis, son équipe a mis en place des stratégies de sécurité adaptées à la réalité de leur pays : ils travaillent avec la police, mais ne lui font pas confiance.

Les locaux de l'organisation sont petits. Parmi les bureaux entassés, des centaines de photographies montrent Somaly, représentante des esclaves sexuelles, aux côtés de la reine de Suède, du couple royal espagnol en habits de gala et d'une vingtaine d'autres personnalités internationales, dont plusieurs Prix Nobel.

De toute évidence, ces grands personnages sont honorés par la présence de Somaly. Rien de plus normal, quand on connaît le pouvoir des mafias au Cambodge et qu'on sait qu'elle travaille en collaboration avec d'autres organisations civiles pour y éradiquer la traite des femmes et le tourisme sexuel, affrontant régulièrement les pouvoirs effectifs qui protègent cette activité criminelle dans la région. La fondatrice de l'AFESIP est la preuve vivante qu'il est non seulement possible de survivre à l'exploitation sexuelle et d'en guérir, sans garder la moindre trace de haine ou de rancœur pour son passé, mais aussi d'œuvrer pour porter secours aux autres. Cette magie que possède Somaly ne se retrouve pas toujours chez les survivantes de la traite devenues activistes, y compris dans les pays plus développés que j'ai visités dans le cadre de cette enquête. Même quand l'intention de départ est bonne, la haine est toujours mauvaise conseillère.

Sari, une avocate de 30 ans, m'indique que les jeunes filles avec lesquelles je vais m'entretenir sont prêtes. Nous nous dirigeons vers le centre de santé communautaire, situé à un kilomètre de l'AFESIP. Nous montons sur sa Vespa, qu'elle conduit à toute vitesse. Mon chauffeur de *tuk-tuk* me suit en souriant.

Selon lui, ces femmes conduisent très vite, mais très bien. Trois adolescentes m'attendent. Deux d'entre elles travaillent toujours comme prostituées en régime de « semi-liberté », c'est-à-dire qu'elles paient un pourcentage de leurs recettes à la patronne de l'établissement – un lieu réellement sordide – et qu'elles reçoivent parallèlement une formation pour pouvoir exercer un autre métier. La troisième, aujourd'hui hébergée dans l'un des refuges de Somaly, a réussi à échapper aux mains d'un trafiquant faisant partie d'un réseau criminel qui gère des bars et des instituts de massage.

Pour pouvoir discuter avec moi dans ce lieu sûr, les deux premières ont dû arrêter de s'occuper de leurs clients. Grâce à l'avocate, qui fait office d'interprète, nous parvenons donc à un accord: « Tu peux les payer au même tarif horaire que leurs clients. » Je regarde dans mon portefeuille et en tire 120

dollars en liquide. Naïvement, je leur demande combien je leur dois et si un paiement dans cette devise leur convient. Trois dollars de l'heure : voilà

tout ce que les consommateurs leur donnent.

Da, originaire de la province de Prey Veng, est la femme la plus triste que j'ai

rencontrée. Le jour de notre rendez-vous, elle n'est pas maquillée et porte un chemisier rouge avec une jupe noire. Quand elle a eu 13 ans, sa mère, qui ne pouvait pas la nourrir, lui a demandé de se débrouiller seule et l'a envoyée à Phnom Penh, chez sa sœur. Cette dernière travaillait dans une boîte de nuit pour touristes et avait une petite fille, dont Da s'occupait. Lorsque sa mère est tombée malade, Da a commencé à travailler dans un institut de massage thaï afin de trouver l'argent qu'on lui réclamait pour les soins. Semblables aux instituts de massage japonais, ces établissements sont déclarés et font leur publicité en tant que salons de massage. En réalité, les adolescentes et les petites filles qui y travaillent doivent masser, puis masturber les clients, tout en étant à demi nues.

Les autorités savent bien que ces instituts proposent des services de prostitution, mais elles leur permettent de poursuivre leurs activités sans être dérangés, contre le paiement de frais de protection. Le propriétaire de l'établissement a avancé la somme de 400 dollars américains à Da pour payer le médecin de sa mère. Selon lui, la jeune femme ne pourrait jamais s'acquitter de la dette ainsi contractée à moins d'accepter d'avoir des relations sexuelles avec les clients. Pendant deux ans, elle a donc travaillé pour rembourser la somme due, sans avoir le droit de sortir seule. On lui avait dit que si elle tentait de s'échapper, les chauffeurs de *tuk-tuk* la retrouveraient facilement. En effet, ceux-ci ne font pas seulement partie du réseau qui transporte les clients depuis et jusqu'aux hôtels ; ils sont également chargés de rechercher les filles qui s'enfuient et de les ramener à l'institut pour qu'elles puissent y être punies. Da était menacée de mort. Le dirigeant connaissait les coordonnées de sa mère et de sa sœur. Le client le plus cruel dont elle a dû s'occuper était un Chinois d'une cinquantaine d'années, propriétaire d'une usine manufacturière au Cambodge. Toutes les femmes avaient peur d'être choisies par cet homme, qui ne parvenait à avoir une érection qu'en employant la violence. Moyennant un gros pourboire pour le propriétaire du salon de massage, il pouvait les insulter, leur cracher à la figure, uriner sur les jeunes femmes et pratiquer des pénétrations

anales. Au cours d'une prestation, ce client a projeté Da contre un mur de la chambre, lui fracturant une côte. Pour s'excuser, il lui a donné 5 dollars. Son client le plus gentil était français : il lui a sauvé la vie.

Quand Da commence à parler de Pierre, un boxeur de 40 ans, elle garde la main droite sur le cœur. Son regard se voile davantage, mais elle sourit, pensant au secret de sa liberté. Pierre était l'un de ses clients. Il est venu pour le massage et les relations sexuelles. Un jour, il a donné 1 500 dollars au propriétaire de l'institut pour disposer de Da dans sa chambre d'hôtel pendant un mois entier.

Une nuit, après avoir expliqué à Da qu'il avait acheté sa liberté, le Français est

parti aux Pays-Bas. Pendant un an, il lui a envoyé 150 dollars par mois, puis Da a perdu son livret d'épargne et n'est jamais retournée à la banque. Elle n'a plus entendu parler de Pierre. Pendant six mois, la jeune femme a mendié et cherché du travail. Une amie, qui lui avait promis un emploi de serveuse, l'a vendue au bar *Viva Night* pour 200 dollars. Le propriétaire était un chef d'entreprise vietnamien et la clientèle était entièrement constituée d'ouvriers thaïlandais.

Tous les bars, karaokés, instituts de massage ou restaurants qui proposent des

« divertissements » bénéficient d'une autorisation gouvernementale. Tous disposent d'un vaste réseau de *tuk-tuk* et de taxis-motos qui assurent le transport et la surveillance des jeunes filles. Certains de ces gardiens, appelés « gorilles », portent sur eux un canif qu'ils sont prêts à utiliser au cas où leurs protégées tenteraient de s'échapper. Après tout, elles sont la propriété de ceux qui les ont achetées, expliquent les avocates de l'AFESIP. Quand on a passé deux jours dans le monde de ces femmes, il est impossible de dire qu'elles manquent de volonté.

Malgré le véritable enfer qu'elles vivent, elles parviennent à résister, bien que faiblement. En effet, leur énergie vitale diminue à mesure qu'elles découvrent, depuis l'enfance, que le simple fait d'être nées femmes est un véritable cauchemar. Leur unique possibilité étant de supporter cette condition, elles vivent soumises à la volonté de leurs propriétaires qui dirigent leur vie, leur situation économique et leur avenir.

Lorsque la jeune fille a eu 18 ans, le patron du *Viva Night* l'a vendue à la maison close 55, parce qu'elle était trop vieille et que les clients voulaient de la

« chair fraîche ». « J'ai eu de la chance, dit-elle l'air désabusée. Certaines gamines commencent à 6 ans. Moi, au moins, j'en avais 13. »

Da est ensuite tombée enceinte d'un de ses clients, un homme marié. Elle a eu une petite fille aux grands yeux noirs et au regard triste, comme le sien. La jeune femme affirme qu'elle ne laissera jamais sa fille se prostituer.

Actuellement, elle apprend à coudre pour pouvoir travailler dans une entreprise manufacturière, économiser et s'acheter une parcelle de terre pour y planter du riz et éloigner sa fille de ceux qui font le commerce d'esclaves. Je lui demande ce qu'en pense le père de la petite. Elle observe ses ongles, courts et un peu sales. Le père de l'enfant est policier et client de la prostitution. Il a affirmé que quand la petite grandira, il vérifiera lui-même si elle est née pour être pute. Je demande à Da : «

Qu'en penses-tu ? » Elle remue simplement la tête et regarde vers la fenêtre, considérant l'entretien terminé.

Le soir, je retourne dans ma chambre. Je mets le verrou, laisse tomber mon sac sur la chaise et m'effondre sur le lit, découragée. Je fixe le plafond et sens l'humidité tiède des larmes qui coulent dans mes cheveux. Je repense à la question que m'ont posée les jeunes femmes avant de nous dire au revoir: «Que ressent-on quand on peut faire ce qu'on veut, voyager et écrire ? » D'un côté, avec ma liberté, je parcours le monde pour raconter leurs histoires et peut-être trouver une explication, une solution. De l'autre, avec leur patience de victimes, d'esclaves, elles cherchent dans mes yeux le secret de cette liberté. Elles observent l'encre couvrir les pages de mon carnet, où je note leurs mots, les atrocités qu'elles ont subies, les chiffres et les noms de ceux qui les ont vendues ou achetées. En revanche, il y a bien longtemps qu'elles ont arrêté de chercher le nom de toutes les personnes qui les ignorent, qui se désintéressent de leur esclavage et qui sous-estiment leur propre liberté.

Le visage curieux et souriant d'une adolescente que j'ai rencontrée il y a peu de temps me revient soudainement: « Quelqu'un va lire notre histoire? m'avait demandé avec inquiétude cette jeune femme qui n'avait jamais ouvert de livre.

Mais pourquoi ? » Ni elle ni moi ne sommes à même d'expliquer la perversité de cette forme d'esclavage, qui permet à la victime de témoigner, puis la contraint à rejoindre son enfer et ses bourreaux, quelques heures plus tard. Cette situation complètement absurde serait inimaginable sans la complicité de l'État et de la société. Je me lève pour aller prendre un bain. Il faut poursuivre les recherches et révéler la vérité sans épargner aucun

complice, car comme toutes les tragédies humaines, celle-ci est le résultat d'une idée et d'une stratégie.

Baby Girl Limo Services

J'ai rendez-vous avec une touriste américaine à *Naga World*, l'unique casino légal de Phnom Penh, un établissement de 80 000 mètres carrés qui comprend en outre un bateau stationnaire et un hôtel haut de gamme, comme ceux que l'on trouve à Shanghai.

Je demande au concierge de réserver un taxi de luxe. Les limousines, m'explique-t-il, sont plus sûres pour sortir la nuit. Grâce à un bon pourboire, je fais en sorte que le chauffeur soit un cousin du concierge et parle un anglais compréhensible. En fin de compte, le conducteur maîtrise davantage le français que l'anglais et nous pouvons donc nous comprendre sans difficulté. Louer une voiture pour me rendre au casino, situé à l'intersection avec l'avenue Tonlé Bassac, à 200 mètres de l'hôtel, peut paraître ridicule, mais cela fait partie de ma stratégie de sécurité.

Après avoir pris un bain, j'enfile une robe noire, des talons et mets un peu de maquillage. Je vérifie que mon portefeuille contient bien 400 dollars en billets de 20 ainsi que 300 euros. J'ai également des cartes de visite avec un faux nom et un rouge à lèvres : à l'entrée, les sacs sont minutieusement contrôlés. Les femmes non accompagnées éveillent souvent les soupçons dans les casinos qui dissimulent des services de prostitution.

Naga World appartient au multimillionnaire malais Tan Sri Dr. Chen Lip Keong. D'après la revue *Forbes*, cet homme âgé de 61 ans possède 195 millions de dollars, issus de l'industrie du jeu. Il y a peu de temps, l'autorité monétaire de Singapour (Monetary Authority of Singapore, MAS) a décidé de bloquer le premier appel à l'épargne public de Naga Corp. Ltd. En effet, le siège social du groupe étant situé dans les îles Caïmans, la MAS considère que ses activités entrent dans la catégorie *out of bounds*, c'est-à-dire qu'elles se trouvent en dehors de la compétence territoriale de Singapour et ne sont donc pas soumises aux règles juridiques relatives à la réglementation des casinos et à la prévention du blanchiment de capitaux.

Malgré les soupçons pesant sur sa société, le magnat Chen Lip a réussi l'impossible : obtenir une autorisation du gouvernement du Cambodge pour que son casino géant dispose de l'exclusivité du marché pendant soixante-dix ans.

Son secret : il est conseiller économique du Premier ministre Hun Sen.

Il me semble important de souligner que la misère et l'instabilité générées par les années du régime khmer rouge, dirigé par le dictateur génocidaire Pol Pot, ont fait augmenter la pauvreté et entraîné la diffusion des établissements de jeux et de paris illégaux à travers le territoire, mettant le gouvernement cambodgien dans une position difficile. Dans le cas présent, cela semble avoir peu d'importance : en effet, Chen Lip est également propriétaire de la loterie nationale, mise en cause par la presse et par certains membres du gouvernement car les premiers prix, dont les montants s'élèvent à plusieurs millions, n'ont jamais été remportés. Des membres du Congrès ont donc exigé que le propriétaire de Naga Corp. Ltd. rende des comptes sur ses activités légales et illégales. Cependant, ses relations politiques ont empêché tout progrès en termes de transparence. Les enquêtes relatives aux casinos soupçonnés d'être impliqués dans la traite des femmes sont extrêmement complexes à réaliser. En effet, de Las Vegas au Cambodge, les propriétaires de ces entreprises sont protégés par leurs liens avec d'importantes personnalités politiques. Au Nevada, à Hong Kong, à Macao, à Londres, dans les Caraïbes ou encore à New York, dans les établissements de jeux illégaux *Pai Wo* de Chinatown, les stratégies visant à

acheter des policiers, voire à blanchir de l'argent sale à travers les campagnes de députés, de sénateurs, de maires, de gouverneurs, de juges ou encore de chefs de la police ont été largement décrites par les autorités et les médias. Selon Interpol, 100 millions de personnes se rendent chaque année dans des casinos. La croissance de ce secteur va de pair avec l'augmentation du nombre de pays qui procèdent à la légalisation des jeux. Il génère désormais plus d'argent que ceux des spectacles sportifs, du cinéma, de la musique, des parcs d'attractions et des croisières réunis.

Mes sources locales ont affirmé que certains Américains ou Européens un peu trop audacieux, motivés par les documentaires et les reportages sur la

traite en Asie, pensent pouvoir pénétrer dans des boîtes de nuit au Cambodge ou en Thaïlande, observer des petites filles ouvertement soumises à la prostitution et les prendre en photo. Ces inconscients se trompent complètement: les mafias qui contrôlent la traite des femmes et des enfants connaissent bien leur travail, surveillent les organisations humanitaires et expulsent ou menacent de mort les journalistes qui tentent de s'immiscer dans le milieu. Les casinos et les bars karaokés sont surveillés par des agents de sécurité, chargés d'éviter que les activistes ou les journalistes puissent obtenir des renseignements sur l'exploitation des mineurs au sein de leurs infrastructures. Contrairement aux autres casinos du monde entier, la clientèle de *Naga World* est largement dominée par les hommes. Lorsque nous arrivons, nous sommes les uniques femmes, hormis les hôtesse. Il va falloir être prudentes.

Mes sources m'ont également expliqué que l'hôtel est utilisé pour satisfaire un type de clientèle «distinguée», qui joue d'importantes sommes d'argent et cherche à avoir des relations avec des mineures. Nous avons donc prévu de jouer un peu. Comme je ne suis vraiment pas douée pour ça, je pensais me concentrer sur les machines à sous. Toutefois, ma nouvelle amie américaine étant une experte au black-jack, nous nous installons aux tables de jeux. Lorsque nous commandons une bouteille de champagne, le personnel devient tout de suite plus attentionné et prévenant. C'est alors que nous apercevons trois femmes, probablement originaires des Philippines, vêtues de robes de marque et portant trop de maquillage et de bijoux, qui jouent avec trois hommes âgés d'une vingtaine d'années. Le reste de la clientèle est composé à 90 % d'hommes de 40

à 70 ans. Les Japonais, quant à eux, misent assez gros et représentent 30 % des clients. Ces derniers ainsi que deux groupes de Coréens qui, comme je l'ai vérifié par la suite, sont venus pour une visite spéciale, sont les plus alcoolisés et les plus bruyants. « Karaoké, karaoké », commence à crier un Coréen bedonnant en agitant une liasse de dollars. Nous nous regardons : en Thaïlande, au

Cambodge, aux Philippines, au Vietnam et au Japon, les maisons closes qui exploitent les femmes et les petites filles sont souvent cachées derrière des devantures de bars karaokés. Ces établissements disposent de toutes les

installations nécessaires pour chanter, mais également de showrooms privés où ont lieu les rapports sexuels. Cette configuration s'est également répandue à New York, où ce type d'activités est devenu la spécialité des mafias coréennes et des triades chinoises.

Je me dirige vers l'ascenseur où a été conduit le premier groupe de Coréens.

Un agent de sécurité, vêtu d'un costume noir, m'arrête immédiatement. Dans l'ascenseur, une jeune femme les accompagne, leur disant quelques phrases en coréen. Elle est habillée d'une élégante robe de soie rose et porte un rouge à lèvres rouge pour tout maquillage. Je demande à l'agent de sécurité, qui ne me lâche pas, de m'indiquer les toilettes des femmes. Dans un anglais difficilement compréhensible, il insiste pour que j'ouvre mon sac. Sans même me regarder, il y plonge la main et, alors que je pensais qu'il allait prendre l'argent, en sort les cartes de visite me présentant comme organisatrice de tours VIP. Il observe les cartes, me regarde, dit quelque chose et en garde une. Je lui signale alors l'argent du regard. L'homme jette un coup d'œil aux billets et, alors que j'imaginai qu'il allait se servir, il me demande de fermer le sac et me conduit aux toilettes. À

partir de ce moment, il ne s'éloigne pas de moi de plus d'un mètre et je dois donc passer le reste de la soirée à parler des merveilles du Cambodge avec mon amie. J'ai été repérée: il me faudra trouver un autre moyen d'enquêter sur le tourisme sexuel à *Naga World*. J'apprendrai par la suite que j'ai eu de la chance: d'autres activistes ou journalistes ayant essayé de mettre au jour ces réseaux de traite ont été menacés de mort ou victimes d'embuscades dans des ruelles.

Au moment de partir, nous montons dans la limousine, qui démarre à la recherche d'un bar. Une voiture noire nous suit tout le long de l'avenue, puis fait demi-tour. Nous ne l'apercevons plus de la soirée. Nous commandons une bière dans un petit bar tenu par des frères anglais, qui travaillent comme bénévoles dans les bureaux de Somaly Mam. Une partie de billard m'aide à me changer les idées. Le lendemain, je ferai la connaissance d'une survivante rescapée des mafias chinoises.

Échapper à la mort

J'ai peu dormi. Je me lève et fais une séance de yoga. Alors que le soleil commence à se lever, je sors me promener. Dans l'avenue principale, les familles de mendiants sont toujours endormies dans leurs hamacs et leurs chaises. À

proximité du ministère de la Culture bouddhiste, une jeune femme dort. La

veille, je l'avais aperçue en train d'enlever les poux de sa fille, qu'elle avait voulu me vendre sans en demander une somme précise. C'était à moi de lui proposer un prix, à payer en dollars. Je devais également promettre de prendre bien soin de la petite. La femme, pauvre et sans travail, n'avait pas les moyens de garantir son bien-être et son avenir. Lorsque je lui avais demandé comment je pourrais ramener l'enfant chez moi, elle m'avait annoncé, à ma grande surprise, que les papiers «légaux» seraient faits en trois jours. Si je préférais, quelqu'un pouvait aussi me l'amener dans un autre pays.

Je prends quelques photographies et à 8 heures tapantes, comme convenu avec ma source, je me trouve dans la cuisine d'une cafétéria encore fermée au public, où je retrouve le jeune Pao et sa sœur Qui, 17 ans. Le jeune homme débute en tant que journaliste dans un quotidien local. Sa sœur, quant à elle, s'est échappée d'un groupe de trafiquants chinois. Après que je leur ai expliqué mon projet de livre, Qui commence à parler. Pour l'instant, elle travaille, cachée par une organisation civile cambodgienne qui la conduira bientôt dans un autre État, où elle sera en sécurité et pourra suivre une formation sociale afin d'aider les petites Cambodgiennes secourues dans des pays étrangers.

Qui avait 12 ans quand le frère de sa mère, qui vivait dans la capitale, est venu la chercher au village. Il avait promis qu'elle bénéficierait d'un logement et qu'elle pourrait étudier, au lieu de rester dans la misère avec le reste de sa famille. Une fois à Phnom Penh, l'oncle aimable s'est rapidement transformé en homme cruel qui, dès la seconde nuit, lui a fait des attouchements, sans toutefois la violer. Il lui a dit qu'elle serait mieux avec des amis et il l'a conduite chez une Philippine nommée Yi Mam. Là, les trafiquants ont formé un groupe de petites filles, âgées de 7 à 10 ans. Qui était la plus âgée. Devant ses yeux incrédules, un homme a remis une

liasse de billets à son oncle, qui l'a prévenue : «Mieux vaut pour toi que tu te comportes bien, sinon tu vas beaucoup souffrir. »

Qui n'a plus jamais revu son oncle. La langue parlée par le groupe d'hommes qui l'a emmenée lui était inconnue. Elle découvrirait plus tard qu'il s'agissait du mandarin. Quand la jeune fille raconte ses premiers jours de formation, elle parle d'une voix très basse et son frère traduit en anglais. Il prononce parfois quelques phrases avec un accent britannique, pour donner plus d'intensité à ses propos.

Nous avons été sélectionnées et réparties dans deux appartements d'un même immeuble de Phnom Penh. Les plus petites étaient toujours accompagnées d'une grande. Yi Mam a sorti des

godemichés couleur chair d'un sac en fleurs tissées. Elle nous a

appelées et nous nous sommes regroupées autour de la table. « Ça, c'est un homme: un *mister*, un *daddy* », nous a expliqué Yi Mam comme si elle nous montrait un jouet pour enfant. Les plus jeunes riaient en caressant l'objet tout doux. « Touchez-le », a ordonné Yi Mam. Les petites filles qui avaient déjà vu un garçon tout nu comprenaient qu'il s'agissait de cette partie du corps qu'on appelle «

zizi », mais pas plus. Quant à moi, je n'avais jamais vu de pénis.

Assises par terre autour de la table, nous avons touché les verges en plastique de taille moyenne. Pour nous, il s'agissait d'un jeu.

«Maintenant, faites *yum-yum* », a dit la femme en regardant une fillette d'une douzaine d'années, qui a immédiatement obéi. Comme une maîtresse, elle a attrapé un des godemichés, a serré la base avec sa petite main et l'a mis dans sa bouche. Yi Mam souriait, approuvant du regard. Je n'ai jamais connu une femme aussi cruelle: elle souriait toujours, même lorsqu'elle nous frappait avec une longue tige très fine. Ses trois neveux, de 14 et 15 ans, attendaient avec nous que les clients arrivent et si la police venait, ils prétendaient faire partie des victimes. Ils étaient aussi cruels qu'elle.

Pendant cette formation, on expliquait patiemment aux petites que si elles étaient sages avec les hommes, ceux-ci les traiteraient bien et leur donneraient des jouets et de la nourriture. Au cours d'une leçon d'anglais basique, on leur apprenait à dire qu'une petite fille coûte 30 dollars et que deux fillettes ensemble en valent 60. Elles savaient également dire leur âge (*Me ten years old*, « J'ai 10

ans », et *I am virgin, sir*, « Je suis vierge, Monsieur»). Les petites de moins de 10

ans n'auraient pas de relations sexuelles jusqu'à ce qu'un homme soit prêt à payer pour elles. Les autres seraient vendues à plusieurs reprises en tant que vierges, pour un prix pouvant atteindre 300 dollars.

Si on compare aux femmes de 20 ou 30 ans, qui ne rapportent pas plus de 3 dollars la passe, on comprend pourquoi les trafiquants recherchent des enfants de plus en plus jeunes. Certes, les clients locaux paient peu, mais ils permettent de maintenir la stabilité du secteur et d'investir dans l'achat et le transport d'esclaves, la protection policière et la publicité pour attirer le tourisme sexuel «

sûr » d'Europe, d'Asie, du Canada et des États-Unis.

Après leur premier viol, les fillettes comprennent que la seule manière de survivre est d'obéir aux chefs et aux clients. Si ceux-ci sont pour la plupart coréens et japonais, les Blancs originaires d'Europe ou des États-Unis

représentent environ 30 % des consommateurs.

La jeune femme poursuit:

Une des petites filles était spéciale. Elle avait des cheveux noirs comme le jais, des yeux verts très pâles et la peau d'un brun clair peu commun. On aurait dit une poupée ou une fée sortie tout droit d'un conte. Elle voulait s'échapper. Son père l'avait vendue à un homme au Vietnam et nous ne comprenions pas sa langue. Un jour, elle s'est enfuie: Yi Mam était partie faire des courses au marché avec le chauffeur et la fillette s'était glissée

dans la voiture, on ne sait pas comment. Elle était vraiment décidée à partir. On l'enfermait souvent pour la punir car elle était toujours énervée et crachait à la figure des clients. Le médecin était venu la voir deux fois pour examiner ses parties [ses organes génitaux], qui saignaient beaucoup. Elle a dû rester presque un mois sans voir de clients. Elle était contente. On aurait dit qu'elle avait fait exprès de mal se comporter. Nous savions toutes que résister à un client pouvait le rendre très violent. Mieux valait obéir.

Nous avons su que la poupée s'était enfuie car Yi Mam nous a toutes battues et enfermées dans différentes pièces. Ce jour-là, nous n'avons eu ni nourriture, ni clients. Le lendemain, elle nous a donné un peu de lait le matin puis, le midi, elle nous a toutes appelées dans le réfectoire. Yi Mam a fait venir deux hommes. L'un d'eux m'était totalement inconnu. On m'a dit qu'il était chinois, mais je ne suis pas sûre. Il a parlé dans une langue que nous n'avons pas comprise et Yi Mam a dit que la poupée s'était très mal comportée.

Qui s'interrompt. Elle boit un peu d'eau. J'observe ses mains, qui tremblent légèrement. Je pose mon carnet et mon stylo sur la table et sors une bouteille d'eau de mon sac. Nous sourions. Son frère se lève et dix minutes plus tard, réapparaît avec une théière et trois verres. En silence, nous buvons quelques gorgées de thé vert. Je remercie de nouveau la jeune femme pour son témoignage et lui assure que je respecte sa douleur. Elle soupire, lasse, puis se reprend et continue son horrible témoignage, motivée par une réelle conviction et un grand sens des responsabilités.

Elle nous a ordonné de manger. Nous avons toutes très faim et nous avons dévoré ce curry de poulet, servi avec du riz. Ils nous regardaient sans rien faire. Quand nous avons terminé le repas, Yi Mam a traduit les paroles de l'homme et nous a dit que nous venions de manger le corps de la poupée et que si l'une d'entre nous voulait s'échapper, elle finirait coupée en morceaux et mangée par les autres. Cette nuit-là, nous avons toutes été malades, de peur, je pense. Nous avons beaucoup vomi. Je ne me suis pas échappée seule. Plusieurs mois plus tard, un client belge est venu me voir trois nuits de suite et m'a dit qu'il était tombé amoureux de moi. Il était très gentil, attentionné et ne me faisait pas si mal. La troisième fois qu'ils m'ont conduite à son hôtel, le client ne m'a rien dit. Il avait préparé sa valise. Une

voiture est simplement arrivée pour nous chercher et me déposer dans les locaux d'une organisation qui porte secours aux jeunes prostituées. Quant à lui, il a été conduit à l'aéroport. Je ne sais pas s'il m'a rachetée, mais la première année, je ne me suis même pas approchée de la fenêtre. J'ai encore peur qu'ils me tuent et qu'ils me découpent en morceaux. Depuis, je n'ai plus jamais mangé de viande.

Je dis au revoir à Qui et à son frère, non sans leur assurer que je continuerai d'enquêter afin de savoir pourquoi les autorités cambodgiennes persistent à nier de façon aussi catégorique la présence des grandes mafias impliquées dans la traite des femmes et des petites filles sur leur territoire.

Au cours d'entretiens, plusieurs activistes venant pour la plupart d'Europe ou des États-Unis m'ont considérée avec étonnement lorsque je leur ai parlé de la participation de ces mafias : « Elles sont probablement impliquées, m'a répondu un Anglais, mais nous n'avons pas le temps de nous battre contre elles. Nous voulons sauver les petites filles et les adolescentes. » Un pasteur chrétien m'a quant à lui affirmé: «La véritable mafia, c'est la corruption des autorités et du gouvernement, qui n'arrêtent pas les clients. » Une Américaine a également déclaré que d'après « Interpol, il n'y a pas de grandes mafias. Dans cette région, la traite est un problème culturel, lié au sexisme et à la pauvreté ». Dans mon pays, au Mexique, les autorités avaient dans un premier temps affirmé la même chose, jusqu'à ce que grâce à la publication de mon livre *Los demonios del Edén: el poder que protege la pornografía infantil*, nous puissions présenter des enregistrements d'un personnage puissant impliqué avec des gouverneurs, des

sénateurs et des policiers dans la traite des enfants à des fins de pornographie et de tourisme sexuel.

Les triades

Trafiquant arrêté dans la province de Chongqing :

Je ne comprends pas pourquoi on en fait toute une histoire. Les gens disent: « Oh ! Ils tuent les petites filles. » Les Chinois tuent les fillettes parce qu'ils ne sont autorisés à avoir qu'un seul enfant.

Nous, au lieu de les tuer, nous leur trouvons un travail. Et ils disent :

« Oh ! Les Chinois vendent les petites filles. Ils sont tellement méchants. » Et moi je leur réponds : « Nous leur trouvons un mari et un travail dans d'autres pays. » Et les gens insistent: « Les Chinois sont tellement méchants. » Les gens sont bêtes.

« De qui avez-vous peur ? » Quand je pose la question au fonctionnaire du ministère social du royaume du Cambodge, il me regarde sans comprendre. Je précise : « Des triades chinoises ou des policiers corrompus ? » Il ouvre de grands yeux, se penche vers moi et demande : « S'il vous plaît, Madame, ne dites pas ces mots à voix haute. » Il joint les mains en signe de prière et respire profondément, avec une discrétion toute bouddhiste. Il ne me regardera plus une seule fois dans les yeux pendant le reste de notre conversation.

« Le gouvernement du royaume du Cambodge collabore avec les États-Unis dans la lutte contre la traite des femmes, qui est un problème de dimension mondiale. » Le fonctionnaire continue de parler comme s'il lisait une brochure envoyée par le ministère du Tourisme. Après notre bref entretien, sans rien dire, il me tend une carte sur laquelle sont notées les informations d'une source au sein de la police cambodgienne. « Je ne vous connais pas, Madame », me dit-il en s'inclinant en guise de salut. Je réponds à la révérence en joignant mes mains face à mon visage et je lui souris, le remerciant de sa confiance: « Moi non plus.

» Mon ami de l'OIM a été notre contact pour cette entrevue. Les deux hommes se font confiance et j'ai pu bénéficier de cette amitié professionnelle. Au Cambodge comme partout, certains fonctionnaires introduits dans le système sont prêts à prendre part à la lutte réelle contre la corruption. Ils connaissent le fonctionnement du monstre, car ils vivent dans ses entrailles, et savent donc qu'il faut éviter d'en dire trop dans les locaux gouvernementaux, où les murs ont des oreilles. Secrétaire, apprenti, assistant ou responsable, tout le monde peut en

réalité cacher un allié de la mafia.

Les gens ont peur de dire le mot « triade » à voix haute. Ce nom tire son origine de la mafia *Sanhehui*, ou « Société des trois harmonies », représentée par un triangle symbolisant l'unité entre le ciel, la terre et les hommes. D'après des rapports de la police de Hong Kong, les triades sont apparues au XVIIe siècle.

Lorsque les envahisseurs venus de Mandchourie ont renversé la dynastie des Ming, celle des Qing, plus connue dans le reste du monde sous le nom de Mandchoue, a alors pris le pouvoir politique. Un groupe de résistance civile fidèle aux Ming, nommé *Tian Di Hui*, ou « Société du ciel et de la terre », a provoqué un important mouvement d'ouvriers et de citoyens, désireux de défendre les idées de leur clan. Ce groupe obtenait armes et nourriture en prenant part à un nombre croissant d'actes délictueux. La reine Victoria, considérée comme la première femme importante à la tête d'un cartel de drogue dirigé par un gouvernement, a encouragé l'économie de l'opium. La Grande-Bretagne a colonisé Hong Kong, faisant de la ville un port marchand, pendant que des millions de Chinois développaient une addiction à cette drogue portant le sceau royal, activement commercialisée via les différentes routes maritimes.

Tandis que les gouvernements occidentaux soutenaient le régime corrompu de la dynastie mandchoue, les Britanniques ont donné à ce groupe de résistance le surnom de « triade ». En 1911, le chef des triades, Sun Yat-sen, a mené une révolution qui lui a permis de prendre le pouvoir politique. La triade s'est alors divisée en plusieurs groupes et a acquis un pouvoir historique.

La mafia *Sanhehui* a laissé derrière elle ses batailles politiques et, tout en conservant ses relations au sein du pouvoir d'État, a mis en place un important monopole sur les jeux, les paris, la prostitution des femmes et des petites filles ainsi que le trafic d'opium. Le pouvoir politique et la puissance criminelle de la triade, teintée d'une aura mystique, se sont accrus. Aujourd'hui encore, les membres les plus importants de certains groupes prêtent une série de trente-six serments, se jurant entre autres fidélité jusqu'à la mort. Tout comme les yakuzas japonais, les membres des mafias chinoises s'attribuent un rang au sein du groupe (« 489 maître de la montagne », « 438 vice-maître de la montagne », «

415 éventail de papier de riz », « 432 sandale de paille ») et infligent un châtiment douloureux aux traîtres et aux indicateurs. Leurs armes fétiches, aujourd'hui encore, sont les couteaux de boucher et les machettes courtes traditionnellement utilisées pour la récolte du riz. Le maniement de ces armes est plus respecté parmi les nouvelles générations que celui d'une arme à feu de gros

calibre. Pour assurer la protection de leurs opérations commerciales, comme la vente de personnes ou de drogue et les extorsions liées aux affaires de paris, ils utilisent néanmoins des armes à feu militaires, en particulier des fusils AK-47, plus faciles à se procurer. Les triades n'ont pas conservé la structure monolithique qu'elles utilisaient toujours au début du XXe siècle et se caractérisent désormais par une organisation très proche de celle des puissants cartels mexicains. L'industrie du sexe, grâce à sa nature ambiguë à la frontière entre le légal et l'illégal, est plus puissante que toutes les autres. Si elle ne génère pas encore autant d'argent que le trafic de drogue ou d'armes, elle a parfaitement su intégrer les réseaux internationaux. Le secret de cette réussite réside peut-être dans le nombre important de mafieux venus de la province qui ont réussi à s'immiscer dans les gouvernements centraux et à renforcer ce que Misha Glenny, auteur de *McMafia*, appelle des liens politico-criminels, ou *poli-tical criminal nexus* (PCN). Il s'agit de relations, profondément marquées par la corruption, entre des dirigeants de partis politiques et des membres importants des mafias comme Chen Kai, dans la province de Fujian, en Chine, Kamel Nacif, au Quintana Roo, au Mexique, ou encore Michael Galardi, dans le Nevada, aux États-Unis. Ces personnages, qui se sont enrichis grâce à des activités opaques, pour employer un euphémisme, utilisent les campagnes politiques pour blanchir leur argent, achètent les candidats de la même façon qu'ils achètent des femmes ou des objets voués au plaisir, font passer des lois qui les protègent et acquièrent ainsi une impunité totale. L'impact social des mafias sur les communautés est plus flagrant dans les pays en développement : ce sont en effet les cartels qui construisent écoles, hôpitaux et églises, ou encore qui pavent les rues. Il est rare de rencontrer un mafieux de haut niveau qui n'ait pas intégré le marché mondial en diversifiant son offre et ses relations, avec les criminels comme avec les personnalités politiques. Leurs lieux préférés? Les maisons closes et les casinos.

Ce qu'ils y trouvent? Plaisir, pouvoir et argent.

La femme du mafieux

La femme policier arrive à l'heure à notre rendez-vous. Elle est accompagnée d'une femme vêtue à l'occidentale avec un jean, une chemise lilas et un t-shirt blanc. Ses lunettes de soleil Dolce & Gabbana lui cachent la moitié du visage.

Les mains jointes, elle ferme les yeux et incline légèrement la tête : « Madame Cacho », dit-elle doucement. Je réponds en imitant le salut bouddhiste : « Merci d'être venue. » Nous marchons tranquillement dans le parc Wat Phnom, ou «

Pagode de la montagne », parmi les petits singes qui mangent des cornichons.

Puis, nous montons par les sentiers en parlant du temps et de la beauté du paysage. Arrivées au sommet, nous faisons le tour du temple et je m'assois sur

une marche de l'escalier latéral, imitée par les deux femmes. Je prends quelques photos d'un dompteur et de son éléphant, qui fait des acrobaties pour attirer les touristes. La femme policier m'explique l'ampleur de l'influence des mafias chinoises dans la culture cambodgienne. Celle qui l'accompagne est l'ex-épouse d'un trafiquant de drogue. Elle est venue pour m'aider dans mon projet de livre.

Dans deux jours, elle partira pour un refuge dans un pays européen, où elle espère que son ancien compagnon ne pourra pas la retrouver.

Ils ont beaucoup d'argent et de pouvoir. L'économie

cambodgienne est instable et s'ils arrêtaient de brasser tous ces capitaux, le pays s'écroulerait. Ils travaillent ensemble. King, mon ex-mari, appartient à la mafia sino-malaise. Ils ont commencé avec des petites filles et des jeunes femmes, toutes mineures, puis ils se sont rendu compte qu'ils pouvaient les échanger avec leurs collègues de la région. Tous les deux ans, les petites

filles qui travaillent dans ce circuit sont renouvelées. Après une première exploitation sexuelle par les touristes, elles sont envoyées dans des entreprises manufacturières, qui sont associées aux mafieux. Les vierges sont leur spécialité. Ainsi, ils vendent les mêmes adolescentes à différents groupes. Les jeunes garçons sont placés dans la police: ils entrent à l'école, sont entraînés pour devenir les meilleurs puis, de l'intérieur, servent la fraternité. D'après King, mieux vaut penser à long terme que de se contenter d'acheter un policier un peu bête. Ils investissent dans les mines, les usines manufacturières, le bâtiment et le tourisme. Ils ont trois usines de production de méthamphétamines, dont une ici, dans la capitale [Phnom Penh]. Ils importent les précurseurs chimiques, la kétamine et l'amphétamine depuis Pékin.

[La Chine compte au moins 110 000 usines de produits chimiques, la plupart ne faisant l'objet d'aucune réglementation.]

Leurs associés font passer des objets de contrebande, comme des DVD ou de la musique, dans les chargements de matériaux pour les usines manufacturières. Personne ne vérifie les containers des bateaux qui arrivent par le golfe de Thaïlande ou les charters qui atterrissent ou décollent de Phnom Penh. Du moins pas ceux qui bénéficient de la protection de King. Les gens croient qu'ils viennent juste d'arriver, mais en réalité, ils ont toujours été présents. Malgré les changements politiques et le génocide des Khmers rouges [qui

ont tué un tiers de la population], les réseaux commerciaux ont été conservés et repris par les mafias, qui disposent désormais d'une force accrue et d'une meilleure stratégie marketing.

En ce qui concerne les relations internationales de son mari, Mme King poursuit :

J'avais 20 ans quand il m'a emmenée à Londres. Nous sommes allés dans un grand casino, où il a rencontré ses associés. Nous nous sommes rendus quatre fois au Mexique depuis l'année 2000 : deux fois dans la capitale et deux fois à Sinaloa, où il a conclu des accords pour y envoyer des travailleurs. Il a voyagé à plusieurs reprises à Cuba, mais je ne l'y ai pas accompagné. Il revenait avec des boîtes de cigares offertes par le général.

Les accords portaient sur l'envoi d'ouvriers chinois à Cuba, et de là, à Miami et au Mexique. D'autres négociations étaient en cours pour construire une usine de production de médicaments pour les pauvres, qui cacherait en réalité un laboratoire pour fabriquer des drogues de synthèse [Elle ne sait pas si l'usine en question a ouvert ou si les démarches sont encore en cours]. À Mexico, nous avons séjourné chez un chef d'entreprise libanais, dans une demeure très élégante. À Sinaloa, nous sommes restés chez un homme qui, d'après ce que j'ai vu dans les journaux, a été tué il y a environ deux ans dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue.

Je lui demande des noms. Elle hésite et me dit ne pas se souvenir. Elle baisse les yeux, affirme qu'elle est épuisée et qu'elle doit partir. À l'époque où Mme King a été secourue par une organisation de femmes, alors qu'elle fuyait les mauvais traitements infligés par son mari, les responsables ont cherché à parler au chef de la police cambodgienne, qui leur a répondu que la police ne se mouillerait pas. Plus tard, elles ont fait appel au personnel de l'ambassade des États-Unis, à qui elles ont expliqué les faits. À ce jour, elles ignorent encore si une enquête a été ouverte.

Cette femme de 30 ans, comme des milliers d'épouses de criminels, connaît dans les moindres détails la mafia avec laquelle elle a vécu tant d'années. Elle explique que depuis leur arrivée au Cambodge, au XIXe siècle, les

cantonais sinokhmers ont dominé le marché du tourisme et du pétrole. Selon l'historien William Willmott, en 1900, les colons français ont permis aux Chinois de contrôler 92 % du commerce au Cambodge. Certains étaient «

médecins aux pieds nus » et exerçaient la médecine traditionnelle chinoise, mais il y avait également de grands agriculteurs qui ont créé le marché mondial du piment de Kâmpôt. D'autres, plus puissants, étaient prêteurs sur gages ou usuriers et soutenaient l'ensemble de l'activité commerciale, créant pour la plupart leurs propres codes de conduite.

Les chefs d'entreprise chinois contrôlent le tourisme, qui génère 1,8 milliard de dollars, soit plus du double des impôts versés à l'État. Le gouvernement cambodgien encourage l'investissement des groupes chinois,

malgré les preuves des relations de certains d'entre eux avec la criminalité organisée. « Ils préfèrent les Chinois car, contrairement aux Européens, ceux-ci ne s'embarrassent pas des droits de l'homme. Ils ne voient en outre aucun inconvénient à ce que des enfants puissent travailler douze heures dans leurs usines, surtout quand il s'agit de fabriquer des produits de contrebande », explique la policière. « Quant à la transparence, n'en parlons même pas, l'interrompt Mme King. Ce sujet est tabou. Mon mari et ses associés font du trafic de petites filles, de produits contrefaits et de précurseurs de drogues de synthèse. En revanche, il ne boit pas et ne fume pas : pour lui, c'est du poison. »

La femme policier intervient de nouveau : « Le problème le plus grave ne concerne pas les policiers corrompus, mais les grands dirigeants politiques et militaires qui participent aux forums internationaux pour parler des lois et des campagnes contre la traite et le tourisme sexuel, qui contrôlent l'industrie du sexe de l'intérieur et qui en sont consommateurs. C'est vraiment pervers...

Souvenez-vous de ce qui s'est passé au *Chai Hour II*. »

Cet événement a eu lieu en 2005. Somaly Mam et son époux Pierre Legros avaient fourni des éléments à la police pour porter secours aux quelque 250

mineures retenues par un réseau de prostitution dans l'hôtel *Chai Hour II*.

Celles-ci étaient exposées dans de petites vitrines comme des chiots dans une animalerie, marquées d'un numéro et vendues à des touristes asiatiques ou européens et à quelques personnalités locales, qui les violaient. La police est entrée dans l'hôtel, puis a conduit 83 jeunes filles au refuge de l'AFESIP, dirigé par Somaly. Toutefois, dès le lendemain, des camions de police, des soldats et des civils forçaient le refuge pour récupérer les adolescentes et les ramener à l'hôtel. Dans une provocation visant à montrer leur pouvoir, les mafias ont amené quelques-unes d'entre elles pour défiler devant l'ambassade américaine et

dénoncer « l'interventionnisme *yankee* dans les affaires du Cambodge ». Suivant une stratégie légale dont l'objectif était d'affaiblir l'organisation, le chef de la mafia a en outre exigé, en utilisant les noms de quelques jeunes

filles soi-disant masseuses ou danseuses, que Somaly Mam lui verse 1,7 million de dollars, soit un quart du budget annuel du refuge pour femmes et petites filles. Depuis, les membres de l'association sont menacés de mort et ont été à plusieurs reprises la cible de tueurs. Voilà la véritable raison pour laquelle les organisations qui travaillent en Asie pour porter secours aux victimes de la traite, quel que soit leur âge, se concentrent sur la prévention et l'attention aux victimes : elles sont complètement dépassées par la corruption de l'État et par les liens politico-criminels cités plus haut.

Des Cambodgiennes à Londres et des Chinoises au

Nicaragua

Grâce à leurs relations avec les trafiquants et les autorités du Royaume-Uni, les triades ont pu émigrer de la colonie britannique de Hong Kong. Elles se sont dans un premier temps installées à Londres, puis ont conquis la Malaisie, Singapour, le Cambodge et le Kirghizstan (territoire qu'elles disputent à la mafia russe). Elles ont fondé des colonies chinoises, reposant sur le trafic de produits de contrefaçon et d'ouvriers chinois, sur la traite des femmes et sur le tourisme sexuel pédophile. Toutes ces activités sont réalisées par les différentes triades au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada, aux États-Unis, au Guatemala, au Nicaragua et au Mexique. En effet, j'ai progressivement découvert que toutes les villes où il existe des usines manufacturières chinoises sont le théâtre du trafic d'hommes, de femmes et de petites filles.

Selon les rapports du bureau du procureur général de la République (PGR) du Mexique, par le biais de ses délégations d'État et en coordination avec l'Institut national des migrations, certains éléments découverts au Yucatán, au Campeche et au Quintana Roo indiquent qu'un réseau de migrants illégaux d'origine chinoise utilise les aéroports et les ports maritimes du Nicaragua et du Mexique afin de transporter des clandestins aux États-Unis. L'enquête a été ouverte en juillet 2006 à la suite d'une plainte déposée à Managua, Nicaragua, concernant un réseau de trafiquants d'esclaves chinois.

D'après les autorités, cette mafia chinoise est spécialisée dans le commerce de jeunes filles asiatiques. Celles-ci sont ensuite placées soit dans des

usines manufacturières où elles travaillent dans des conditions inhumaines, soit dans des maisons closes ou dans des instituts de massage occultant la prostitution, sur

la route qui part de Cancún, monte vers Los Cabos et se termine à Los Angeles, en Californie.

Au Mexique, des recherches pour suivre la piste d'une triade dans la péninsule du Yucatán avaient été engagées à la suite de l'identification d'une jeune Chinoise à Cancún et de deux Philippines, exploitées dans une entreprise manufacturière de Guanajuato. Ces dernières étaient entrées sur le territoire en passant par les Caraïbes, grâce à des agents des services de migration corrompus.

L'enquête ouverte pour résoudre le cas de Li Ye, jeune femme de 34 ans originaire de Fuzhou, capitale de la province chinoise de Fujian, avait démontré que plus de trois cents entreprises manufacturières mexicaines étaient impliquées dans le réseau en question, dirigé par la mafia chinoise. La jeune femme avait été retrouvée après avoir échappé à ses trafiquants, qui la séquestraient dans une résidence de Cancún. Aucune des entreprises concernées n'a fermé : en effet, celles-ci utilisent les mécanismes légaux mis en place par le gouvernement mexicain pour obtenir des autorisations d'hébergement temporaire des travailleurs.

La jeune Li Ye a déclaré à un interprète avoir voyagé depuis la Chine jusqu'à un aéroport d'Amérique centrale. Là, les trafiquants l'ont enfermée dans la soute d'un de leurs bateaux avant d'abuser d'elle. Ces bateaux, partis du Nicaragua, ont ensuite arrimé à Puerto Progreso, dans le Yucatán, puis à Seybaplaya, au Campeche. De là, les jeunes femmes ont été conduites en voiture à Cancún et à Playa del Carmen, au Quintana Roo. Les triades sont devenues de véritables experts dans la mise en place de circuits internationaux pour le marché du tourisme sexuel infantile. Elles ont parfaitement su identifier les préférences des différents types de clientèle à travers le monde, depuis les joueurs, clients de la prostitution, jusqu'aux hommes d'affaires. Ces derniers ont besoin d'une main-d'œuvre féminine bon marché, incapable de défendre ses droits, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou du travail, et de parler la langue du pays destinataire où elles travaillent sous la contrainte, en particulier dans les usines manufacturières

ou les maisons closes. Rien qu'entre 2000 et 2008, le nombre d'ouvertures légales d'instituts de massage asiatique a augmenté de 300 % au Mexique, pays où ce type de commerce était jusqu'alors pour ainsi dire inexistant.

Au cours d'un entretien avec José Luis Santiago Vasconcelos, je lui ai demandé pourquoi aucune action n'était entreprise malgré les indices évidents de l'activité des mafias, qui agissent depuis la province du Fujian, en Chine, jusqu'aux Caraïbes et au Mexique. Il a clairement répondu : « Nous aurions

besoin que le gouvernement chinois collabore et que les victimes des trafiquants apportent suffisamment de preuves. » « Mais, n'est-ce pas à vous d'enquêter ? »

ai-je insisté. « Oui, effectivement. Mais dans le cas de la traite, nous sommes particulièrement dépendants des victimes, car nous ne disposons pas des ressources nécessaires pour mener à bien des enquêtes internationales d'une telle ampleur. »

Et c'est bien là le talon d'Achille de la mondialisation: les inégalités culturelles, économiques, opérationnelles et légales, mais aussi les inégalités en termes de capacités d'intervention entre les pays et les régions, font qu'il est pratiquement impossible de donner suite aux affaires comme celles qui sont présentées dans ce livre, même lorsque les preuves sont suffisantes. La volonté politique, ou l'absence d'une telle volonté, est essentielle pour comprendre pourquoi le discours relatif au problème de l'esclavage est resté dix années durant cantonné au domaine du fait divers et de l'horreur, comme si ce phénomène criminel n'était qu'un ensemble complexe et désordonné d'histoires individuelles, exacerbées par des organisations civiles hystériques. Au-delà des prises de position et des hypothèses sociologiques, il y a les faits : les témoignages de ces femmes et de ces petites filles sont remplis de détails étonnamment précis, comme des noms, des adresses, des numéros de téléphone, des itinéraires, des faux passeports, des photographies et même des enregistrements téléphoniques. Ces précieux éléments qui nous indiquent les pistes à suivre et les obstacles à contourner sont sous-estimés, comme l'étaient les premières centaines de témoignages de victimes qui avaient fui la violence domestique et

découvert qu'il existait d'autres façons de vivre et de cohabiter avec des hommes sans se soumettre, sans se laisser humilier et sans en mourir.

Chapitre 5

Birmanie : une guerre contre les femmes

Les frontières de la peur

Charm Tong avait 6 ans quand ses parents ont passé la frontière de la Birmanie pour rejoindre la Thaïlande. Là, ils l'ont confiée à un orphelinat, seul endroit sûr pour une enfant de l'ethnie Shan, groupe minoritaire persécuté par les soldats birmans qui venaient d'instaurer une dictature.

Très jeune, Charm a perdu de nombreuses amies, victimes de l'exploitation sexuelle commerciale en Thaïlande. Elle s'estime chanceuse d'être encore en vie et de ne pas avoir été vendue à un réseau de prostitution. En grandissant, elle est devenue activiste et défend les droits des petites filles. À 16 ans, alors que dans le monde entier, d'autres adolescentes de son âge découvraient l'amour et imaginaient leur avenir, Charm a écrit :

Les soldats ont meurtri nos cœurs, nos croyances, nos âmes et nos droits... Oublier les crimes commis par les militaires n'est pas chose facile. En Birmanie, les droits de l'homme sont de plus en plus souvent bafoués, notamment dans les zones rurales et frontalières.

Tout ce que nous pouvons faire, c'est lutter pour ne pas nous laisser envahir par la peur.

En 2005, Charm a gagné le prix Reebok des droits de l'homme. Sa contribution la plus importante a sans doute été sa participation à l'élaboration du rapport *Licence to rape* [7](#), rédigé par les organisations Shan Women's Action Network (SWAN) et Shan Human Rights Foundation (SHRF). Ce document consigne et détaille plus de 600 cas de femmes et de petites filles, dont certaines âgées de 4 ans seulement, violées et tuées par l'armée birmane. La jeune femme a également fondé un refuge pour les victimes de violences sexuelles. Charm a

prouvé qu'en plein XXI^e siècle, l'armée de son pays se sert des viols comme d'une arme de guerre et contraint les femmes et les petites filles des ethnies minoritaires à travailler dans les champs la journée et à satisfaire les besoins des soldats la nuit, tout comme le faisait l'armée japonaise avec les *comfort women* pendant la Seconde Guerre mondiale.

La Birmanie⁸ est délimitée par la Chine au nord, le Laos et la Thaïlande à l'est ainsi que l'Inde et le Bangladesh à l'ouest. Elle est en outre baignée par la mer d'Andaman au sud et par le golfe du Bengale à l'ouest. Ce pays se caractérise par son histoire particulièrement chaotique.

En 1962, la Birmanie est devenue un État socialiste dirigé par un parti unique.

La rébellion des étudiants et des moines contre le gouvernement, connue sous le nom de *8888 popular uprising*, ou «soulèvement 8888 », a éclaté en 1988. La répression de ce mouvement par la dictature militaire du général Saw Maung, instaurée par un coup d'État, a fait presque 10 000 morts. Aung San Suu Kyi, leader démocrate de l'opposition au régime, a été arrêtée en 1990 après avoir remporté les élections démocratiques, invalidées par la junte. La Prix Nobel de la paix n'a été libérée qu'en novembre 2010. En 2007, les images du soulèvement social montrant la violence des militaires à l'encontre des moines bouddhistes ont fait le tour du monde. En 2009, la condamnation à dix-huit mois supplémentaires d'assignation à résidence contre Aung San Suu Kyi, visant à l'empêcher de participer aux élections de 2010, a été confirmée. Depuis plusieurs années, l'activiste encourage le boycott international du tourisme en Birmanie. Cette prise de position a suscité une importante polémique, y compris dans les rangs de ses admirateurs. En effet, la pauvreté s'est trouvée exacerbée par la chute brutale de l'économie. En outre, l'absence d'un tourisme de masse comme celui dont bénéficient la Thaïlande et le Vietnam complique la venue des journalistes, des enquêteurs et des activistes dans le pays et les rend d'autant plus repérables.

Séjourner en Birmanie en tant que journaliste est une très mauvaise idée, car la dictature militaire arrête et torture tous ceux qui cherchent à diffuser des informations sur les violations des droits de l'homme dans le pays. Je vais donc réaliser mes entretiens avec la plus grande prudence. Je prépare

mon voyage vers la Birmanie depuis la Thaïlande : la façon la plus simple de pénétrer sur le territoire birman est de monter jusqu'à Sawngthaew, dans la région thaïlandaise de Mae Sot, puis de traverser la rivière Mae Nam Moei. Pour rencontrer mes sources, j'ai besoin de rester au moins deux jours, ce qui représente un gros

problème : en effet, pour franchir le pont depuis Mae Sot, il faut obligatoirement être muni d'un visa spécial coûtant 11 dollars et valable une journée uniquement, ce qui implique de rentrer le soir même en Thaïlande.

Les soldats qui travaillent comme agents des services de migration dans le petit poste frontière birman gardent le passeport du visiteur, à qui ils remettent un reçu. Je dois trouver un moyen de rester plus longtemps sans être identifiée par les autorités birmanes. Pour cela, il faut que mon passeport ne soit tamponné ni par la douane thaïlandaise au moment de sortir du territoire, ni par la douane birmane au moment d'entrer dans le pays. Une activiste thaïlandaise me suggère de tester l'étanchéité des frontières et de vivre la même expérience que les personnes qui passent clandestinement d'un pays à un autre. L'objectif est de revenir en Thaïlande quelques jours plus tard, avec mon passeport à la main et la preuve de la corruption des agents des services de migration. Bien entendu, pour des raisons de sécurité, je dispose d'un visa touristique pour mon voyage en Asie. Mes contacts locaux et mes amis de l'OIM sont informés de mon itinéraire, au cas où. En revanche, je ne dis rien à mon compagnon, déjà suffisamment préoccupé par mes démêlés avec les mafias de Bangkok.

Est-ce donc si compliqué de franchir la frontière d'un pays dont la stricte dictature militaire est liée avec la criminalité organisée et la traite des femmes?

Je dois être accompagnée par quelqu'un pouvant me conduire à Mae Sot et de là, traverser le pont dit «de l'Amitié». Heureusement, je parviens à entrer en contact avec un homme que m'ont recommandé certains collègues. Le passage en Birmanie va me coûter 250 dollars : 50 pour le contact, 100 pour les soldats du poste frontière thaïlandais et 100 pour ceux du poste birman, qui me laisseront entrer sans visa et sans garder ni tamponner mon passeport. Je devrai ensuite déboursier la même somme

pour retourner saine et sauve en Thaïlande avec un cousin de mon contact, qui me conduira de nouveau à Mae Sot.

Les consignes sont claires: je dois me taire et rester avec un groupe de sept touristes régionaux accompagnés par Tomy, le « guide » à qui j'ai remis les
250

dollars. Le poste frontière du côté thaïlandais est assez moderne. Tomy règle les démarches en moins de dix minutes et nous passons comme si de rien n'était.

Nous traversons les 420 mètres du pont de l'Amitié et je dois dépenser 200

dollars supplémentaires: c'est la somme que le gouvernement birman impose de changer pour la devise locale à tous les touristes.

En février, la chaleur n'est pas insupportable : ce matin, il fait 36 °C. Nous nous mettons en file pendant que Tomy parle avec un soldat. Apparemment, les passeports mexicains passent plus inaperçus que ceux d'autres pays occidentaux

à avoir adopté une position ouvertement et radicalement opposée à la junte militaire et à ses crimes. Deux soldats armés et impeccablement vêtus étudient minutieusement les passeports: les dollars sont glissés entre les pages de chacun des documents. Dans une autre file, les militaires examinent un petit groupe d'Européens plus âgés, habillés à la Indiana Jones. L'attention de l'un d'eux est attirée par la caméra professionnelle d'un Allemand: «Pas de journalistes ! Pas de journalistes ! » Le guide du groupe, sévèrement pris à parti, tranquillise le soldat en lui assurant que ces touristes viennent uniquement pour découvrir les richesses naturelles du pays. Finalement, le groupe peut entrer, muni de visas valables une journée et sans les passeports, gardés au poste frontière.

Je commence à me sentir inquiète, nerveuse. Alors que je jette un coup d'œil vers le bureau du soldat qui détient mon passeport, je sens mon sang se glacer: il dispose d'un ordinateur. Il suffit qu'il entre mon nom sur Google pour découvrir que j'exerce le métier de journaliste. Les yeux fixés sur le sol, je respire profondément, essayant de me calmer. La main du

guide sur mon épaule me fait sursauter: « Allons-y », me presse-t-il en anglais. Plus tard, je rirai en pensant à cet épisode: je l'ignorais, mais les soldats n'ont pas accès à Internet.

Comme les marchés mexicains, celui de Mae Sot est bruyant et fréquenté par de nombreux habitants en costume traditionnel. Les touristes se mêlent aux défenseurs des droits de l'homme, qui vivent à la frontière et disposent d'un accès plus facile et plus sûr à la réalité birmane. Pourtant, il y a régulièrement des affrontements avec les soldats de la junte qui arrêtent quiconque cherche à obtenir des renseignements sur le pays. C'est également à Mae Sot que Birmans, Chinois, Thaïlandais et Karens, une ethnie birmane, échangent produits légaux et illégaux sur le marché noir. Je suis bouleversée de voir, installés entre de petits restaurants typiques et des ateliers d'artisanat, des vendeurs qui proposent faux passeports, femmes et enfants à adopter. Des produits chinois circulent dans des containers entre les districts de Mae Ramat, Tha Song Yang, Phop Phra et Um Phang. Le pont de l'Amitié relie Mae Sot à Yawadi et de là, la route part à l'ouest vers les villes birmanes de Mawlamyine et Rangoun. Avant de traverser le pont, je joue les touristes et achète un petit bouddha avant de faire un tour au marché.

Si la faune et la flore sont similaires à celles qu'on trouve en Thaïlande, le paysage birman change à mesure qu'on pénètre sur le territoire. Avec ses vieilles voitures, dont certaines sont déglinguées tandis que d'autres fonctionnent encore vaillamment, le pays me fait penser à Cuba, à l'époque où les rues étaient pleines d'automobiles des années cinquante. Tout comme dans l'île caribéenne, on

entend en Birmanie les mêmes discours un peu usés derrière lesquels se cachent ceux qui ont peur d'affronter la dictature et qui affirment, avec un sourire hypocrite, que leur nation est une terre de liberté.

Une heure plus tard, je me promène dans les rues birmanes. L'air chaud et humide colle à mon visage et transporte les relents des eaux usées qui débordent des canalisations. À l'extérieur d'un temple, j'aperçois un vieil homme endormi aux côtés de deux enfants, chargés de surveiller un panier contenant un cobra.

Sur le même trottoir, un groupe de touristes blonds s'approche et immédiatement, les enfants commencent à hypnotiser le serpent. Depuis le coin de la rue, un soldat les surveille attentivement : les réunions sont interdites pour éviter tout rassemblement ou manifestation politique.

La Birmanie fait partie de ces pays où la traite et l'exploitation sexuelle des femmes sont des activités très clairement contrôlées par l'État, et plus particulièrement par l'armée. Faisant preuve d'une extrême prudence, j'ai retrouvé dans un monastère mon contact et les activistes qui ont réussi à consigner les cas des centaines de femmes et de petites filles birmanes violées et assassinées par l'armée et à prouver, photographies à l'appui, les conditions d'esclavage dans lesquelles ces femmes vivent. L'engagement et la solidarité des moines bouddhistes sont réconfortants, tout comme ceux que j'avais déjà trouvés chez les religieux sri-lankais, qui m'avaient hébergé un an auparavant. Ils font preuve de la même compassion que les moines tibétains, qui ont compris qu'ils doivent partager les souffrances du peuple et refuser les traditions sexistes inacceptables. Leur attitude est bien différente de celle des religieux cambodgiens et thaïlandais, qui évitent de s'adresser aux femmes. Ainsi, lorsque l'une d'elles veut leur remettre quelque chose, elle doit le faire par l'intermédiaire d'un homme.

La population semble être dans le même état d'esprit que celle des pays touchés par la guerre et la répression, comme les territoires palestiniens occupés, l'Irak ou l'Afghanistan. Les défenseurs des droits de l'homme sont contraints de travailler dans la clandestinité et de se cacher pour ne pas exposer les victimes :

«Le nombre de prisonniers d'opinion s'élève déjà à sept cents. Nous n'avons pas besoin que d'autres personnes meurent, soient blessées ou réduites au silence », m'explique un Espagnol qui réalise dans le plus grand secret un documentaire sur les mouvements sociaux dans les provinces de Birmanie. Les personnes que j'interroge affirment que la violence sexuelle exercée par les militaires à l'encontre des femmes et des petites filles des villages a un impact important sur le moral de la population. En effet, les mouvements sociaux sont soutenus par

des groupes à forte dominante féminine. Bien sûr, ces groupes comptent également des hommes, mais ce sont généralement les femmes qui

acceptent de risquer leur vie pour leur communauté. Ceux qui les violent et les soumettent affaiblissent l'ensemble de la population tout en les avertissant qu'elles sont surveillées.

Nan n'a que 30 ans mais elle a l'air d'en avoir 50. Elle baisse souvent les yeux car elle a honte de l'énorme cicatrice qui défigure son visage, souvenir de la perte d'un œil provoquée par un coup de baïonnette. C'est un miracle que la jeune femme ait survécu et je lui dis qu'elle doit être fière de sa force et de son courage. Elle me répond d'une voix d'enfant qu'elle déteste faire peur aux gens, que cela la gêne. Elle commence alors à me raconter comment elle a été vendue à une maison close en Thaïlande, puis punie en Birmanie après son expulsion par le gouvernement thaïlandais.

En 1992, Nan était âgée de 15 ans et vivait avec sa famille dans un village du nord du pays. Une nuit, son père l'a appelée et l'a présentée à un soldat, qui a affirmé qu'il recrutait des jeunes filles saines et vierges pour travailler pour le gouvernement birman. La virginité était un critère important, a-t-il expliqué aux parents de Nan : les jeunes filles « déshonorées » et auteuses de troubles n'étaient pas les bienvenues. Les parents de l'adolescente ont reçu 60 dollars et la promesse que leur fille reviendrait un an plus tard, prête à travailler. Nan se souvient qu'elle avait entendu des rumeurs selon lesquelles les soldats violaient et tuaient les petites filles, mais elle n'avait pas tout compris : « Chez moi, on ne parlait jamais de sexe. Mes parents sont agriculteurs, ignorants et très conservateurs... Nous avons beaucoup marché, puis ils m'ont fait monter dans un vieux véhicule, entre les soldats. Lorsque l'un d'eux a commencé à toucher mes jambes, je me suis urinée dessus. Ils se sont moqués de moi et m'ont insultée. »

Après un viol collectif, Nan a été vendue à une maison close à la frontière thaïlandaise. Là, elle a été exploitée pendant deux ans jusqu'à ce qu'une organisation chrétienne demande aux autorités d'intervenir dans l'établissement.

Les trafiquants n'ont jamais été arrêtés. Nan ainsi que douze autres jeunes filles ont été renvoyées dans leurs familles. Alors qu'elle était encore en Thaïlande, elle a révélé à un journal de Bangkok qu'un soldat l'avait vendue. Lorsque le gouvernement thaïlandais a remis Nan aux autorités birmanes, l'adolescente a été arrêtée. Après avoir été maltraitée pendant

plusieurs jours, un soldat l'a accusée de trahison et l'a frappée avec son arme, laissant la jeune femme pour

morte. En termes de services sanitaires, la Birmanie occupe certes l'avant-dernier rang du classement, qui compte 191 pays, mais grâce à un bon médecin de la Croix-Rouge, Nan a pu vivre même si elle perdu un œil. Elle a passé deux mois dans un hôpital infesté de cafards pour être soignée d'une infection et d'un état de stress posttraumatique.

Nan a réussi à survivre en devenant interprète pour les groupes de défense des droits de l'homme qui travaillent clandestinement en Birmanie. Elle semble posséder un mélange incroyable de volonté et de compassion que je n'ai vu chez personne d'autre. Il n'y a chez cette femme courageuse aucune trace de rancœur, de haine ou de désir de vengeance, mais simplement une grande douceur presque mystique. Elle ne sait pas écrire mais garde en mémoire absolument tous les chiffres et tous les noms de ses violeurs.

Le nettoyage ethnique, exacerbé par les offensives de la dictature militaire, a entraîné des massacres, touchant particulièrement les femmes karens, môns, shans et rohingyas (minorité musulmane). Des centaines de petites filles et d'adolescentes shans et môns ont été séquestrées par certains militaires pour créer des camps d'esclaves sexuelles.

En 2006, le commandant Myo Win a ordonné à quinze villages du district de Ye de donner deux filles chacun. Celles-ci devaient être célibataires, mesurer plus de 1,60 mètre et avoir entre 16 et 25 ans. Un détachement de soldats a regroupé les candidates jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment nombreuses pour participer à ce que les généraux ont appelé «le défilé de mode» du jour de l'indépendance. Les jeunes femmes retenues, toutes issues de zones rurales de l'État môn, ont été conduites à la caserne et contraintes de défiler pour les militaires pendant trois jours, au cours desquels elles ont été violées. De retour dans leurs communautés, personne n'a rien osé leur demander⁹.

Selon les associations féministes, rien qu'à Rangoun, entre 5 000 et 10 000

femmes sont forcées de se prostituer pour survivre. Tandis que la répression et que la guerre ethnique poussent les réfugiés birmans à rechercher une

protection à l'étranger, les relations politiques du pays avec la Thaïlande se détériorent fortement. En effet, le gouvernement thaïlandais continue de signer des accords commerciaux avec la dictature, bien qu'aucune solution n'ait été trouvée pour résoudre leur vieux désaccord territorial.

Environ 74 000 femmes birmanes vivent dans des camps de réfugiés en Thaïlande et on estime qu'entre 800 000 et 1,5 million de personnes fuient la Birmanie pour gagner d'autres pays, où elles sont exploitées et réduites en

esclavage. La Coalition Against Trafficking in Women (CATW), qui lutte contre la traite des femmes, révèle que 200 000 femmes et petites filles birmanes ont été victimes de la traite et transférées à Karachi, au Pakistan, pour être vendues comme esclaves sexuelles et contraintes à la mendicité. Selon la Banque asiatique de développement, 25 % des adolescentes soumises à la prostitution en Birmanie sont porteuses du VIH et nombre d'entre elles sont atteintes du sida.

Sans services sanitaires, ces jeunes filles mourront probablement bientôt.

Les témoignages recueillis par les associations de femmes birmanes réfugiées en Thaïlande font état de viols effectués lors des défilés militaires, de cas de femmes enceintes de sept mois abusées pendant des journées entières par des groupes de soldats pouvant atteindre jusqu'à cinquante personnes, ou encore d'exécutions sommaires de victimes qui résistent ou qui ne plaisent pas suffisamment aux militaires. Ces dernières années, les archives de ces entretiens ont été consignées avec le nom de famille ou les initiales des femmes, des adolescentes et des petites filles concernées, une photographie de leur visage partiellement occulté et un numéro de dossier. Il est pratiquement impossible de les lire sans pleurer.

Faire le tour du monde et traverser les frontières aériennes, terrestres et maritimes m'a permis de comprendre les véritables implications de la corruption et ses conséquences en faveur de la criminalité organisée et de la traite des personnes. Pour résumer, la Birmanie est un camp d'extermination de femmes.

Lorsque le pays parviendra à se libérer de la junte militaire et à se tourner vers la démocratie et que les médias révéleront ce qui s'est réellement passé, le reste du monde sera révolté. En effet, les horreurs commises dans cet État sont semblables aux crimes nazis et si elles n'en ont pas l'ampleur, elles n'en sont pas moins tragiques et impardonnables. Ce pays est devenu un véritable paradis pour la criminalité organisée spécialisée dans le trafic de drogue et l'esclavage des êtres humains.

Mafias et restauration de la loi et de l'ordre

En 1997, la junte militaire birmane a instauré le Conseil d'État pour la paix et le développement (State Peace and Development Council, SPDC). Ce sont les membres de ce conseil eux-mêmes qui ont créé plusieurs camps d'esclaves sexuelles. Ces personnes se sont associées à des groupes appartenant à la criminalité organisée, qui encouragent et prennent part au trafic de personnes, de pierres et de bois précieux, d'animaux en voie d'extinction et d'autres produits de contrebande qui circulent sur les routes d'Asie du Sud-Est.

Ces dernières années, Interpol, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime et le consensus de Washington ont fait état d'une augmentation des activités liées au crime organisé en Birmanie, protégées par l'impunité de la junte militaire. Les rapports sont toutefois prudents et affirment qu'aucune donnée concrète ne permet d'établir un lien direct entre des membres du gouvernement et la criminalité organisée. Selon des rapports de l'organisation Transparence internationale, la Somalie et la Birmanie sont les deux pays les plus corrompus au monde.

À la suite de l'embargo économique imposé par les États-Unis sous le gouvernement de George W. Bush et de l'isolement du pays provoqué par les importants mouvements des droits de l'homme, les autorités birmanes ont cherché à se légitimer en obtenant davantage de ressources, d'armes et de pouvoir. Pour cela, tous les moyens étaient bons : ainsi, le gouvernement birman a décidé de créer des « impôts » parallèles en offrant des services de commandos militaires pour protéger les groupes liés à la criminalité transnationale organisée lors du transport de drogue, de personnes et d'armes sur la route Asie-Pacifique.

Il était très naïf de penser que la Birmanie pourrait être affaiblie par des embargos sur le tourisme ou les marchandises. L'isolement ainsi provoqué a non seulement eu pour effet d'appauvrir davantage la population, mais a également renforcé et enrichi la junte au pouvoir, sans aucune possibilité de contrôle par la communauté internationale.

Tout comme d'autres pays asiatiques, qui utilisent le nom de « bar karaoké »

comme couverture pour cacher la traite des femmes à des fins de prostitution forcée, la Birmanie a créé des sociétés de « divertissement » spécialisées dans les

« défilés de mode ». Certains cas concernant ce type d'établissements ont pu être étudiés et il s'est avéré que les propriétaires sont les militaires eux-mêmes. On sait en outre que la junte a invité des membres des mafias à investir leur argent sale dans le pays, notamment dans les entreprises d'infrastructures et de transport. Les banques, contrôlées par la junte militaire, disposent de dépôts qui facilitent le blanchiment de capitaux pour les cartels de Bangkok et de Singapour.

Les trafics qui rapportent le plus de ressources au gouvernement birman sont, dans l'ordre, l'opium, les méthamphétamines, le bois précieux, les animaux exotiques et les êtres humains. Les marchés les plus importants sont la Chine et la Thaïlande, toutes deux également pays de transit. Ces produits sont également exportés vers l'Inde, le Laos, le Bangladesh, le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, le Brunei, la Corée du Sud et, bien entendu, le Cambodge. Selon la Drug

Enforcement Administration (DEA), les mafias ont également réussi à faire entrer aux États-Unis de grandes quantités de cachets de méthamphétamines produits en Birmanie.

Ce pays est l'un des plus pauvres de la région : selon la Banque asiatique de développement, 27 % de la population vit sous le seuil d'extrême pauvreté. À

l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays, comme le Mexique, la pauvreté a entraîné une augmentation de l'implication des communautés rurales dans la production de drogues, la capture d'espèces protégées et la coupe illégale de bois précieux. Un nombre croissant d'agriculteurs, composante la plus faible du crime organisé, sont disposés à semer de l'opium et à réduire femmes et petites filles en esclavage pour les récoltes. Les services d'espionnage ont révélé une hausse du nombre de personnes prêtes à enlever des enfants pour les revendre à la junte afin d'en faire des soldats et à vendre des femmes à des maisons closes.

Le « triangle d'or » bis

Les statistiques sont éloquentes : d'après la DEA, la Birmanie produit 80 % de toute l'héroïne qui circule en Asie. Après l'Afghanistan, il s'agit du second pays qui sème le plus de graines de pavot pour la fabrication illégale de drogue. Ces dernières années, la production de méthamphétamines et la culture de l'opium pour l'élaboration de l'héroïne ont significativement augmenté : à elle seule, l'exportation de drogues génère entre 1 et 2 milliards de dollars par an. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, rien qu'en 2007, le prix de revente de l'opium récolté en Birmanie s'élevait à 220 millions de dollars.

Une fois la drogue raffinée, transformée en héroïne et mise sur le marché de la consommation, les gains atteignent 1,8 milliard de dollars.

Sans être pour le moins dérangés, les trafiquants de drogue birmans conduisent leurs vieux camions sur les routes du « triangle d'or », une région montagneuse d'environ 350 000 kilomètres carrés, soit trois fois la superficie de l'Angleterre, qui s'étend entre la Birmanie, le Laos et la Thaïlande. Tandis que certains pays d'Asie se sont engagés à réduire la production d'opium, la Birmanie, étrangère à ces accords, est devenue le premier pays pour la vente d'héroïne et de méthamphétamines, tant et si bien qu'en 2010, cette région a été rebaptisée « triangle des méthamphétamines », ou *ice triangle*.

En novembre 2003, le Groupe d'action financière (GAFI), qui lutte contre le blanchiment de capitaux, a qualifié les banques Myanmar Mayflower et Asia Wealth Bank d'établissements spécialisés dans le blanchiment d'argent

des cartels de drogue. Soumise à de fortes pressions, la junte militaire a révoqué les

autorisations de ces deux institutions bancaires tout en permettant parallèlement, comme en Thaïlande ou au Cambodge, la création de *hundis* ou de *hawalas*, banques servant à effectuer de petites transactions. Ces établissements sont utilisés par la plupart des immigrants qui font des virements de faibles montants, mais également par les délinquants locaux et les trafiquants impliqués dans la traite des personnes, qui peuvent ainsi verser et encaisser de l'argent quotidiennement sans être détectés. Comme je l'explique dans le chapitre sur le Cambodge, j'ai fait le test et réalisé un virement dans un *hundi* : sans passeport et en utilisant le nom de quelqu'un d'autre, nous avons pu envoyer 600 dollars en effaçant toute trace de l'origine et de la destination de cet argent.

Un agent d'Interpol, qui enquête actuellement sur une affaire de blanchiment de capitaux espagnols à Bangkok et à Singapour, nous éclaire un peu sur le sujet: Dès qu'une porte se ferme pour le blanchiment d'argent, une autre s'ouvre immédiatement. Dans les pays en développement, le nombre d'ouvertures d'établissements bancaires de petite taille comme les *hundis* ou les *hawalas* est en augmentation. Il est même possible d'envoyer de l'argent sale par la Western Union. Lorsqu'on additionne toutes les sommes qui passent par ces petites banques, qui font à la fois office de boutiques locales et de maisons de prêts sur gages, le résultat est impressionnant. Ainsi, les différents chaînons des réseaux criminels peuvent réaliser les transactions dont ils ont besoin et percevoir leurs recettes.

Prenons par exemple le cas d'un trafiquant impliqué dans le travail forcé d'enfants dans la région du «triangle d'or». Le sujet brasse entre 1 700 et 2 000 dollars par semaine, qu'il dépose à la banque en trois fois. À première vue, cet agriculteur n'a rien à voir avec les réseaux criminels, mais au bout de cinquante semaines (mettons qu'il a pris quinze jours de vacances), il aura manipulé 85

000 dollars sans éveiller de soupçons sur le fait qu'il fasse partie d'un système de blanchiment de capitaux sales générés par le commerce et l'esclavage d'enfants. Si on part du principe que la Birmanie ne compte que 1 000 trafiquants intermédiaires, maniant chacun 85 000 dollars par an, un

rapide calcul nous amène à un flux total de 85 millions de dollars, montant non négligeable pour les mafias et leurs collaborateurs.

Un agriculteur vend cinq petites filles par jour à un prix unitaire

de 5 dollars, puis l'intermédiaire les revend 30 dollars chacune à un militaire. Celui-ci réunit plusieurs enfants et les vend aux trafiquants d'opium, qui ont déjà cinquante petites filles fournies par différents recruteurs locaux. Le soldat peut conduire les fillettes en Thaïlande, où elles vont travailler comme relieuses dans des usines

d'impression de livres à bas coût. Les livres en question seront achetés par des éditeurs latino-américains. Chacune des gamines porte un petit sachet contenant de la pâte d'opium prête à être transformée en héroïne. Une fois en Thaïlande, les trafiquants livrent la drogue d'un côté et les esclaves de l'autre : les affaires marchent pour le mieux.

Deux jours plus tard, je suis de retour en Thaïlande avec le cousin de mon guide. Mes carnets, mon magnétophone et ma petite caméra ne permettront jamais de retranscrire toute la douleur qu'exprime le regard passionné de ceux qui croient en la liberté, la leur comme celle des autres, et qui sont prêts à sacrifier leur vie pour la défendre.

Je me promène dans Mae Sot. Quelques gamines courent vers moi alors que je retire mon sac à dos pour prendre une bouteille d'eau, pensant que je cherche mon porte-monnaie pour leur acheter une babiole. Âgées de 6 ans à peine, les fillettes sont maigres, ont la peau terne et peu de cheveux, traces visibles de dénutrition. Je me penche pour leur acheter de petits éléphants en bois et en plastique. L'une d'elle soutient mon regard et, soudain, je réalise que nous sommes seules : moi, la Mexicaine, au beau milieu d'un chemin de terre entre la Thaïlande et la Birmanie, alors que dans mon pays, des milliers d'enfants sont victimes de trafic et d'esclavage, et elle, petite fille qui sourit comme si elle détenait un secret et qui vend des breloques dans la rue. Heureusement pour elle, elle ne subit pas le sort des milliers de fillettes de son âge, enfermées dans des maisons closes pour satisfaire les besoins des hommes du monde entier. Je caresse sa joue du revers de la main et elle fait la même chose avec moi : nous sommes toutes les deux surprises par cette étrange connexion. Un jeune homme maigrichon d'une

vingtaine d'années, portant une chemise déchirée, s'approche de moi en souriant : « Ouadadopchonne ? » Je le regarde et lui fais signe que je n'ai pas compris. Il répète alors plus lentement, avec l'attitude d'un homme qui possède un certain pouvoir, et je me rends compte qu'en réalité, il essaie de me dire en anglais : *Want adoption ?* (« Vous voulez adopter ? ») Je me lève sans répondre.

Je soupire et me dirige sans m'en apercevoir vers le poste des services de migration du marché. Un agent me regarde gentiment et me propose un visa valable une journée pour traverser le pont. Je refuse et lui demande s'il est au courant des atrocités commises par l'armée birmane à l'encontre des femmes et des petites filles, ainsi que de la prostitution forcée et des massacres dont elles sont victimes. « Oui. C'est terrible, vraiment. Ici, c'est considéré comme un crime », me répond-il. Je souris doucement et respire profondément pour combattre la peur qui s'insinue dans mes poumons, tandis que l'homme poursuit :

« Mais vous savez, Madame, la plupart d'entre elles aiment ça. Ces jeunes filles sont vraiment des putes, elles aiment ça. » Sans même s'en rendre compte, il parle d'une voix cynique, comme des milliers d'hommes à travers le monde qui ne cessent de répéter que ce sont les esclaves elles-mêmes qui entretiennent leurs conditions d'esclavage et qu'eux, clients réels ou potentiels, n'ont d'autre possibilité que de céder au désir de ces femmes.

Je fais demi-tour et en silence, me dirige vers le point de rendez-vous avec mon chauffeur. À cet instant précis, sous le soleil d'Asie, je ne suis plus une journaliste mais une simple femme qui parcourt le monde à la recherche de quelqu'un qui pourra me révéler le secret, sans doute chimérique, pour délivrer l'humanité de sa propre cruauté.

Chapitre 6

De l'Argentine au Mexique : armes, drogue et

sexe

Raúl Martins, l'intouchable

Les touristes qui débarquent à Cancún ou à Playa del Carmen en quête du paradis terrestre sont émerveillés par la couleur peu commune de la mer des Caraïbes et par la luminosité du ciel, d'un bleu transparent. Ici, les grands hôtels cinq étoiles accueillent aussi bien les familles qui rêvent de nager avec les dauphins à Xcaret que des hommes seuls à la recherche d'un endroit sûr pour avoir des relations sexuelles avec des adolescentes et des enfants. En effet, on dit que le Mexique est devenu la Thaïlande de l'Amérique latine : les consommateurs viennent donc à Cancún et à Playa del Carmen depuis les États-Unis et le Canada, car ils savent que dans ces deux stations balnéaires, la loi qui punit les clients de la prostitution forcée et infantile n'est pas appliquée.

Au cœur de cette zone hôtelière, Raúl Martins Coggiola, ex-agent de la Secretaría de Inteligencia del Estado (SIDE)¹⁰ accusé d'appartenir aux groupes responsables du génocide sous la dictature, dirige les maisons closes et bars *table dance* *The One* et *Maxim*. Dans ces établissements, des jeunes femmes originaires d'Argentine, de Colombie, de Cuba ou encore du Brésil, toutes âgées de moins de 23 ans, dansent et vendent leurs charmes sous le strict regard d'un important dispositif de sécurité. La prostitution est supposément interdite dans la région par la loi municipale. Toutefois, les relations et le réseau de protection de M. Martins lui permettent de passer outre le pouvoir de l'actuel gouverneur, Félix González Canto. De plus, ses deux bars bénéficient de la protection de certains juges fédéraux, qui empêchent les autorités locales de fermer les établissements.

Nous sommes en octobre 2005. L'ouragan Wilma vient tout juste de détruire la côte caribéenne du Mexique. Cancún est paralysée. Quelques semaines après

le passage du cyclone, seuls quelques bars et restaurants sont ouverts. Malgré la rapide reconstruction des hôtels, les touristes ont fui. Un soir, après avoir dîné avec un groupe d'amis composé uniquement d'hommes, je leur propose de m'accompagner à *The One*. Je connais déjà *Maxim*, situé à Playa del Carmen, où j'ai eu l'occasion de constater la présence de jeunes filles de 17 et 18 ans, employées comme danseuses. Je dois maintenant entrer en contact avec celles de Cancún, mais il m'est impossible d'entrer seule dans le bar.

Mes amis acceptent ma proposition avec enthousiasme. Lorsque nous arrivons, je découvre que notre groupe compte déjà un habitué des lieux, un architecte de 65 ans. Nous montons des escaliers métalliques qui nous mènent à une porte sombre. L'architecte salue quelques employés, qui le traitent immédiatement en client distingué. Nous entrons sans attendre. À ma grande satisfaction, les agents de sécurité me remarquent à peine. Visiblement, *The One* est également victime des conséquences de la tempête: le bar ne compte qu'un seul client accompagné d'une jeune femme, à proximité de la piste de danse.

Mes amis commandent une bouteille à 300 dollars et trois femmes s'approchent tout de suite de nous. Rapidement, elles repèrent le plus séduisant du groupe, un homme grand et sportif d'une cinquantaine d'années, qui prétend alors que nous sommes en train de fêter un anniversaire. Je me lève pour discuter avec elles et leur donne un nom aussi faux que le leur. Elles me proposent ensuite de descendre sur la piste de danse. Voyant là l'occasion d'établir des relations de confiance, j'accepte sans hésiter.

L'endroit est réellement sordide. Les proxénètes, habituellement agités et méfiants, sont en train de fumer à l'extérieur. Seul l'un d'eux, assis au bar, boit un verre avec deux femmes qui travaillent vraisemblablement dans l'établissement. Mes amis demandent de monter le son de la musique et l'architecte, agissant comme s'il était chez lui, saisit le micro pour nous annoncer. Il me présente, inventant un nom et une nationalité, et annonce que je suis invitée sur la piste de danse. Vêtue d'un jean, d'une chemise violette et de chaussures à talons, je ne suis absolument pas à l'aise mais, motivée par les jeunes danseuses, j'agrippe néanmoins la barre de danse et un cerceau qui y est accroché, dans une tentative peu convaincante.

La tension s'atténue peu à peu et je demande donc aux jeunes femmes de m'enseigner quelques mouvements. Grâce à mes années d'expérience en danse classique et aux quelques leçons de danse hawaïenne que j'ai suivies, je n'ai pas l'air trop ridicule lorsque je remue les hanches ou que je lève la jambe. Une heure plus tard, nous sommes de retour aux tables et nous discutons, installées à

côté de mes amis qui boivent le whisky le plus cher proposé au bar. Je leur demande de commander une bouteille de champagne pour la partager avec les filles, à qui j'explique que j'écris des récits sur les femmes, l'amour et la vie sexuelle, ce qui par ailleurs est vrai. Rapidement, nous commençons alors à bavarder comme si nous nous connaissions depuis toujours. Je leur demande :

«Vous n'allez pas vous faire disputer? » Elles me répondent que tant que les clients sont en train de boire et que nous restons avec eux, elles ne font que leur travail. À aucun moment nous ne nous asseyons. Parfois, je danse un peu avec elles à côté de la banquette où mes amis, à la fois solidaires et un peu alcoolisés, m'aident à mener à bien mon travail de journaliste.

Cette fois encore, je constate que la plupart de ces jeunes filles se sentent plus en confiance avec d'autres femmes qu'avec des hommes, y compris sur le plan érotique. Les quatre jeunes femmes, avec qui je discute pendant presque trois heures, sont très jeunes. La première, une Colombienne, l'amie du gérant, affirme avoir toujours su qu'elle travaillerait comme danseuse et prostituée. La seconde, une Brésilienne de 22 ans, a été conduite au Mexique avec la promesse qu'une carrière de mannequin l'attendait. Elle a finalement été envoyée à *The One* par les gérants des bars qui contrôlent le circuit de la prostitution depuis la ville frontalière de Tijuana. La troisième, une adolescente de 19 ans au visage enfantin, fille d'un Colombien et d'une Argentine, était venue passer des vacances à Cancún quand elle s'est retrouvée sans argent. Sa tante l'a alors recommandée à une connaissance qui devait lui trouver un travail et lui régler ses problèmes de papiers. Il s'agissait en réalité de l'épouse de Raúl Martins. La dernière, une Cubaine de 20 ans qui a confié ses deux enfants à ses parents restés sur l'île, est persuadée qu'une fois remboursée la dette qui la lie à M. Martins, elle pourra envoyer beaucoup d'argent à sa famille.

À deux reprises, je parviens à les rencontrer à l'extérieur du bar. En effet, les jours qui suivent notre première rencontre, l'établissement ferme tôt : les touristes ont déserté la région et les habitants sont occupés à reconstruire leurs maisons et leurs boutiques. Les agents de sécurité de *The One* baissent donc la garde et les filles peuvent venir me voir avant de retourner dans l'appartement où elles vivent sous une surveillance bien peu efficace. Tous

leurs documents sont en possession de Raúl Martins. Pourtant, les jeunes femmes ne montrent aucune volonté de se rebeller face à un contrat verbal qui, bien que leur paraissant injuste, leur semble tout de même mieux que de retourner à la rue pour vivre dans la pauvreté de leurs pays respectifs, sans autre opportunité.

Aucune d'elles n'a été au bout de l'enseignement secondaire et toutes sont issues de familles violentes. L'équipe d'avocats de M. Martins s'est occupée de mettre

en règle leurs papiers, y compris leurs passeports et permis de séjour. Elles ne savent pas si ces documents sont légaux, mais elles ne s'en inquiètent pas outre mesure. Selon elles, l'unique homme agréable qu'elles ont rencontré parmi les personnes qui les reçoivent pour s'occuper de la paperasse est un dénommé Claudio.

Je suis interpellée par le fait que trois des quatre femmes du groupe ont des enfants en bas âge. Bien que ceux-ci soient le fruit de grossesses non désirées (deux d'entre elles sont tombées enceintes lorsqu'elles étaient adolescentes), toutes m'assurent avoir appris à les aimer. Les quatre jeunes femmes affirment ne pas apprécier leur travail. D'après elles, les uniques points positifs sont la danse et, de temps à autre, quelques rencontres intéressantes. Elles ne veulent pas trop penser au fait qu'elles se prostituent et se consolent en se disant qu'il s'agit d'un travail temporaire, qui prendra fin une fois leur dette vis-à-vis de M.

Martins remboursée. Smira, la jeune Cubaine, se dit répugnée par les hommes qui se rendent à *The One*. Les autres confirment : « Les clients sont peu sûrs d'eux et saouls. Ils gobent tout ce qu'on leur dit. Certains d'entre eux sont très grossiers et s'imaginent que nous sommes là pour tomber amoureuses d'eux. »

Selon la définition des jeunes femmes, leur travail consiste à jouer la comédie face aux clients, qu'elles décrivent comme des imbéciles qui paient pour que quelqu'un prétende apprécier leur compagnie.

Au moment de nous dire au revoir, Nina, la Brésilienne, me demande: « Ne donne pas nos noms. On dit que Raúl a tué son gendre. C'est un homme très

cruel. » D'après le chef de la police judiciaire, la jeune femme est dans le vrai: en 2004, le Norvégien Peterson Kenneth Turbjorn, *alias* Mike Arturo Wilson García, petit ami de Lorena Martins, a été retrouvé assassiné dans le complexe hôtelier de Cancún. Selon le rapport de la police, le principal suspect est le père de Lorena. Cependant, l'affaire n'a jamais été résolue et la jeune femme est partie se réfugier en Espagne. Selon mes sources au sein de la police locale, l'examen médico-légal aurait montré que Kenneth a été torturé avant d'être assassiné. Je pose directement la question au chef de la police judiciaire, qui me confirme que l'Argentin fait partie des suspects, mais qu'il est hors d'atteinte. Je lui demande alors de préciser ce qu'il entend par «hors d'atteinte », ce à quoi il répond : « Restez en dehors de tout cela : c'est la mafia. »

«Fais attention à toi si tu écris cela, car Raúl Martins ne te laissera pas en vie

», me recommande la danseuse cubaine lorsque nous nous embrassons pour nous dire au revoir. Depuis, je n'ai plus de nouvelles de ces jeunes femmes. Quelque temps après ces rencontres, je parviens à saisir l'ampleur de leurs mises en garde

lorsque j'apprends que Claudio Lifschitz, ancien avocat de Raúl Martins, l'a dénoncé publiquement. Selon cet homme, présumé complice dans des affaires de traite des femmes depuis l'Amérique du Sud et centrale jusqu'au Mexique, M.

Martins contrôlait déjà les réseaux de traite à des fins de prostitution alors qu'il était encore agent de la SIDE, en Argentine. Tout un réseau de personnalités politiques, qui s'étend depuis Buenos Aires jusqu'à Cancún et Tijuana, est impliqué dans cette histoire.

Le 11 janvier 2007, le célèbre quotidien mexicain *Reforma* a fait sa une avec un titre qui a attiré l'attention des autorités : « Un ex-espion dirige un réseau de prostitution VIP ». L'article, rédigé par Alejandro Pairone, correspondant du journal en Argentine, dénonce la mondialisation des réseaux de trafiquants et leur accès au pouvoir politique et judiciaire:

Buenos Aires « Un ex-espion de la dictature militaire argentine contrôle la prostitution VIP à Cancún et à Playa del Carmen grâce à un réseau de protection composé de fonctionnaires », a dénoncé son ancien avocat. L'ex-agent secret argentin Raúl Luis Martins Coggiola vit au Mexique avec un permis de résidence caduc.

L'Argentin est actuellement propriétaire de *The One*, à Cancún, et de *Maxim*, à Playa del Carmen. Selon l'ancien avocat de M. Martins au Mexique et en Argentine, Claudio Lifschitz, quelque 150 femmes se prostituent en situation de semi-esclavage dans ces deux établissements.

L'avocat a déclaré à *Reforma* que les meilleurs clients de M.

Martins sont des trafiquants de drogue, des chefs d'entreprise et des hommes politiques du Quintana Roo, qui se rendent dans les établissements susmentionnés ou demandent que des jeunes filles leur soient envoyées lorsqu'ils organisent des fêtes privées dans leurs demeures ou sur leurs yachts et bateaux de croisière.

« M. Martins se vante d'avoir dans son téléphone portable les numéros personnels du délégué du Bureau du procureur général de la République à Cancún [Pedro Ramírez], car il bénéficie de la protection du puissant homme d'affaires Isaac Hamui qui, m'a-t-il dit, est un associé de l'ancien gouverneur Joaquín Hendricks », a ajouté l'avocat.

Lifschitz a assuré que l'actuel gouverneur, Félix González Canto, avait maintenu la protection que l'ancien, Joaquín Hendricks, accordait à *The One* afin que l'établissement soit l'unique maison close de la zone hôtelière.

« On a toujours soupçonné les gérants de *The One* de bénéficier d'une protection de l'État et de la municipalité. Avec le nouveau gouverneur, ils n'étaient plus censés en profiter, mais ils demeurent intouchables », a affirmé Raúl Poveda, manager du *Plaza 21*, lieu où l'on a toujours voulu relocaliser la vie nocturne de Cancún. *Reforma* a vérifié ces déclarations auprès des autorités locales. Celles-ci, qui ont préféré rester dans l'anonymat, ont confirmé la protection reçue par l'établissement de l'Argentin.

Raúl Martins a été agent de la SIDE de 1974 à 1987. Pendant la dictature militaire, il travaillait dans un centre opératoire pour lequel il pistait et indiquait les personnes qui seraient par la suite torturées et éliminées. Selon M. Lifschitz, la mission d'espionnage de M. Martins consistait en effet à filer et à photographier les dissidents qui seraient enlevés et éventuellement tués.

Après avoir pris sa retraite des services secrets, l'espion s'est consacré à la prostitution VIP. Il dirigeait alors onze établissements et contrôlait l'industrie du sexe à Buenos Aires. Toutefois, un beau jour, le système policier, juridique et politique qui le protégeait s'est écroulé, l'obligeant à se retirer. En 2002, M.

Martins est arrivé au Mexique *via* Tijuana, ville qui lui a permis de s'éloigner de la police argentine, déjà sur ses talons.

Outre une peine de deux ans d'emprisonnement avec sursis, quatre dossiers au pénal pour un total de douze infractions sont encore ouverts contre l'ex-espion.

Selon des sources au sein du parquet de la République argentine, il a été poursuivi pour menaces, agressions, usage de faux en écritures publiques, dol personnel à l'encontre d'un juge et fraude en concours réel d'infractions. Il a également été accusé de corruption, notamment d'agents de police, de proxénétisme, de vol ainsi que d'utilisation abusive et d'usurpation de la propriété privée.

Claudio Lifschitz, qui défend toujours les anciens dirigeants de la dictature argentine, a été l'avocat de M. Martins à Buenos Aires et au Mexique pendant sept ans. À la suite d'un désaccord entre les deux associés, l'avocat est retourné en Argentine, craignant des représailles. Pour se protéger, il a révélé les activités

de son ancien client et déclaré être prêt à collaborer avec la justice mexicaine en échange de certaines garanties. Les différends entre les deux hommes ont débuté à la suite de pressions exercées par Raúl Martins pour que M. Lifschitz

«revienne sur son témoignage dans une enquête impliquant de hauts fonctionnaires de l'ancien président Carlos Menem ». Le proxénète voulait que l'avocat se rétracte dans une affaire concernant l'attentat commis contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA), dans laquelle il avait mis en évidence et dénoncé le recel des auteurs du massacre.

De son côté, Sandro Ossipof, ancien associé de M. Martins, a détaillé aux juges tous les endroits où l'ex-espion cachait ses caméras de vidéosurveillance avec lesquelles il filmait les clients qui venaient dans ses locaux pour y avoir des relations sexuelles avec les prostituées. Le tribunal d'instruction numéro vingt-huit de Buenos Aires est toujours en charge de l'affaire 23799/04, ouverte pour menaces et agressions à la suite d'une plainte déposée par une ancienne employée administrative des maisons closes. Lorsque les autorités mexicaines ont remis tous les permis d'exploitation à M. Martins, y compris celui concernant l'hébergement des danseuses, l'affaire 103933/97, important dossier ouvert contre lui pour corruption d'agents de police et corruption visant à protéger sa personne ainsi que ses activités de gérant d'un réseau de prostitution à Buenos Aires, était toujours en cours.

Après avoir été dénoncé pour fraude à Tijuana, Raúl Martins a décidé de rejoindre Cancún et Playa del Carmen. Dans cette région du sud-est du Mexique, il est parvenu à reproduire et à améliorer le système de prostitution VIP qu'il avait géré pendant plus de dix ans en Argentine. Il a progressivement mis en place un réseau de protection pour les groupes de trafiquants de femmes depuis le Cône sud jusqu'au Mexique.

Les témoignages des jeunes femmes et des quelques serveurs que j'ai pu rencontrer montrent que le proxénète, à l'instar de nombreux autres trafiquants, s'est bien rendu compte qu'il est particulièrement important de mélanger les femmes se considérant elles-mêmes comme des professionnelles de la prostitution avec des victimes maintenues en esclavage. Tandis que les premières ont déjà remboursé leurs dettes et choisissent de rester dans l'industrie du sexe, où elles bénéficient de leur liberté de mouvements, les secondes font l'objet de menaces, ne disposent pas de leurs papiers et peuvent être expulsées à tout moment.

Ce n'est qu'après avoir lu les révélations faites par M. Lifschitz au quotidien mexicain que j'ai réalisé qu'il s'agissait du même avocat que les jeunes

danseuses de *The One* et de *Maxim* avaient qualifié d'aimable et qui était chargé des procédures « légales » avec les agents des services de migration mexicains.

Je l'ai cherché afin d'obtenir ses déclarations, sans succès.

Un scandale inutile: le retour de Martins

L'affaire Raúl Martins a permis de mettre au jour tout un réseau de complicités sur lequel les autorités fédérales et d'États du Mexique n'ont pas enquêté. Pendant un mois, diverses personnalités publiques en ont accusé d'autres. Ainsi, M. González Canto, gouverneur du Quintana Roo, a accusé les juges qui avaient rendu les six décisions d'attribution de protection juridictionnelle afin d'éviter la fermeture et la perquisition des boîtes de nuit dirigées par M. Martins. Il leur a également reproché d'avoir protégé l'Argentin pour empêcher son arrestation. L'ex-espion a quant à lui attaqué son ancien représentant, l'accusant de violation du code de déontologie et du secret professionnel qui lie l'avocat à son client. L'Institut national des migrations a pour sa part mis en cause la police fédérale, qui a de son côté accusé les autorités municipales qui avaient délivré les licences de vente d'alcool à Raúl Martins, et ainsi de suite. Toute cette agitation ressemblait fort à celle déjà provoquée par le même homme en Argentine.

En fin de compte, Raúl Martins a fini par mettre les voiles. Les maisons closes qu'il gérait ont fermé et quelques-unes des jeunes femmes qui y travaillaient ont été arrêtées par les autorités, photographiées et expulsées dans leurs pays d'origine sans avoir été interrogées à aucun moment. Un agent de la police fédérale m'a assuré que M. Martins était en cavale. La directrice de l'Institut national des migrations m'a quant à elle affirmé qu'il existait un ordre d'expulsion contre le proxénète, qui était devenu « une priorité pour les autorités migratoires et qui allait être suivi de très près pour les affaires de prostitution, qui [étaient] désormais de notoriété publique ». Cependant, Mme Romero a également souligné que ces ordres ne pouvaient être exécutés car M. Martins bénéficiait de la protection légale de juges

fédéraux; si celle-ci était maintenue, personne ne serait en mesure de l'arrêter ou de l'expulser. Les raisons de cette protection sont simples : le pouvoir judiciaire fait non seulement partie des réseaux de corruption, mais de nombreux juges sont en outre clients de la prostitution. Ainsi, d'une part, les magistrats ont peur d'être filmés dans ce type d'établissements et d'autre part, ils estiment que la prostitution est une activité «

normale » et ne voient aucune raison morale de punir les infractions qui y sont liées. Les juges se retrouvent donc complices à la fois actifs et passifs des

hommes qui contrôlent l'industrie du sexe.

« Personne n'a donc jamais agi à l'encontre de Raúl Martins, que ce soit pour traite des personnes, faux et usage de faux, fraude et homicide ? » ai-je demandé aux autorités impliquées, qui m'ont répondu: « Non, personne. Aucun juge ne veut toucher à cet homme. »

Une jeune Argentine, conduite avec de fausses promesses à Playa del Carmen et finalement contrainte de se prostituer, m'a donné la raison de la paralysie soudaine des autorités et de leur refus de s'exprimer sur cette affaire : « Ici, comme à Buenos Aires, les gorilles de Raúl dirigent tous les dispositifs de vidéosurveillance et enregistrent absolument tout, y compris nos visites dans les chambres des hôtels cinq étoiles de Playa del Carmen et de Cancún. Ils possèdent des vidéos de grands narcotrafiquants assis aux côtés d'hommes politiques et de chefs d'entreprise: voilà leur véritable assurance-vie. »

J'en ai facilement déduit que je devais apparaître sur l'une de ces vidéos, en train de me ridiculiser à essayer de me déhancher en jean en agrippant la barre de danse ou de trinquer avec les jeunes femmes, qui ont bien voulu se confier à moi pour me permettre de mener à bien ma mission journalistique. Je ne cesse de me répéter que si j'avais été un homme, je n'aurais eu aucune difficulté à entrer dans cet endroit, boire un verre et payer pour quelques heures de compagnie féminine tout en tissant des liens de confiance avec les jeunes femmes. Dans le milieu où j'enquête, être une femme signifie faire partie des « consommables », tandis que les hommes sont du côté des « consommateurs », même s'ils sont eux aussi exploités par la mafia.

Le 9 septembre 2007, soit huit mois après le scandale provoqué par les déclarations de M. Lifschitz et alors que les autorités fédérales m'avaient assuré que M. Martins s'était échappé du Mexique sans que personne ait pu mettre la main sur sa nouvelle destination, le bar-maison close *Sex & Girls* était inauguré.

Parmi les invités d'honneur, on a pu apercevoir un homme chauve, tout de noir vêtu et portant ostensiblement une Rolex Oyster au poignet droit, coupant le ruban dans la zone réservée aux VIP : il s'agissait bien entendu de Raúl Martins, tsar de la prostitution. Il a été présenté comme le gérant de la nouvelle maison close de Cancún, cette fois-ci située dans le quartier rouge, à l'extérieur de la ville. Cet événement est passé pratiquement inaperçu.

En décembre 2009, il a de nouveau été vu en train de dîner aux côtés de deux femmes ayant l'air de danseuses ou de mannequins à *Rolandi's*, un des restaurants les plus chics de la zone hôtelière de Cancún. Ne souffrant visiblement d'aucun ennui légal, il s'est associé avec des hommes d'affaires du District fédéral, où il possède d'autres bars VIP qui emploient des danseuses originaires d'Amérique latine ou d'Europe de l'Est, contraintes de travailler nues et de se prostituer pour rembourser leurs dettes.

Lorsque j'ai demandé aux femmes qui travaillent dans les établissements de M. Martins si elles se considéraient comme des esclaves, elles ont pour la plupart souri à cette blague ou demandé avec une surprise feinte ce que j'entendais par là. Pourtant, quand j'ai voulu savoir si elles accepteraient de rester au Mexique pour y travailler librement comme danseuses, institutrices, serveuses ou en exerçant n'importe quel autre métier, toutes m'ont répondu oui sans hésiter.

Arely, survivante

Arely est une jeune Vénézuélienne de 19 ans aux cheveux blond platine.

Assise dans un fauteuil du refuge du Centro Integral de Atención a la Mujer (CIAM), organisme qui vient en aide aux femmes victimes de la traite à Cancún, elle serre un lapin en peluche dans ses bras. Elle s'exprime tantôt

comme une femme qui cherche à séduire, tantôt comme une enfant apeurée. Son cou porte des traces de strangulation dues à des mains masculines. Sur le côté gauche, on voit clairement les marques violettes qu'ont laissées les doigts de son agresseur.

Elle parle sans s'arrêter et gesticule tout en refoulant ses larmes : Je voulais étudier et devenir une femme d'affaires importante, pour être intelligente, gagner beaucoup d'argent et avoir une voiture.

Lorsque ma mère est morte à Maracaibo, ma grand-mère m'a dit qu'il faudrait que j'aille vendre des gâteaux fourrés avec elle dans la rue. Quand les voitures s'arrêtaient, je souriais et les hommes me disaient: « Quelle jolie petite blonde ! » Et moi, je me demandais à quoi cela allait bien me servir d'être jolie si je ne pouvais pas étudier ni m'amuser avec les autres jeunes filles. Un jour, dans la rue, j'ai rencontré Mariel, une femme belle et élégante qui m'a assuré: « Si tu voulais, tu pourrais être mannequin, gagner plein d'argent, étudier et sortir ta grand-mère de la misère. Au Mexique, il y a beaucoup de travail pour les Vénézuéliennes comme toi. » Et comme j'en avais assez de sortir travailler tous les jours dans la rue, que je voulais étudier et ne pas finir comme ma grand-mère, qui n'a jamais rien appris, je me suis dit... Le Mexique ! Là-bas, on vit à toute allure.

Dans les séries télévisées mexicaines, tout est si beau, si passionnant!

Je suis allée au cybercafé avec Mariel, qui m'a appris à chercher sur le Web : c'était la première fois que j'utilisais Internet. Elle m'a montré un site et m'a dit : « Tu vois, c'est du sérieux, sinon ils n'auraient pas de page Web! » J'étais émerveillée... : l'entreprise avait l'air honnête, avec une belle publicité, un logo élégant, une école de mannequins et de chanteuses, et le tout au Mexique...

Nous nous sommes connectées sur le site Divas.com. J'ai entré mes informations, puis envoyé la photo que j'avais faite avec l'argent donné par Mariel. Au bout d'une semaine à peine, elle m'appelait chez moi pour m'annoncer qu'elle avait déjà mon billet d'avion pour le Mexique ! Elle m'a emmenée faire mon passeport.

Tout était en règle. Tout était légal. Comment pouvais-je savoir que j'allais finir comme ça, à me prostituer? Les mannequins ne sont pas des prostituées. Elles sont belles et ont leurs photos dans les revues.

Les hommes les admirent.

« Là-bas, m'a-t-elle dit, tu les paieras avec ton travail. » Je n'avais jamais imaginé qu'une fois à Monterrey, ils allaient confisquer mes papiers et m'annoncer que je leur devais 5 000 dollars pour le billet d'avion. Et toute seule, je n'envisageais pas de retourner chez moi, dans la pauvreté. Il ne me restait plus qu'à obéir et sans que je m'en rende compte, je m'entraînais déjà six heures par jour pour danser.

Plus tard, j'ai rencontré le chef, surnommé le Diable, un riche homme d'affaires de Monterrey qui possède des bars et des restaurants. Il m'a dit qu'il m'aimait beaucoup mais que je n'avais pas assez de seins. Ils m'ont donc emmenée chez le docteur pour me mettre ceux-là [Arely soulève ses implants, comme s'il s'agissait de deux ballons]. Je me sentais belle et très sexy, mais prostituée, jamais.

L'avocat s'appelait Luis. C'est lui qui me faisait signer tous les papiers pour la dette et qui gardait mon passeport. Une nuit, avant de partir danser, Luis m'a demandé de venir dans son bureau, où le chauffeur m'a conduite. En entrant, mes os se sont glacés face à deux agents des services de migration. Je me suis dit « Mon Dieu, qu'est-ce que j'ai fait? Pourquoi m'emmènent-ils? » Mais M. Luis m'a rassurée et m'a dit que les agents étaient là pour faciliter les

démarches. Sur le bureau se trouvaient aussi les documents de sept autres filles. Les plus jeunes venaient du Brésil. D'autres, de mon âge, étaient de Colombie. Ils m'ont demandé de signer et de mettre mon empreinte. Puis, vêtus en civil, les agents sont venus au bar nous voir danser. Ils étaient mignons, à nous regarder l'air transi.

Un jour, je me suis rendu compte que je leur devais déjà plus de 10 000 dollars pour le billet d'avion, le logement, la nourriture, l'opération, les beaux vêtements qu'ils m'avaient achetés et les démarches pour les services de migration. C'est pourquoi j'ai accepté la première fois qu'ils m'ont

demandé d'aller à l'hôtel avec cet homme d'affaires très riche du Nuevo León. J'ai obéi, pour ne pas faire d'histoires. Puis je n'ai pas pu m'arrêter. Les clients étaient des hommes politiques, et tous me disaient que j'avais une bouille de petite fille, une tête d'ange, qu'ils aimaient ma voix douce et mon obéissance. La nuit, je faisais mes comptes. Héctor, le chauffeur qui s'occupait de nous, m'avait acheté un carnet où je notais tout. Un jour, j'ai demandé à Héctor s'il pourrait m'aider à chercher un autre travail quand j'aurai réuni tout l'argent nécessaire. Il m'a dit de ne plus en parler, car si M. Luis l'apprenait, j'allais être punie. Aucune fille ne part seule de là-bas. C'est Héctor qui m'a informée que Luis était le frère du gouverneur et que c'est pour cette raison qu'il dirigeait ces services d'escortes de luxe. Dans la boîte de nuit, tout est enregistré. Les clients ne sont pas au courant, mais ils sont tous filmés. Si l'un d'eux fait quelque chose, il sait que le monde entier peut l'apprendre. Quand Carmen, la plus professionnelle d'entre nous, m'a expliqué comment travailler dans les cabines, je me suis sentie mal à l'aise. Ce sont des endroits petits et obscurs, avec un canapé où peuvent s'installer trois personnes. Je dansais et pouvais les toucher, mais eux n'en avaient pas le droit. Elle m'a dit de ne pas m'inquiéter car tout était filmé et qu'au cas où un client voulait aller trop loin, il serait enregistré. Je n'avais qu'à appeler à l'aide, les agents de sécurité étaient là pour ça.

Un jour, j'en avais assez et je pleurais parce qu'un client avait été particulièrement brutal avec moi... J'ai dit au chef: «Si vous voulez mes seins, je vous les rends. » J'ai attrapé un couteau dans la maison et j'ai crié: «Je vais me les couper, salaud!» Ils se sont moqués de moi, m'ont donné une paire de claques et m'ont punie. Je suis restée deux jours sans manger. Sans voir personne. Alors, je me suis mieux

comportée. Ils avaient raison : pourquoi retourner au Venezuela ?

Pour retrouver la pauvreté, la rue, sans argent pour étudier...

Lorsqu'on n'a pas d'autre choix, on fait ce que les autres nous disent de faire, n'est-ce pas ?

J'interroge Arely sur sa vie quotidienne dans la demeure, une grande maison située à San Pedro Garza García, la ville la plus riche du Mexique, dans l'État du Nuevo León :

Elle était belle, bien entretenue et protégée, avec un policier à l'entrée. Nous avions une immense salle de télévision. Là, ils nous mettaient toute la journée la chaîne Playboy et Marta, la maîtresse de maison, une dame d'une cinquantaine d'années, nous disait: «

Regardez les filles, vous devez prendre soin de vous et vous comporter avec classe pour devenir comme ces jeunes femmes. » Tu sais, les filles de Playboy, elles vivent bien : Hugh Hefner les traite bien et les respecte... Il leur donne tout ce qu'elles veulent et ne leur demande jamais de danser pour des hommes saouls qui ont

mauvaise haleine.

Cette histoire est très similaire à celles d'autres petites filles et adolescentes dans le monde entier. Dans les maisons où les victimes sont hébergées, les films pornographiques et érotiques sont utilisés pour créer une culture d'acceptation et de normalisation de l'exploitation. Les trafiquants arrivent à convaincre les femmes que ce sont elles qui rêvent de devenir des stars du porno et qu'elles peuvent y arriver. Ainsi, ils leur font croire que l'exploitation n'est que temporaire et que bientôt, elles seront libres et célèbres dans le domaine de l'industrie du sexe, qui représente leur unique opportunité. Ils leur assurent qu'elles sont entraînées pour être les meilleures et que lorsqu'elles auront plus de pouvoir, elles auront également la possibilité de choisir.

Ces techniques d'incitation sont les mêmes partout, surtout dans les établissements haut de gamme comme ceux qui vendent des services d'escortes, de masseuses et de danseuses pour des hommes d'affaires ou d'autres personnalités importantes. En effet, ces clients-là ne veulent pas être avec une femme qui ressemble à une prostituée ou qui leur rappelle qu'ils doivent payer pour avoir des rapports sexuels, mais avec une jeune fille belle et obéissante qui

prétend être leur amoureuse ou leur « rendez-vous spécial ». C'est pourquoi Arely a appris très tôt à appeler ses clients « mon amour », « mon cœur », « mon chéri », « mon sucre » ou « mon lapin », surnoms supposés tendres qui ont en réalité pour conséquence de faciliter l'exploitation, alors perçue comme une activité honnête se déroulant d'égal à égal.

En fuite

Arely raconte la façon dont elle a connu Juan Carlos, un jeune homme de 23

ans qui avait l'air d'être riche, dans le bar où elle travaillait. Au début, il payait pour être avec elle et avoir des relations sexuelles. Puis il a commencé à la séduire en lui faisant des cadeaux. Il était romantique et lui donnait des bijoux de valeur et des peluches. Un jour, il lui a offert un film en affirmant que c'était son préféré : *Pretty Woman*, avec Julia Roberts. La jeune Vénézuélienne était ravie de regarder cette comédie romantique : Juan Carlos serait son Richard Gere et la demanderait en mariage. Après tout, pourquoi pas ?

Un matin, le Diable, le propriétaire des bars, a réuni le groupe de jeunes filles qui vivait déjà à Monterrey depuis un an et leur a annoncé: «Vous travaillez désormais comme des professionnelles et cette formation devient un peu ennuyeuse. Nous avons donc une surprise pour vous : vous allez vous rendre à Cancún, où vous travaillerez dans un très bel endroit avec vue sur la mer. »

Certaines allaient se retrouver au *Black Jack*, d'autres aux *Caribbean Escort Services*, et plusieurs d'entre elles finiraient à *The One*. En apprenant cette nouvelle, Arely était effondrée. Puis elle en a fait part à Juan Carlos, qui lui a assuré que c'était une très bonne idée: ainsi, il pourrait aller la voir à Cancún et ils partiraient ensuite tous les deux. Arely était ravie : elle allait enfin être libre.

Plus tard, en parlant avec une Brésilienne, elle a découvert que Juan Carlos avait fait les mêmes promesses à plusieurs autres jeunes femmes. Il travaillait en réalité avec Luis et son rôle consistait à donner de l'espoir aux danseuses pour leur faire miroiter une certaine liberté. La Vénézuélienne, anéantie, a pleuré toute la nuit et prié en pensant à sa mère. Comment avaient-ils pu la tromper ainsi ? Cette nuit-là, blottie dans ses draps, Arely a décidé qu'une fois à Cancún, elle chercherait le moyen de s'échapper. Elle m'a avoué qu'elle avait alors l'impression d'être leur esclave, comme si tous ces hommes avaient réussi à pénétrer dans sa tête pour l'enchaîner, la

rendre folle : Oui, j'ai réellement cru que je devenais folle. Ils me disaient:
« Tu

es vraiment ingrate et misérable. » Ils m'avaient sortie de la misère du Venezuela et c'est ainsi que je les remerciais, en faisant des caprices. Et de mon côté, je me demandais: « Suis-je folle ? » Je n'aimais pas être contrainte à avoir des rapports sexuels. Les clients me dégoûtaient, sentaient mauvais, et j'étais fatiguée. Je n'aimais pas les hommes saouls. Et la maîtresse de maison m'assurait: «

Pourtant, c'est un travail comme un autre. » Je voulais bien danser, mais pas plus. Peut-on dire que je suis folle juste parce que je n'aime pas obéir?

Arely était enfermée à la prison municipale lorsque l'équipe du CIAM lui a porté secours. La veille, elle avait essayé de monter dans un avion sans son passeport, confisqué par les trafiquants. Les employés de la compagnie aérienne l'ont informée qu'elle ne pourrait pas prendre l'avion si elle ne possédait pas son document ainsi que le formulaire FM3 des services de migration. C'est à ce moment qu'Arely a aperçu les agents qu'elle avait déjà rencontrés. Elle est alors partie en courant et après une course effrénée, elle s'est enfuie en prenant un taxi qu'elle n'a pas pu payer, car les policiers de l'aéroport ne l'avaient laissée partir qu'en échange de son argent. Le chauffeur de taxi de Cancún s'est donc mis en colère et a conduit la jeune fille à la police locale. Dès qu'ils l'ont vue, les inspecteurs lui ont tout de suite mis une étiquette : avec ses cheveux blond platine, sa forte poitrine visiblement refaite, ces lèvres pulpeuses, son short, ses talons et ses longues jambes, il s'agissait forcément d'une prostituée. La position des autorités à ce sujet est claire: le chef de la police de Cancún a qualifié ces femmes de «tare sociale » et le président du conseil municipal, Gregorio Sánchez Martínez, a quant à lui parlé de « rebut de la société ». Les policiers l'ont donc conduite en prison, où elle a été violée par quatre agents de police.

Tandis qu'elle sanglotait, celui qui était de garde lui a demandé : « Pourquoi pleures-tu ? Après tout, tu n'es qu'une pute : tu es faite pour ça. »

Quelques jours plus tard, j'ai interrogé le directeur de la prison, qui m'a affirmé en souriant: «Vous ne comprenez pas, Madame. Ces jeunes filles vivent de la prostitution, provoquent les hommes, puis regrettent. Elle leur a

probablement proposé de coucher avec eux pour qu'ils la laissent partir, mais ici, on respecte la loi. De plus, les agents ont affirmé que tout ce qu'elle avait raconté était faux et qu'ils ne l'avaient pas violée. Elle l'avait déjà été... Une chose est sûre : elle n'était pas vierge. »

L'équipe qui a secouru la jeune fille est entrée dans la prison de Cancún avec

deux infirmiers de la Croix-Rouge. D'après eux, le médecin de la prison avait injecté à Arely une importante dose de sédatifs «pour la calmer, car elle criait et affirmait qu'on l'avait séquestrée et violée ». Les deux infirmiers l'ont donc trouvée droguée et attachée à un lit de l'infirmerie. Ils ont rédigé un rapport où ont été notés les médicaments utilisés. Ils ont notamment relevé une overdose de benzodiazépine qui avait provoqué un état de choc psychique. Le directeur de l'établissement pénitentiaire a assuré aux deux intervenants de la Croix-Rouge que la jeune femme était folle, ne tenant absolument pas compte de l'histoire que la victime avait voulu raconter aux autorités. En effet, Arely leur avait dit s'être échappée d'un réseau de trafiquants qui la menaçait de mort car elle connaissait les noms de toutes les personnes impliquées. Malgré tout, les agents de police se sont uniquement concentrés sur le fait qu'elle se prostituait. Son opinion et son témoignage n'avaient donc aucune importance.

Lorsque l'infirmière et l'assistante sociale, qui portent attention aux victimes vingt-quatre heures sur vingt-quatre au centre de protection du CIAM, l'ont finalement emmenée prendre un bain et l'ont couchée dans une chambre du refuge, la psychologue lui a assuré qu'à partir de ce moment, tout irait bien et que personne ne lui ferait de mal. Toutefois, Arely n'y croyait pas : pour quelle raison des inconnus la protégeraient-ils et lui porteraient-ils secours ? Les trafiquants l'avaient convaincue que sa vie ne valait rien et qu'ils étaient les seuls à se soucier d'elle. Les autorités, les clients et le personnel de la compagnie aérienne le lui avaient bien démontré. Ainsi, le plus grand défi pour les membres de l'équipe a été de tisser des relations de confiance avec la jeune fille. Pour cela, ils devaient trouver le moyen de lui faire comprendre qu'elle avait des droits et que le simple fait d'être une femme conférait de l'importance à sa vie.

Voici ce que les psychologues du refuge ont dit d'Arely : Nous avons tout de suite su qu'Arely n'était pas folle.

Simplement, tout comme des milliers d'autres femmes victimes de la violence et de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, elle était désespérée face à une situation qui l'affolait. Les propriétaires des boîtes de nuit de Monterrey l'avaient envoyée travailler à Cancún.

Elle voulait à tout prix s'éloigner de cette forme d'esclavage, même si elle savait que cela pouvait lui coûter la vie. Pourtant, elle l'a fait.

Pendant deux jours, elle a vomi tout ce qu'elle mangeait. Nous étions presque sûres qu'ils l'avaient rendue accro à une drogue. En effet, même si elle disait que ce n'était pas le cas, elle avait tous les

symptômes du manque. Ce n'est que plus tard que nous avons compris que ces signes n'étaient pas liés à une addiction mais à sa situation bouleversante de victime, associée à l'état de stress posttraumatique et à l'overdose de psychotropes injectés de façon irresponsable par le médecin de la prison.

Derrière des lèvres pulpeuses et un corps voluptueux se cachait en réalité une jeune femme qui, même droguée, pleurait comme une petite fille en appelant sans cesse sa mère. La première nuit, l'infirmière est restée à ses côtés jusqu'à ce qu'elle s'endorme en serrant la peluche qu'on lui avait mise dans les bras.

Alors que les effets de la drogue s'amenuisaient peu à peu, Arely demandait dans son sommeil si elle se trouvait de nouveau dans la demeure de Luis. Ce n'est qu'au bout de deux jours qu'elle a pu comprendre qu'elle était réellement libre et qu'au refuge, personne ne l'exploiterait. Au bout de deux semaines de thérapie, de promenades dans les jardins et de yoga dans le centre, Arely m'a raconté l'histoire de son voyage vers l'esclavage. Ensemble, nous avons pu retracer clairement la carte du réseau qui l'a conduite du Venezuela jusqu'à Monterrey, puis à Cancún.

À l'instar de la majorité des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, la jeune femme se souvient parfaitement des noms et des visages

des trafiquants et des fonctionnaires qui permettent à un tel réseau international d'échanger des femmes aussi simplement que s'il s'agissait de marchandises.

Face à face avec les complices

Lorsque l'assistante sociale du CIAM a proposé à Arely de demander l'aide du directeur des services de migration, la jeune femme a pâli. Elle connaissait ces agents, ou du moins les responsables chargés de recevoir les jeunes filles qui voyageaient depuis Monterrey. Ces mêmes agents les avaient ensuite envoyées en jet privé jusqu'à Cancún, où elles avaient atterri sur la piste d'atterrissage réservée à l'avion du gouverneur du Quintana Roo.

Dans une camionnette aux vitres teintées, la responsable du service de sécurité du refuge, une psychologue et moi-même avons accompagné la jeune femme devant l'Institut national des migrations. Occultée derrière des lunettes noires et une casquette qui couvrait ses cheveux, Arely est descendue du véhicule avec la psychologue tandis que j'entrais dans le bâtiment pour demander à rencontrer le chef du service. À mesure que les personnes concernées apparaissaient, la jeune

femme les identifiait une à une par leur nom de famille. Le résultat était impressionnant: tous, y compris les hauts responsables, étaient impliqués. Si certains n'étaient que de simples clients, d'autres étaient chargés de la protection lors des déplacements depuis et vers l'aéroport.

J'ai décidé de prendre rendez-vous avec Fernando Sada, récemment nommé directeur des services de migration. Dans son bureau, je me suis contentée de lui raconter l'histoire d'Arely. L'homme fixait ses mains, le front perlant de sueur à mesure que j'avançais dans mon récit. Avec la climatisation, il faisait 18 °C dans les bureaux : ce n'était donc pas la chaleur mais l'inquiétude qui faisait transpirer ce fonctionnaire originaire de Monterrey.

« Qu'elle vienne donc ici faire une déposition. Nous l'aiderons avec plaisir », m'a répondu M. Sada. Je lui ai expliqué qu'Arely était persuadée qu'on voulait la tuer pour l'empêcher de révéler ce qu'elle savait. Dissimulant l'ironie dans sa voix, il m'a demandé : « Mais qui voudrait tuer

une danseuse ? » « D'après elle, il s'agit du Diable, un homme d'affaires important de Monterrey qui possède des bars. Le connaissez-vous ? Elle affirme également que l'avocat qui organise l'entrée au Mexique des femmes étrangères qui travaillent dans le circuit de prostitution Monterrey-Cancún-Puebla est le frère du gouverneur. Croyez-vous pouvoir envoyer un rapport au secrétariat du gouverneur afin de protéger la vie de cette jeune femme jusqu'à ce qu'elle puisse être rapatriée? » lui ai-je demandé.

Visiblement inquiet, M. Sada s'est levé et a attrapé une petite coupe en verre rempli de caramels pour m'en proposer un, que j'ai accepté. Prenant un air distrait, il a lui-même mangé un bonbon et, en silence, a commencé à faire des allers-retours dans son bureau. De mon côté, j'écoutais simplement le son particulier de sa mastication : on aurait dit qu'il cherchait à gagner du temps pour trouver les mots justes. Il s'est finalement de nouveau tourné vers moi et m'a déclaré : « Écoutez, Lydia, je ne suis pas au courant de tout cela. Il vaut mieux que vous vous teniez à l'écart. Ce n'est pas de mon ressort. Évitez de vous exposer. Cette discussion n'a jamais eu lieu. »

« Êtes-vous en train de me dire que ce réseau de trafiquants a plus de pouvoir que les autorités ? » ai-je protesté. Visiblement mal à l'aise, il m'a lancé un regard presque suppliant. Tandis qu'il arrangeait ses lunettes, j'ai regardé son cou, dont la peau blanche devenait rouge, signe d'une colère contrôlée : « Je n'ai pas dit cela. Je n'ai rien dit. » Sans se rasseoir, il a poursuivi : « Occupez-vous donc de ce que vous savez faire de mieux, à savoir aider cette adolescente à aller mieux. » « Ne croyez-vous pas qu'il vaut mieux arrêter ces trafiquants de femmes plutôt que de continuer à secourir les victimes indéfiniment ? » ai-je

insisté en me levant de la chaise pour récupérer mon sac et mon carnet. Il a simplement répondu que c'était probablement vrai mais qu'il devait en référer à

« l'autorité compétente ». À chaque fois qu'un fonctionnaire me fournit cette réponse, je ne peux m'empêcher de me demander s'il se définit lui-même comme une « autorité incompétente ».

La coordinatrice du refuge a envoyé à Santiago Creel, alors secrétaire du gouverneur, une lettre à laquelle était jointe une liste des noms d'agents des services de migration impliqués, accompagnée de plusieurs photographies ainsi que du récit d'Arely. Trois semaines plus tard, la presse annonçait que Fernando Sada avait abandonné son poste contre celui de recteur dans une université privée.

L'assistante sociale responsable du cas a expliqué que l'ambassade du Venezuela refusait d'aider la jeune femme. Sans plus d'explications, on lui a simplement recommandé de l'envoyer au poste migratoire de Cancún, qui ressemblait alors plutôt à une prison malodorante où étaient entassés des adolescents. Les surveillants considéraient en effet les victimes de la traite et du trafic comme des délinquants. Ce n'est qu'en 2009 que les choses ont finalement changé avec la construction d'infrastructures adaptées.

J'ai alors décidé d'appeler Emma Toledo, consul du Venezuela à Mexico.

L'ambassadeur a refusé de prendre mon appel pour que je puisse l'interroger.

Mme Toledo, en revanche, a été aimable mais brève : « Lydia, je sais que les membres du refuge font un travail très honorable. Le service consulaire ne refuse pas de protéger cette citoyenne vénézuélienne, mais ne dispose tout simplement pas des moyens nécessaires en termes de financements et de personnels pour effectuer les démarches. Chaque année, des milliers de jeunes filles vénézuéliennes tombent entre les mains de ces trafiquants, mais notre budget n'est pas suffisant pour les protéger et les rapatrier ainsi que me le demande l'assistante sociale. Nous ferons ce qui est en notre pouvoir. » Elle avait l'air contrariée et j'ai pu sentir une réelle frustration dans son discours.

De retour à la maison

L'équipe du refuge a réussi à contacter la famille d'Arely par Internet et par téléphone. Ses proches ont immédiatement envoyé des copies des documents de la jeune femme pour que l'ambassade vénézuélienne au Mexique puisse lui faire un nouveau passeport. Les trafiquants de Monterrey avaient enfermé les

documents originaux dans un coffre-fort, là où aucune autorité n'était prête à aller les chercher. Six semaines plus tard, dans le plus grand secret (grâce à l'aide d'un individu sensible et non pas d'une institution d'État), un fonctionnaire de l'Institut national des migrations a conduit Arely à Mexico, où elle a passé cinq jours au poste migratoire avec un statut spécial. Elle a finalement pu retourner au Venezuela. Là-bas, son grand frère l'attendait. La famille, qui pensait ne plus jamais avoir de nouvelles d'Arely, a appelé le refuge et envoyé des courriers de remerciement très émouvants.

Malheureusement, la plupart des cas ne connaissent pas une fin si heureuse.

En effet, 60 % des femmes contraintes de se prostituer ne sont pas les bienvenues lorsqu'elles retournent chez elles. Cette situation est parfois due aux préjugés des proches, mais également au fait que très souvent un membre de la famille a collaboré avec les trafiquants en faisant de fausses promesses à la victime. D'autre part, certaines de ces jeunes femmes se sont déjà habituées à un autre mode de vie et se sentent jugées ou rejetées dans leur foyer. Elles ont malheureusement été conditionnées pour vendre leur corps et pensent que la prostitution est le seul moyen pour elles de gagner de l'argent.

Nombre de femmes qui repartent dans leur pays après avoir été soumises à l'exploitation sexuelle se retrouvent finalement exclues et, en Asie comme en Europe, se voient souvent contraintes de se tourner de nouveau vers les circuits de prostitution locaux. C'est le seul milieu, m'ont-elles dit, où elles ne se sentent pas jugées et peuvent retrouver d'autres femmes marginales, elles aussi esclaves d'un pouvoir qui leur a appris à ne faire confiance à personne et à se considérer comme des marchandises. Elles appartiennent à une catégorie sociale différente, que l'anthropologue féministe Rita Laura Segato a appelée « les autres, ces femmes qu'on peut consommer ».

En octobre 2008, j'ai reçu un dernier e-mail de la part d'Arely. La jeune femme racontait qu'elle étudiait pour devenir assistante sociale dans un refuge comme celui qui l'avait secourue au Mexique. Puis elle a désactivé son compte.

J'espère que c'était pour refaire sa vie et tourner définitivement la page.

Assise devant l'écran de mon ordinateur, je contemple une photo de la Vénézuélienne, prise alors qu'elle venait tout juste d'être secourue. Les marques de violence étaient visibles sur la peau blanche de son cou. Elle était affalée sur une chaise, assommée par la fatigue. Je sens alors la désolation m'envahir et se déverser sur mon clavier. J'espère simplement que ce livre tombera entre les mains de quelqu'un qui se préoccupe réellement de la vie de ces femmes et de ces petites filles, et que les hommes qui le liront prendront le temps de se

remettre en question et de se rendre compte que toutes ces jeunes femmes dont je raconte l'histoire, qui pourraient être leurs propres filles, leurs sœurs, leurs nièces ou leurs petites-filles, méritaient elles aussi une vie sûre, digne et heureuse mais qu'elles n'ont pas pu en bénéficier car il n'y a pas suffisamment de personnes impliquées dans la prévention de l'esclavage sexuel à travers le monde.

Éliminer l'intermédiaire

Un matin, en ouvrant le quotidien mexicain *La Jornada*, je suis tombée sur un article concernant la prétendue désarticulation d'un réseau de trafiquants, qui entraînait en contact avec les femmes de plusieurs pays grâce à Internet, puis les conduisait au Mexique afin de les exploiter sexuellement et de les contraindre à se prostituer. D'après le journal, le site Internet utilisé par ces délinquants s'appelait Divas.com. J'ai tout de suite consulté mes archives pour chercher dans mon carnet les notes que j'avais prises lors de ma rencontre avec la jeune Vénézuélienne: il s'agissait bien du même réseau.

L'article était ainsi rédigé: «Le Bureau du procureur général de la République enquête actuellement sur des agents de la Police fédérale préventive (PFP) et de l'Institut national des migrations pour leur participation présumée dans un réseau de protection, qui aurait permis à l'organisation Divas.com d'établir, depuis le Mexique, des liens avec des groupes criminels agissant en Europe de l'Est et en Amérique latine, puis de devenir, d'après les enquêtes réalisées par le sous-parquet spécialisé en matière de délinquance organisée (SIEDO), l'un des groupes les plus actifs en matière de proxénétisme ainsi que de trafic et de traite des personnes dans le pays. »

En octobre 2001, Antonio Santoyo Cervantes (Sony) et José Antonio Martínez Villeda (Tony) ont ouvert un nouveau site Web. Grâce à une présentation et une publicité impeccables, ils ont pu contacter des femmes originaires de divers pays pour leur proposer des contrats en Argentine, au Chili et au Mexique. En cinq ans, MM. Santoyo Cervantes et Martínez Villeda, associés à Diana Patricia Quintana, à Mercedes Luján et à Suzana Arzamendia, ont mis en place un réseau de prostitution par Internet tout en renforçant leurs liens avec des organisations transnationales consacrées à la prostitution individuelle et à la traite des personnes.

Entre les mois de février et de juin 2007, l'arrestation de deux personnes avait apparemment permis la désarticulation du site Divas.com. Toutefois, il a immédiatement été réactivé sous le nom de Zonadivas.com ; ses créateurs se

sont ensuite associés avec d'autres réseaux de trafiquants gérant des sites similaires en Argentine, au Chili, en Colombie, au Brésil et en Espagne, afin de réaliser « des échanges de marchandises », selon les mots utilisés par certains hauts fonctionnaires de la SIEDO pour résumer l'enquête.

Les témoignages des femmes, qui avaient remis aux autorités les «contrats légaux» rédigés par l'entreprise qui les envoyait d'un pays à l'autre, ont fourni une piste importante. Dans ce cas, la traite des femmes est intimement liée aux services d'escorte, une des branches de la prostitution. Pendant que vous lisez ce livre, vous pouvez vous connecter sur le site Zonadivas.com et contracter les services d'une femme originaire d'un de ces pays. Mais comment les clients peuvent-ils déterminer si ces femmes sont là parce qu'elles le veulent bien ou si elles sont réduites en esclavage par un réseau de trafiquants qui les contrôlent en les menaçant, en les isolant et en les enchaînant au moyen de dettes impayables ?

C'est tout simplement impossible. En effet, quand les responsables du réseau

Divas.com ont été arrêtés, leurs successeurs ont compris que pour pouvoir continuer à manipuler les femmes au sein de ces circuits de l'industrie du sexe, leurs activités devaient s'inscrire dans celles de la prostitution « permise ».

J'ai voulu savoir qui était réellement le propriétaire de ce site. Le bureau du procureur fédéral le soupçonnait d'être lié à la criminalité organisée, et notamment à l'un des cartels de drogue les plus puissants du Mexique, qui vend et qui achète des femmes pour les offrir comme présents ou trophées afin de conclure des accords ou de remercier certains hommes de pouvoir pour leurs éventuelles interventions. L'enquête étudiait également les différentes stratégies utilisées par les trafiquants pour occulter leurs activités, comme le fait de mélanger femmes adultes, adolescentes et petites filles ou de créer une confusion entre prostitution volontaire et forcée.

La plupart des éléments coïncidaient avec l'enquête que j'avais menée en 2005, publiée dans le livre *Los demonios del Edén: el poder que protege a la pornografía infantil*, qui m'avait valu d'être séquestrée et torturée par la mafia.

J'ai donc décidé d'entrer en contact avec la procureur de l'époque spécialisée dans le domaine des infractions contre les femmes et de la traite des personnes au Mexique, Alicia Elena Pérez Duarte. Si, au cours de notre entretien, elle n'a pu me donner aucune information supplémentaire à celles déjà parues dans les journaux, elle m'a en revanche aidée à recoller les morceaux du puzzle. Nous étions ainsi toutes deux d'accord pour conclure que ces réseaux étaient liés, à la fois entre eux et à un élément invisible chargé de leur protection. Selon moi, il s'agissait des mêmes gouverneurs qui protégeaient déjà le réseau de

pédopornographie dirigé par Succar Kuri. Restait encore à le prouver.

En avril 2007, le secrétaire de la Commission interinstitutionnelle visant à prévenir et à punir le trafic et la traite des personnes, Nemesio Lugo Félix, a appelé à mon bureau pour me demander un rendez-vous. Par le passé, je l'avais déjà rencontré dans le cadre de recherches sur la pornographie infantile et nous avons alors découvert que quelques noms coïncidaient avec ses propres enquêtes en cours. Un an auparavant, M. Lugo avait visité Cancún en compagnie d'enquêteurs américains pour une opération conjointe avec des agents de l'US

Immigration and Customs Enforcement (ICE)[11](#).

Cette fois-ci, l'agent voulait que nous nous rencontrions dans un lieu public.

Je lui ai donc donné les coordonnées d'un petit café en centre-ville, tenu par des amis qui pourraient nous fournir toute l'intimité nécessaire à notre discussion.

Par deux fois, il m'a demandé comment je faisais pour rester calme face aux menaces de mort. Je lui ai répondu qu'il était nécessaire de suivre une thérapie et d'être particulièrement bien entouré. Il n'a pas beaucoup parlé. En réalité, je n'ai jamais su s'il était marié ou en couple. Dans tous les cas, nous étions d'accord sur une chose : c'était bien le réseau Divas qui avait attiré Arely, la jeune Vénézuélienne, dans ses filets. Il m'a alors demandé de façon très directe si je pouvais prouver l'implication des gouvernements du Nuevo León et de la Basse-Californie, et en particulier ceux de la ville de Tijuana, dans ce réseau de traite des femmes. M. Lugo était inquiet car il avait découvert, dans le cadre de son enquête, le nom d'un lieutenant de Joaquín Guzmán, dit « el Chapo », narcotrafiquant mexicain le plus puissant. Je lui ai expliqué que je disposais seulement du témoignage des victimes, et que la protection gouvernementale dont bénéficiaient leurs anciens lieux de travail, qui n'avaient toujours pas été contrôlés par la police, était également avérée.

Il m'a finalement assuré que s'il arrivait à obtenir les enregistrements des conversations qui auraient eu lieu entre le frère du gouverneur, accusé par les victimes, et le trafiquant arrêté, il les remettrait à ses chefs et m'en fournirait une copie à destination des médias, « au cas où un événement malheureux surviendrait ». L'agent parlait bien entendu des éventuelles conséquences de la corruption des hommes politiques et de la fâcheuse tendance qu'ont les autorités mexicaines elles-mêmes à faire disparaître les preuves.

Alors que nous nous apprêtions à nous dire au revoir, il m'a demandé où était mon escorte. Je la lui ai indiquée du regard : mes gardes faisaient la sieste dans le véhicule blindé. « Vous n'avez pas peur qu'ils vous tuent ? » m'a-t-il demandé. « Et vous ? » lui ai-je répondu. « Qu'ils me tuent, pas tant que ça. Mais

qu'ils me fassent souffrir... Oui », m'a-t-il avoué. Nous nous sommes serré la main, souriant d'un air peu convaincu. C'était la dernière fois que je le voyais en vie.

Le mardi 14 mai 2007, à 7 h 05, Nemesio Lugo Félix a reçu huit coups de feu à quelques mètres de son bureau. J'ai appris la nouvelle à 8 heures en écoutant la radio. J'ai soudain senti une vague de peur m'envahir et le goût amer qui caractérise l'angoisse remonter le long de mon œsophage jusqu'à ma gorge. Par radio, j'ai appelé l'agent de l'ICE, alors au Texas, qui avait accompagné M.

Lugo au Mexique. « Bonjour. Ils ont tué Nemesio. Tu sais quelque chose ? » lui ai-je demandé, nerveuse. « Non, Lydia. Mais tiens-toi à l'écart quelques jours, la situation est trop tendue. » J'ai contacté mes sources au sein du Bureau du procureur fédéral pour savoir si la clé USB spéciale où étaient stockées toutes les informations concernant ses affaires en cours, que M. Lugo portait toujours sur lui, avait pu être récupérée. Deux jours plus tard, un expert en criminalistique m'a répondu que la clé n'avait pas été retrouvée. Il portait simplement un portefeuille et un stylo. En 2010, ce meurtre n'a toujours pas été résolu.

Avant la mort de M. Lugo, j'avais décidé de poursuivre l'enquête et je m'étais rendue à Monterrey, au Nuevo León, où j'avais rencontré quelques sources locales. Une collègue, journaliste au quotidien *Milenio*, m'avait alors demandé ce que je savais des rumeurs concernant le réseau de trafiquants dirigé par des membres de la famille du gouverneur. Je lui avais répondu que j'étais en train d'enquêter mais que je ne disposais toujours pas de preuves, seulement de témoignages.

Plus tard, j'ai discuté avec Gamaliel López, jeune journaliste très actif travaillant pour TV Azteca et ayant le goût du risque. Ce spécialiste des événements policiers connaissait les moindres recoins du Nuevo León ainsi que les noms des agents de police chargés de protéger les trafiquants de femmes et de mineurs. Il était entré en contact avec moi un an auparavant, alors que je venais de gagner le procès contre la mafia de trafiquants et le millionnaire Kamel Nacif. Le journaliste possédait des vidéos d'une tentative d'enlèvement similaire à celui que j'avais subi, réalisé par les mêmes agents de police à la demande d'un gouverneur et de M. Nacif.

Certains collègues m'avaient alors conseillé de me méfier de Gamaliel et de son goût pour l'argent, mais en fin de compte, il faut savoir prendre des risques lorsqu'on enquête dans un milieu aussi opaque que celui du crime organisé et de la corruption.

Cette fois, Gamaliel m'a offert son aide. Il disposait de certaines informations qui pouvaient m'être utiles et qu'il n'allait pas publier à Monterrey. Il m'a donc

remis des photographies d'adolescentes de 12 et 13 ans prises dans certaines boîtes de nuit qui exploitaient des mineurs. Si la plupart étaient mexicaines, d'autres étaient originaires du Brésil. Ces boîtes de nuit collaboraient avec une entreprise de Rio de Janeiro, Rua das meninas, pour produire de la pédopornographie. Nous avons convenu de continuer l'enquête chacun de notre côté et de nous tenir informés par téléphone. Comme beaucoup de journalistes au Mexique, il avait déjà reçu plusieurs menaces de mort, raison pour laquelle nous avons décidé qu'il m'appellerait deux semaines plus tard d'un téléphone public.

Le 4 mai, j'ai reçu un e-mail de Gamaliel m'indiquant qu'il m'enverrait une information très importante sur l'affaire en question. Le 10 mai, Gamaliel López Candanosa et son caméraman Gerardo Paredes Pérez, de la chaîne TV Azteca Noreste, étaient enlevés par un convoi. L'ONG française Reporters sans frontières a alors immédiatement lancé un appel urgent. À ce moment, je pensais encore que les journalistes pourraient s'en sortir vivants, mais j'avais tort.

Des novices à La Merced

Grâce à l'aide d'organisations non gouvernementales, un groupe de femmes défendant les droits de l'homme et moi-même nous sommes vêtues d'un habit noir et d'une coiffe blanche pour nous déguiser en novices et, ainsi, pouvoir parcourir le quartier de La Merced, situé dans les délégations de Venustiano Carranza et de Cuauhtémoc. L'objectif était de vérifier certaines données que l'on m'avait fournies. Rien que dans ces deux zones de la capitale mexicaine, nous avons identifié 1 528 femmes victimes de la traite et retenues dans les maisons closes protégées par les mafias. Parmi elles, 947 étaient âgées de moins de 17 ans. Un tiers environ venait du Brésil, du

Salvador, du Guatemala et de République dominicaine. En outre, sept petites filles âgées de 8 à 11 ans, originaires du nord de la Chine, ont été retrouvées dans le quartier chinois de la capitale, où elles se trouvaient en situation d'exploitation sexuelle.

Parcourir ces quartiers déguisée en religieuse a été une expérience bouleversante. Certains proxénètes me saluaient en inclinant légèrement la tête, tandis que les prostituées les plus âgées me demandaient: «Priez pour moi, ma mère. » Le dirigeant d'un motel a même affirmé à l'une des personnes qui m'accompagnaient qu'il venait de faire un don important à la basilique de Guadalupe. Dans les yeux des gens, j'ai décelé un mélange de peur et de respect envers les religieuses. En fin de compte, une femme ne peut traverser ces quartiers contrôlés par la mafia sans réveiller de soupçons que de deux manières seulement : en tant que religieuse ou en tant que prostituée.

J'ai eu beaucoup de mal à assimiler ce que j'ai entendu et observé dans ces endroits. J'ai grandi dans la ville de Mexico, dans un quartier occupé par la classe moyenne inférieure. Depuis que je suis enfant, j'ai pu observer les conditions dans lesquelles vivent les personnes démunies de mon pays: je sais ce qu'est la pauvreté. Pourtant, peut-être parce qu'un mois auparavant j'avais rencontré plusieurs femmes appartenant à des collectifs qui visent à améliorer l'image de la prostitution, je ne pensais pas assister à une scène aussi dramatique. Je m'étais entretenue avec des académiciens, des politologues, des activistes et des sociologues en faveur d'une réglementation de la prostitution et je les avais écoutés attentivement. Tous m'avaient assuré que la confusion qui existe entre victimes de l'esclavage sexuel et prostituées libres n'était que le résultat de la «panique morale » et de l'obsession malsaine qu'ont les activistes et les journalistes pour ces histoires sordides et exagérées d'exploitation sexuelle. Je l'avoue, j'espérais trouver dans ces quartiers une situation différente de celle que j'avais découverte à Bangkok ou au Cambodge, mais cela n'a pas été le cas.

Je sais bien que pour enquêter sur l'esclavage sexuel, il est nécessaire de se construire une carapace pour se protéger. L'impact émotionnel généré par le contact avec les milieux des mafias et de la prostitution forcée est indéniable, surtout lorsque des enfants sont impliqués. Malgré tout, cette

visite a été bouleversante. Les quartiers des maisons closes ont leurs propres codes. Il suffit d'observer la façon dont les proxénètes s'adossent aux portes des maisons, des petits immeubles ou des motels pour s'en rendre compte. Les adolescentes, qui se déplacent presque toujours par deux, attendent dans la rue, l'air fatigué. Avec leurs vêtements semblables à des déguisements, leur rouge à lèvres fuchsia et leurs yeux maquillés d'eyeliner sombre, de faux cils et d'ombre à paupières bleue, verte ou même noire, elles se contentent de regarder les voitures et d'attendre les clients.

Nous avons poursuivi notre pérégrination. Une adolescente d'environ 17 ans, vêtue de bas résilles blancs et de chaussures vernies à très hauts talons, ne me quittait pas des yeux. À mon tour, je ne pouvais détacher mon regard du sien.

Puis, me rappelant que j'étais habillée en novice, je lui ai souri et elle a baissé le regard, l'air coupable. Nous avons continué notre chemin. Une patrouille de police était garée au coin de la rue. Dans la voiture, deux agents regardaient de tous les côtés sans intérêt particulier. Sur l'autre trottoir, devant un mur peint en vert, trois femmes d'une quarantaine d'années, le visage flétri, desséché et couvert de maquillage, bavardaient sans perdre des yeux les passants. Deux jeunes gens se sont approchés d'elles et ont commencé à négocier. La femme à

la poitrine la plus pulpeuse est partie avec l'un d'eux, qui ne devait pas avoir plus de 23 ans. Ils ont dépassé une quincaillerie et sont entrés dans un motel.

Dans le salon d'un hôtel de passe, cinq petites filles d'une douzaine d'années prenaient une soupe assises dans des chaises en plastique. Tout en mangeant, l'une d'elles a suivi des yeux le couple qui venait d'entrer. Elle a commencé à balancer ses jambes sans réagir ni approuver: elle observait simplement la réalité. Dans ce même bâtiment, plusieurs de ses amies étaient déjà montées dans les chambres, accompagnées de clients. «Son tour viendra aussi », m'a alors affirmé l'une des vraies religieuses, qui me guidait dans les couloirs, consciente que les autorités n'interviendraient pas. Et quand bien même la police aurait porté secours à toutes ces petites filles et adolescentes, il n'y aurait pas eu d'endroit sûr où les placer. Les rares refuges pour les victimes de la traite sont déjà débordés. Peu à peu, ces

religieuses ont gagné la confiance de la communauté et, avec un courage extraordinaire, elles organisent quelquefois des opérations de secours. Les trafiquants les respectent plus que la police. Parfois, elles arrivent à négocier pour qu'ils leur remettent quelques enfants, bien qu'elles aussi aient été menacées de mort.

Que se passerait-il si je m'approchais d'une de ces gamines pour lui demander si elle aimerait changer de vie ? Je me mettrais sans doute à pleurer si elle me répondait qu'elle est ici avec sa mère et que cette vie lui convient, ou que son père, assis une dizaine de mètres plus loin, lui a dit qu'il l'aime davantage lorsqu'elle ramène de l'argent à la maison et que comme tout le monde, elle veut que son père l'aime. C'est ce que m'ont répondu plusieurs enfants vêtues de rose qui portaient autour du cou une médaille en or représentant l'image protectrice de la Vierge Marie.

Chapitre 7

Clients et lois du marché

Entre deux voyages, je suis de retour à la maison, à Cancún, au Mexique.

Assise à une table du restaurant *Puerto Madero*, je profite de la vue sur le lac Nichupté en buvant une bière. Mes deux amis arrivent en même temps et nous commandons des tequilas pour fêter mon retour. À la fin du repas, un serveur s'approche de nous avec une bouteille de champagne entre les mains. Il s'incline légèrement tandis qu'un second jeune homme apporte trois coupes pour nous servir. « Madame Cacho, c'est de la part du monsieur assis à la table du fond », m'annonce le serveur en indiquant un homme du regard. J'ai en effet remarqué que l'individu en question nous observe depuis un certain temps déjà. Grand et robuste, il mange un plat de viande accompagné de vin avec deux jeunes femmes. Celles-ci, âgées tout au plus de 25 ans, ont des cheveux blond platine et portent des tenues sexy et des chaussures à semelles compensées en plastique transparent. L'homme fixe notre table de façon insistante. Habitée à recevoir des menaces de mort, je ne baisse jamais la garde, surtout dans les endroits très fréquentés.

Je réponds donc au serveur : « Remerciez-le de ma part, mais dites-lui que je n'accepte jamais les boissons offertes par des inconnus. » Très nerveux,

le jeune homme insiste à voix basse: «Madame, ce monsieur ne permet pas qu'on refuse ses propositions. » Tandis que je regarde le serveur dans les yeux, mes amis me poussent discrètement à accepter la bouteille et à me taire une bonne fois pour toutes. La tension monte d'un cran : « Dites-lui que je le remercie, mais que je n'en veux pas. Merci beaucoup. » La bouteille à la main, le serveur retourne vers l'homme, qui appartient sans doute à la mafia. Depuis sa table, il me fait alors une espèce de salut militaire en plaçant sa main tendue sur son front, puis en exécutant un demi-cercle vers le bas. Je me contente d'incliner légèrement la tête. Pour moi, l'affaire est close.

Le Mexique a connu une propagation importante des cartels de la drogue, qui a elle-même entraîné une augmentation du nombre d'hommes impliqués dans les réseaux opératoires comme celui de Los Zetas, groupe composé d'anciens

militaires de l'armée nationale. Ces individus sont partout. Ces dernières années, ils ont intégré la haute société en vendant des services de protection contre la violence dérivée de la « guerre contre le trafic de drogue », mise en place en 2006 par le président Felipe Calderón. Cette situation prouve bien qu'en fin de compte, la violence générée par les guerres et les dictatures finit toujours par favoriser les mafias, qui recherchent constamment de nouvelles activités légales afin de se diversifier et de prospérer en temps de crise.

Quelques minutes après cet incident, je me lève pour aller aux toilettes. En sortant, l'homme à la bouteille de champagne m'attend, adossé à un poteau. Mes amis peuvent nous voir de loin. « Madame Cacho, vous êtes la femme la plus courageuse de ce pays et je veux que vous sachiez que nous nous ressemblons plus que ce que vous pensez : nous luttons tous les deux contre les mêmes pervers. En effet, si certaines choses sont autorisées, d'autres vont à l'encontre des lois divines et humaines. » Je plante mes yeux dans les siens : cet homme grand, à la stature militaire, porte des lunettes Armani, une montre de luxe, un pantalon en soie et laine, des chaussures italiennes et, autour du cou, une médaille en or représentant la Vierge de Guadalupe. L'homme est confiant et, malgré ses efforts pour utiliser un langage correct, parle sur le même ton que s'il évoquait la pluie et le beau temps: «Si vous

me le permettez, je me chargerai d'éliminer ce cher gouverneur et Nacif. Il faut nettoyer notre pays de toutes ces ordures qui touchent à nos enfants. »

Je sens soudain mon sang se glacer et mon estomac se contracter sous l'effet de la tension. Je parviens seulement à articuler que je le remercie pour son offre, mais que je ne crois pas en la violence. « Il ne s'agit pas de croire ou de ne pas croire. C'est comme ça et c'est tout », me dit-il, convaincu. Il me regarde dans les yeux et affirme comprendre ma méfiance, mais m'assure qu'il est un homme d'honneur. Un serveur passe près de nous et s'arrête dans le dos de l'homme.

Inquiet, il me regarde sans savoir quoi faire. Le mafieux insiste: «Voici ce que nous allons faire, Madame: vous allez retourner à votre table et si vous faites tomber votre serviette avant mon départ, cela signifiera que vous souhaitez que nous nous associions pour prendre soin de nos enfants et éliminer ces salauds.

Sachez que je n'ai qu'une parole. » « Je n'en doute pas. Bonne soirée », lui dis-je aimablement en essayant de me donner une contenance avant de retourner à ma table.

Visiblement angoissés, mes amis et quelques connaissances assises à deux autres tables ne m'ont pas quittée des yeux pendant toute la scène. Je m'assois et avant toute chose, je leur demande d'éviter par tous les moyens qu'une de nos

trois serviettes ne tombe par terre. Nous les réunissons donc au centre de la table pour montrer notre peur face à cette violence mortelle. Les mains gelées et la bouche sèche, je prends un peu de tequila avant de leur raconter ce qui s'est passé. Nous en arrivons à la conclusion que l'homme, tueur appartenant à un groupe de trafiquants de drogue, vient de m'offrir ses services pour assassiner le gouverneur Mario Marín et son associé Kamel Nacif, qui m'ont séquestrée et torturée en 2005 afin que je revienne sur le contenu de mon livre, dans lequel j'avais décrit mon enquête sur le réseau international de pédopornographie dirigé par leur complice Jean Succar Kuri. Cet événement m'avait rendue célèbre non seulement parce que j'avais survécu, mais également parce que des enregistrements bouleversants avaient permis de prouver leur culpabilité. Ainsi, le pays

entier avait vu de quelle façon ces hommes vendaient et achetaient des petites filles, certaines âgées de 4 ans seulement, pour le tourisme sexuel et la pornographie. Après les avoir dénoncés, j'avais porté l'affaire devant le Tribunal suprême d'où ils étaient ressortis libres, protégés par notre système corrompu, provoquant l'indignation de tout le Mexique.

L'offre de cet homme représente l'essence même des mafias, à savoir l'usage de la violence à des fins de protection. Nous venons d'assister en tant que témoins privilégiés à la mise en pratique de cette « éthique criminelle ». J'avoue que par simple curiosité, j'aurais aimé lui demander si sa proposition aurait toujours été valable dans l'hypothèse où le réseau en question eût été impliqué dans la traite des jeunes femmes, comme celles assises à sa table, et non pas des enfants. Je sais en effet parfaitement que les réseaux de trafiquants de Cancún, de Playa del Carmen et du Yucatán survivent grâce à la protection de Los Zetas et de membres secondaires d'autres cartels de la drogue, spécialisés dans les enlèvements et les services de protection aux entreprises.

C'est grâce au journaliste Misha Glenny que j'ai connu Diego Gambetta, professeur de sociologie à l'université d'Oxford et auteur d'un livre que devrait étudier toute personne voulant comprendre le fonctionnement du crime organisé : *The Sicilian Mafia: the Business of Private Protection*. Il y explique que les mafias utilisent la violence comme un moyen et non pas comme une fin, ainsi que nous l'ont fait croire les autorités policières pendant des années.

En effet, on dit souvent que ces groupes travaillent dans le secteur de la violence. M. Gambetta réfute cette idée et assure qu'en réalité, le produit vendu par les mafias, à différents niveaux, est la protection. La violence, utilisée à plus ou moins grande échelle, n'est que l'instrument qui leur permet d'exercer

effectivement cette protection, que ce soit pour un trafiquant local qui veut que ses esclaves soient accompagnées de l'aéroport jusqu'à son bar, pour un trafiquant de drogue colombien ou équatorien qui refuse de prendre part aux luttes pour le pouvoir qui opposent un cartel à un autre lors de sa livraison pour le Mexique ou les Caraïbes, pour un producteur de pédopornographie russe ne supportant plus l'efficacité de la cyberpolice anglaise, ou encore

pour l'exploitant des nouveaux hôtels-maisons closes situés dans les îles des Caraïbes, comme *Dr. Nights*, *Charli's Angels* ou d'autres complexes hôteliers de République dominicaine, devenus de véritables refuges légaux pour les touristes européens et américains lassés des lois réprimant le commerce sexuel avec des mineurs.

Les mafias ne gèrent pas forcément directement l'industrie du sexe, exception faite des yakuzas, mais font en sorte que cette activité se renforce et se diversifie avant d'être rattrapée par la législation. Je dois cependant dire que pendant toutes ces années au cours desquelles j'ai voyagé, j'ai trouvé un modèle particulier de ce qu'on pourrait considérer, après de plus amples études sur le sujet, comme une nouvelle catégorie de mafias hyperspécialisées dans l'esclavage humain.

Le handicap majeur des organisations civiles qui portent secours aux victimes de la traite est que dans ce système, ce sont les mafias qui gagnent le plus. En effet, lorsque des femmes sont secourues, leurs bourreaux se mettent immédiatement en contact avec leurs réseaux afin de réapprovisionner le marché en «chair fraîche », pour reprendre les mots d'un trafiquant nicaraguayen. En général, elles sont renouvelées au bout de soixante-douze heures. Le gérant de la maison close a également besoin des services de la mafia pour être protégé au cas où ses victimes témoigneraient et dans l'hypothèse peu vraisemblable où une enquête serait ouverte avant que les réseaux de corruption policière se mettent en marche. Bien entendu, si elles doivent intervenir dans un procès, les mafias touchent une commission supplémentaire. Certaines, comme les yakuzas, disposent même de cabinets d'avocats spécialisés dans le paiement de cautions en faveur de sociétés opaques comme les maisons closes et les casinos. Pour comprendre le fonctionnement de l'esclavage humain, il faut accepter le fait que les mafias sont des entreprises, que la prostitution est une activité économique et que les femmes et les enfants en sont les marchandises.

Techniques commerciales des mafias

De retour au Japon, je monte dans le métro à la station Ginza, située à deux pâtés de maisons de mon hôtel. Je dois prendre une correspondance avant

d'arriver à Kabukicho, quartier rouge de Shinjuku où on peut trouver des vidéos de pédopornographie. C'est là que j'ai rendez-vous avec mes sources pour entrer en contact avec les jeunes femmes que je vais interroger.

Mon regard est attiré par une affiche interdisant l'utilisation des téléphones portables dans le métro : « Merci de ne pas déranger les autres passagers », indique-t-elle en japonais. À côté de la publicité, un homme d'une cinquantaine d'années est plongé dans son livre. Il se tient droit comme un i et tourne les pages avec un mouvement qui attire mon attention. Je remarque quelque chose sur sa main et l'observe prudemment pendant qu'il lit : il lui manque la dernière phalange du petit doigt, dont il ne reste plus qu'un moignon. Je pense : *Yakuzas, yubitsume !* L'homme me regarde et cache sa main avec une moue de désapprobation face à mon intrusion. Je regarde autour de moi : je suis la seule à être surprise. Au Japon, ces mafieux sont considérés avec un mélange d'admiration, de respect et de crainte.

Les yakuzas sont la mafia traditionnelle japonaise, fondée au XVIIe siècle et connue dans le monde entier car, dans son processus de modernisation, elle a su conserver ses coutumes ancestrales. Le *yubitsume* est un rituel d'automutilation réalisé par les membres qui ont commis une faute ou une trahison. Il consiste à se couper la dernière phalange du petit doigt d'un seul coup d'épée ou de couteau et à la remettre au supérieur hiérarchique, ou *oyabun*. Ce rite date de l'époque où le sabre était l'arme la plus utilisée par les yakuzas. En effet, l'auriculaire étant indispensable pour pouvoir le manipuler correctement, celui qui se l'amputait renonçait donc au maniement expert de cette arme et devait accepter l'idée que sa survie dépendait alors du travail d'équipe et de ses collègues. L'individualisme n'est pas bien vu dans la culture japonaise en général, et dans la mafia yakuza en particulier.

Trois femmes victimes de la traite au Japon m'ont aidée à saisir la rapidité avec laquelle les réseaux de trafiquants se modernisent et font évoluer leurs techniques d'esclavage. Rhoda, la chanteuse, ainsi que Carmen et Marcella, contraintes de se prostituer à Tokyo, ont un point commun : toutes trois ont réussi à survivre et à fournir suffisamment de preuves (noms, dates, adresses et stratégies criminelles) pour pouvoir accuser les yakuzas et leurs

branches dans leurs pays d'origine respectifs: les États-Unis, le Mexique et la Colombie.

Malheureusement, l'affaire n'a pas été plus loin. Les survivantes ont simplement vécu un enfer légal qui a duré plusieurs années, caractérisé par de multiples interrogatoires et par les mauvais traitements institutionnels dont les victimes ont fait l'objet. L'organisation japonaise n'a pas été atteinte car les

mafias chargées de sa protection font partie de la structure d'État, que les lois réprimant la traite des personnes n'évoluent pas en même temps que les pratiques culturelles et surtout parce que, en plein XXI^e siècle, nous sommes en train de vivre un contrecoup du féminisme. En effet, le machisme est de retour, renforcé par de nouvelles stratégies marketing. En réalité, dans certains pays, il n'a même jamais disparu: il s'était tout simplement caché derrière des discours politiquement corrects.

De nouvelles techniques criminelles pour un nouveau marché

En 2000, j'ai rencontré une jeune femme originaire de Biélorussie qui avait été conduite en 1997 au Mexique avec de fausses promesses. Elle m'a alors appris que ses ravisseurs l'avaient rendue accro à la morphine. Avec de petites aiguilles habituellement utilisées pour soigner le diabète chez les enfants, les trafiquants injectaient de faibles doses de drogue aux femmes en leur disant que ce «médicament» les empêcherait de souffrir. Les piqûres étaient faites dans les parties du corps les plus invraisemblables, car les trafiquants voulaient s'assurer que leurs « mannequins » ne portaient aucune trace visible de leur addiction. En effet, les clients fidèles se rendent dans ces établissements de prostitution VIP

car on leur garantit que là, les femmes sont saines.

Au début des années 2000, différents livres, séries télévisées et documentaires sur l'esclavage des femmes et les techniques de traite ont vu le jour. Le journaliste Victor Malarek a révélé plusieurs éléments de preuve dans son livre *The Natashas: the New Global Sex Trade*, où il détaille les

stratégies des trafiquants, qui vont chercher les femmes en Russie et dans certains pays voisins pour les conduire aux États-Unis. C'est alors que les groupes de traite du monde entier, qui fonctionnent avec des réseaux de protection liés entre eux, ont fait évoluer leurs techniques. Ils ont en effet compris qu'il était nécessaire de se moderniser pour suivre la tendance. C'est ainsi que dans divers pays, trafiquants et proxénètes ont commencé à reprendre à leur compte le discours de certains académiciens et féministes, selon lequel le travail sexuel représente en réalité la libéralisation réelle de la sexualité féminine dans l'économie capitaliste. Il n'était donc plus nécessaire de droguer, de frapper ou de terroriser les victimes, mais simplement de consolider une culture machiste tout en la déguisant pour qu'elle ait l'air évoluée et élégante.

Voici quelques conseils que m'a donnés une trafiquante philippine au Cambodge : pour soumettre les jeunes femmes, il faut les éduquer au sein d'un système de récompenses et de punitions, les exposer à une culture de

normalisation de l'exploitation sexuelle en leur projetant systématiquement des films à caractère pornographique, les convaincre qu'elles ont choisi de se prostituer et leur rappeler constamment que leur vie n'a aucune valeur et qu'elles seront tuées si elles ne respectent pas les règles du jeu.

Difficult choices are still choices (« Les choix difficiles sont tout de même des choix »), m'a affirmé cette trafiquante, qui se faisait appeler « marraine » par les petites filles qu'elle retenait dans sa maison close. Il s'agit en effet de l'une des prémisses essentielles dans ce débat mondial sur la prostitution : à un moment donné, les femmes âgées de plus de 18 ans choisissent « librement » d'intégrer ce milieu et d'y vivre de façon permanente. Les mafias s'enrichissent et s'amusent même de cette polémique entre intellectuels et activistes. L'argumentation philosophique sur la signification de la liberté et du libre arbitre fait désormais partie du discours des réseaux de trafiquants, ainsi qu'ils me l'ont eux-mêmes expliqué.

Le contre-argument des abolitionnistes repose justement sur le fondement philosophique du concept de liberté et sur la réelle capacité des femmes à prendre des décisions dans un contexte culturel de soumission et d'inégalités profondes. Près de 60 % des prostituées sont entrées dans ce milieu alors qu'elles avaient entre 15 et 21 ans, à la suite de fausses

promesses ou de menaces. Il est en outre important de souligner que l'industrie de l'exploitation sexuelle commerciale a elle-même nourri ce débat philosophique, intellectuel, économique et même religieux. Pour comprendre ce phénomène, il faut en effet savoir que le crime organisé spécialisé dans le commerce d'esclaves sexuelles n'est pas composé de petits groupes isolés qui se cachent. Je le répète : ils sont membres actifs d'un secteur et doivent donc être étudiés comme tels. Inutile, donc, d'aller les chercher dans les recoins les plus improbables. Il suffit d'aller enquêter parmi les avocats, les gérants de bars, d'instituts de massage, de cafétérias, de restaurants, mais aussi parmi les propriétaires de sociétés de production de pornographie adulte, de casinos, d'usines manufacturières et d'hôtels. Toutes ces personnes payent des impôts : prise dans sa globalité, l'économie du sexe est l'une des activités qui génèrent le plus de bénéfices en termes de permis et de licences officiels, de tourisme et même de fiscalité.

Cependant, avec le trafic de drogue et d'armes, c'est également un des secteurs qui blanchit le plus d'argent.

On pourrait définir une activité économique comme « l'ensemble des opérations matérielles exécutées pour produire, transformer ou transporter un ou plusieurs produits dans le but d'obtenir des bénéfices, tout en créant des emplois

». Comme d'autres activités, l'esclavage s'est renforcé grâce à la libéralisation de l'économie à l'échelle mondiale. L'exploitation sexuelle est l'une des dimensions les plus extrêmes de l'esclavage. Elle est fondée sur des principes de production capitaliste, dans le sens où elle vise l'obtention d'un bénéfice grâce à une augmentation des recettes combinée à une diminution des dépenses. Si des femmes et des petites filles travaillent gratuitement pendant deux ans, les revenus sont maximisés tandis que les dépenses sont rapidement compensées du fait du niveau de vie très bas de ces esclaves.

Bienvenue dans le XXIe siècle

Jusqu'au début des années 1990, les trafiquants géraient leurs réseaux de façon isolée, mais toujours avec l'aide de l'État (policiers et fonctionnaires corrompus) et des mafias locales. Puis, l'ouverture progressive des marchés

et le début d'une nouvelle ère de «panique morale », menée par le président George W. Bush vis-à-vis de la traite, ont permis aux responsables des mafias locales et internationales de s'implanter sur un nouveau marché, composé de réseaux qui avaient besoin d'une protection les reliant à l'échelle mondiale. Cette protection, dispensée par les mafias, complète celle fournie volontairement ou non par certains clients haut de gamme, comme des agents d'Interpol filmés dans une fête à Cancún en compagnie de prostituées, ou encore des gouverneurs, des sénateurs et d'autres personnalités importantes faisant fréquemment appel aux services proposés par les maisons closes, les bars karaokés et les agences d'escorte.

Tout comme le tourisme, qui a entraîné la création d'une culture à part entière, le secteur de l'esclavage sexuel se nourrit constamment des stéréotypes les plus populaires, sans cesse réaffirmés par les clients du monde entier. Ainsi, sur Internet, on peut trouver des centaines d'annonces faisant la promotion des services sexuels de «geishas japonaises silencieuses », de «masseuses thaïlandaises soumises », de «Colombiennes désinhibées et sauvages », de

«Cubaines nymphomanes insatiables », de « Russes ouvertes à toutes les perversions », de « Dominicaines tendres et amoureuses » ou encore de « *play girls* américaines amatrices de sexe brutal ».

Tandis que les réseaux criminels évoluent rapidement et furtivement, les institutions internationales qui luttent contre le crime organisé, semblables à de vieux éléphants, peinent à suivre le mouvement. En effet, il existe une grande différence structurelle qui avantage les réseaux de trafiquants par rapport aux institutions internationales qui luttent contre la délinquance organisée : l'absence de bureaucratie et de principes. Les réseaux sont amoraux. Ainsi, lorsqu'un

membre d'une mafia ne respecte pas les règles ou se rend coupable de trahison, il est tout simplement éliminé. En revanche, à Interpol, par exemple, lorsqu'une taupe est découverte, elle doit tout d'abord faire l'objet d'une enquête légale, processus qui dure le plus souvent un ou deux ans avant qu'une condamnation ne soit rendue. Les mafias se contentent quant à elles d'assassiner les traîtres et, deux heures plus tard, elles disposent déjà

d'un remplaçant. Voici ce que m'a affirmé un proxénète guatémaltèque : « Nous n'avons pas peur de la police.

Nous avons peur des chefs : eux peuvent nous tuer sans pitié et savent où vit notre famille. On peut acheter les policiers, mais pas les chefs. » Tant que la corruption au niveau local ne sera pas éliminée pays par pays, les accords internationaux contre la traite ne dépasseront jamais le stade des bonnes intentions.

S'il y a une chose que j'ai apprise au cours de mon voyage autour du monde, c'est que contrairement à ce que les grands spécialistes ont pu dire et écrire, les mafias de trafiquants, qu'elles soient grandes ou petites, possèdent des règles opératoires et des codes éthiques très clairs. Si ceux-ci sont la plupart du temps rudimentaires, absurdes et incohérents, il s'agit tout de même de codes. En outre, les polices d'au moins 46 pays étudiés dans le cadre de cette enquête ne satisfont pas les critères minimaux en termes de formation, de connaissances, de capacités, de professionnalisme et de transparence.

Répartition du marché

Aux alentours de minuit, alors que je me promène dans le quartier de Shibuya, à Tokyo, avec deux Japonaises, une journaliste et une activiste défendant les droits des femmes, nous rencontrons un grand Noir souriant et à l'air joyeux qui attire notre attention. Je consulte mes deux accompagnatrices du regard, puis nous commençons à discuter avec lui. Subtilement, il nous offre « tout ce dont nous avons besoin pour être heureuses ». En anglais, il nous propose des sachets et des cachets de métamphétamine. Je plaisante avec lui et lui demande son origine. Il est nigérian et affirme que sa spécialité, c'est de « rendre les femmes heureuses ». Il nous explique qu'il vit et travaille à Tokyo depuis cinq ans et qu'il se considère comme « un homme de la nuit ». Il peut obtenir tout ce qu'une femme désire, y compris du plaisir, et les emmener dans les bars karaokés où des jeunes rendent les femmes heureuses. La conversation prend fin. Il rit et nous lance quelques insinuations sexuelles. Alors que nous partons, il me demande d'où je viens. Je le mets au défi de deviner mon origine et il me répond :

«Sûrement de Colombie : les brunes les plus belles sont forcément colombiennes. » C'est un cliché un peu usé que j'entends systématiquement

lorsque je vais au Japon. Je m'approche de lui et lui demande : « Et que recommanderais-tu à une Colombienne qui veut être tranquille à Tokyo ? » Il me répond l'air très sérieux: «Prenez garde aux Iraniens. Il faut s'en méfier par ici. »

Il veut parler de la mafia iranienne, qui contrôle le marché de l'héroïne dans la capitale nipponne. Lui, tout comme les autres Nigériens, s'occupe de vendre les drogues synthétiques avec la mafia chinoise, tandis que les yakuzas dominent la traite des femmes et le marché la prostitution. Avec mes deux accompagnatrices, je me dirige vers une boutique qui propose des bandes dessinées de pédopornographie ainsi que des *sex toys* vendus avec de petites peluches de Hello Kitty, des ours et d'autres figurines pour enfants.

Au coin de la rue, alors que nous nous apprêtons à entrer dans un bar pour parler avec des jeunes qui se prostituent, je suis témoin d'une scène qui me laisse bouche bée : comme s'il s'agissait d'une vitrine, une guérite de police dans laquelle se trouvent quatre agents est entièrement illuminée. À l'angle opposé, quatre jeunes Colombiennes «travaillent dans la rue » sous le contrôle silencieux du trafiquant chargé de les surveiller. Il y a six heures à peine, le chef de la police japonaise m'a assuré que dans son pays, la traite des femmes était pour ainsi dire inexistante.

Le lendemain, un collègue journaliste me montre un rapport sur la cérémonie officielle d'intronisation du nouveau parrain de la mafia. Le Yamaguchi-gumi, syndicat le plus important des yakuzas, a officiellement choisi son nouveau chef: il s'agit de Kenichi Shinoda, âgé de 63 ans. L'événement a eu lieu à Kobe, fief du clan situé à l'ouest de Tokyo. Une centaine de chefs du Yamaguchi-gumi et de représentants de groupes affiliés venus de tout le Japon étaient présents.

Comme l'exige la tradition de la mafia nipponne, les participants ont trinqué avec des verres de saké. D'après le rapport, qui a ensuite été publié par la presse nationale, plusieurs policiers en civil ont patrouillé autour du quartier

général du groupe criminel pendant toute la durée de l'intronisation de Shinoda.

Du côté des clients : les chiffres dans la peau

À plusieurs reprises, les femmes et les petites filles prostituées que j'ai rencontrées m'ont fourni des chiffres concrets. Elles ne font pas de calcul, mais sont conditionnées pour rendre des comptes précis, toutes les nuits, à leur «

OceanofPDF.com

marraine » ou à leur « parrain » et doivent donner un pourcentage aux mafieux et aux policiers chargés de la protection des rues et des motels dans lesquels elles travaillent. Les chiffres sont donc inscrits dans leur corps et dans leur tête.

Les Colombiennes, les Mexicaines et les Russes que j'ai rencontrées au Japon

et qui se prostituent dans la rue, enchaînées à la mafia yakuza par des dettes impayables, ont quatre clients les mauvaises nuits et jusqu'à quatorze les bonnes, avec une moyenne de six en temps normal. Un jour, une jeune femme de 21 ans originaire de Colombie m'a montré un petit carnet Hello Kitty dans lequel elle notait le nombre de clients qu'elle avait eus chaque nuit depuis onze mois, c'est-

à-dire depuis son arrivée à Tokyo. Elle avait hâte de pouvoir rembourser la dette de 15 000 dollars qui la liait à son trafiquant, qui l'avait achetée *via* un réseau international, puis l'avait fait venir de Medellín. Ce n'est qu'après avoir payé cette somme qu'elle pourrait commencer à mettre de l'argent de côté pour retourner chez elle. Depuis qu'elle était contrainte de se prostituer, elle avait déjà eu des relations sexuelles avec 1 320 hommes. Des petites filles de 10 ans secourues à Pattaya, en Thaïlande, m'ont raconté qu'elles avaient six ou sept clients de *yum-yum*, tous les jours de l'année. Une autre jeune fille, âgée de 17

ans, qui avait fui ses trafiquants à Ciudad Juarez, au nord du Mexique, pouvait avoir jusqu'à une vingtaine de clients par jour, les deux tiers mexicains et le tiers restant américains. En tout, elle avait été forcée de se prostituer 6 570 fois et seuls 10 % de ses clients étaient réguliers.

Où sont ces hommes? Se rendent-ils compte du rôle qu'ils jouent dans cette tragédie mondiale? La réponse est simple: ils sont dans leur foyer avec leurs femmes et leurs enfants, leurs fiancées ou leurs compagnons ; ils travaillent dans des entreprises respectables et vont à l'église, pour assister à la messe ou la célébrer ; ils font de la politique, siègent sur les bancs des congrès et des sénats locaux ou nationaux, dans des procès au pénal ou au civil ou encore dirigent des enquêtes pour des quotidiens renommés. Les clients de

la prostitution, responsables de l'offre croissante d'esclaves sexuelles, sont professeurs dans des écoles ou des universités, créateurs de pages Web ou footballeurs. Ils sont partout. Devant leurs amis, sans se cacher, ils se vantent de leurs exploits sexuels et les décrivent sur des centaines de sites Internet rédigés en plus de vingt langues.

La Thaïlande, le Cambodge et le Japon sont les trois pays d'Asie qui comptent le plus de clients de la prostitution : là-bas, 70 % des hommes payent pour avoir des relations sexuelles. Chaque année, 5,1 millions de touristes sexuels se rendent en Thaïlande, malgré la législation nationale contre la traite et la prostitution forcée et, selon l'ECPAT, entre 450 000 et 500 000 autochtones payent pour coucher avec des adultes et des mineurs. Parmi les pays européens, l'Espagne est celui qui compte le plus de consommateurs.

Au Mexique, les zones touristiques comme Cancún, Playa del Carmen et

Acapulco sont des destinations de plus en plus recherchées par les touristes américains et canadiens en quête de relations sexuelles avec des femmes jeunes et obéissantes, ainsi que j'ai pu le vérifier une nuit où j'enquêtais dans les boîtes de nuit de Cancún. Alors que je riais avec deux jeunes danseuses, un Américain d'une quarantaine d'années ne nous quittait pas des yeux, désireux que nous nous tournions vers lui. Nous nous sommes alors rapprochées et lui avons demandé : « Que faites-vous ainsi, tout seul ? » Une des deux jeunes femmes a commencé à le travailler pendant que je m'éloignais avec l'autre. Ne pouvant pas résister, je me suis retournée vers lui pour lui demander ce qu'il préférait au Mexique. « Les jolies filles... Elles sont à la fois sexy et tendres. J'en ai assez des Américaines, trop autoritaires et querelleuses. Tandis que les latinos sont, je ne sais pas... » « Obéissantes ? » lui ai-je suggéré doucement. « Oui, tout à fait!

Les femmes latinos respectent toujours les hommes et le côté sacré du mariage.

Vous êtes de vraies femmes. » Je lui ai souri le moins hypocritement possible et me suis ensuite dirigée à l'opposé du bar.

Deux ans après cette rencontre, le livre de Victor Malarek, intitulé *The Johns: Sex for Sale and the Men Who Buy It*, a été publié. Avec cette enquête, c'est la première fois qu'un homme prend le parti de révéler les secrets des clients de la prostitution. M. Malarek nous montre le véritable visage de ceux qui sont à l'origine du marché de l'esclavage féminin. Certains passages m'ont rappelé les propos de quelques touristes et trafiquants : au cours d'un voyage à Madrid, en pleine nuit, un jeune Espagnol m'a expliqué sans complexe, tout en fumant une cigarette, qu'il préférerait payer pour se taper une fille obéissante et silencieuse plutôt que de devoir faire l'effort de la traiter d'égal à égal et de discuter avec elle, quand il n'était intéressé que par une chose : flirter puis coucher comme s'il s'agissait d'une poupée gonflable. Je me trouvais alors à Casa de Campo, un quartier de la capitale espagnole où les prostituées sud-américaines et africaines vendent leur charme sous le regard agressif des trafiquants et la protection attentive des autorités.

Chapitre 8

Armée et prostitution

Cela ne fait aucun doute: il y a toujours des viols pendant une guerre.

Général George Patton, pendant la

Seconde Guerre mondiale

« A » est un grand jeune homme athlétique âgé de 26 ans seulement. Il a été entraîné par l'armée américaine pour faire partie d'un groupe d'élite des forces spéciales pour combattre en Irak. À 18 ans, il a été choisi pour sa passion et sa connaissance des systèmes de communication cybernétiques. Il se trouve actuellement au Texas, où il suit une thérapie pour soigner un état de stress posttraumatique grave. Aujourd'hui, en octobre 2009, pour tenter de comprendre ses cauchemars, il se demande pourquoi ses camarades ont agi avec tant de cruauté et violé des femmes et des petites filles irakiennes, alors qu'ils avaient été envoyés dans ce pays pour y construire la paix.

Jim, originaire du New Jersey, connaît la réponse. Je m'assois en face de lui dans un café de New York. Pendant qu'il verse la crème et le sucre dans sa tasse et les regarde se dissoudre, j'observe son front et ses joues à la peau blanche et fine, râpée par le soleil et par l'âge.

Jim a 60 ans. Il est marié, a trois petites-filles et un petit-garçon et travaille pour une organisation non gouvernementale dans son pays natal. Lorsqu'il a été envoyé au Vietnam comme soldat, il pensait être un vrai patriote. Avec l'âge, il a gagné en sagesse et aujourd'hui, il s'interroge: comment a-t-il pu faire toutes ces choses sans jamais rien remettre en cause?

Être soldat, c'est obéir. Être patriote, c'est ne pas remettre en question les supérieurs hiérarchiques et empêcher les subalternes de le faire. Nous sommes entraînés pour agir de façon contre nature et détester un peuple qu'on ne connaît pas, le détester au point qu'on n'est plus capable de considérer les individus qui le composent comme des êtres humains. On doit voir les enfants comme des ennemis potentiels et les femmes comme des objets ou des otages.

Le mépris et la haine de l'autre sont les seules façons de pouvoir faire la guerre sans devenir fou. Tout l'entraînement est axé autour de notre capacité à laisser libre cours à notre colère intérieure, à entrer en contact avec elle et avec la partie la plus obscure de notre être.

L'armée nous épuise et nous déshumanise, et cette

déshumanisation déteint sur toutes les autres activités. Après de nombreuses années à avoir mis en place un projet personnel, fait du yoga et œuvré pour la paix, je ne me reconnais plus dans le jeune homme que j'étais, même s'il est toujours en moi. Lorsque nous sommes arrivés pour la première fois en Thaïlande, le général nous a projeté des diapositives montrant les maisons closes approuvées par l'armée [*US Army approved*]. Sur les portes de ces établissements était collée l'image d'un béret vert, qui signifiait que les prostituées avaient été fournies par le gouvernement thaïlandais, qui avait reçu des fonds de l'administration américaine pour s'assurer qu'elles étaient vierges et en bonne santé. À chaque fois que j'ai fréquenté ces maisons closes, j'ai vu de très jeunes filles. Aucun soldat ne posait de questions. Nous consommions, et voilà tout. Mais nous ne sommes pas les seuls à

avoir fait cela: toutes les armées utilisent la prostitution comme une sorte de thérapie pour détendre les soldats.

Peu nous importait que les filles le veuillent ou non, qu'elles aient été enlevées ou non, tant que nous pouvions profiter de nos jours de repos et de loisirs. Nous rêvions qu'elles tombent amoureuses de nous et nous faisons tout pour qu'elles jouent à être nos esclaves, mais pas seulement sexuelles. Nous leur demandions également des massages et elles nous aidaient à nous sentir virils.

On estime qu'en 1957, quand la guerre du Vietnam a débuté, la Thaïlande comptait entre 18 000 et 20 000 prostituées. Puis l'armée américaine a ouvert

sept bases militaires et investi 16 millions de dollars par an dans l'économie de ce pays asiatique. En 1964, 400 000 femmes se trouvaient déjà à disposition des soldats, en situation d'exploitation sexuelle. Le Pentagone a donc été responsable de la création de ce que le sénateur James William Fulbright a appelé «les maisons closes américaines de l'Asie».

L'existence des *comfort women* (ou littéralement, les «femmes de réconfort») a été mise au jour lorsque des groupes de femmes en Corée et au Japon ont dénoncé l'existence de camps de prostitution ou de maisons closes militaires créés par l'armée japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans ces camps, entre 150 000 et 200 000 femmes et adolescentes ont été exploitées sexuellement. Si la plupart étaient originaires des Philippines, de Chine et de Corée, d'autres étaient recrutées en Thaïlande, au Vietnam, en Malaisie, à Taïwan et en Indonésie. Selon l'historien Yoshiaki Yoshimi, l'armée impériale japonaise craignait que ses soldats ne se rebellent face à une guerre épuisante et a donc décidé de créer des camps d'esclavage sexuel, dont l'objectif était de «

calmer les soldats et de les divertir avec des femmes».

Au début, l'armée a engagé des prostituées locales, qu'elle a conduites vers un lieu sécurisé. Mais très vite, un besoin plus important s'est fait sentir en raison de la proportion élevée de femmes tombant malades ou d'épuisement face au nombre considérable de soldats dont elles devaient s'occuper. Par

l'intermédiaire de sous-traitants, l'armée a donc fait publier des offres d'emploi pour des postes d'infirmières ou de femmes de ménage. Une fois recrutées, celles-ci étaient amenées de force dans ces camps où elles étaient finalement contraintes de se prostituer. Les témoignages de milliers de victimes ont été rapportés par des historiennes et des groupes de défense des droits de l'homme. La plupart des femmes soumises à la prostitution forcée par différents groupes militaires au cours des cinquante dernières années ne parlent pas de sexe, mais d'une forme de violence plus profonde, imprégnée d'une «sorte de haine, qui se concrétise par la pénétration avec le pénis ou avec d'autres objets, mais aussi à travers des propos et des mauvais traitements », selon une jeune femme de 17 ans originaire du Mozambique. Les médecins qui ont pris soin des victimes au Mozambique et au Rwanda ont évoqué une destruction du corps des femmes tellement atroce qu'il n'y a pas de mots pour la décrire. L'organisation Human Rights Watch a collaboré dans les enquêtes qui ont été menées à ce sujet.

Le 17 avril 2007, Yoshiaki Yoshimi et Hirofumi Hayashi ont découvert des archives de procès tenus par le Tribunal de Tokyo [12](#) , dans lesquels sept officiers de la police militaire japonaise Toketai avouaient avoir pris part au trafic de

femmes, avec l'objectif de les faire travailler dans des maisons closes en Chine, en Indochine et en Indonésie, où elles étaient mises à disposition des soldats nippons. Au mois de mai de la même année, ont été retrouvés des documents de 1944 révélant la stratégie militaire qui consistait à créer des camps d'exploitation sexuelle de masse. Jusqu'alors, le cinéma avait exploité l'image des geishas et des *comfort women* en les faisant passer pour de belles jeunes femmes en admiration devant les vaillants soldats américains, européens ou asiatiques, dont elles étaient follement amoureuses et pour lesquels elles étaient tout à fait disposées à se prostituer. En réalité, ces jeunes filles terrorisées avaient assisté au meurtre de leurs parents et de leurs proches, puis avaient été violées et trompées par ces mêmes soldats.

Le cinéma américain et asiatique a joué un rôle important dans l'idéalisation de la prostitution forcée en temps de guerre. L'armée japonaise avait Shanghai, camp d'exploitation le plus important du côté

nippon, tandis que les Américains et les Européens disposaient de la Thaïlande et des Philippines. La plupart des œuvres littéraires ou cinématographiques représentent les soldats en train de faire la fête, de danser ou de se promener avec de jeunes et belles Asiatiques sur la plage. Mais la réalité, racontée de la bouche des survivantes, était toute autre.

Ainsi, les jeunes femmes étaient réduites en esclavage et violées par plus de vingt soldats par jour. Les conséquences de ces viols, comme les grossesses non désirées ou encore les infections sexuellement transmissibles, les obligeaient à s'isoler, punies, comme si elles étaient responsables du fait que les soldats refusent d'utiliser des préservatifs (lorsqu'il y en avait). Des milliers d'esclaves sexuelles sont mortes dans ces camps sans que personne ne puisse réclamer leur corps. Nombreux sont les grands auteurs de littérature classique et contemporaine qui ont contribué à l'idéalisation de la prostitution, comme s'il s'agissait d'une simple affaire de liberté sexuelle.

Le jugement moral porté par Washington contre l'armée japonaise a été de très courte durée. En effet, il a été démontré qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement nippon a accepté des financements américains pour créer de nouveaux camps de prostitution forcée, cette fois destinés aux armées d'occupation. La Recreation and Amusement Association (RAA, « Association de loisirs et de divertissements »), euphémisme pour désigner ces camps d'esclaves sexuelles, a été fondée en 1945. Japonais et Américains, bien qu'ennemis, ont été tout à fait capables de s'entendre pour négocier la création de maisons closes respectant à la fois les critères de qualité américains et la volonté des Nippons de « protéger les femmes japonaises des besoins sexuels des soldats et de préserver la pureté génétique de la race japonaise, en évitant que les

viols ne débouchent sur des grossesses », selon les rapports d'après-guerre^{[13](#)}.

En 1946, la première dame des États-Unis, Eleanor Roosevelt, est parvenue à faire pression pour que l'utilisation militaire des *comfort women* soit prohibée.

Les rapports nous révèlent qu'en réalité, cette interdiction a été mise en place par le général Douglas MacArthur, car plus de la moitié des soldats

souffraient d'infections sexuellement transmissibles, état de santé qui diminuait leurs capacités. Dans ces maisons closes, les militaires devaient payer par avance la somme de 15 yens (ce qui représentait 1 dollar en 1945 et 9 dollars aujourd'hui) au gérant ou au trafiquant pour chaque rapport sexuel. Aux Philippines, au Cambodge et en Thaïlande, les familles qui se sont enrichies à cette époque grâce à la prostitution ont conservé leur monopole sur cette activité et n'ont toujours pas été inquiétées par les autorités de leurs pays respectifs.

Malgré les preuves et les témoignages des milliers de femmes qui ont été enfermées dans des camps d'esclavage sexuel pour les militaires en Birmanie, en Chine, au Japon, aux Philippines, dans les Balkans et même dans certains pays d'Europe et d'Amérique latine, rares sont les non-spécialistes qui parviennent à saisir l'ampleur des implications de la violence sexuelle sur l'éducation militaire du monde entier et, surtout, les conséquences qu'elle peut avoir sur les femmes et les petites filles qui vivent dans des pays en guerre. Aujourd'hui encore, malgré les preuves fournies par les rapports spécialisés^{s14} et les études, comme celle réalisée par Linda Chávez pour les Nations unies, certains affirment toujours que les adolescentes et les femmes soumises à l'exploitation sexuelle par les militaires « étaient contentes d'être là », « le faisaient pour l'argent » ou « cherchaient un mari parmi les soldats ».

En 2007, lorsque les gouvernements des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni et de l'Union européenne ont fait pression sur le Japon afin qu'il s'excuse publiquement pour les affaires de traite des femmes et de camps d'exploitation sexuelle mis en place pour les soldats, ils avaient sans doute oublié leurs propres agissements dans les pays qu'ils ont colonisés pendant des siècles à force de violence, d'esclavage et de viols. Bien entendu, les gouvernements et les médias se sont efforcés de dissimuler la participation de leurs propres armées, qui ont joué un rôle fondateur dans l'utilisation militaire de l'esclavage sexuel et ont encouragé la traite des femmes. Nous avons donc, d'un côté, 175 pays se déclarant prêts à éradiquer la traite et l'exploitation alors que de l'autre, ils ont eux-mêmes été les principaux acteurs et propagateurs de cette forme de cruauté massive.

Quand l'armée dissimule les miettes sous le tapis Les institutions militaires et policières du monde entier, cherchant à occulter leurs méfaits aux yeux des autres, ont choisi de nier ce qui se cache réellement derrière les cas bien documentés de traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle pour les troupes d'occupation. Cependant, ce n'est pas en démentant les faits qu'ils disparaissent. La violence sexuelle a toujours été utilisée comme arme de guerre, mais au XXI^e siècle, elle a atteint des niveaux inédits de cruauté extrême et de machisme. Ainsi, de nombreux experts en droits de l'homme s'interrogent sur la façon dont les soldats peuvent lutter correctement contre la traite sexuelle quand ils en sont eux-mêmes les acteurs et les consommateurs.

Certains cas concernant des membres des forces de maintien de la paix de l'ONU impliqués dans des viols ont même été signalés.

Pendant les conflits armés qui ont accompagné la séparation entre l'Inde et le Pakistan, les femmes étaient violées et vendues comme esclaves sexuelles. Deux ans après la fin de la guerre, 75 % des victimes étaient toujours maintenues captives par les réseaux de vente d'esclaves sexuelles. Nombreuses d'entre elles ont été marquées de la même manière que les esclaves africains, au fer rouge ou encore avec des tatouages¹⁵. Tout comme aujourd'hui, ces femmes ne pouvaient pas retourner dans leurs familles et dans leurs communautés, qui les méprisaient pour avoir été salies par la virilité des ennemis. Devenues prostituées, elles ont pour la plupart passé le reste de leur vie dans la marginalité, ne se sentant acceptées que parmi leurs égales, à savoir les autres femmes violées, les esclaves sexuelles et les intouchables. Après avoir atteint un certain âge, beaucoup ont fait carrière dans cette activité et sont passées du statut de victimes à celui de tortionnaires.

Les hommes de la religion sikhe ne pouvaient tolérer que leurs femmes et leurs filles soient violées par l'ennemi, tombent enceintes à la suite de ces viols et engendrent une « race » génétiquement et religieusement impure. Si les Japonais ont négocié la création de maisons closes pour répondre à une préoccupation semblable, les Sikhs de certaines zones rurales, en revanche, ont préféré assassiner leurs épouses plutôt que de permettre qu'elles soient

«

souillées » par leurs adversaires.

Si la violence sexuelle sert à montrer qui commande, elle est aussi et surtout utilisée comme une forme de vengeance contre l'autre clan. Les femmes sont en effet considérées comme des objets qui appartiennent à l'ennemi. Dans cette culture mondiale, qui estime depuis des siècles que les femmes sont la propriété

des hommes, les soldats démontrent leur pouvoir sur les possessions ennemies en brûlant leurs maisons, en tuant leur gibier mais également en violant leurs épouses et leurs filles. Dans ce contexte, la prostitution n'est pas un acte érotique ou charnel, comme certains voudraient le croire. C'est une manifestation sexuelle de la violence et une violation des droits des femmes et des petites filles. Certes, depuis 1994, la violence sexuelle utilisée comme instrument de guerre et de colonisation est considérée comme un crime de guerre par la Cour pénale internationale. Pourtant, il en existe encore de nombreux cas dans le monde entier, tous plus dramatiques les uns que les autres : En Bosnie, les viols stratégiques perpétrés pendant les conflits ont été étudiés par une commission spéciale des Nations unies et par plusieurs organisations œuvrant pour les droits de l'homme, qui ont montré qu'entre 1991 et 1995, les groupes paramilitaires serbes ont encouragé les viols des femmes bosniaques musulmanes afin de provoquer le départ des musulmans de leurs foyers et de leurs villages.

Au Rwanda, les Hutus ont violé des milliers de femmes tutsies au cours du génocide de 1994, dont ils ont été les auteurs.

Dans la région mexicaine du Chiapas, au cours du soulèvement zapatiste de 1994, les soldats mexicains ont violé plusieurs femmes indigènes dans les zones montagneuses où s'était retirée la résistance, à la fois pour se défouler et pour les soumettre. Bien que 700 cas aient été rapportés, le gouvernement mexicain a refusé de les qualifier de crimes de guerre.

En 1997, des dizaines d'Algériennes ont accusé les rebelles qui luttaien désespérément au nom de la révolution islamique de les avoir séquestrées et converties en esclaves sexuelles.

En République démocratique du Congo, depuis le début du conflit armé qui dure depuis quatorze ans, plus de 500 000 femmes ont été violées et des centaines d'hommes ont eux aussi été victimes de violences sexuelles.

D'après la journaliste Caddy Adzuba, la violence contre les femmes est devenue une arme de destruction massive.

En 2006, cinq soldats américains ont violé Abeer Qasim Hamza al-Janabi, adolescente irakienne de 14 ans à peine, avant de l'assassiner devant les membres de sa famille, parmi lesquels se trouvait une autre enfant âgée de 5

ans. D'après les rapports officiels, tous les militaires impliqués dans ce crime survenu à Mahmudiya, près de Bagdad, l'ont commis sous l'effet d'une «orgie incontrôlable de sang et d'alcool ». Cet événement met en évidence de manière subtile la relation qui existe entre l'alcool, élément désinhibiteur, et la violence cachée derrière cet «acte érotique », révélée par

le choix du mot « orgie » pour décrire les faits. Cet élément est en effet utilisé dans le monde entier comme circonstance atténuante pour justifier les crimes commis par les militaires.

Le 27 septembre 2009, a été rendue publique l'arrestation d'une dizaine de soldats appartenant à la quatrième brigade de combat de la quatrième division d'infanterie, située à Fort Carson, au Colorado, pour les chefs d'homicide volontaire et involontaire et de tentative d'homicide. Tous souffraient de graves troubles psychologiques et d'une «forte tendance à la violence » depuis leur retour d'Irak. À la suite de la diffusion de cet événement par les médias, l'armée a été contrainte de le reconnaître publiquement. Un des soldats, Kenneth Eastridge, qui purge actuellement une peine de prison de dix ans pour complicité d'homicide, a déclaré à un quotidien américain: « L'armée nous conditionne et cela devient un instinct : les tuer, les tuer tous. Et on obéit. Ils pensent qu'ensuite, il suffit de retourner chez soi pour tout oublier et s'arrêter. » Il en va de même avec la violence sexuelle : en contexte de guerre, on considère normal le fait qu'un soldat ressente le besoin d'avoir des rapports sexuels, aille chercher une jeune femme à son goût et se l'approprie, l'achète ou la viole. Les déclarations de Kenneth Eastridge ont mis en évidence le double discours des armées. Les institutions militaires de plusieurs pays affirment en effet

que les soldats reçoivent des brochures visant à les sensibiliser aux questions liées aux droits de l'homme, alors que la guerre est, par définition, l'imposition d'un pouvoir grâce à différentes formes de violence, c'est-à-dire l'antithèse des droits de l'homme. La mort et le viol font partie intégrante des pratiques militaires acceptées et encouragées, car elles mettent en valeur la virilité des soldats et sont utilisées par pratiquement toutes les cultures pour glorifier les vainqueurs et humilier les vaincus.

Une enquête sur le commerce sexuel, réalisée en Thaïlande auprès d'étudiants, de travailleurs et de soldats, a révélé que ces derniers étaient les clients de la prostitution les plus assidus: 81 % d'entre eux ont admis avoir fréquenté une maison close au cours des six mois précédant l'enquête. Pendant cette période, ils s'y étaient rendus en moyenne cinq fois, contre deux pour les étudiants. En outre, une autre étude réalisée auprès de militaires du nord du pays a montré que 73 % des soldats avaient perdu leur virginité dans des maisons closes et qu'ils étaient 97 % à fréquenter régulièrement ce genre d'établissements^{[16](#)}.

Les rapports sur le commerce sexuel et la traite des femmes et des petites filles révèlent qu'en général, ce sont les membres des forces de l'ordre, les policiers et les militaires qui sont chargés de protéger les trafiquants. Avec les touristes, ils composent la majeure partie de la clientèle des maisons closes.

Comment pourraient-ils lutter contre un phénomène qui leur paraît normal et dont ils profitent ?

Une fois encore, cela prouve que les lois et les traités internationaux ne sont pas applicables si les pays signataires, de leur côté, ne s'efforcent pas de consolider leur législation nationale. L'idée qu'il est possible de mondialiser certaines lois n'est qu'un fantasme de l'ONU. Autrement, comment expliquer qu'un dirigeant puisse prendre la parole aux Nations unies pour condamner des actes de violences sexuelles perpétrés en 1943, tandis qu'au même moment, ses propres forces armées utilisent des tactiques consistant à violer les femmes de leurs ennemis ?

La plupart des pays ayant adopté des lois contre l'exploitation sexuelle commerciale dispensent une formation technique sur la traite des femmes et des petites filles aux forces de police et aux agents de sécurité de l'État (qui sont souvent des militaires ou des anciens militaires), mais ne sensibilisent pas les policiers, les agents des services de migration et les soldats au sujet de la violence sexuelle et de la masculinité. Pourtant, ce public fréquente les maisons closes et considère la prostitution et la violence à l'encontre des femmes comme un phénomène normal.

Sous-traiter le sale boulot : le cas de l'Irak

Si le gouvernement japonais a pu nier pendant tant de temps l'existence des camps d'esclaves sexuelles ou que le gouvernement américain a pu réfuté le rôle qu'il avait joué en Thaïlande, aux Philippines, au Panama et aujourd'hui en Irak, c'est pour la seule et bonne raison que les maisons closes destinées aux soldats sont des entreprises indépendantes confiées à des sous-traitants, qui vivent dans l'ombre des armées et se chargent de «faire le sale boulot ».

John Perkins, auteur des *Confessions d'un assassin financier* et de *L'histoire secrète de l'empire américain*, explique clairement comment les armées s'allient à des entreprises chargées de réaliser les tâches compromettantes en temps de guerre, comme enlever et acheter des femmes et des petites filles pour les maisons closes réservées aux militaires. Malgré tout, à partir de 2006, alors que George W. Bush tentait de promouvoir sa loi pour abolir la traite des personnes dans le monde, l'armée américaine s'est vue contrainte de redoubler de prudence dans la gestion des périodes de *R&R* (*Rest and Recuperation*, « repos et rétablissement ») de ses soldats.

Dans une série de documentaires intitulée *Pipeline to peril*, le quotidien *Chicago Tribune* a publié des informations sur les réseaux utilisés pour le trafic de personnes à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle [17](#) . Ainsi, le journaliste David Phinney a interrogé des entrepreneurs koweïtiens chargés de la construction de la nouvelle ambassade américaine dans la zone verte de Bagdad, dans laquelle vivent les Américains. Il a découvert que, parmi leurs activités, figurait également la traite des femmes et que plusieurs maisons closes avaient déjà été créées, dissimulées derrière des

devantures d'instituts de beauté ou de restaurants chinois. L'une d'elles prétendait même être un refuge pour femmes.

Les autorités militaires ont assuré qu'il était interdit pour les soldats de payer pour avoir des relations sexuelles. Pourtant, tandis que Condoleezza Rice, alors secrétaire d'État américaine, se plaçait à la tête du mouvement pour abolir l'esclavage dans le monde, ces entrepreneurs, également chargés d'assurer la sécurité privée dans la zone verte et dans les territoires voisins, faisaient leur publicité sur Internet et prétendaient même offrir les services de femmes originaires de Biélorussie, de Chine et d'Iran. En 2005, à son retour d'Irak, le soldat Patrick Lackatt a déclaré qu'à Bagdad, il était possible « de disposer d'une prostituée pendant une heure pour 1 dollar seulement ». Cependant, il est plus intéressant pour les militaires de se rendre aux Émirats arabes unis, pays où les lois relatives à la prostitution et à la traite des femmes depuis l'Asie centrale et la Russie sont très laxistes. Aujourd'hui, c'est probablement dans les grands hôtels de Dubai que les soldats américains passent leur nouveau *R&R*. En effet, certaines jeunes filles que j'ai rencontrées en Ouzbékistan en 2009, victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, m'ont affirmé avoir été conduites aux Émirats arabes unis, où elles étaient contraintes par leurs trafiquants de s'occuper de jeunes militaires.

Dans son rapport de 2005 sur les Balkans, intitulé *Barracks and Brothels*, Sarah Mendelson explique que « les différents programmes et protocoles du gouvernement américain mis en œuvre pour éradiquer la traite des femmes ne dépasseront jamais le stade du simple exercice diplomatique si les lois ne sont pas appliquées. Les autorités militaires choisissent souvent de fermer les yeux sur l'exploitation sexuelle des femmes par les soldats et les sous-traitants car elles veulent remonter le moral de leurs troupes ».

Le viol, une punition inévitable

« Qu'est-ce qui se cache derrière la violence sexuelle? Pourquoi les femmes semblent-elles obsédées par ce sujet? Est-ce réellement si grave ? » Voilà quelques-unes des questions que m'a posées un journaliste mexicain alors que

nous discussions de cette enquête. Ces interrogations m'ont incitée à étudier davantage la façon dont se construisent les valeurs relatives à la sexualité chez les hommes. Pourquoi si peu d'hommes dans le monde sont-ils capables de comprendre les implications de la violence sexuelle, malgré leur sensibilité et leur empathie ?

De l'Afrique à l'Amérique latine en passant par l'Asie, les conquêtes de populations indigènes passent par la colonisation des terres, des femmes et, finalement, de la race. Elles comptent d'innombrables histoires d'enlèvements de femmes. D'ailleurs, une partie importante du métissage mondial est due à la violence sexuelle des colonisateurs. Carolina González, historienne et féministe chilienne, explique les raisons de cette normalisation de la violence sexuelle : Pour comprendre correctement ces résidus culturels qui légitiment la violence envers les femmes, il est essentiel d'analyser la conception même du pouvoir qui exerce cette violence et, plus particulièrement, de l'étudier du point de vue de la sexualité. En effet, si nous savons que celle-ci est un phénomène culturel, qui a été compris et vécu de différentes façons à travers l'Histoire, elle est pourtant toujours ressentie comme un produit de la nature ou de la volonté divine et, par conséquent, comme une chose normale, universelle et intemporelle... donc immuable.

La violence sexuelle, le plus souvent commise par les hommes à l'encontre des femmes, met en lumière l'un des paradoxes les plus brutaux liés à la domination masculine. En effet, selon la tradition historique judéo-chrétienne, l'idéal féminin se caractérise par la soumission et la chasteté. Toutefois, les hommes doivent exercer leur masculinité à travers les femmes. Ainsi, les exploits sexuels des mâles doivent être démontrés au reste de la communauté masculine comme un moyen de revendiquer leur virilité, un des principaux éléments constitutifs de l'homme véritable.

Très souvent, cet élément permet justement d'expliquer les cas d'abus sexuel exercés à l'encontre des femmes. En effet, on nous apprend que les mâles sont naturellement programmés pour céder à leurs « pulsions » sexuelles, qu'ils ne peuvent pas dominer. Ce manque de contrôle est publiquement condamné, mais en réalité, les frontières entre violence sexuelle et relation consentie sont parfois perçues de façon très floue. Cette

confusion répond à une stratégie, surtout lorsque les agressions ont lieu au sein du foyer ou que les agresseurs sont des hommes connus. C'est ainsi que la violence envers les femmes en général et la violence sexuelle en particulier finit par être tolérée, surtout lorsqu'elle s'exerce dans les espaces privés.

De façon plus générale, si les viols sont *a priori* condamnés, ils sont également présentés comme un événement tout à fait envisageable.

Mme González évoque également la façon dont certaines femmes et petites filles dans le monde apprennent à s'habiller d'une certaine manière et à ne pas sortir de chez elles si elles ne sont pas accompagnées par un homme pour les protéger. Les féministes d'Irak et d'Iran font une analyse similaire des traditions exigeant que les femmes se couvrent de la tête aux pieds pour cacher leur corps, source de provocation :

Notre corps et ce que nous sommes est susceptible d'engendrer la violence qui peut être exercée contre lui. Ces craintes et ces culpabilités sont propres aux femmes et se reflètent dans ces discrets gestes « féminins » que nous devons être capables d'intégrer parfaitement à notre manière d'être depuis l'enfance.

Cette peur du viol qu'ont les femmes n'est pas un produit de leur imagination mais le résultat de leurs expériences. Le nombre d'agressions sexuelles baisserait-il si la prostitution était légalisée ? Le simple fait que policiers, sociologues, psychiatres et journalistes aient consacré des milliers d'heures à tenter de répondre à cette question montre qu'on est encore convaincu que les violeurs peuvent se défouler sur des prostituées au lieu d'agresser des femmes, qu'ils ne considèrent pas comme telles. L'experte chilienne poursuit : Alors, la violence sexuelle devient un droit dont jouissent les hommes, ou au moins certains hommes, et un tribut que les femmes risquent de payer dans cette société patriarcale. Historiquement, cette violence a toujours été ignorée malgré les marques qu'elle laisse sur le corps et sur l'âme des victimes, mais aussi sur la communauté, tout comme la torture. C'est pourquoi dans les sociétés hétérosexistes, c'est-à-dire qui considèrent que la norme en matière de pratiques sexuelles est la relation entre un homme et une femme et dans lesquelles les femmes font l'objet de discrimination, la sexualité doit être comprise comme un système de

pouvoir, qui reflète de façon à la fois évidente et subtile les violences sexuelles.

Pouvoir et virilité

Le discours des clients du commerce sexuel comporte certaines constantes, comme la pratique de la sexualité en tant que moyen de renforcer leur pouvoir et d'obtenir la reconnaissance de ceux qu'ils estiment comme leurs égaux, les «

hommes véritables ». Un autre élément récurrent est la résistance de nombre d'entre eux à accepter les changements culturels engendrés par le féminisme. Par exemple, le droit des femmes à choisir si oui ou non elles désirent avoir des relations sexuelles, ainsi que la façon et le moment où celles-ci auront lieu, est ressenti par de nombreux hommes de différents pays comme une offense.

Certains sont d'ailleurs persuadés, à tort, que l'unique objectif des femmes est de prendre le pouvoir sur eux. Ainsi, afin de revendiquer leur virilité, ils sont d'autant plus violents avec les adultes et les enfants victimes de commerce sexuel. Dans son article intitulé *Machismo in motion*, qui étudie les valeurs et les comportements d'un groupe de camionneurs péruviens, l'anthropologue Ralph Bolton montre que le sexisme repose sur des principes liés au pouvoir, à l'envie, à l'autoglorification et à la sexualité¹⁸.

Le machisme est présent dans presque tous les pays, et pas uniquement ceux en développement. Depuis plusieurs décennies et grâce à mes voyages autour du monde, j'ai pu rencontrer des hommes de toutes les conditions sociales pour écrire ce livre. J'ai découvert que la plupart d'entre eux sont en réalité esclaves d'une culture de la virilité qui n'a jamais été remise en cause, ni par eux-mêmes, ni par ceux qui ont le pouvoir d'encourager les changements culturels, comme les chefs religieux ou les éditeurs de médias électroniques ou écrits. Réalisateurs, scénaristes et producteurs de cinéma ou de télévision véhiculent à plus ou moins grande échelle des principes de sexisme et de violence sexuelle, qui transparaissent toujours de manière plus ou moins subtile ou évidente.

L'Académie elle-même, de façon générale, n'a pas été capable de faire évoluer la langue et transmet ces valeurs patriarcales, qui revendiquent des rôles et des comportements propres à chaque genre.

Les élites intellectuelles et politiques dialoguent entre elles et nous imposent une pensée unique, celle des pays les plus puissants, que toutes les cultures finissent par intégrer à leurs propres valeurs traditionnelles. Sinon, pour quelle raison, aux Philippines, toute une génération de petites filles âgées de 12 à 16

ans, dont les mères ont elles-mêmes été contraintes de se prostituer au cours de la colonisation, il y a trente ans, aurait-elle grandi dans un environnement hostile qui considère que les femmes sont nées pour être violées et vendues ? Sinon, pour quelle raison les 23 adolescentes que j'ai interrogées au Vietnam (sur les

200 000 esclaves sexuelles que le pays compte actuellement), dont les parents étaient accros aux jeux de cartes et aux paris, n'auraient-elles trouvé d'autre solution pour nourrir leur famille que d'accepter quelques dollars d'un Hollandais qui oblige un groupe d'enfants à se prostituer ? Chaque nuit, ces jeunes filles rentrent dormir chez elles et chaque matin, leurs parents les envoient voir le Dutch, dans l'espoir qu'elles rentreront avec plus d'argent que la veille. Le trafiquant sait qu'elles n'ont pas le choix et n'a donc même pas besoin de les enfermer, de les loger ou de les nourrir : ses plus fidèles alliés sont la pauvreté et la culture de normalisation de la prostitution et de la violence sexuelle envers les femmes et les petites filles, qui a commencé avec la guerre et qui s'est poursuivie bien après que les troupes étrangères ont quitté le territoire.

À l'armée, les soldats sont entraînés à ne montrer aucun signe de lâcheté ou de sentimentalisme, considérés comme des émotions de « pédés » ou de « tapettes

». On leur demande sans cesse de se comporter en hommes et non pas en femmelettes. Les femmes qui ont pu intégrer les armées de différents pays (accès critiqué par les secteurs les plus conservateurs) sont soumises au même traitement et doivent faire ressortir leur côté masculin pour être considérées comme de bons soldats. Elles aussi sont mises à l'épreuve,

comme l'ont prouvé les dizaines de plaintes déposées par des femmes engagées dans l'armée de l'air, de terre ou dans la marine, victimes de viols commis par leurs collègues de l'armée américaine : elles ont beau être soldats, elles sont toujours considérées comme des objets sexuels et des êtres inférieurs, tout particulièrement dans ce milieu, qui encourage les formes les plus traditionnelles de virilité, se distinguant par leur sexisme, leur brutalité et leur manque total de sensibilité. Si ces caractéristiques ne se retrouvent pas chez tous les militaires, les plus puissants sont toutefois ceux qui cautionnent et reproduisent ces valeurs patriarcales violentes et misogynes. Après tout, l'entraînement consiste à ne plus ressentir d'empathie pour la douleur d'autrui. La prostitution, qui consiste justement à s'interdire toute relation autre que sexuelle, est donc un exercice parfait.

Dans cet environnement, qui a pour objectif la désensibilisation des soldats, les seuls contextes où ces derniers peuvent exprimer leurs émotions sont les rencontres sexuelles, qui peuvent prendre la forme de viols ou de visites dans des maisons closes. D'après les témoignages de plusieurs vétérans, les militaires eux-mêmes se persuadent que les jeunes Cambodgiennes, Philippines, Péruviennes ou Salvadoriennes de 15 ou 16 ans qui les ont « touchés » se trouvaient là par plaisir, parce qu'elles étaient « tombées amoureuses », qu'elles «

aimaient les soldats » et parce que, en fin de compte, elles étaient « nées pour être putes ». Les institutions militaires jouent indéniablement un rôle essentiel dans la

formation de leurs recrues, dans le renforcement des valeurs sexistes et dans la déshumanisation des êtres humains. Néanmoins, il existe un autre facteur bien souvent négligé : le libre arbitre de chaque individu, qui choisit ou non d'intégrer la violence sexuelle à sa personnalité. Les statistiques concernant les soldats consommateurs de sexe commercial dans le monde parlent d'elles-mêmes : une fois la guerre finie, loin du champ de bataille, ils choisissent de continuer à payer pour fréquenter des femmes obéissantes et soumises, en position de vulnérabilité, et ainsi, pour contrôler à la fois leurs maîtresses et la situation. Ken Franzblau, qui a étudié l'exploitation sexuelle des femmes depuis le siège de son organisation Equality Now, à New York, affirme que les viols sont utilisés comme arme de guerre pour

leur effet dévastateur, notamment sur les communautés religieuses qui considèrent la virginité et la fidélité de la femme comme deux éléments essentiels, représentatifs de leur société. D'après M.

Franzblau, le viol est une arme psychologique qui, utilisée dans la vie quotidienne, permet d'instaurer un véritable climat de panique.

Kathryn Farr, chercheuse et professeur émérite de sociologie à l'université de Portland, auteur de plusieurs enquêtes sur la traite sexuelle des femmes et des petites filles, affirme que « les viols commis par les militaires et l'esclavage sexuel sont soutenus, au moins indirectement, par un système patriarcal qui existe dans toutes les cultures. Ce système, qui légitime le contrôle sexuel des hommes sur les femmes et l'accès qu'ils ont à celles-ci, a en grande partie été construit par les principales religions du monde. Ces dernières ont en effet eu une influence considérable sur l'élaboration de la pensée tout au long de l'Histoire et servent de référence pour les normes et les règles sociales concernant le comportement propre à chaque genre et les relations entre hommes et femmes^{[19](#)} ».

Chapitre 9

Blanchiment de capitaux

Aujourd'hui, les bandits ne volent plus les banques ; ils les achètent.

Jeffrey Robinson, Les blanchisseurs

L'expression « paradis fiscal » m'a toujours intriguée. C'est une bien jolie façon d'appeler ce qui est au-delà des côtes, au-delà des lois locales, pourquoi pas sur une île des Caraïbes ou dans un pays caractérisé par le strict niveau de confidentialité de son système bancaire. Les îles Caïmans sont un parfait exemple de paradis fiscal. Ce territoire britannique, situé au sud de Cuba et au nord-est de la Jamaïque, possède de nombreux trésors, aussi bien au fond des mers qu'à la surface de la terre. Il s'agit d'une région sacrée pour tous les trafiquants, qui peuvent y blanchir l'argent généré par la vente de stupéfiants, d'armes et de personnes. Là, comme dans d'autres paradis fiscaux, sous un soleil radieux, entre yachts et hôtels de luxe, sont dissimulés les impôts dus à l'État, les revenus de la spéculation sur les biens

immobiliers ou encore le patrimoine d'hommes politiques ayant décidé d'ouvrir leurs comptes dans des banques fiables acceptant de faire fructifier leurs capitaux obtenus par le biais d'activités illégales.

Je me suis souvent interrogée sur les méthodes employées par les autorités pour calculer la somme totale d'argent gagné, produit et brassé par les grandes mafias. La première fois qu'un agent de la DEA, la Drug Enforcement Administration, m'a indiqué, lors d'un entretien réalisé à Mexico, que les trafiquants de drogue gagnaient *tant* de milliards de dollars par an, j'ai naïvement demandé pourquoi leurs comptes n'étaient pas gelés et pour quelle raison leurs actions à Wall Street et leurs banques en Suisse, aux Bahamas ou

aux îles Caïmans ne faisaient pas l'objet d'une investigation. Il m'a expliqué que malgré les règles claires qui régissent le système bancaire international, les enquêtes sur le blanchiment d'argent dépendent en grande mesure de la bonne volonté des banquiers. Dans la plupart des pays, la somme moyenne pouvant être déposée à la banque sans avoir à justifier l'origine des ressources s'élève à 10

000 dollars. Si les banquiers, les concessionnaires automobiles, les investisseurs boursiers ou les propriétaires de casinos et de biens immobiliers sont censés signaler aux autorités tout «client suspect » essayant de payer en espèces, ils ne le font que rarement. En effet, selon l'agent de la DEA, l'argent a plus de pouvoir que l'éthique. Toujours est-il que certaines entreprises, comme les casinos, sont explicitement créées pour le blanchiment d'argent.

La réponse fournie par l'agent a éveillé en moi la volonté de comprendre le fonctionnement réel du blanchiment de capitaux et la raison pour laquelle les autorités des pays les plus puissants ferment les yeux sur les activités des banques dans lesquelles circule de l'argent sale. Dans les années 1980, le scandale américain de l'Iran-Contra a permis de dévoiler certaines activités de la CIA, qui avait détourné et blanchi de l'argent à travers des banques suspectes pour des opérations de guerre sale, menées par le Pentagone dans le but de contrôler d'autres pays ou d'autres territoires. «La police du monde », ainsi que s'auto-proclament les États-Unis, commet elle

aussi des délits internationaux de blanchiment d'argent dans le cadre d'affaires opportunément qualifiées de

«sécurité nationale ». Pourtant, à l'heure d'enquêter sur les mafias et sur les autres pays, le gouvernement américain est de loin le plus exigeant.

Voici, *grosso modo*, les principaux mécanismes du blanchiment d'argent.

Prenons pour exemple le cas d'un Argentin, propriétaire de maisons closes et de bars dans son pays d'origine, au Mexique et en Floride. En Argentine et au Mexique, il exploite des femmes, qui lui sont liées par des dettes négociées deux fois par an, tandis qu'en Floride, il possède deux restaurants au nom de son épouse. Ces établissements refusent les cartes de crédit et acceptent uniquement les règlements en espèces. L'homme d'affaires doit donc recycler son argent sale. Pour cela, il contacte son représentant légal, qui se met lui-même en relation avec une banque en Suisse.

Assis dans un bureau élégant, tous deux vêtus de costumes sombres, de chemises blanches et de cravates Hugo Boss pour l'un, Armani pour l'autre, l'avocat du trafiquant et un banquier conviennent qu'il est primordial de gérer les portefeuilles de clients distingués. Les deux hommes se sourient, puis l'agent tend à l'avocat une brochure officielle sur laquelle on peut lire :

Les banquiers suisses ont l'obligation de maintenir toutes informations vous concernant ou concernant votre compte

strictement confidentielles.

Ce secret bancaire, dont l'origine remonte à une ancienne tradition historique, fait partie des plus stricts au monde et est garanti par la législation suisse. Tout banquier révélant une information vous concernant sans votre consentement est passible de plusieurs mois d'emprisonnement.

Les seules exceptions à cette règle sont liées à des infractions graves, comme le trafic d'armes ou de drogue.

Le secret bancaire ne peut être levé pour évasion fiscale. En effet, en Suisse, le fait de ne pas déclarer certains revenus et actifs n'est pas considéré

comme une infraction. Ainsi, aucune information concernant votre compte bancaire ne peut être transmise au gouvernement suisse ou à tous autres gouvernements. Pour obtenir ces informations, lesdits gouvernements doivent d'abord convaincre un juge suisse qu'une infraction grave, réprimée par notre code pénal, a été commise.

Si vos coordonnées bancaires sont conservées de façon

strictement confidentielle, le secret bancaire ne peut être levé pour des questions d'ordre privé, comme un héritage ou un divorce. Pour qu'un juge accepte de lever ce secret, les demandeurs doivent tout d'abord prouver l'existence du compte. Les comptes numérotés offrent pour cela un niveau de confidentialité maximum.

L'avocat ne ment pas lorsqu'il assure au banquier que son client ne peut être accusé de vente de drogue, d'armes ou de financement du terrorisme, puisqu'il se contente d'acheter, d'exploiter et de vendre des femmes âgées de 17 à 25 ans à des fins d'exploitation sexuelle.

Les fameux comptes numérotés sont ceux qui ne sont pas identifiés par le nom de leur propriétaire et pour lesquels toutes les opérations sont effectuées grâce à des codes. Le dépôt minimum exigé pour l'ouverture d'un compte numéroté, protégé par un secret bancaire très strict, est de 250 000 francs suisses (soit environ 186 270 euros). Le banquier explique alors au représentant légal du trafiquant que, selon la législation de l'Union européenne et les règles de l'ONU

contre le blanchiment de capitaux, le client doit obligatoirement faire l'objet d'une identification officielle à la banque, bien que l'enregistrement définitif du compte se fasse sous un code numérique. L'avocat sait que ce n'est pas un obstacle pour son client. En effet, outre les vrais et faux passeports que celui-ci réalise pour les femmes mises en vente dans ses maisons closes, il en possède lui-même quatre, tous assortis de tampons officiels : un mexicain, un argentin, un vénézuélien et un italien. Les quatre documents sont réalisés avec la même photographie, mais indiquent des noms différents. Le trafiquant possède également comme justificatif un permis de conduire légal délivré par l'État de Floride et élaboré à partir de faux papiers.

John Christensen est un ancien banquier. Un beau jour, il a découvert qu'il gérait les comptes secrets offshore de personnalités politiques et mafieuses. Il s'est alors risqué à révéler les détails du fonctionnement du double discours des banques et les secrets de leur réussite pour les opérations de blanchiment d'argent. Grâce à lui, j'ai pu chercher au bon endroit pour trouver des informations sur l'argent des vendeurs d'esclaves.

D'autres experts ont également tenté de faire la lumière sur ce sujet, comme Jeffrey Robinson, auteur de *Les blanchisseurs*, ouvrage qui explique les mécanismes du blanchiment d'argent et qui est considéré comme la bible dans ce domaine. Lorsque j'ai découvert cet ouvrage, en 1998, je me suis rendu compte qu'il était impossible d'expliquer ce phénomène sans en connaître l'origine.

Avec les opérations de change et le secteur pétrolier, le blanchiment de capitaux est l'une des activités les plus juteuses au monde. On estime qu'en 2009, 1 000

milliards de dollars ont été blanchis, soit 6 % du PIB des États-Unis.

Là encore, ce sont les plus puissants qui ont montré l'exemple. Ainsi, de la même manière qu'au XIXe siècle la reine Victoria s'était convertie en importante trafiquante d'opium chinois pour renforcer l'économie de son royaume face à l'effondrement de la traite négrière, au XXe siècle, le président américain Richard Nixon et son équipe ont élaboré des stratégies pour blanchir l'argent dans des comptes offshore afin de financer sa campagne de réélection. Le secrétaire à la Justice John N. Mitchell et le secrétaire au Commerce Maurice Stans faisaient tous deux partie du comité de réélection de Nixon, le CRP. Les deux hommes ont orchestré un formidable mécanisme de blanchiment d'argent, aujourd'hui encore reproduit par des centaines d'hommes politiques, de chefs d'entreprise et de délinquants. Bien entendu, les mafias de trafiquants d'êtres humains, petites ou grandes, ont elles aussi appris à se servir de ce système.

Lorsque MM. Mitchell et Stans ont obtenu d'American Airlines la donation de 100 000 dollars pour la campagne de réélection, George Spater, alors directeur général de la compagnie aérienne, a dû faire face à un sérieux problème: comment transférer ces fonds sans laisser de traces? Il est alors

parvenu à faire émettre par la compagnie libanaise Amarco une fausse facture pour des pièces détachées vendues à Middle East Airlines.

American Airlines a payé Amarco, qui a ensuite déposé l'argent dans une banque suisse avant de transférer les 100 000 dollars sur son compte à New York, puis de retirer la somme en liquide et de la remettre en mains propres à George Spater, qui l'a ensuite donnée à MM. Mitchell et Stans.

C'est avec ces mots que l'auteur de *Les blanchisseurs* décrit chacune des transactions des compagnies aériennes et des grandes entreprises américaines ayant découvert de nouvelles façons de contourner la loi. Après tout, ces chefs d'entreprise n'apportaient que leur contribution à la démocratie électorale de leur pays, qui s'érigeait comme la police du monde. M. Robinson nous rappelle la célèbre phrase prononcée par Nixon en plein scandale du Watergate : « Ce que fait le président n'est pas illégal. » C'est sans doute cette double morale des gouvernements qui a facilité le renouvellement constant des stratégies de blanchiment de capitaux.

Toujours selon le livre de M. Robinson, quatre éléments essentiels, encore valables en 2010, entrent en jeu dans le processus du blanchiment d'argent :

1. L'identité du propriétaire de l'argent doit toujours être dissimulée : des capitaux ne peuvent être blanchis lorsqu'on sait d'où ils viennent et où ils vont.

2. Le cinéma nous a fait croire que des sommes folles pouvaient tenir dans un attaché-case. C'est faux: un million de dollars en espèces peut représenter un encombrement et un poids considérables, même lorsque la somme est divisée en grosses coupures bien entassées. Ainsi, il faut toujours changer la forme de l'argent pour pouvoir le manipuler sans être repéré.

3. Le processus du blanchiment doit être aussi opaque que possible afin que personne ne soit en mesure d'en retracer toutes les étapes.

4. Enfin, l'intéressé doit pouvoir contrôler l'organisme blanchisseur. En effet, en cas de vol, le propriétaire ne peut pas recourir aux moyens légaux pour récupérer des capitaux qui n'existent pas aux yeux des autorités.

5. Toutes les personnes qui participent au blanchiment (banquiers, avocats,

comptables et gérants) connaissent ou suspectent la présence d'argent sale dans une opération. C'est pourquoi les hommes d'affaires, les délinquants ou les hommes politiques qui blanchissent des capitaux ont besoin d'une protection contre toute personne essayant de les tromper, de les voler ou ne respectant pas les règles du jeu. La protection en question est fournie par cette structure complexe qu'est la mafia.

Vous savez que pour rendre votre linge comme neuf, il faut d'abord le prélever, le laver, le sécher et enfin le repasser. Les experts en blanchiment de capitaux doivent suivre autant d'étapes pour recycler leur argent liquide.

Prenons pour exemple le cas d'un producteur de pornographie infantile sur lequel j'ai enquêté au Mexique. L'homme d'affaires devait blanchir un million de dollars, somme correspondant aux recettes en espèces obtenues grâce à ses sociétés de production et au tourisme sexuel. Ces activités lui permettaient de gagner 2 000 dollars pour chaque relation sexuelle entre une adolescente de 13

ans et un homme politique ou un chef d'entreprise venu passer des vacances. Le producteur possédait un restaurant à l'aéroport, une bijouterie située dans un hôtel cinq étoiles ainsi qu'un établissement hôtelier faisant face à la mer. Pour recycler son argent (qui ne pouvait donc pas être transporté dans un attaché-case sous forme de billets), il en échangeait une partie contre des chèques de voyage American Express, émis à son nom, tandis que son épouse, trois de ses fils et sa société de gestion en changeaient une autre partie contre des chèques de voyage Visa, émis par différentes banques. En outre, son chauffeur achetait 500 euros tous les trois jours dans des bureaux de changes locaux, recyclant ainsi une autre partie de l'argent liquide, qu'il disait provenir de ses activités de guide touristique. Grâce à des systèmes de transferts rapides (Western Union, Banco Azteca, etc.), l'homme envoyait également une partie des recettes, divisées en petites sommes, à Los Angeles, en Arizona et à Miami, où ses associés récupéraient l'argent. Il recyclait enfin le reste grâce à son propre hôtel, où il logeait des visiteurs fictifs. En effet, d'après les voisins, certaines chambres face à la mer restaient vides pendant de longues périodes. Pourtant, le carnet de réservation était toujours plein de clients portant des noms comme John Jefferson ou encore Jane Jackson, qui payaient

justement en liquide. Grâce à ce système, il pouvait blanchir 300 000 dollars en trente jours, à raison de 400

dollars par jour pour vingt-cinq chambres.

Ce criminel conduisait des jeunes filles d'Arizona, de Miami, du Salvador et du Venezuela vers Cancún à des fins d'exploitation sexuelle. Toutes réglaient leurs billets d'avion en première classe ainsi que les frais de logement à une

agence de voyages, tenue par un associé du trafiquant. Elles demeuraient dans les suites de l'hôtel *Solymar*, propriété du producteur de pédopornographie.

Ainsi, l'argent liquide, produit d'activités illégales, était déposé sur des comptes bancaires de Los Angeles comme s'il s'agissait d'argent propre. Grâce à ces combines artisanales, quatre mois ont suffi à blanchir le million de dollars et à transformer cet argent sale en revenus légaux.

Comme si cela ne suffisait pas, un autre associé, propriétaire de casinos et d'usines de textile, avait obtenu deux prêts de 1,5 million de dollars chacun par une banque de Hong Kong, argent qu'il avait ensuite transmis au trafiquant afin qu'il rénove son hôtel. Ce dernier remboursait petit à petit la somme directement à la banque asiatique avec les recettes générées par l'hôtel.

Un autre trafiquant mexicain, associé à un homme politique important ayant été conseiller de trois présidents, responsable des services d'espionnage d'État et membre du Congrès, est parvenu à blanchir plus de 50 millions de dollars grâce à des biens immobiliers. Pour cela, il a acheté un mégayacht, qui a sombré face aux côtes de Belize et a été considéré en perte totale par les assurances. Deux ans plus tard, la compagnie d'assurances a remboursé une partie du prix du yacht, permettant ainsi au propriétaire de disposer d'argent propre sur son compte bancaire. Celui-ci n'a jamais été inquiété car, bien que le sous-parquet spécialisé en matière de délinquance organisée (SIEDO) du Mexique ait été informé de la situation, il lui était impossible de prouver l'origine réelle de l'argent. L'épouse et les fils du trafiquant

possèdent en outre de nombreuses propriétés sur la Riviera Maya, achetées avec des revenus dont on ignore la provenance.

L'hôpital qui se moque de la charité

Au début de l'année 2009, le gouvernement américain, par l'intermédiaire de l'Internal Revenue Service (IRS)[20, a](#) demandé à plusieurs banques suisses de révéler les identités d'une série de clients qui, d'après des enquêtes du FBI, avaient commis de graves délits d'évasion fiscale. Le coup porté au système bancaire suisse était rude. En effet, l'acceptation par les établissements bancaires d'une telle coopération avec l'IRS pouvait entraîner une baisse de confiance de la part de leurs clients.

Après de longues négociations diplomatiques, les banques ont accepté de révéler les noms des propriétaires de certains comptes. Si à cette époque, le gouvernement américain a dénoncé l'immoralité des banques suisses, il n'a en

revanche pas dit à la communauté internationale que ses principaux établissements bancaires spécialisés en transferts internationaux étaient eux aussi fortement responsables de l'instabilité économique mondiale. Cet élément essentiel a été souligné par James Petra, professeur de sociologie à l'université de Binghamton, à New York. L'ampleur des transactions réalisées dans de petites banques offshore à des fins de blanchiment d'argent, l'implication dans ce phénomène des principales banques situées des deux côtés de l'Atlantique et la complicité des gouvernements sont trois facteurs qui tendent à montrer que la dynamique de croissance des États les plus puissants est intimement liée à une forme de capitalisme reposant sur le pillage, la criminalité et la corruption.

Les Européens ne reprochent pas aux États-Unis ce type de pratiques, mais leur font au contraire concurrence en termes de manipulation d'argent sale. Les grandes entreprises américaines se trouvent dans une situation contradictoire : d'un côté, elles dénoncent durement la corruption mais de l'autre, elles se nourrissent de ses juteux dividendes. Le scandale de Citibank est l'exemple même de ce paradoxe. Il y a bientôt dix ans, des enquêtes menées par le Congrès américain ont montré que Citibank avait aidé au blanchiment de presque 400

millions de dollars pour au moins quatre personnalités politiques corrompues : Raúl Salinas, frère de l'ancien président mexicain Carlos Salinas, à hauteur de 80 à 100 millions de dollars ; Asif Ali Zardari, époux de l'ancienne Premier ministre du Pakistan, à hauteur de 40 millions ; Omar Bongo, dictateur du Gabon, à hauteur de 130 millions; et enfin, les fils du général Abacha, ancien dictateur du Nigeria, qui ont pu blanchir la somme scandaleuse de 110 millions de dollars grâce à cette banque.

Des portes se ferment, d'autres s'ouvrent

En février 2010, un article de Jonathan Stempel a été publié dans plusieurs grands quotidiens mexicains et américains: la Western Union acceptait de payer 94 millions de dollars afin de résoudre une enquête de plus de dix ans concernant une opération présumée de blanchiment de capitaux au Mexique, réalisée au moyen de transferts effectués par cette banque. Selon une enquête fédérale, chaque année, entre 18 et 39 milliards de dollars seraient envoyés illégalement des États-Unis au Mexique.

Terry Goddard, procureur général de l'Arizona, État ayant dirigé l'enquête, a affirmé dans un communiqué : « Notre capacité à prendre des mesures fermes à l'encontre des groupes de trafiquants de drogue et du crime transfrontalier organisé s'en trouve fortement renforcée. [...] Attaquer le flux de capitaux illégaux qui circulent depuis les États-Unis et nourrissent les cartels de

trafiquants au Mexique nous permettra de les éliminer. » Cet accord traduit l'engagement de la Western Union qui a affirmé, dans un *mea culpa*, qu'elle souhaitait « garantir que ses services ne soient pas utilisés de façon abusive par des personnes impliquées dans des opérations criminelles et renforcer la lutte contre les activités illégales qui se déroulent sur toute la zone frontalière entre les États-Unis et le Mexique ».

Selon les termes de cet accord, la Western Union devra déboursier 50 millions de dollars pour la création et le financement d'une alliance chargée de lutter contre le blanchiment d'argent à la frontière sud-ouest des États-Unis. Cette alliance aidera les États frontaliers à faire appliquer la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le trafic d'armes et autres activités criminelles connexes. En outre, la Western Union devra

investir 19 millions de dollars pour la mise à jour de son programme antiblanchiment, 4 millions de dollars pour le contrôle de ses propres opérations et 21 millions pour couvrir les frais engendrés par l'enquête en Arizona.

Pour la Western Union, 50 millions de dollars ne représentent qu'une goutte d'eau dans la mer. En effet, cette entreprise, filiale du groupe First Data Corporation et dont le siège social international est situé dans le New Jersey, possède un réseau de 3 500 banques réparties dans 240 pays et brasse plus de 5

milliards de dollars par an. Les services financiers proposés par la Western Union dans les pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que leurs équivalents indiens et africains, sont des méthodes de blanchiment de capitaux idéales pour les trafiquants de femmes et de petites filles qui, chaque jour, y transfèrent leurs recettes issues du tourisme sexuel et de la prostitution forcée.

Les attentats du 11 septembre, à New York, ont été un élément déclencheur dans la lutte contre le terrorisme et ont favorisé l'adoption, à l'échelle mondiale, de politiques contre le blanchiment de capitaux²¹. À la suite de cet événement tragique, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 1373, par laquelle il demande aux États de «trouver les moyens d'intensifier et d'accélérer l'échange d'informations opérationnelles » et insiste en outre sur «

les liens étroits existants entre le terrorisme international et la criminalité transnationale organisée, la drogue illicite, le blanchiment d'argent» et d'autres formes d'activités criminelles. Il a également été convenu que le Groupe d'action financière (GAFI), organisation créée en 1989 lors d'un sommet du G7

à Paris, apporterait son savoir-faire en termes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il convient de noter que les banques

qui ont pour ainsi dire inventé les comptes secrets font partie de ces sept nations les plus industrialisées au monde.

Au sein de l'ONU, il existe indéniablement des individus intimement convaincus de la possibilité d'éradiquer le blanchiment d'argent. Toutefois, il s'agit d'une espèce rare, qui lutte à mains nues contre des monstres financiers, maîtres d'un système dominant qui a engendré un capitalisme sauvage et dogmatique.

À peine les autorités ferment-elles une porte que les mafias en ouvrent une nouvelle, aidées par les établissements financiers. Les traités internationaux contre le blanchiment d'argent ont exactement les mêmes failles que ceux visant à lutter contre le trafic de drogue et la traite des personnes : les lois nationales, qui s'appliquent en priorité, s'y opposent le plus souvent. La corruption des appareils judiciaires, politiques et financiers empêche toute transparence : en effet, certaines entreprises auraient bien du mal à survivre sans les flux de capitaux générés par le blanchiment d'argent.

Évidemment, ce phénomène ne passe pas uniquement par le système financier: il utilise également des méthodes non financières, comme les opérations en espèces, qui ont l'avantage de ne pas être détectables. À l'échelle mondiale, les autorités savent très bien qu'il est nécessaire de mettre en place un contrôle rigoureux de certains virements et des activités de quelques entreprises pouvant être utilisées à des fins de blanchiment d'argent. Au Mexique, par exemple, depuis 2006, les opérations réalisées par les sociétés immobilières et par certains services professionnels comme les cabinets d'avocats, de notaires ou de comptables, entre autres, sont intégrées au régime de prévention, de détection et de lutte contre les activités liées au blanchiment de capitaux. Ainsi, ces sociétés ont désormais l'obligation d'informer le Servicio de Administración Tributaria (SAT)[22](#) [de](#) tout paiement supérieur à 10 000 dollars effectué en espèces (en devise locale ou étrangère) et en pièces d'or ou d'argent. Ont également été intégrées à ce régime les opérations de toutes les entreprises mondialement réputées pour leurs activités de sociétés de façade, comme les casinos, les spécialistes en achat et vente de pierres et de métaux précieux, les commerçants d'art, les sociétés de vente aux enchères, les prêteurs sur gage et les associations caritatives.

L'avancée la plus remarquable est l'extension de ces obligations aux notaires, aux avocats et aux comptables qui, se trouvant dans une position

privilégiée pour identifier les criminels, doivent vérifier l'origine des revenus et en informer les autorités. Il s'agit bien évidemment d'un sujet délicat. En effet, selon les avocats

et les banquiers, ces obligations légales mettent en danger le devoir de secret professionnel qui lie le prestataire à son client, ce dernier pouvant toujours profiter de vides légaux pour assurer sa défense.

Le marché mondial des drogues et des femmes

Du Costa Rica aux États-Unis, en passant par la Russie, le Japon, le Vietnam et le Qatar, j'ai entendu le même argument: l'exploitation sexuelle commerciale n'est pas affaire de plaisir mais d'argent.

La mondialisation a permis la création d'un marché dont l'offre et la demande ne connaissent pas de limites. Tout comme le trafic de drogue, celui de l'esclavage humain est en augmentation et poursuivra sans doute sa croissance jusqu'à dépasser les ventes de stupéfiants, stimulé par le fait que certains pays et communautés dépendent entièrement du tourisme sexuel, de la traite et de l'exploitation sexuelle commerciale.

Les trafiquants d'êtres humains utilisent les mêmes routes que les trafiquants de drogue. Ces derniers, depuis plusieurs décennies, ont étendu leurs activités au commerce sexuel, avec l'ouverture de bars, de cafétérias, de maisons closes et de casinos. En outre, ils se sont spécialisés dans la protection de certains réseaux du crime organisé. Ces trois exemples sont autant de points communs entre trafiquants de drogue et de personnes. Pourtant, leur principale similitude est le type d'économie locale qu'ils mettent en place et qu'ils favorisent.

Dans de nombreux pays, il est tout simplement impossible de convaincre un adolescent appartenant à la classe moyenne inférieure d'étudier consciencieusement pour pouvoir travailler dans une entreprise qui le rémunérera de 3 à 11 dollars de l'heure, alors qu'en vendant de la drogue dans son école ou dans son quartier, il peut gagner 100 à 2 000 dollars par semaine.

L'économie des stupéfiants est soutenue par les exportateurs, qui créent une demande, par les toxicomanes, qui confèrent une certaine stabilité au marché, par les détaillants, qui contribuent à la popularisation des drogues et à l'augmentation de la consommation, ainsi que par les banques et par les entreprises disposées à blanchir les gains pour les intégrer dans le flux économique légal. La traite à des fins d'exploitation sexuelle fonctionne de la même manière. Selon le Rapport mondial sur la traite des personnes, élaboré par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui étudie 155

pays, 79 % des personnes victimes de la traite sont destinées à l'exploitation sexuelle. Un nombre croissant de femmes victimes de la pauvreté, de la faim et des inégalités commence à travailler dans ce domaine.

La dame d'Hollywood

En 1987, Heidi Fleiss, une Californienne de 22 ans, a rencontré Madame Alex. Celle-ci, âgée d'une soixantaine d'années et originaire des Philippines, avait amassé une fortune colossale grâce à la prostitution illégale et était considérée comme la plus grande proxénète de Californie.

Madame Alex a recruté Heidi, qui a travaillé comme prostituée pendant une courte période, puis qui a rapidement évolué pour devenir l'assistante de la patronne. En 1990, la jeune femme a pris son indépendance et a commencé à diriger le réseau de prostitution le plus coté du sud des États-Unis. Pour une nuit passée avec l'une de ses « filles spéciales », la proxénète touchait jusqu'à 10 000

dollars. Les prostituées recevaient quant à elles une commission de 40 % pour chaque passe.

Mme Fleiss était enregistrée auprès du Trésor public comme agent immobilier.

En 1992, elle a déclaré 33 000 dollars de revenus à l'Internal Revenue Service (IRS), le fisc américain, alors qu'elle avait acheté la demeure de Michael Douglas, estimée à 1,6 million de dollars. Les autorités étaient parfaitement au courant des activités de la proxénète, qui était cependant

intouchable. En effet, son arrestation aurait entraîné la révélation de noms d'acteurs, d'hommes d'affaires et de personnalités politiques très haut placées, déclenchant ainsi l'ouverture d'une véritable boîte de Pandore. Bien entendu, Mme Fleiss bénéficiait d'un solide réseau de protection politique et policière. En 1995, elle a été arrêtée par le FBI et par le shérif local pour avoir embauché plusieurs prostituées et pour leur avoir demandé de transporter de la cocaïne. La proxénète a été condamnée à trois ans d'emprisonnement pour blanchiment de capitaux et évasion fiscale.

Cette femme, qui a recyclé des millions de dollars obtenus grâce au commerce sexuel, est devenue un véritable modèle pour tous les proxénètes. Grâce à l'ouverture de comptes bancaires au nom de ses proches, à ses investissements immobiliers et à des prêts bancaires, elle a pu gérer sa fortune de telle manière qu'elle a déclaré faillite en sortant de prison. Deux mois plus tard, elle conduisait une Porsche et habitait dans une demeure immense. Elle a toujours affirmé qu'elle vivait grâce aux économies de sa famille.

Mme Fleiss a gagné quelques millions supplémentaires en vendant à la chaîne HBO les droits pour réaliser un film sur sa vie. Quelques années plus tard, elle est devenue patronne d'une maison close légale dans le Nevada, près de Las Vegas. Elle aurait contribué à donner une image glamour à la prostitution auprès

des jeunes filles âgées de 18 à 25 ans aux États-Unis. Heidi Fleiss est non seulement devenue experte en blanchiment d'argent, mais également porte-parole de la nouvelle génération de l'industrie du sexe.

Trafiquants recherchent blanchisseurs

« Schtroumpfs » : voilà le surnom trouvé par un policier de Floride pour qualifier les gérants qui se rendent chaque jour dans dix à quinze établissements bancaires de taille moyenne pour y effectuer de petits dépôts en espèces. Ils parviennent ainsi à recycler les sommes payées par les clients de la prostitution.

« Ils ont l'air insignifiants et sans défense, mais représentent un véritable danger pour le monde financier », affirme un agent fédéral.

Les casinos fonctionnent comme les banques : ils réalisent des opérations de change, acceptent des chèques de banque, possèdent des coffres-forts et envoient eux-mêmes des chèques à leurs clients. Un trafiquant peut laisser ses gains dans un casino de Las Vegas et les récupérer une semaine plus tard à *Naga World*, au Cambodge, avant de les transférer à Londres. Selon la législation, les propriétaires de casinos sont censés signaler tout client suspect.

Les loteries constituent également une stratégie fréquente de blanchiment de capitaux. Les blanchisseurs font appel à des intermédiaires, qui recherchent les propriétaires d'un billet gagnant, puis échangent ledit billet contre des espèces.

La plupart des loteries payent le montant des gains en mensualités versées sur un compte bancaire. Grâce à ce mécanisme, les délinquants disposent d'un compte légalement approvisionné. De son côté, le gagnant réel de la loterie garde son patrimoine sous le matelas.

Dans tous les pays que j'ai visités, les autorités m'ont assuré connaître avec certitude la quantité de recettes produites par le secteur de l'esclavage sexuel, sans toutefois pouvoir suivre la piste de cet argent ni en arrêter les propriétaires.

Pourquoi ? Selon M. Álvarez, agent d'Interpol, il est extrêmement difficile de distinguer la part des revenus provenant de la prostitution (qui, si elle n'est pas légale, n'est pas criminalisée) et la part provenant de l'esclavage sexuel, considéré comme une infraction dans plusieurs pays.

La seule façon qui permettrait de contrôler le blanchiment d'argent, et donc de paralyser l'économie de la traite pour éviter que davantage d'êtres humains en soient victimes, serait d'harmoniser les réglementations et les législations de tous les pays du monde afin de pouvoir obtenir des preuves légales sur l'identité des émetteurs et des destinataires de l'argent blanchi et ainsi, en connaître l'origine réelle. Chaque jour, plus de 500 000 transferts sont réalisés à travers le

monde, pour une valeur totale de 1 000 milliards de dollars. Leur enregistrement et leur contrôle systématique seraient tout simplement

impossibles, surtout pour les petits montants. En outre, aucun pays n'a intérêt à investir plus d'argent qu'il ne lui est possible d'en obtenir pour mener ces enquêtes. De plus, comme je l'ai déjà dit plus haut, il existe des régions et des secteurs qui dépendent entièrement d'une économie criminelle et de la manipulation de capitaux qu'elle engendre.

Chapitre 10

Profession : proxénète

Le padrote [proxénète] se caractérise par toute une série d'éléments de la culture pa triarcale, laissant penser qu'il existe certains mécanismes de pouvoir qui font partie intégrante du corps, masculin ou féminin. Ces mécanismes sont utilisés par le padrote lui-même dans un contexte plus large, dont les structures socio-économiques et histo riques facilitent ce type de pratiques.

Óscar Montiel Torres

Pour des millions de personnes, la prostitution est le plus vieux métier du monde. Pourtant, si l'on en croit ceux qui dirigent l'industrie du sexe, la plus ancienne profession est en réalité celle de proxénète, également appelé

«maquereau», « entremetteur » ou encore « trafiquant ». Au Mexique, il existe une expression familière pour désigner cette fonction: *padrote*, dont l'équivalent féminin est *madrota*. Ce terme désigne une personne qui manipule, gère, forme, contrôle et tire profit de femmes en situation d'exploitation sexuelle. Il véhicule l'idée que le proxénète joue le rôle d'un père ou d'une mère de substitution qui «

éduque » et qui « protège » les prostituées, adultes comme enfants. Dans le langage populaire mexicain, *padrotear* signifie tromper quelqu'un pour lui soutirer de l'argent.

Le sud de l'État mexicain de Tlaxcala, par exemple, se caractérise par le nombre élevé de *padrotes*, chargés de recruter des femmes, puis de les vendre ou de les placer à Mexico et dans des villes de province, voire aux États-Unis, afin qu'elles y soient sexuellement exploitées. J'ai été surprise

de constater que les *padrotes* de cette région, tout comme ceux qui travaillent à la frontière entre le Guatemala et le Mexique, fonctionnent de la même manière que les proxénètes

qui exploitent les femmes et les petites filles dans les zones rurales du Cambodge, de la Thaïlande et du Vietnam, pays que j'ai visités dans le cadre de cette enquête.

De mon point de vue, si les lois contre l'exploitation sexuelle sont en progression à l'échelle mondiale, les *padrotes* et les trafiquants des zones rurales du monde entier, qui procèdent de façon très similaire, n'en sont pas moins parvenus à créer une culture dominante qui s'est enracinée dans les coutumes des différents groupes sociaux et ethniques.

Avec un des travaux les plus récents sur la façon de penser des trafiquants, intitulé *Trata de personas: padrotes, iniciación y modus operandi*, Óscar Montiel Torres^{[23](#)} réalise une des recherches sur le terrain les plus importantes.

Dans cette étude, il donne la parole aux proxénètes du Mexique pour nous fournir une explication détaillée de leur métier. Avec son autorisation, nous publions ici un résumé de son ouvrage, très instructif.

Comment devenir proxénète?

1. Par parrainage

Le parrainage est l'un des différents moyens de devenir proxénète et il permet d'acquérir tous les savoirs nécessaires à l'exercice de cette fonction. L'homme qui désire s'orienter vers cette voie doit tout d'abord rechercher un mentor ayant déjà été initié et acceptant de le parrainer. Le tuteur transmet alors au futur proxénète toutes ses connaissances concernant la prostitution, les stratégies de recrutement et de formation des femmes à ce travail et, surtout, les différents mécanismes permettant de contrôler le corps féminin. « El Chulo » nous fait part des raisons qui l'ont poussé à devenir proxénète et nous explique le processus de parrainage qu'il a suivi :

Avant, je vendais des glaces du lever au coucher du soleil. Enfin, quand tout allait plus ou moins bien, car quand il pleuvait [...] je ne gagnais pas un rond. Je devais m'occuper de ma famille, de mon épouse et de mes deux petites. Je me souviens qu'à cette période, j'en suis plus d'une fois arrivé à me frapper la tête sur le chariot à glaces en me disant : « Mon Dieu ! Comment faire pour me sortir de là ? » Puis, un jour, je me suis décidé à aller demander un coup de main à des camarades de « La Meca[24](#) ». Nous nous connaissions

depuis que nous étions mômes, à l'époque où nous traînions tous avec la bande. L'un d'eux a accepté de m'aider. Il faisait partie des meilleurs. Il m'a très bien formé et m'a donné de bons conseils.

C'est grâce à lui si j'en suis arrivé là aujourd'hui, car sans son aide, j'en serais toujours au même point.

« El Chulo » justifie son entrée dans le monde du proxénétisme par le manque d'argent et la volonté de sortir sa famille de la misère. La recherche d'un parrain acceptant de partager avec lui ses connaissances sur le métier et de « lui donner un coup de main » lui est donc apparue comme la seule solution. Il a choisi un ami d'enfance, qui faisait « partie des meilleurs » et qui était « particulièrement viril ».

Une fois le parrain trouvé, le processus d'apprentissage peut commencer. Il existe plusieurs manières d'enseigner le proxénétisme, en fonction du parrain choisi par l'apprenti. Les principaux points abordés sont la tenue vestimentaire, les méthodes pour recruter les femmes, puis pour les convaincre de se prostituer et de remettre l'argent gagné au proxénète, et enfin, les différentes astuces pour contrôler les prostituées et faire en sorte qu'elles « mangent dans la main » de l'homme.

Le proxénète n'est pas considéré comme un compagnon, puisqu'il ne cherche pas à établir de liens matrimoniaux. Ainsi, les relations avec les jeunes femmes visent uniquement à mettre en place un mécanisme de domination par lequel la femme tombe amoureuse, sans que le sentiment soit réciproque. Alors que la prostituée est convaincue qu'il existe une véritable relation affective, l'unique objectif du proxénète est en réalité l'exploitation.

2. Par tradition familiale

L'apprentissage au sein d'un groupe familial constitue une autre forme d'initiation au proxénétisme. Les connaissances sont alors transmises par les mâles de la famille ou de la belle-famille. Au cours de mon enquête, j'ai pu vérifier les modèles décrits par M. Montiel Torres. Au Cambodge, en Thaïlande, en Chine, au Vietnam, en Afrique du Sud, au Brésil et au Guatemala, pour ne citer que quelques pays, il existe en effet certaines familles qui, depuis trois ou quatre générations, se consacrent entièrement à l'exploitation sexuelle des femmes et des petites filles. Ainsi, tout le monde prend part à ce processus : les fils, qui dominent leur mère, les fiancés, les époux, les grands-pères, les oncles et

les cousins.

En Espagne, plusieurs témoignages des membres du Colectivo Hetaira[a25](#),

collectif de défense des droits des prostituées, ont montré que celles-ci font l'objet d'une telle discrimination que la police en vient parfois à arrêter leurs compagnons, les prenant pour des trafiquants. C'est également ce que déplorent de nombreuses femmes exerçant la prostitution de rue au Mexique, au Guatemala, au Venezuela et en Colombie, qui seraient entrées dans le milieu par

«tradition familiale ».

Ce problème est particulièrement complexe, comme le soulignent les spécialistes et les policiers que j'ai interrogés, qui se demandent fréquemment comment faire la différence entre un proxénète et un proche de la prostituée, qui ne l'exploite pas mais qui vit de son travail. Cette interrogation est tout à fait légitime et ne vient pas du fait que les femmes n'aient pas le droit de s'exprimer ou soient considérées comme des menteuses. En effet, de très nombreuses victimes ont avoué avoir été menacées de mort par leur proxénète, qui leur avait ordonné d'affirmer à la police qu'il était leur époux, leur compagnon ou encore leur oncle.

Astuces pour débiter dans le métier

Être à la pointe de la modernité

Les trafiquants sont à la pointe des nouvelles technologies et ont toujours une longueur d'avance sur les autorités. En effet, les « trop nombreuses » campagnes de prévention contre l'exploitation sexuelle commerciale ne leur permettent pas de menacer les femmes si facilement, les obligeant à trouver de nouvelles stratégies. Ainsi, certains proxénètes infiltrent les réseaux sociaux pour entrer en contact avec les clients, puis demandent aux jeunes femmes de les accompagner pendant deux ou trois jours dans différentes villes.

M. Montiel Torres donne la parole à un trafiquant surnommé « El Santísima Verga », qui affirme: «Pour être le meilleur à ce jeu, comme partout, il faut bien assimiler les règles et être au fait des progrès technologiques pour pouvoir être concurrentiel et toujours avoir une longueur d'avance. » Il poursuit en expliquant ainsi la façon dont il est devenu proxénète : « C'est comme n'importe quel enseignement entre un maître et un élève. Pour apprendre le métier, il faut choisir un bon tuteur qui soit pédagogue et qui sache t'orienter. » Une des principales règles que tous les trafiquants doivent appliquer consiste à «tuer les

sentiments » : d'après « El Santísima Verga », «les hommes au cœur tendre ne sont pas faits pour ce métier ».

Les Mexicains ont une façon de penser très similaire à celle des trafiquants du Cambodge, du Nicaragua, du Nigeria, des Philippines et de la Thaïlande. En effet, dans ces pays également, les prostituées sont très souvent exploitées par leurs frères, leurs cousins, leurs fiancés ou leurs époux.

Somatisation de la domination

Dans ses recherches, M. Montiel Torres explique que «les corps et les mentalités sont le siège d'un ensemble de visions et de conceptions du monde ».

À partir de pratiques culturelles traditionnelles, qu'ils ont adaptées en leur faveur et transformées en instruments de recrutement de travailleuses sexuelles, les proxénètes ont mis au point de nouvelles stratégies pour

séduire et attirer les femmes dans leurs filets. Ils atteignent cet objectif grâce à un conditionnement qui entraîne une soumission du corps et une somatisation de la domination. Pour développer ce point, M. Montiel Torres cite Pierre Bourdieu : Le travail de transformation des corps, à la fois sexuellement différenciés et sexuellement différenciant, qui s'accomplit pour partie à travers les effets de la suggestion mimétique, pour partie à travers des injonctions explicites, pour partie enfin à travers toute la construction symbolique de la vision du corps biologique (et en particulier de l'acte sexuel, conçu comme acte de domination, de possession), produit des habitus systématiquement différenciés et différenciants.

La masculinisation du corps masculin et la féminisation du corps féminin, tâches immenses et en un sens interminables qui, sans doute plus que jamais aujourd'hui, exigent presque toujours une dépense considérable de temps et d'efforts, déterminent une somatisation de la relation de domination, ainsi naturalisée. C'est à travers le dressage des corps que s'imposent les dispositions les plus fondamentales, celles qui rendent à la fois *enclins* et *aptés* à entrer dans les jeux sociaux les plus favorables au déploiement de la virilité: la politique, les affaires, la science, et [c26](#).

Selon M. Montiel Torres, le « dressage » du corps féminin, c'est-à-dire la répression de toutes passions et conduites désordonnées pour le transformer en un corps qui *appartient* et qui est *voué* aux autres, est le résultat d'un travail considérable à travers lequel les relations sociales et de genre privilégiant la domination masculine sont « naturalisées ». Lorsque les proxénètes recherchent des « marchandises » pour le travail sexuel, cette somatisation de la domination a déjà eu lieu: il s'agit en effet d'un processus historique auquel participent ou ont participé des hommes et des femmes, vivants et morts, en élaborant les notions «d'être homme » et «d'être femme». Les proxénètes se servent de cet habitus intériorisé, qui fait partie intégrante des croyances des individus et de leur vie quotidienne.

« *Avoir la tchatche* »

Un bon proxénète se doit d'être charismatique, d'avoir une présence imposante et surtout, d'utiliser un langage qui « captive les femmes ». Les *padrotes* mexicains expliquent qu'il est nécessaire d'« avoir la tchatche » et de savoir parler aux femmes, dites *chavas*, pour pouvoir les séduire. En

outre, ils se font voir au volant de voitures dernier cri à proximité des écoles, des parcs, des usines ou des autres endroits que leurs proies ont l'habitude de fréquenter.

Quand ces dernières commencent à répondre aux avances du proxénète, celui-ci doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour les convaincre de s'engager dans une relation sentimentale. S'il y parvient, il doit alors se montrer particulièrement habile. En effet, « un bon *padrote* [...] ne doit jamais mettre plus de deux semaines à convaincre la fille de se prostituer ». Ce travail de persuasion doit être le plus rapide possible : les femmes ne doivent pas avoir le temps d'apprendre le vrai métier et les véritables intentions de leur nouveau compagnon. Voici ce que recommande un proxénète appelé « El Compa » : Tu sais, mon vieux, la recherche de marchandises est pénible, mais quand tu arrives à trouver quelque chose, il faut être futé. Plus futé que les femmes, car elles sont intelligentes, parfois davantage que les hommes. C'est pourquoi il ne faut pas leur laisser le temps de penser, ni même de respirer. Car si tu tardes trop, elles commencent à poser des questions et à avoir des soupçons. C'est là que tu dois montrer que tu as la tchatche : il faut savoir trouver les mots pour la convaincre de faire ce que tu veux. Par exemple, il m'est arrivé de tomber sur une fille très mignonne, qui est tombée

bien vite amoureuse. Alors, je lui disais qu'elle était ce qui m'était arrivé de mieux dans la vie, que je voulais la couvrir de cadeaux, lui offrir une belle maison et lui acheter une voiture de luxe : il faut faire en sorte qu'elle partage tes idées et qu'elle s'habitue à la belle vie. C'est la première étape.

Mais ce n'est pas tout: le proxénète doit continuer à faire le beau parleur pour convaincre la jeune femme de se prostituer:

Une fois qu'elle a bien voulu emménager avec toi, tu dois commencer à la travailler. Il faut la convaincre que son avenir est ailleurs. Par exemple, dis-lui que tu es vendeur et qu'une belle opportunité t'attend à Guadalajara, pour vendre des vêtements ou n'importe quelle autre marchandise. Il faut la sortir des lieux qu'elle connaît. Comme elles n'ont que 15 ou 16 ans, elles ne sont pas très dégourdies et lorsqu'elles arrivent dans un nouvel endroit, elles ne savent rien faire toutes seules. C'est alors qu'il faut te débrouiller pour qu'elles se retrouvent entièrement dépendantes de toi.

« El Compa » développe les différentes étapes pour influencer une adolescente :

Tu la laisses toute seule dans l'appartement où tu l'as amenée et pendant ce temps-là, tu sors en lui disant que tu vas travailler. En réalité, tu vas voir tes potes, tu t'amuses avec eux, ou tu peux même continuer à chercher des marchandises. À ton retour, tu commences à lui raconter que c'était affreux, que tu ne pensais pas que ça allait être si dur. Encore une fois, il faut avoir la tchatche pour la faire céder et pour qu'elle accepte de se prostituer. Au bout d'une semaine, tu arrêtes de ramener de l'argent à la maison. Il n'y a plus de quoi manger, mais tu dois continuer de jouer le jeu : « Oh ! Mon amour, je crois que ça a foiré, mais je ne veux pas rentrer chez moi comme un raté. » Tant qu'elle croit tes bobards, tout va bien.

Parfois, elle est même prête à travailler pour t'aider, mais dans un premier temps, tu refuses et tu lui dis que c'est toi l'homme et que c'est à toi de subvenir à ses besoins. Une semaine plus tard, tu lui

racontes que tu as rencontré un ami à qui tu as expliqué tes problèmes : « Tu ne devineras jamais, mon cœur. Je suis tombé sur Rolas. Pour lui, tout va bien; il se fait plein de blé. Tu sais que sa femme travaille comme prostituée ? » Tu ne lui demandes rien. Tu lui dis juste que ton ami s'en sort super bien. Et tu ressorts la tchatche : « Ah, mon amour! Tout ce qu'il ne faut pas faire pour gagner de l'argent ! » Et tu continues de lui dire à quel point tu galères. Au bout de quinze jours, quand la situation économique devient intenable, tu lui avoues que tu n'en peux plus et que tu ne sais plus quoi faire. Alors, parfois, elle te propose d'elle-même : «

Dis-moi, mon chéri, ton ami ne pourrait pas nous aider pour que je travaille avec sa femme ? » Et là, le tour est joué.

Quand «le tour est joué », c'est que le discours du *padrote* a donné ses fruits et que la fille est «prête à tout, par amour ». C'est l'une des principales caractéristiques de ces proxénètes: ils parviennent à persuader les femmes de se prostituer sans faire usage de la violence physique. Certaines sont plus difficiles à convaincre que d'autres; il faut alors être particulièrement habile, ainsi que l'explique « El Compa » :

Je me souviens qu'un de mes potes avait réussi à attirer une femme, mais il ne parvenait pas à la faire céder: elle ne voulait pas travailler. Il nous a alors demandé conseil [...] et nous avons décidé de lui tendre un piège. Il a dit à la fille : « Mon amour, tu vois, nous sommes vraiment dans le pétrin. Maintenant, je suis obligé de vendre ma bagnole pour rembourser le blé qu'on m'a prêté. » Un autre gars était chargé d'acheter la voiture et moi, de réclamer l'argent. Un matin, notre ami est allé avec la fille chez un concessionnaire à Puebla pour vendre sa voiture. Le troisième gars lui en a donné 100 000 pesos, alors qu'elle en valait 150 000. Sa nana lui a dit : « Non, mon cœur ! Tu ne peux pas la vendre à ce prix-là ! » Et il lui a répondu: « Je sais, mon amour, mais qu'est-ce qu'on peut y faire? Si je ne paye pas mes dettes, je vais atterrir en prison. » [...] Ils sont ensuite retournés chez lui, où il a réuni tout l'argent. Puis, ils sont venus chez moi, soi-disant pour payer la fameuse dette. Tout était arrangé. Plus tard, il nous a raconté que la fille lui avait dit: « C'est bon, mon cœur, je ne veux pas te voir triste.

Ne t'inquiète pas, je vais me mettre à travailler comme tu me l'as demandé, mais dès que tu as récupéré la voiture que tu viens de vendre, j'arrête. » En réalité, quand les femmes se rendent compte qu'elles amassent beaucoup d'argent, elles n'arrivent plus à s'arrêter. Notre ami nous a raconté qu'une fois qu'ils avaient gagné assez pour s'acheter une voiture, il a dit à la fille: « Bon, on a récupéré la bagnole, tu peux arrêter de travailler. » Elle lui a répondu: « Non, non, mon amour. Encore un peu pour notre maison, et c'est fini. » En fin de compte, elle fait toujours le trottoir.

Certains hommes prétendent même être les oncles des proxénètes et vont « demander la main de la jeune fille » dans son village ou « demander pardon»

lorsqu'une d'elles «a été enlevée ». Mais quand ces jeunes femmes se rendent compte qu'elles ont été trompées, que peuvent-elles faire? Voici ce qu'en dit « El Compa » :

Quand une femme a commencé à travailler, elle ne peut plus s'arrêter. Tu imagines ! C'est la première fois de sa vie qu'elle gagne autant d'argent. Parfois elle te reproche: «Tu es malhonnête, tu m'as trompée. » C'est à toi

d'avoir de la répartie et de lui dire que tu ne l'as jamais obligée à se prostituer, que c'est elle qui a voulu t'aider.

D'autres fois, après une dispute, elle veut faire la maligne et, en rentrant de son travail, elle te montre les billets et te dit: « Voilà l'argent. Maintenant, on va voir ce que tu me fais à manger. » Tu dois garder ton calme et la contredire: « Tu crois vraiment que tu vas faire la loi parce que tu as du blé ? Si tu ne te plais plus avec moi, garde ton argent car je n'en ai pas besoin. Tu travailles parce que tu l'as décidé; je préfère retourner chez moi que d'entendre tes reproches à longueur de journée. » Quand elle voit que tu parles sérieusement et que tu risques de partir, elle te dit : « Oh, mon cœur, excuse-moi. J'ai eu une journée très fatigante. » Mais tu dois marquer le coup et lui faire croire que tu es encore énervé jusqu'à ce qu'elle se rabaisse. Une chose est sûre: il faut lui faire comprendre qu'elle est loin d'être indispensable dans ta vie.

Óscar Montiel Torres cite également l'ouvrage de Kevin Bales, *New Slavery*

in the Global Economy (1999). Celui-ci souligne, en faisant référence à la Thaïlande, que «l'esclavage moderne s'approprie la valeur économique des êtres humains et les contrôle par le biais de menaces, mais ne revendique pas leur propriété et ne se charge pas d'assurer leur survie. L'esclave est un objet de consommation qui, si besoin, est intégré au processus de production, mais qui n'engendre plus un coût élevé». Dans le cas de l'exploitation sexuelle, on retrouve les caractéristiques de cet esclavage moderne: ainsi, les proxénètes obtiennent des revenus considérables en exerçant des mécanismes de pouvoir sur le corps féminin et en s'assurant de cette manière de l'obéissance et de la soumission de leurs victimes. Les femmes sont simplement considérées comme des objets négociables, échangeables et jetables.

M. Montiel Torres fait également référence au livre d'Antonio Salas, intitulé *El año en que trafiqué con mujeres* (2004). Pendant un an, ce journaliste espagnol s'est fait passer pour un trafiquant de femmes et, armé d'une caméra cachée, a tenté de comprendre tous les détails du commerce sexuel en Espagne.

Il a enquêté partout, depuis les lieux les plus marginaux où travaillent les prostituées jusqu'à dans le monde de la prostitution de luxe par catalogue, dont les actrices ont désormais une certaine renommée, en passant par les bars, les hôtels et les instituts de massage. Le journaliste décrit les différentes stratégies employées par les proxénètes pour garder les femmes dans leurs filets, comme le mariage, les faux emplois, mais aussi les dettes et même la sorcellerie. Les proxénètes et les trafiquants sont des éléments essentiels à la compréhension de la prostitution forcée. Selon l'Espagnol, «l'industrie du sexe payant n'est qu'un gigantesque iceberg. Les prostituées ne représentent qu'une infime partie de ce qui est visible et qui dépasse à la surface ».

De vieilles violences remises au goût du jour

Au cours de mes nombreuses années d'enquête, je me suis souvent demandé quelle était la raison de l'augmentation du nombre de jeunes femmes et de petites filles dans le commerce sexuel à l'échelle mondiale. J'ai déjà analysé les premiers éléments de réponse dans le chapitre consacré aux clients et aux lois du marché. Le travail de Victor Malarek, *The Johns: Sex for Sale and the Men Who Buy It*, cité plus haut, et celui d'Oscar Montiel Torres, qui donnent la parole aux fournisseurs et aux consommateurs de l'exploitation sexuelle, soulignent tous deux un élément important qu'il ne faut pas sous-estimer : nous vivons un contre-coup de la libération féminine qui a provoqué la colère de millions d'hommes, dont les principes traditionnels de virilité n'avaient jamais été remis en cause. La quasi-totalité des cultures se caractérise par des valeurs sexistes qui

n'ont jamais évolué, reproduisant des relations patriarcales selon lesquelles les femmes doivent être contrôlées et soumises grâce à la violence.

M. Montiel Torres nous commente la façon dont se sont transformés les us et coutumes pour favoriser la traite à des fins d'exploitation sexuelle adulte et infantile. Il est tout à fait possible d'extrapoler cette explication pour tenter de comprendre certains comportements, comme celui des jeunes Cambodgiens qui transportent les clients de la prostitution sur leurs *tuk-tuk* pour les conduire auprès de leurs cousines ou de leurs sœurs, ou encore comme celui de certains préadolescents, filmés en caméra cachée par plusieurs journalistes reconnus de la NBC, de la BBC ou d'ABC (et dont

les vidéos sont disponibles sur YouTube), en train de négocier le prix de petites filles de 4 ou 5 ans avec l'enquêteur, qui se fait passer pour un client.

Dans les communautés rurales et indigènes, les mâles ont

traditionnellement dominé les femmes, de façon collective ou individuelle. Dans ce contexte, certaines traditions culturelles permettent le monopole sexuel de l'homme sur la femme, comme la polygamie ou encore les pratiques consistant à « enlever » ou à «

acheter » la future épouse. Il est ainsi possible d'expliquer l'augmentation et le maintien du proxénétisme dans ces

communautés par une évolution des pratiques culturelles «

traditionnelles » de domination du corps des femmes, qui ont été adaptées pour le travail sexuel, considéré comme un métier et comme un mode de vie.

Être proxénète fait partie d'un processus d'apprentissage et d'élaboration d'une forme particulière de virilité, qui peut être comprise comme un privilège accordé par un système patriarcal. Le contrôle exercé par le mâle sur le corps féminin laisse entendre que la relation proxénète-prostituée est fondée sur un déséquilibre de pouvoir, reposant lui-même sur les différences qui existent entre les deux genres.

Après avoir étudié des centaines de trafiquants et de clients de la prostitution, Victor Malarek en est arrivé à la conclusion suivante :

Si nous voulons réellement faire quelque chose contre la

prostitution, il faut reconnaître le rôle des clients (*johns*) et ceux-ci doivent assumer la responsabilité de leurs actes. La prostitution est affaire de choix et de décisions. Ainsi, ce sont toujours les clients qui choisissent de payer pour avoir des relations sexuelles avec une femme : ils *choisissent* de faire appel à une « travailleuse » plutôt que de s'investir dans une relation [personnelle]. Ils *choisissent* de se rendre dans des pays pauvres pratiquant le tourisme sexuel, parce qu'ils sont déçus ou qu'ils ont peur des femmes

occidentales. Ils *choisissent* de fermer les yeux sur la dure réalité de ces femmes et de ces petites filles qui doivent louer leur corps et enfin, ils *choisissent* d'imposer leur volonté à ces personnes extrêmement vulnérables.

En réalité, ce sont les clients qui peuvent choisir et qui seront gagnants en cas de légalisation de la prostitution. [...] La société doit faire face à une détérioration de la virilité et au caractère destructeur qu'a adopté le comportement masculin. Les possibilités d'établir des relations équitables de respect et d'honnêteté entre hommes et femmes, dans tous les aspects de la vie, sont fortement limitées par la prostitution, qui enseigne aux hommes et aux petits garçons que les femmes et les petites filles ne sont pas leurs égales, mais de simples objets sexuels qu'ils peuvent utiliser.

Dans ce sens, et sans oublier qu'il existe quelques femmes, peu nombreuses mais bien présentes, qui n'entrent pas dans le milieu de la prostitution contraintes et forcées, la Coalition Against Trafficking in Women - Latin America and the Caribbean (CATW-LAC) déclare, à propos de la violence et du pouvoir des proxénètes et des clients de la prostitution : La prostitution institutionnalise les préjugés de domination masculine. Le processus de socialisation des hommes est fondé sur la certitude que leur sexe leur donne le droit de disposer de leur entourage, de l'espace et du temps des autres, en particulier des femmes, mais aussi de leurs corps et de leur sexualité. Comme il s'agit d'un droit, ils considèrent qu'il est normal de l'exercer et de le préserver, même par la violence.

En outre, ce droit est légitimé par la prostitution: en effet, grâce à elle, le client obtient de la personne qui se prostitue un service

qu'autrement, il ne pourrait conquérir que par la violence. Cette structure organisée, gérée par les proxénètes, et l'argent sont deux éléments qui permettent au client (et avec lui, à la société entière) d'occulter cette violence.

Le recrutement des femmes victimes de prostitution forcée et le contrôle auquel est soumise leur vie quotidienne comportent des mécanismes similaires à ceux de la violence domestique, également appelée «violence intrafamiliale »

dans certaines législations. Selon l'Unifem²⁷, six femmes sur dix dans le monde souffrent de violences physiques, sexuelles ou psychologiques ainsi que de dépendance économique ou patrimoniale, exercées au sein de leur foyer par leurs époux, fiancés ou concubins. Lorsqu'elles ne bénéficient pas d'une réelle alternative, ces femmes nient souvent la violence dont elles font l'objet, que celle-ci prenne la forme de prostitution sous la contrainte de leurs compagnons, ou de mauvais traitements sans prostitution.

Les expériences d'exploitation et de discrimination à l'encontre des femmes de la part des clients, des trafiquants, des policiers et de la société en général laissent parfois de telles marques qu'après avoir échappé à leurs tortionnaires, certaines victimes deviennent des abolitionnistes influentes et reconnues. C'est notamment le cas de Norma Hotaling, qui a fondé l'organisation Standing Against Global Exploitation (SAGE), à San Francisco. Cette activiste, que j'ai rencontrée quelques années avant qu'elle ne meure d'un cancer du pancréas, est parvenue à faire condamner, en tant qu'agresseurs sexuels, les proxénètes qui contrôlaient des adolescentes et des petites filles. Elle a en outre créé le premier programme de sensibilisation à destination des clients de la prostitution incarcérés. Cependant, les groupes de femmes adultes vivant du commerce sexuel ont un important reproche à formuler, non sans raison, contre les groupes abolitionnistes : en effet, ceux-ci interfèrent de façon démesurée dans la vie des prostituées, au point d'organiser des rafles policières au cours desquelles elles sont maltraitées, accusées, expulsées et, bien souvent, violées puis enfermées par les policiers.

Dans les pays qui appliquent des lois contre la violence domestique ou familiale, les autorités arrêtent généralement l'agresseur et non pas la victime.

Dans ce cas, pour quelle raison arrêtent-elles les prostituées et comment expliquer que les proxénètes et les clients puissent s'en sortir libres dans 90 %

des cas ? Plusieurs raisons évidentes peuvent expliquer cette situation : la discrimination dont font l'objet les femmes, le laxisme dont bénéficient les

questions liées à la sexualité masculine, la façon dont sont élaborées et rédigées les lois relatives à la traite à des fins d'exploitation sexuelle et enfin, les préjugés et le double discours implicitement véhiculés par ces lois et par les politiques publiques qui accompagnent leur application.

Une croisade religieuse

Lorsque Condoleezza Rice, ancienne secrétaire d'État américaine, a déclaré dans son rapport de 2008 que l'abolition de l'esclavage était «la priorité morale de notre époque », elle a lancé une polémique brûlante entre partisans de l'abolition et de la réglementation du commerce sexuel et de la prostitution.

Dans ce débat, impossible de rester en terrain neutre. En effet, la position de l'administration Bush était claire : dans cette affaire, on est «soit avec Dieu, soit avec le Diable ». En 2009, l'arrivée d'Hillary Clinton, qui a succédé à Mme Rice, a permis de tempérer un peu ce discours. En outre, le gouvernement Obama a admis que tout n'avait pas été dit au sujet de la traite des êtres humains et que le langage utilisé, presque unilatéralement imposé par Washington, devait évoluer.

À l'époque de la traite négrière, la justice tentait de déterminer si oui ou non les esclaves devaient être considérés comme des êtres humains à part entière.

Pendant ce temps, les commerçants, les patrons et les exploitants poursuivaient discrètement leurs activités et élaboraient eux-mêmes des lois pour protéger leurs intérêts. Le double discours des autorités actuelles est très similaire. Par exemple, les États-Unis criminalisent la consommation de la prostitution; pourtant, des milliers de boîtes de nuit, d'instituts de massage et de services d'escorte passent des annonces dans de grands quotidiens, disposent d'autorisations gouvernementales, acceptent les paiements par cartes de crédit et oscillent entre légalité et illégalité.

Une chose est sûre : peu de gens connaissent l'existence et le contenu des lois ainsi que les situations ou les personnes qu'elles protègent. C'est l'une des raisons pour lesquelles ce débat mondial sur la traite des personnes et la prostitution comporte davantage de discours passionnés, marqués de

convictions religieuses ou morales sur la liberté sexuelle, que de dialogues sérieux analysant les conséquences de l'influence culturelle occidentale, le rôle joué par les législations nationales ou encore les traités internationaux ratifiés par la plupart des pays.

La seconde raison, clairement identifiée par les activistes du monde entier, est liée à la confusion qui existe entre traite et prostitution. En effet, les gens ne

peuvent pas (ou ne veulent pas) distinguer le lien qui unit les deux phénomènes.

Les acteurs de l'industrie sexuelle sont les grands gagnants de cet amalgame et de cette inaction sociale: tant que l'opinion publique s'obstinera à considérer la prostitution comme une simple affaire de philosophie libérale, sans prendre correctement en compte le phénomène de la traite, les trafiquants continueront à gagner des millions de dollars par an. C'est ainsi qu'un réseau colombien a pu financer une campagne de défense des droits des prostituées tout en gérant plusieurs sex-shops à succès à Carthagène. Pourtant, ce réseau forçait des enfants à se prostituer et les utilisait pour la pédopornographie. En 1998, la police colombienne a arrêté 29 proxénètes et secouru 370 enfants âgés de 12 à 16 ans.

Lois et accords

Les recherches effectuées par The Protection Project 2009, qui ont porté sur 175 pays, ont atteint les conclusions suivantes :

59 États disposent de lois nationales contre la traite et la prostitution ; 76 pays possèdent des dispositions pénales contre la traite; 13 pays ont déjà élaboré un projet de loi nationale;

6 pays mentionnent la traite dans leurs lois relatives à l'immigration ou dans d'autres lois nationales ;

17 pays ne possèdent aucune loi relative à la traite (mais discriminent la prostitution).

Voyons maintenant quelles sont ces lois. Le texte le plus important a été élaboré à la fin de la Seconde Guerre mondiale : il s'agit de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, approuvée par l'ONU en 1949. Parmi les personnes que j'ai interrogées, neuf sur dix ignoraient son existence²⁸. À cette époque déjà, l'élimination de la prostitution avait été abordée. Toutefois, aucune évocation n'était faite des clients et des proxénètes, hormis dans les mentions spéciales concernant le marché de la prostitution spécialisée, créé et promu par les armées japonaises et américaines. En effet, ces cas, loin d'être isolés, étaient les plus connus et les plus scandaleux.

Cette convention juridiquement contraignante considère que «la prostitution et le mal qui l'accompagne, à savoir la traite des êtres humains en vue de la prostitution, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine et mettent en danger le bien-être de l'individu, de la famille et de la communauté ». Voici quelques-uns de ses principaux articles :

Article 1

Les Parties à la présente Convention conviennent de punir toute personne qui, pour satisfaire les passions d'autrui :

1. Embauche [...] en vue de la prostitution une autre personne, même consentante;
2. Exploite la prostitution d'une autre personne, même consentante.

Article 2

Les Parties à la présente Convention conviennent également de punir toute personne qui :

1. Tient, dirige ou, sciemment, finance ou contribue à financer une maison de prostitution;
2. Donne ou prend sciemment en location, en tout ou en partie, un immeuble ou un autre lieu aux fins de la prostitution d'autrui.

Article 6

Chacune des Parties à la présente Convention convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour abroger ou abolir toute loi, tout règlement et toute pratique administrative selon lesquels les personnes qui se livrent ou sont soupçonnées de se livrer à la prostitution doivent se faire inscrire sur des registres spéciaux [ou] posséder des papiers spéciaux [...].

Article 16

Les Parties [...] conviennent de prendre ou d'encourager, par l'intermédiaire de leurs services sociaux, économiques, d'enseignement, d'hygiène et autres services connexes, qu'ils soient publics ou privés, les mesures propres à prévenir la prostitution et à assurer la rééducation et le reclassement des victimes de la prostitution [...].

Article 17

Les Parties à la présente Convention conviennent, en ce qui concerne l'immigration et l'émigration, de prendre ou de maintenir en vigueur [...] les

mesures destinées à combattre la traite des personnes de l'un ou de l'autre sexe aux fins de prostitution.

Elles s'engagent notamment:

1. À promulguer les règlements nécessaires pour la protection des immigrants ou émigrants, en particulier des femmes et des enfants, tant aux lieux d'arrivée et de départ qu'en cours de route;
2. À prendre des dispositions pour organiser une propagande appropriée qui mette le public en garde contre les dangers de cette traite ; 3. À prendre les mesures appropriées pour qu'une surveillance soit exercée dans les gares, les aéroports, les ports maritimes, en cours de voyage et dans les lieux publics, en vue d'empêcher la traite internationale des êtres humains aux fins de prostitution. [...]

Article 20

Les Parties à la présente Convention s'engagent, si elles ne l'ont déjà fait, à prendre les mesures nécessaires pour exercer une surveillance sur les bureaux et agences de placement, en vue d'éviter que les personnes qui cherchent un emploi, particulièrement les femmes et les enfants, ne soient exposées au danger de la prostitution.

Voici quelques autres exemples d'accords et de conventions : Convention relative aux droits de l'enfant.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Committee on the Elimination of Discrimination against Women, CEDAW).

Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme de 1994, dite «Convention de Belém do Pará ».

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée.

Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer.

Convention américaine relative aux droits de l'homme, dite « Pacte de San José du Costa Rica ».

OIT, Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé.

OIT, Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants.

Déclaration et plate-forme d'action de Beijing (quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 1995), adoptée par les représentants de

189 gouvernements.

Notons que la seconde réunion de suivi de la conférence de Beijing, également connue sous le nom de Beijing + 10, s'est tenue en mars 2005 au siège des Nations unies, à New York. Une résolution spécifique relative à l'«

Élimination de la demande de femmes et de filles faisant l'objet de la traite pour toute forme d'exploitation » a été adoptée au cours des sessions. Cette résolution souligne que la traite, particulièrement à des fins d'exploitation sexuelle, est en augmentation à l'échelle mondiale et touche essentiellement les femmes et les petites filles. Elle constate également avec préoccupation que l'exploitation sexuelle des femmes et des petites filles « est devenue un des grands pôles d'activité de la criminalité transnationale organisée ». Elle demande donc aux gouvernements d'« adopter des mesures législatives ou autres, telles que des mesures éducatives, sociales et culturelles, y compris par l'intermédiaire de la coopération bilatérale et multilatérale, pour dissuader les exploitants et décourager la demande », et notamment d'« ériger en crime la traite des personnes », de renforcer la coopération judiciaire et de faire appliquer la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes.

Parmi les mesures concrètes demandées par la résolution, le second paragraphe encourage la société civile et engage les gouvernements « à prendre des mesures appropriées pour sensibiliser le public à la question de la traite des personnes, en particulier des femmes et des filles, notamment en s'attaquant à la demande, en faisant connaître les lois, les règlements et les sanctions en la matière et en soulignant que la traite est un crime [...], afin d'éliminer la demande de femmes et de filles faisant l'objet de la traite, y compris celle découlant du tourisme sexuel ».

Le troisième paragraphe encourage les gouvernements à « intensifier leur collaboration avec les organisations non gouvernementales pour concevoir et appliquer des programmes complets, et notamment offrir aux victimes effectives ou potentielles de la traite un foyer d'accueil et des services d'assistance téléphonique, et pour lancer des initiatives efficaces de soutien, de formation et de réinsertion en faveur des victimes de la traite ».

Le quatrième point encourage quant à lui «le secteur des affaires, en particulier l'industrie du tourisme et les fournisseurs d'accès à Internet, à élaborer des codes de conduite qui permettent de prévenir la traite des personnes et d'en protéger les victimes, notamment en ce qui concerne l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et de protéger les droits, la dignité et la sécurité de ces victimes, y compris en collaborant avec les organisations gouvernementales ou non gouvernementales, ou à adhérer à de tels codes ».

Toutefois, malgré l'existence de tous ces instruments de droit international et de ces engagements politiques, les pressions exercées à la fois par l'ONU et par le Département d'État américain peuvent représenter un risque de polarisation de la société au regard du commerce sexuel. Face à la situation actuelle, les esclaves seront toujours perdants.

Chapitre 11

Mafia et mondialisation

Grâce à mon enquête sur le fonctionnement des mafias et de leurs membres, j'ai compris que la traite des personnes n'était pas un phénomène statique. Au contraire, tout comme la mondialisation, elle est en constante évolution. Lorsque mes amis apprenaient que je préparais ce livre, ils me demandaient souvent si les mafias étaient réellement impliquées dans la traite. Il est vrai que pour beaucoup de gens, ces organisations n'existent réellement qu'à travers les séries télévisées.

Notre monde est en effet composé d'impressions plus que de réalités : ainsi, si nous tombons sur un article dans un journal indiquant que la Camorra a tué sept policiers en Italie, nous n'y accorderons sans doute pas beaucoup d'importance.

En revanche, Tony Soprano nous paraîtra beaucoup plus proche et réel, car nous pouvons suivre sa psychanalyse à la télévision et tenter de comprendre avec lui les raisons de son insomnie et de son désir de tuer tous ses ennemis. En effet, l'humanité du mafieux nous inquiète et nous fascine à la fois. Certes, Tony Soprano tue, extorque et blanchit de l'argent, pour ne

citer que quelques-uns de ses crimes, mais c'est également un bon père de famille et un mari très aimant, bien qu'infidèle.

Parmi les femmes avec lesquelles j'ai discuté, j'ai rencontré d'anciennes compagnes de mafieux haut placés : quatre avaient été liées à des trafiquants de drogue et trois à des propriétaires de bars dans plusieurs grandes villes, impliqués dans la traite des personnes à l'échelle mondiale. Ces femmes avaient été capables de voir le côté humain des mafieux, par qui elles étaient attirées et dont elles se sentaient aimées. En effet, comme nous l'avons constaté dans le chapitre consacré aux proxénètes, certains individus savent parfaitement séduire et manipuler les sentiments d'autrui.

Le fait que la plupart des gens abordent le phénomène des mafias à travers la fiction n'aide pas à comprendre le véritable fonctionnement de ces organisations.

Les campagnes de prévention, qui montrent des délinquants armés dans des endroits sombres où résonne une musique lugubre, n'arrangent rien à la situation. Le vrai mafieux, pour reprendre les mots d'une Vénézuélienne ayant

été secourue alors qu'elle était prisonnière d'un réseau de prostitution dans l'État du Nuevo León, au Mexique, est un homme d'affaires à l'allure de dandy, bien habillé, portant des montres coûteuses, des chaussures élégantes et conduisant une voiture de luxe.

Le charme des mafias vient à la fois de leur pouvoir, qui dépasse les limites établies, et de leur richesse. Nous vivons dans un monde superficiel où tout est à vendre. Dans ce contexte, les jeunes femmes ne sont pas uniquement attirées par l'argent, qu'elles peuvent obtenir rapidement et en grandes quantités (mais jamais facilement). Elles sont également séduites par l'image glamour véhiculée par les mafias. Ainsi, les propriétaires de casinos aux États-Unis, au Cambodge et au Royaume-Uni, tout comme les gérants d'élégants bars-maisons closes au Mexique, en Colombie et en Espagne, tissent leurs toiles au sein des classes aisées, font des dons en faveur des campagnes politiques et, tout simplement, vendent du bien-être. Le lieutenant de Joaquín «El Chapo» Guzmán, le plus puissant trafiquant de drogue du Mexique, a affirmé, au cours de son arrestation, que les

enlèvements avaient été interdits par le chef du groupe afin de préserver l'ordre public. En effet, plusieurs narcotrafiquants mexicains contrôlent des villages entiers, dans lesquels ils goudronnent les rues, construisent des églises et des écoles, et viennent chercher de nouvelles recrues.

Les grands chefs d'entreprise et les hommes politiques interdisent l'avortement et, parallèlement, investissent dans des actions en faveur de la légalisation de la prostitution. Cependant, ils mènent ces campagnes dans les ghettos, loin « du regard des femmes de bien ». Ils dissimulent les prostituées, non pas parce qu'elles ne sont pas respectables ou qu'elles « souillent la ville », mais pour mieux pouvoir les contrôler et donc les soumettre davantage.

Pendant ce temps, l'industrie du sexe se modernise, se mondialise et adopte de nouvelles méthodes de communication politiquement correctes. Ainsi, les mafias essaieront toujours de nous faire croire que nous sommes libres d'exploiter et de consommer d'autres personnes, et que les femmes choisissent elles aussi librement de jouer les esclaves pour leurs clients. Tout le monde adhère à ce discours : d'une part, la gauche et les féministes postmodernes, et d'autre part, la droite qui, à l'abri derrière un crucifix ou sous une soutane, se délecte d'une prostitution plus raffinée.

Questions politiques

Pourquoi la mondialisation a-t-elle renforcé les inégalités dont souffrent certains États, comme la Thaïlande, le Cambodge ou certains pays d'Amérique

latine, créant ainsi des conditions qui favorisent l'implantation des mafias ? À la fin des années 1980 et pendant toute la décennie 1990, la majorité des pays en développement a subi de fortes pressions en faveur d'une intégration plus active dans les circuits financiers et commerciaux internationaux.

La mondialisation fournit un refuge parfait pour les mafias, qui parviennent ainsi à se dissimuler dans ses méandres. Elle a en outre créé une illusion au sein de la classe moyenne instruite, désormais convaincue que nous vivons dans un monde de communication où nous pouvons partager des intérêts

communs. Si cette croyance erronée persiste, il sera impossible d'éliminer le racisme, l'élitisme et le sexisme enracinés à la suite de nombreuses années de politiques néolibérales. Cette situation profite nettement aux mafias, qui se servent des profondes inégalités et des vides légaux et informatifs engendrés par l'idéologie capitaliste. En effet, si beaucoup acceptent les conséquences destructrices provoquées par certaines mesures économiques, comme le « consensus de Washington », peu de gens reconnaissent celles de l'esclavage moderne.

Les mafias sont sans doute plus solides et mondialisées que les principes démocratiques. Ceci est particulièrement vrai pour certains pays, à qui les nations les plus influentes ont imposé des systèmes prétendument démocratiques, et qui doivent sauver les apparences pour être respectés par les grandes puissances du globe. Sinon, comment expliquer que celles-ci, du haut de leur hégémonie, pensent pouvoir imposer des lois « mondiales » contre la traite des personnes là où les appareils judiciaires sont gravement défaillants ou fortement corrompus ?

Les mafias passent ouvertement des accords économiques avec des personnalités politiques ambitieuses qui doivent améliorer leurs résultats pour ne pas être punies par la main toute-puissante de Washington. Ces ententes, associées à la pression sociale constante contre la traite des personnes, ont entraîné la création d'une nouvelle génération de proxénètes ou de trafiquants politiquement corrects, qui ont adopté d'autres méthodes de fonctionnement.

Ainsi, en Thaïlande, certaines organisations civiles assurent que les groupes mafieux font des donations aux refuges pour les victimes. L'État thaïlandais intervient dans plus de 200 refuges de tous types, certains accueillant des immigrants clandestins et d'autres des victimes de la violence. Je n'ai pas eu l'occasion de les visiter: les journalistes ne sont en effet pas invités à mettre leur nez dans un problème que le gouvernement cherche désespérément à cacher à la communauté internationale. Selon l'AFESIP, la plupart des victimes sont des femmes âgées de moins de 30 ans, originaires du Vietnam, d'Indonésie, de

Russie, de Birmanie, de Chine et d'Ouzbékistan. Selon certains experts locaux, lorsque les trafiquants veulent se débarrasser des « marchandises »

usées, ils se contentent de demander une intervention de la police, qui expulse ou « rapatrie »

les victimes.

Les policiers turcs, mexicains, guatémaltèques, philippins, singapouriens, colombiens, brésiliens et américains ont dénoncé exactement le même système: les mafias savent que malgré les recommandations de Washington et de l'ONU

aux différents systèmes judiciaires, la charge de la preuve incombe néanmoins toujours à la victime, qui doit prouver qu'elle a été réduite en esclavage.

Nouvelle époque, nouvelles stratégies

Aujourd'hui, de nombreux trafiquants commencent par donner de l'argent à leurs victimes, puis ils les endettent peu à peu en utilisant les techniques classiques. S'ils font moins appel à la violence physique, les initiations sexuelles restent néanmoins les mêmes dans le monde entier. Au Mexique, en Colombie, aux États-Unis, au Guatemala et en Thaïlande, ces cinq dernières années, les trafiquants ont pris l'habitude d'administrer de l'ecstasy aux jeunes femmes qui dansent dans les bars et dans les karaokés. «Tu es une pute et une droguée, a affirmé un trafiquant argentin à une Cubaine, réduite en esclavage au Mexique.

À ton avis, qui la police va-t-elle croire ? La pute, ou l'important homme d'affaires ? » Une photographie de lui est affichée dans son bureau, le montrant en train de discuter autour d'un verre de vin en compagnie du gouverneur du Quintana Roo et d'un célèbre journaliste mexicain.

Actuellement, la diffusion de pornographie illégale adulte et infantile au Mexique et au Guatemala est contrôlée par un groupe d'anciens militaires, connus sous le nom de « Los Zetas ». Une de mes sources, qui a vécu avec un des chefs dans le sud-est du Mexique, m'a assuré que les programmes utilisés pour télé-charger les vidéos sont importés de Singapour. En outre, pour ne pas être découverts, ils utilisent des serveurs situés aux Pays-Bas ou dans des pays nordiques, où la pornographie est légale.

Lors de l'arrestation de Jean Succar Kuri, qui trafiquait des petites filles au Mexique, au Salvador et aux États-Unis depuis Cancún, le commissaire de l'Arizona a retrouvé des téléphones par satellite à usage militaire, qui avaient été fournis au criminel par un Hongrois, représentant de la mafia russe au Mexique et au Guatemala. Tout cela montre bien que les mafias sont vraiment à la pointe des nouvelles technologies.

Certains journalistes, aidés par la police internationale, se sont infiltrés pendant plusieurs années en Thaïlande, école mondiale des trafiquants, pour y mener des enquêtes. C'est pourquoi, aujourd'hui, seuls les « associés » peuvent pénétrer dans les maisons closes dissimulées sous les apparences de bars karaokés. Ils doivent tout d'abord s'inscrire sur Internet, ce qui permet aux mafias de contrôler les informations relatives à leurs cartes de crédit et à leurs adresses de courrier électronique.

D'après les cyberpolices britannique et espagnole, les mafias font un usage des nouvelles technologies qui fait concurrence, voire qui surpasse celui qu'en font les autorités. J'ai eu l'occasion de vérifier cette information il y a plus d'un an, lorsque j'ai ouvert un compte pour m'inscrire sur un forum utilisé par les clients du commerce sexuel. Dans un premier temps, j'ai créé ce compte à partir de mon ordinateur, en utilisant de bons filtres antivirus. Lors de mon inscription, j'ai indiqué que j'étais un homme. Une semaine plus tard, j'ai reçu un aimable message m'informant que ce forum n'était pas fait pour moi, accompagné d'un avertissement, sous la forme de deux pièces jointes: la première était une image pornographique contenant un virus; la seconde contenait mon adresse IP et mon nom complet. L'adresse IP est l'empreinte numérique de chaque ordinateur et de chaque serveur. Remonter jusqu'à cette adresse demande un certain nombre de connaissances informatiques. Cette manipulation est en outre illégale. La police elle-même n'est autorisée à l'effectuer que sur mandat. En effet, dans le cas contraire, l'élément ne peut être utilisé comme preuve dans un procès. Par la suite, j'ai donc enquêté sur les fameux sites Whorist, Sexmaniacs et Realmen à partir de l'ordinateur portable d'un ami, sans jamais utiliser mon nom.

Ce que les autorités n'avaient pas

Les réseaux de trafiquants ont plus de pouvoir que jamais : en effet, le nombre de criminels arrêtés et condamnés pour ce chef d'accusation est le plus bas parmi toutes les infractions existantes.

À la frontière entre la Malaisie et Singapour, beaucoup de petites filles sont achetées pour être revendues et torturées. Les témoignages des membres de l'AFESIP sont affreux et laissent supposer que des films mêlant pornographie et tortures, comparables à des *snuff movies* légèrement édulcorés, seraient réalisés.

Si je n'ai pu obtenir aucune vidéo, je me suis en revanche entretenue avec une jeune femme, hébergée dans un refuge, dont le corps était entièrement recouvert de cicatrices impressionnantes. Elle avait été conduite chez un «Américain d'une trentaine d'années », qui avait payé 7 000 dollars pour l'avoir. L'homme avait enfilé un masque noir, mais n'avait pas couvert le visage de sa victime, qu'il

avait filmé et prise en photo avec deux appareils montés sur trépied. Le client avait ensuite payé le trafiquant pour s'assurer que la jeune femme serait emmenée dans une clinique privée, où personne ne poserait de questions sur les coups de fouet, les plaies et les blessures subies. Le trafiquant a finalement donné 200 dollars à la victime et l'a laissée en pleine rue, en Malaisie, lorsqu'elle est sortie de la clinique. La femme était malgré tout reconnaissante qu'on ne l'ait pas laissée mourir d'une infection. Plusieurs photographies d'elle sont diffusées sur un site Internet, la faisant passer pour une « prostituée sadomasochiste ».

En Thaïlande, certaines jeunes femmes qui s'enfuient ou qui sont secourues après avoir été prises dans les filets de ce type de réseaux, qui produisent ce qu'on appelle parfois du «porno privé », ne peuvent rester dans les refuges des organisations civiles que si elles sont autochtones. Les organisations font un travail difficile pour que les victimes puissent guérir et se sentir en sécurité malgré le contexte légal, qui ne leur facilite pas la tâche : «Comment dénoncer les actes mêlant pornographie et torture si on ne peut pas prouver que les femmes “n'y prennent pas goût” » ? s'interroge Anne, psychologue faisant partie d'une association d'aide aux victimes, les yeux pleins de larmes à cause de l'épuisement, de la colère et de la fatigue émotionnelle. « On part du principe que la pornographie est un phénomène

normal et que les femmes ont le droit d'être sadomasochistes. Alors comment expliquer ce qui se passe réellement ? »

Les mafias connaissent la réponse à cette question: c'est tout simplement impossible. En effet, la pornographie est un fantasme et un produit populaire. Le genre s'est renouvelé et est désormais différent de celui proposé par les chaînes de télévision Hustler ou Playboy. Aujourd'hui, les films qui circulent gratuitement sur Internet et qui peuvent être achetés 30 dollars à Shanghai ou moins de 20 dollars à Tokyo proviennent en grande partie des réseaux de trafiquants, qui investissent dans la nouvelle culture *pop slave*. C'est ainsi que Jean, une jeune Américaine, a été violée à Tijuana et frappée si brutalement qu'elle a dû être hospitalisée pendant deux mois. Un an après, son frère a retrouvé des photographies d'elle sur un site pornographique nommé

deputaspormexico.com. Il existe d'autres sites semblables à celui-ci, comme

www.slavefarm.com, qui nous font prendre brutalement conscience de la réalité.

La production pornographique réalisée avec des esclaves est un phénomène fait pour durer : tant qu'elle sera considérée comme une forme de liberté d'expression, personne ne pourra lui fixer de limites, hormis les consommateurs et la société.

Au centre des expositions Sands, dans le Nevada, l'industrie du sexe tient un salon qui attire 22 000 personnes par an : l'Adult Entertainment Expo (AEE).

Lors de l'édition 2009, les propriétaires et les gérants de maisons closes, ainsi que les producteurs de films pornographiques, ont pu assister à une formation en vente et en marketing. À la fin de ce séminaire, deux hommes d'affaires mexicains, trois Singapouriens, une Colombienne travaillant à Tokyo et l'un des plus importants propriétaires d'instituts de massage à New York et à Chicago se sont réunis dans une suite. Là, ils ont échangé leurs cartes de visite et conclu des accords pour actualiser leurs modes opératoires et leurs méthodes de recrutement. Une de mes sources qui était

présente m'a affirmé que la Colombienne avait suggéré de mettre en place un partenariat, consistant à ouvrir une agence de voyages à Chicago ainsi que plusieurs filiales dans les pays respectifs de tous les participants à la réunion. L'objectif de cette association était de faciliter l'internationalisation des événements mettant en scène les jeunes femmes exploitées.

« Pouvoir et influence: l'augmentation de la présence féminine dans l'industrie du divertissement adulte », « Entreprises et nouvelles technologies: tout ce qu'il faut savoir pour améliorer votre résultat » ou encore «Créer de meilleures équipes de vente : éducation sexuelle à destination de votre personnel

» sont quelques exemples de conférences tenues lors de ce salon. Celle d'Arthur Schwarts, qui porte sur le droit, fait partie des plus connues. Pendant qu'a lieu ce séminaire, au cours duquel des policiers et des avocats respectables décortiquent les nouvelles lois et leurs méthodes d'application, les véritables mafieux se retrouvent dans les couloirs et inventent des stratégies pour les contourner. Dans les allées de l'AEE se côtoient les amateurs, qui considèrent l'industrie du sexe comme une forme d'éducation et de libération érotique, et les trafiquants nationaux et internationaux, qui utilisent cette liberté créatrice pour vivre d'un esclavage destructeur. Tous ceux qui osent poser des questions sur ces mafias et sur leurs liens avec l'industrie sexuelle conventionnelle se heurteront à une vague d'attaques de la part de ceux qui estiment qu'il ne s'agit que d'un mythe, tout comme les *snuff movies* à caractère pornographique produits avec des victimes de Ciudad Juarez, de Tijuana ou de Thaïlande.

Pourquoi si peu de plaintes ?

Les sceptiques se demanderont sûrement pourquoi si peu de plaintes sont déposées au regard de la quantité d'esclaves victimes du commerce sexuel.

Avant tout, il faut dire que cette industrie se développe au sein d'une culture libérale. Si l'esclavage sexuel est considéré comme une infraction, il n'a pas été assimilé en tant que telle par les autorités, du fait de leur sexisme et de leur élitisme. Le chef de la police spécialisée de Bangkok m'a assuré qu'il

était très difficile de lutter contre ce crime, « surtout quand les jeunes filles secourues veulent retourner auprès de leurs trafiquants. J'imagine que ça leur plaît...

Pauvres petites».

Lorsque la police arrête une victime à la suite d'une plainte déposée par des touristes ou par le personnel des ambassades qui collaborent avec les organisations civiles, les trafiquants se contentent de se rendre à la prison, déclarent faire partie de la famille de la jeune femme et payent la caution nécessaire à sa libération. Une femme de ménage, employée dans le centre de détention de Bangkok, m'a affirmé que les autorités policières connaissent la véritable identité de ces hommes. Pourtant, elles ne sont pas intervenues lorsqu'en l'espace d'une semaine seulement, un trafiquant surnommé « le Chien

» a payé les cautions de neuf de ses « filleules ».

À mesure que les campagnes de prévention se font plus nombreuses, les trafiquants mettent en garde les esclaves contre les organisations civiles: ils leur fournissent une liste des noms de ces organismes et les préviennent que si elles demandent de l'aide ou déclarent à la police qu'elles sont victimes de la traite, elles seront emprisonnées pendant au moins un an et ne pourront plus voir leurs familles ni leur envoyer de l'argent. Ils les menacent également de tuer un de leurs proches en cas de rupture des règles du « contrat ».

Ce n'est pas un hasard si la participation des femmes dans les réseaux de trafiquants croît de façon exponentielle. Ainsi, au Cambodge, une femme âgée de 26 ans qui avait réussi à s'échapper a pu être localisée par le réseau de surveillance, constitué par les conducteurs de *tuk-tuk*. Son trafiquant lui a alors déclaré qu'elle pouvait acheter sa liberté en échange d'une petite fille de son village. Comme des milliers d'autres victimes, elle a accepté la requête. Ce procédé est également répandu au Mexique et au Guatemala. Les mafias ont fait leur travail: elles passent des accords avec les autorités et étudient les lois, comme j'ai pu le vérifier auprès d'une trafiquante des Philippines, qui connaissait par cœur le Protocole de Palerme.

De nouveaux colonisateurs

Selon les experts locaux, les traités régionaux de libre circulation ont eu pour conséquence de faciliter la vie aux trafiquants, qui peuvent ainsi se déplacer sans passeport entre le Laos, la Birmanie, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam.

Mais personne ou presque ne parle des Européens qui ont colonisé des villages entiers à des fins d'exploitation sexuelle et domestique de femmes et de petites filles. Pourtant, ces hommes sont en grande partie responsables de la normalisation de la culture du proxénétisme.

En 2007, un Suisse a épousé une adolescente thaïlandaise à Pattaya, en Thaïlande. Puis, plusieurs de ses compatriotes ont suivi, et tous se sont immédiatement mariés avec de jeunes autochtones, qu'ils ont ensuite ramenées dans leur pays. Personne n'a rien demandé; l'événement est simplement resté consigné dans les archives des bureaux des services de migration des deux pays.

Dans la province de Surin, dans le nord-est de la Thaïlande, un Anglais qui vivait à Pattaya a enlevé une petite fille de 11 ans, avec laquelle il a décidé de se marier pour établir un lien avec le reste de la communauté. Il a ensuite ouvert un restaurant et créé ce que les gens du coin appellent désormais «la communauté internationale».

J'ai à peine pu approcher les environs, les réseaux de *tuk-tuk* étant entièrement contrôlés par la communauté d'étrangers. «Même les policiers ont peur de venir», m'a affirmé la propriétaire d'un petit hôtel, situé à 2 kilomètres du restaurant de l'Anglais. Tous les habitants connaissent cette histoire et estiment que l'économie a été renforcée grâce à l'arrivée des *farang* (« blancs »). Les autorités sont reconnaissantes envers ces Européens, qui ont créé des réseaux de pédophiles disposant d'esclaves sexuelles et domestiques. En effet, ils font des dons pour les écoles et les temples bouddhistes. Actuellement, des milliers d'Européens sont mariés à des adolescentes et à des femmes thaïlandaises, qu'ils maintiennent en situation d'esclavage domestique et sexuel. La plupart de ces hommes sont originaires de Norvège, d'Allemagne, du Royaume-Uni, de France et des Pays-Bas. D'autres encore viennent du Japon.

L'Allemagne et la Hollande, où la prostitution est légale, sont les pays qui comptent le plus de pédophiles expatriés. Ainsi, selon les chiffres officiels, près de 15 000 Néerlandais vivent en Thaïlande, principalement à Pattaya. En réalité, selon certaines sources au sein du gouvernement hollandais, la Thaïlande compterait près de 50 000 ressortissants des Pays-Bas, pour la plupart des hommes à la retraite, âgés de plus de 60 ans et ayant parfois des antécédents judiciaires. La majorité des pédophiles faisant appel aux réseaux de trafiquants pour acheter les services d'enfants âgés de moins de 10 ans vient des États-Unis, de France, de Norvège et du Canada.

Les mafias interviennent depuis des agences de voyages situées en Norvège et

en Thaïlande. Pour contourner les tentatives des gouvernements américain et canadien, qui alertent les autorités migratoires lorsqu'un citoyen voyage seul et fréquemment en Thaïlande ou au Cambodge, les agences de voyages organisent des vols charters avec des escales techniques dans des pays voisins, comme le Qatar ou le Kazakhstan, évitant ainsi l'enregistrement du voyage.

Les pièges de la mondialisation

Dans les différents continents que j'ai visités, depuis l'Amérique latine jusqu'à l'Asie, en passant par l'Europe et même par l'Afrique, j'ai constaté que la migration mondiale était un phénomène paradoxal : des milliers de personnes, motivées par l'espoir d'un avenir meilleur, partent à la recherche d'opportunités dans d'autres pays qui proposent certes de nombreuses offres d'emploi, mais qui se caractérisent également par des niveaux élevés de discrimination, de racisme et d'exclusion.

En effet, il est bien connu que la nature capitaliste des traités de libre-échange favorise stratégiquement et ouvertement l'exploitation des travailleurs. J'ai rencontré, en plusieurs endroits, des hommes d'affaires affirmant que leur volonté d'embaucher des immigrants temporaires ou illégaux était directement liée à la possibilité de payer de faibles salaires sans avoir à garantir les droits des travailleurs ainsi recrutés. Tous partent du même principe : ces immigrants viennent de pays pauvres et ces emplois constituent leur unique moyen de survie. Le dirigeant d'une usine

manufacturière située dans la Silicon Valley, en Californie, a ainsi déclaré : « Je fais attention à trois choses lorsque je recrute de nouveaux travailleurs : il faut que ce soit des femmes, petites et étrangères. Avec ces caractéristiques, je suis pratiquement sûr d'avoir trouvé la main-d'œuvre idéale. Ces petites étrangères sont très reconnaissantes d'avoir été engagées, et ne demandent rien [n29. »](#)

Pour comprendre les mécanismes occultes des appareils d'État, j'ai interrogé plusieurs fonctionnaires des services de migration, responsables de l'approbation des contrats temporaires pour les travailleurs étrangers. Au Canada et dans le sud des États-Unis, j'ai constaté qu'un nombre considérable de personnes disposait de permis de travail pour des emplois saisonniers. Cependant, c'est au Mexique que j'ai rencontré le cas le plus remarquable du fonctionnement des réseaux interinstitutionnels d'exploitation et de corruption.

Un haut fonctionnaire du Secrétariat du gouvernement m'a expliqué la façon dont certains permis de travail sont accordés en grand nombre aux usines manufacturières mexicaines. Ce responsable des services de migration m'a

demandé de ne pas publier son nom. En effet, la personne citée s'est déjà montrée capable de faire usage de la violence pour se venger de ceux qui enquêtent sur elle :

J'étais dans mon bureau. Dans la matinée, j'ai reçu un appel du président de la République, Vicente Fox, qui voulait me prévenir qu'un important dirigeant d'usines manufacturières d'origine libanaise, nommé Kamel Nacif, viendrait me voir dans la journée afin de demander des permis d'hébergement temporaire pour près de 200 personnes d'origine chinoise. Celles-ci devaient travailler dans ses usines, situées à différents endroits du pays. Le président considère cet homme comme un chef d'entreprise exemplaire, qui a ouvert des usines de confection de vêtements dans le sud-est, le centre et le nord du Mexique, créant ainsi de nombreux emplois dans les régions concernées. Sa recommandation impliquait donc de lui offrir un accueil privilégié. Le nom de l'entrepreneur m'était familier: M. Nacif est surnommé « le roi du jean » en raison des nombreuses usines textiles qu'il possède au Mexique.

Quelques heures plus tard, M. Nacif est arrivé, accompagné de trois hommes portant des attachés-cases. Avec une attitude arrogante, ils sont entrés dans mon bureau pour demander les permis d'entrée pour les travailleurs chinois. M. Nacif a déposé une longue liste de noms sur mon bureau. Après y avoir jeté un coup d'œil, je lui ai aimablement expliqué que pour obtenir les permis, il était nécessaire de remplir des questionnaires pour chaque personne. Je lui en ai tendu un. L'homme d'affaires, visiblement en colère, m'a affirmé être un ami du président Vicente Fox. « M. Fox n'est-il pas entré en contact avec vous ? » m'a-t-il lancé, méprisant. Je lui ai répondu qu'en effet, j'avais bien reçu un appel du dirigeant, mais que je ne pouvais pas supprimer toutes les démarches légales pour autant. Par rapport à la recommandation présidentielle, je pouvais simplement l'autoriser à remplir les documents dans mon bureau, sans passer par les services habituellement concernés. Malgré mon explication, M. Nacif n'a pas décoléré et a menacé d'appeler le président si je ne lui facilitais pas les démarches. Après un échange verbal assez violent, je lui ai proposé que les personnes qui l'accompagnaient, apparemment deux avocats et un comptable,

remplissent les documents dans mon bureau.

M. Nacif leur en a donc donné l'ordre et, voyant que ses menaces ne faisaient aucun effet, il a fini par changer de ton. Il m'a alors assuré : « Voyons Monsieur, si vous avez peur que ces Chinois s'échappent, ce n'est plus la peine de vous inquiéter. Je les enfermerai pendant les six mois qu'ils travailleront pour moi. Ils n'auront aucun moyen de sortir et nous conserverons tous leurs papiers. Je vous assure qu'aucun d'eux ne pourra s'échapper et que nous les renverrons entiers en Chine. »

Le fait que cet homme d'affaires, associé et ami de gouverneurs et de sénateurs mexicains, se sente suffisamment à l'aise pour parler des méthodes de traite des personnes utilisées par son entreprise, qui exploite des travailleurs chinois au Mexique, montre bien le degré d'impunité dont il jouit et la subtilité du fonctionnement des réseaux de protection. En 2006, l'enregistrement d'une conversation entre M. Nacif et un de ses associés aux États-Unis, un homme d'origine française, a été dévoilé. Dans cette discussion, le Français recommandait à l'homme d'affaires de nourrir ses

travailleurs dans une cantine, ce à quoi M. Nacif répondait : « Ils peuvent bien mourir de faim. » Les ouvriers originaires de pays étrangers, «importés temporairement», deviennent les esclaves d'un système qui les déshumanise et qui ne respecte pas les droits de l'homme et du travail.

Les victoires remportées par les syndicats, dans la quasi-totalité des pays considérés en développement, sont réduites à néant par les traités de libre-

échange et par les politiques migratoires mondiales. Au Vietnam, au Nicaragua, au Mexique ou encore dans les pays d'Asie centrale, les groupes d'ouvriers exploités par des usines manufacturières, qui se réunissent en organisations syndicales afin de revendiquer leurs droits, se heurtent le plus souvent à des entreprises qui préfèrent fermer plutôt que d'appliquer les lois locales.

C'est dans ce contexte que d'anciens ouvriers des usines mexicaines Matamoros Garment et Tarrant se sont rendus à Toronto, au Canada, le 28 mai 2004, afin de témoigner lors d'une consultation publique tenue par le Bureau administratif national (BAN) canadien, chargé de recevoir et de répondre aux plaintes pour les pays signataires de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (ANACT). Cependant, les plaintes ont simplement fait l'objet d'un rapport sur le non-respect des droits de l'homme, dont les recommandations n'ont pas pu être appliquées directement aux propriétaires des

sociétés concernées. Il semble que les gouvernements n'osent pas obliger ces chefs d'entreprise à améliorer leurs politiques internes, ce qui pourrait avoir pour conséquence une délocalisation des usines. Ils préfèrent encourager les investissements et stimuler ainsi les statistiques concernant l'offre d'emploi, sans prendre en compte les conditions de travail imposées.

L'ex-chancelier mexicain, Jorge Castañeda, explique les complexités de cette politique schizophrène dans son analyse de l'exclusion des immigrants du processus de mondialisation :

Les flux migratoires sont les grands exclus du processus de mondialisation. En effet, alors que tout le reste est légalisé et encouragé, les courants migratoires et les millions de personnes qui les constituent et qui, chaque

année, risquent de perdre leur vie dans l'espoir d'en trouver une meilleure, ne font pas l'objet de la même glorification. Même ceux qui admettent aujourd'hui, avec des années de retard, que [...] les mouvements mondiaux de capitaux ne connaissant ni limite, ni régulation ont été excessifs, ont du mal à reconnaître que la discrimination idéologique et humaine dont fait l'objet la libre circulation de la main-d'œuvre est, dans le meilleur des cas, contradictoire et, dans le pire des cas, carrément répugnante.

Chaque pays a ses propres défauts et a tendance à remarquer ceux des autres plutôt que les siens. Mais tous, sans exception, rejettent, excluent, maltraitent, exploitent et discriminent leurs immigrants.

L'Union européenne, si solidaire, si noble et si généreuse pour d'autres sujets, a adopté et mis en pratique de manière sélective une politique antimigratoire odieuse et honteuse qui, si elle avait été appliquée par le passé à la plupart des pays qui l'adoptent aujourd'hui, aurait provoqué indignation et marasme économique³⁰.

À ce jour, les victoires les plus importantes en termes de défense des droits des travailleurs dans les grandes entreprises manufacturières internationales ont été obtenues grâce aux organisations non gouvernementales. Ces dernières, en mettant en place des campagnes impressionnantes et des réseaux sociaux, ont réussi à faire pression sur certaines marques et sociétés, comme Adidas, Tommy, Puma ou encore Disney. Elles ont ainsi pu exiger que leurs produits, confectionnés par une main-d'œuvre bon marché, ne soient pas liés à

l'exploitation et la traite des personnes. Malgré tout, la mobilité des entreprises et les facilités permises par les traités de libre-échange vont beaucoup plus vite que n'importe quel organisme de défense des droits de l'homme.

Mafia et pauvreté

La plupart des organisations qui portent secours aux victimes assurent que parler de prostitution revient à parler de politique, de pauvreté, d'inégalités, de racisme et d'exploitation.

En octobre 2009, à l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent, des activistes de douze pays européens ont dénoncé les bas salaires reçus par les travailleurs qui fabriquent les vêtements vendus dans les grandes surfaces. C'est dans ce contexte que le mouvement européen Clean Clothes Campaign[31](#) a fait pression sur des grandes chaînes de distribution comme Carrefour, Tesco, Aldi ou Lidl afin qu'elles prennent en considération la proposition formulée par la Asia Floor Wage Campaign.

Ce mouvement, dirigé par des organisations non gouvernementales et des syndicats asiatiques, répond aux pratiques d'un secteur, celui du textile, au sein duquel la concurrence exercée entre des marchés du travail précaires et injustes a permis de maintenir les revenus à un niveau extrêmement bas pendant plusieurs décennies. Le salaire moyen d'une ouvrière travaillant dans la confection de vêtements en Asie est de 2 dollars par jour, pour des journées de travail durant officiellement huit heures. En réalité, ces horaires sont systématiquement dépassés et, en fonction de la masse de travail à effectuer, les ouvrières peuvent travailler plus de quatorze heures par jour. Certes, les prix au Bangladesh, en Inde ou en Chine sont plus bas qu'en Europe ou qu'aux États-Unis. Pourtant, les organisations et les syndicats estiment que, pour obtenir un pouvoir d'achat similaire à celui d'une ouvrière moyenne dans l'Union européenne, les travailleuses bangladaises devraient toucher 8 dollars par jour. Les organisations qui composent la Asia Floor Wage Alliance ne réclament pas une telle augmentation. Elles ont toutefois calculé à partir d'un indicateur de la Banque mondiale, la parité de pouvoir d'achat (PPA), que le salaire mensuel que devraient recevoir ces ouvrières pour l'achat d'un panier de produits et de services essentiels s'élève à 475 dollars PPA.

Le droit à un salaire décent est mondialement reconnu. Pourtant, le plus souvent, les personnes qui travaillent dans le textile n'en bénéficient pas. Les ouvrières (la plupart de ces travailleurs sont des femmes) qui confectionnent des vêtements pour les grandes chaînes de distribution internationales vivent sous le

seuil d'extrême pauvreté. Elles habitent le plus souvent dans des logements insalubres, sans eau courante, et ne possèdent pas suffisamment d'argent pour nourrir correctement leurs familles[32](#).

Que représente un salaire décent pour une jeune Thaïlandaise chargée de subvenir aux besoins de toute sa famille? Et pour une adolescente colombienne, convaincue qu'une paire de seins lui ouvrira les portes du paradis ? Les mafias ne calculent probablement pas le salaire minimum que leurs victimes devraient toucher. En revanche, elles leur promettent ce que les gouvernements ne sont pas disposés à leur offrir : richesse, équité et liberté, même si elles doivent pour cela y laisser leur vie, leur santé et leur intégrité émotionnelle. Les réseaux de trafiquants de plusieurs régions et pays ont compris qu'ils ne font pas uniquement des affaires, mais également de la politique sociale : celle-ci a beau être déshumanisante, humiliante et violente, en fin de compte, il s'agit bien de politique.

OceanofPDF.com

Après ce voyage parmi les mafias, une chose m'apparaît clairement : seul le pouvoir de la société et des organisations civiles pourra imposer un changement culturel, qui viendra d'en bas, des racines, et qui créera une éthique de l'autre, permettant une réelle reconnaissance de la volonté et du désir d'autrui, c'est-à-

dire de ceux qui, même s'ils ne nous ressemblent pas, n'en sont pas moins des êtres humains.

Pendant le procès que j'ai subi, je me suis rendu compte que le pouvoir des trafiquants mexicains de petites filles n'est pas si réel: ces hommes ne sont pas des monstres, mais des êtres humains étroits d'esprit. Leur plus grand pouvoir est notre peur. Quant à nous, nous disposons de la capacité de les combattre et de les éliminer de nos rues, non pas grâce aux forces de l'ordre, non pas grâce au strict contrôle policier de Washington, mais en les tuant à petit feu.

Il est nécessaire de mettre en place une révolution masculine : nous avons besoin d'une nouvelle génération d'hommes non violents, qui ne soient ni guerriers, ni armés, ni menacés par des châtiments célestes, mais qui possèdent une réelle volonté d'équité et de progrès. Ces dernières années, j'ai rencontré beaucoup de ces hommes. Le pouvoir masculin doit être réinventé avant que les mafias et que la société mondiale, qui se désintéresse de façon irresponsable du sort de ces enfants, ne parviennent à convaincre toutes les petites filles que le travail d'esclave sexuelle constitue leur unique moyen d'étudier, de se nourrir et d'acheter des biens et services. Il ne faut pas laisser à une autre génération le temps de se convaincre qu'acheter des esclaves est un phénomène progressiste et moderne.

Chapitre 12

Manipulation des chiffres, diversité des points

de vue et « panique morale »

Au cours de cette enquête, j'ai rencontré des trafiquants, des clients, des hommes politiques, des universitaires, des producteurs de pornographie, des actrices pornos, des prostituées et des féministes dont l'argument principal

contre les organisations abolitionnistes, qui portent secours et qui protègent les femmes et les petites filles victimes d'esclavage sexuel, repose sur la falsification fréquente du nombre réel de victimes dans le monde. Toutes ces personnes affirment également qu'il est possible de différencier clairement la prostitution volontaire de la prostitution forcée. Presque tous les partisans d'une réglementation estiment qu'il faut pour cela prendre en compte la liberté de mouvements de la personne concernée et son ressenti quant à sa condition d'esclave.

De façon générale, tout le monde s'accorde sur le fait que l'exploitation sexuelle commerciale, phénomène sur lequel est bâtie l'industrie internationale du sexe, est la forme de traite des personnes la plus répandue et la plus consignée au monde, avec 79 % des personnes trafiquées. Vient ensuite le travail forcé sous toutes ses formes, qui représente 18 % de la traite. L'esclavage domestique, qui est l'une des infractions les moins déclarées, le mariage forcé, considéré comme une coutume religieuse dans certains pays, le trafic d'organes, réalisé par les réseaux des mafias médicales et qui attire peu l'intérêt des autorités des pays les plus puissants et enfin l'exploitation d'enfants à des fins de mendicité et le trafic d'enfants soldats, phénomènes qui n'ont pas fait l'objet de suffisamment d'études, constituent les 3 % restant de la traite.

On peut ainsi distinguer plusieurs groupes de victimes souffrant de niveaux différents d'exploitation. Le résultat obtenu dépend beaucoup de la méthodologie employée pour recueillir les informations. Dans ce livre, j'ai essayé de mettre en avant mes conclusions avec toute l'impartialité que peut avoir une personne qui a écouté des centaines d'histoires de viols, de

séquestrations, de meurtres, de tromperies, d'humiliations, de crimes et de peurs.

Si mes méthodes sont objectives, ma sensibilité a évolué à mesure que j'écoutais les témoignages de toutes les personnes impliquées, qu'elles soient victimes ou tortionnaires, que je regardais ces personnes dans les yeux et que j'observais leurs gestes et leurs réactions. J'ai voulu montrer la diversité de toutes ces expériences et de ces points de vue. Par exemple, un sociologue français m'a affirmé que les adolescentes des villages vietnamiens que j'ai visités, qui vont et viennent seules jusqu'à la maison

close où elles sont exploitées, sont des prostituées libres. Mais après avoir passé plusieurs jours dans leur village, après avoir mangé et dormi avec leur communauté, je me suis rendu compte des degrés de violence domestique et sexuelle dont elles faisaient l'objet et j'ai pu mesurer l'influence de leurs parents, qui leur demandaient de ramener à la maison l'argent du « Hollandais ». D'après moi, ces jeunes filles ne souffrent pas seulement d'exploitation sexuelle : elles sont également esclaves des valeurs culturelles qui prônent la violence envers les femmes. Ces adolescentes sont des victimes concrètes de la violence structurelle.

Ce débat a beau être particulièrement vif (voire, parfois, violent et dégradant), je pense malgré tout qu'il a contribué à l'élaboration d'une réflexion plus profonde. Il a également incité tous ses participants à se poser davantage de questions et leur a permis de se rendre compte que rien n'est tout noir ou tout blanc. Je me réjouis particulièrement d'avoir eu l'opportunité, pendant toutes ces années, d'écouter des spécialistes des « deux camps », mais aussi d'avoir été entendue. En effet, ce dialogue a représenté un véritable défi, mais m'a également beaucoup appris.

Venons-en maintenant aux chiffres, aux interrogations et aux arguments qui entrent dans ce débat mondial sur le commerce sexuel, mais pas sans faire quelques remarques préalables sur ce sujet. Il est en effet essentiel de dévoiler la totalité des non-dits qui entourent cette polémique afin que tous les individus puissent, en connaissance de cause, adopter une position claire sur la prostitution au lieu de rester en marge de ce débat si vital pour les citoyens du monde entier.

La confusion qui règne sur ce sujet profite aux trafiquants. Comme dit le dicton :

« le diable est dans les détails. »

Méthodes et angles d'analyse

Il est vrai que la profusion mondiale de chiffres a fortement contribué à la déformation de certaines réalités locales. En outre, les statistiques criminelles ont un gros point faible, qui réside dans la diversité des méthodes

de mesure des infractions et dans la variété des techniques utilisées pour extrapoler ces résultats

et calculer les « chiffres noirs ». On estime en effet que pour x plaintes concernant un certain type de délit, il existe y cas qui ne sont jamais dénoncés.

Ces cas sont bien réels, même si leur nombre est difficile à vérifier. Par exemple, les crimes liés à « l'honneur », comme le viol ou l'inceste, continuent d'être dissimulés dans le monde entier, de la Suède au Nicaragua. Cette situation est en grande partie due au ressenti des victimes, qui ont honte de rendre publics ces événements et qui se sentent humiliées à l'idée de devoir fournir un témoignage systématique et mécanique devant des tiers. Les victimes ne vivent pas le viol comme une expérience simplement physique, ainsi que le conçoit la police, mais comme un ensemble complexe et douloureux de violences, exercées sous différentes formes, qui peuvent difficilement être exprimées face à des inconnus, en particulier dans un monde qui estime que la sexualité, la violence et les tabous font partie intégrante de la vie intime des individus. Dans la quasi-totalité des pays, ce n'est qu'à la fin du XXe siècle que la violence sexuelle a commencé à être considérée comme une spécialité à part entière, pour laquelle de nouveaux modèles d'assistance professionnelle juridique, clinique, thérapeutique et sociale sont en train d'être mis en place.

Dans ce livre, j'ai longuement abordé les paradoxes auxquels nous devons faire face avec la mondialisation, le libre-échange et leurs politiques contradictoires de libre circulation des personnes. J'ai étudié les failles, les faiblesses et les contradictions de certaines lois internationales, qui ne peuvent pas être appliquées à tous les pays. J'ai également mis en évidence les problèmes liés aux différents flux migratoires provoqués par la pauvreté et par la recherche de nouvelles libertés et opportunités chez des populations et des groupes sociaux spécifiques. Tous ces facteurs ne facilitent aucunement les études comparatives, surtout pour un sujet aussi complexe que la traite des personnes. Il est nécessaire de créer de nouvelles catégories d'analyse pour examiner et éliminer les déformations qui peuvent survenir lorsqu'on étudie ce phénomène. Par exemple, les comptes-rendus policiers fournis par la grande majorité des pays disposant de lois contre la traite des personnes, parmi les 155 étudiés par l'ONUDC, font état d'une proportion

élevée de femmes incarcérées pour trafic et traite de femmes et de petites filles. Il est vrai que de nombreuses femmes dirigent des maisons closes et que beaucoup de victimes passent du côté des tortionnaires.

Néanmoins, le risque existe de présenter une vision biaisée. En effet, si dans les pays en développement, la prostitution est illégale, elle est toutefois permise dans certaines «zones spéciales»; la plupart du temps, les femmes qui y sont arrêtées constituent le maillon le plus faible de la chaîne de l'exploitation. Ainsi, d'une part, les hommes les plus puissants du secteur de l'esclavage sexuel

parviennent à demeurer en dehors des statistiques officielles, tandis que d'autre part, le nombre de clients arrêtés dans le monde entier reste dérisoire.

Le fait que les autorités ne se soient toujours pas décidées à étudier correctement le crime organisé est également assez préoccupant. D'après les discussions que j'ai eues avec les autorités policières de plusieurs pays, on pourrait croire que les cartels de la drogue ne sont absolument pas liés à la traite des femmes et des enfants. Pourtant, les noms, les techniques et, de manière générale, les données montrant l'implication des narcotrafiquants dans la protection des responsables de la traite et des chefs d'entreprise ainsi que dans la vente d'esclaves sont irréfutables, comme l'a montré le reste de mon enquête, depuis la frontière afghane jusqu'aux États-Unis, en passant par la Colombie, Cuba et le Mexique.

Ce problème ne sera pas évident à résoudre. Pour qu'un important homme d'affaires de Monterrey, au Mexique, ou qu'un propriétaire d'hôtels à Punta Cana, en République dominicaine, puisse être assimilé à un trafiquant, les autorités doivent d'abord reconnaître que son entreprise encourage la prostitution, le commerce de femmes et qu'elle «importe et exporte » des personnes, en achetant des billets d'avion et en utilisant la plupart du temps des permis de séjour et des visas légaux. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, le gouvernement américain devrait appliquer les mêmes critères pour cataloguer les bars nudistes et *lap dance* des États-Unis et ceux de la Thaïlande, des Philippines, du Suriname ou du Mozambique. Selon le protocole additionnel à la Convention des Nations unies, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 80 % des femmes travaillant dans ce type d'établissements à travers

le monde répondent à la définition de victime de la traite. En partant de ce principe, les clients, les gérants et les propriétaires devraient donc être considérés comme des trafiquants.

Il y a quelques années, plusieurs campagnes de lutte contre la violence faite aux femmes demandaient aux victimes de « ne pas se laisser maltraiter », ignorant ainsi la présence des agresseurs. Ce n'est que vers le début des années 2000 que ces campagnes ont commencé à s'adresser à ces derniers. Ainsi, leur discours a évolué, passant de: « Toutes les quinze secondes, une femme est victime de mauvais traitements », à : « Toutes les quinze secondes, un homme choisit de maltraiter une femme ». Actuellement, les campagnes de prévention contre la traite des personnes réalisées en Bolivie, en Russie ou dans d'autres pays interpellent les femmes et les mettent en garde : « Ne vous faites pas avoir

». C'est pour cette raison que dans le monde entier, la plupart des victimes culpabilisent et ont le sentiment de « s'être fait avoir ».

Diversité culturelle

Ce voyage autour du monde m'a également appris qu'on ne peut pas comparer une société d'après-guerre, comme la cambodgienne, dans laquelle le traumatisme social du génocide des Khmers rouges est encore brûlant, à d'autres sociétés, comme celles du Mexique, du Guatemala, du Pakistan ou du Kenya.

Pourtant, les niveaux d'extrême pauvreté en zones rurales et les indicateurs liés à la traite des enfants de tous ces pays comportent des similitudes considérables. Il est nécessaire d'enquêter sur la situation socio-économique des femmes et des petites filles de chaque région, mais aussi sur la perception culturelle de la sexualité et de la violence. Il faut en outre prendre en compte, pour chaque cas, la manière dont la mondialisation et dont l'assimilation des valeurs religieuses et culturelles affectent les expériences personnelles en termes de sexualité, quel que soit l'âge des individus. Il est également primordial de vérifier certains phénomènes récurrents ; pour cela, la participation des experts locaux et régionaux est essentielle. Nous devons trouver un langage commun, c'est-à-dire

« mondialiser » les catégories d'analyse. Les millions de clients de la prostitution, qui réagissent à la sexualisation de stéréotypes racistes, représentent une piste très importante. C'est pourquoi, tout comme les proxénètes, ils doivent être étudiés avec attention. En effet, en raison de l'application des lois contre l'exploitation sexuelle commerciale, ils sont les principaux responsables des grands flux essentiellement touristiques à destination de pays se caractérisant par leurs faibles systèmes judiciaires, dans lesquels ils peuvent trouver «des femmes amoureuses et soumises », pour reprendre leurs mots.

Il faut en outre revoir le fonctionnement de la hiérarchisation raciale et ethnique des victimes de la traite dans les statistiques réalisées par les autorités de chaque pays, et tout particulièrement des pays développés. Les trafiquants qui travaillent sur le marché espagnol vont principalement chercher leurs victimes au Brésil, au Surinam, en Colombie, en République dominicaine et dans les Antilles. Les Pays-Bas et l'Allemagne, pays où le commerce sexuel est légal, comptent près de 50 000 Noires et Latino-Américaines prisonnières de la traite ; en raison de leur situation illégale, ces femmes sont victimes de mauvais traitements et font l'objet de la majorité des détentions et des expulsions réalisées par les autorités de l'Union européenne. L'experte Susana Chiariotti a comptabilisé 3 000 femmes mexicaines au Japon, trafiquées dans ce pays à des fins d'exploitation sexuelle. À Tokyo, j'ai en effet constaté la présence d'une importante communauté de Latino-Américaines contrôlée par les yakuzas.

Bien entendu, nous ne pouvons pas oublier le rôle essentiel que jouent les mafias dans ce phénomène. Toutes, peu importe leur taille, profitent de la confusion générée par ce débat et, bien souvent, l'alimentent elles-mêmes en faisant du lobbying politique et social en faveur d'une normalisation de l'esclavage des êtres humains, au nom d'une vision capitaliste déshumanisante.

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) doit faire pression sur les pays signataires pour qu'ils enquêtent sur les magnats de l'industrie du sexe et sur leurs réseaux d'avocats et de gérants qui, comme j'ai pu le vérifier à de nombreuses reprises, sont également impliqués dans d'autres infractions graves liées au trafic de drogue et au blanchiment de capitaux.

L'expérience des victimes

Quels critères utiliser pour déterminer si une femme, une adolescente, un enfant ou un jeune homme sont victimes de la traite ? Dans une vingtaine d'affaires mondialement connues, les victimes de viols systématiques ont défendu leurs tortionnaires pendant le procès. Si les entretiens réalisés pour étudier le phénomène de la traite n'intègrent pas des questions visant à détecter le syndrome de Stockholm et les phénomènes de dépendance paradoxale, ainsi qu'un questionnaire basique sur la violence familiale pendant l'enfance, nous pourrions difficilement comprendre l'expérience réelle des victimes. En effet, nombre d'entre elles ont souffert de mauvais traitements lorsqu'elles étaient enfants et considèrent la violence psychologique et sexuelle comme un phénomène normal, qu'elles subissent naturellement en raison de leur genre, de leur race, de leur nationalité ou de leur classe (et parfois, pour toutes ces raisons à la fois).

Les histoires individuelles sont essentielles pour mesurer l'amplitude du phénomène social et criminel. Nous devons chercher à comprendre la façon dont une petite Salvadorienne, victime de plusieurs viols par jour dans une maison close, parvient à intérioriser ses expériences de souffrance et de survie, tant sur le plan émotionnel que psychologique. De la même façon, il faut découvrir comment une Brésilienne de 6 ans intériorise ses craintes lorsqu'elle est utilisée depuis l'âge de 4 ans pour produire de la pédopornographie et qu'elle croit, comme lui ont expliqué ses violeurs, qu'il s'agit d'une chose normale que toutes les petites filles doivent faire même si elles n'y prennent pas plaisir. Nous devons également examiner la façon dont vit et pense un homme d'affaires ou d'Église qui paye pour visionner ces films au Mexique, en Espagne ou aux États-Unis, oubliant totalement l'idée que derrière cette petite fille, il existe tout un réseau criminel spécialisé dans l'esclavage. De même, nous devons écouter la

trafiquante des Philippines qui adopte un discours libéral sur la prostitution et qui glisse, au détour d'une conversation, qu'elle a été victime d'abus sexuels pendant son enfance, bien avant d'être impliquée dans la gestion d'une maison close pour touristes coréens dans son pays natal. Le fait que cette femme ait normalisé l'abus au point de ne plus se considérer comme une victime, lui permet d'exploiter à son tour d'autres petites filles et adolescentes sans ressentir la moindre culpabilité.

C'est uniquement en écoutant tous ces témoignages que nous finirons par comprendre ce qui pose réellement problème : la violence, à force d'être normalisée, a fini par être complètement occultée, enlevant aux victimes toute possibilité de revendiquer leur droit de vivre en dehors d'un contexte d'agressions contrôlées. Dans ce cadre, comme me l'ont expliqué plusieurs prostituées réunies en organisations, notamment en Europe et aux États-Unis, se considérer comme victime d'une infraction devient presque une humiliation, plus encore que d'être battue par un client saoul ou que de subir un viol anal. En effet, la violence sexuelle est considérée, d'un point de vue libéral, comme un fait isolé. C'est ce qui permet à une prostituée de Barcelone d'affirmer: « Je ne vends pas mon corps, mais un acte sexuel concret, de la même manière qu'une secrétaire vend ses connaissances pour rédiger des lettres. »

Fina Sanz est une grande psychologue espagnole, spécialiste de la psychologie de l'érotisme et créatrice de la «thérapie des retrouvailles³³», modèle de thérapie qui a eu une influence considérable dans la façon de soigner les survivantes de la violence sexuelle dans le monde hispanique. D'après elle, l'exploitation sexuelle ne détruit pas uniquement le corps, mais également son propriétaire et sa structure émotionnelle. Il faut également garder à l'esprit que pour les proxénètes, les clients et même les violeurs, l'acte sexuel dans un contexte de prostitution ou de traite est perçu à la fois comme un acte érotique, qui procure du plaisir sexuel à l'homme uniquement, et comme un acte de pouvoir, ainsi qu'ils le reconnaissent eux-mêmes.

Selon Mme Sanz, « l'érotisme peut être considéré comme une reproduction des valeurs socioculturelles. Nous vivons dans un corps ressenti comme un tout, à la fois sexuel, sensoriel, émotionnel, mental, spirituel et social. [De plus], nous vivons avec plaisir³⁴ », lorsque c'est possible. Ces aspects ont tendance à être oubliés dans le débat sur l'abolition ou la réglementation du commerce sexuel, phénomène derrière lequel se cache la traite des personnes. Il existe tout un processus de socialisation préalable à l'acte concret, qui fait que pour la personne qui se prostitue, parler de santé psychosociale implique l'adhésion à

une morale religieuse qui interdit aux femmes de vivre librement leur sexualité.

Pour la prostituée que j'ai interrogée à Barcelone, la vente d'un acte sexuel pouvait être comparée à la préparation et à la vente d'un sandwich dans un snack. Mais pour un client, la pénétration, le contrôle et la chosification d'un corps n'ont évidemment pas la même signification que l'acte alimentaire et mécanique qui consiste à manger un sandwich. La vente d'un rapport sexuel possède une forte charge socioculturelle qui revendique le droit de payer pour utiliser et maltraiter des êtres humains.

En outre, les collectifs de prostituées (ou travailleuses sexuelles, ainsi que certaines préfèrent se faire appeler) réunissent à peine 500 000 personnes dans le monde. Leur appartenance à une minorité les prive-t-elle pour autant de tout droit ? Bien sûr que non. Toutefois, le débat est plus complexe qu'il n'en a l'air.

Ainsi, la revendication des droits d'une minorité est-elle justifiée si elle entraîne la promotion de valeurs socioculturelles et de crimes concrets qui affectent les majorités?

Carmela, une ancienne prostituée mexicaine qui travaille actuellement pour prévenir la violence à Miami, déclare :

Avant, nous affirmions : « Mon mari me bat parce qu'il m'aime », car quand nous étions enfants, on nous avait dit que c'était un signe d'amour. Puis nous avons fini par comprendre que c'est tout l'inverse. Et aujourd'hui, nous devrions dire: «Les clients peuvent me violer et m'humilier parce que je suis libre. » C'est une bêtise monumentale! Avoir une sexualité libre, c'est décider de ne pas être exploitée, d'avoir des relations sexuelles avec qui on veut et ne pas soutenir une activité qui encourage le non-respect des femmes et qui normalise la violence.

La pornographie peut elle aussi avoir des conséquences néfastes pour la société. D'après Catharine MacKinnon, plus elle est considérée comme un phénomène légitime et populaire, plus la violence envers les femmes s'en trouve normalisée. En outre, la société devient moins sensible à l'exploitation sexuelle.

Cette activiste rappelle également que ceux qui critiquent et qui étudient la pornographie et ses impacts socioculturels font l'objet d'attaques violentes,

d'injures et d'offenses, et sont considérés comme des ennemis de la liberté d'expression. Il faut aussi rappeler que la plupart des thérapeutes en faveur de

l'abolition demandent que l'exploitation sexuelle commerciale sous toutes ses formes soit considérée comme une violation des droits de l'homme. Tous ces éléments sont essentiels pour comprendre le fonctionnement du commerce sexuel et de la prostitution.

Le philosophe qui, depuis son université élitiste au Royaume-Uni, prône la liberté de se prostituer, n'est pour ainsi dire jamais capable de comprendre les implications de son discours sur des personnes concrètes, prisonnières de réseaux de prostitution au sein desquels elles subissent de graves violences, non seulement sexuelles, mais également raciales et de genre. Cette violence structurelle a des racines profondément misogynes, dont les conséquences touchent aussi bien les individus que les groupes.

L'autre extrême existe également. Prenons par exemple le cas de certaines religieuses chrétiennes, qui portent secours à des jeunes femmes prostituées tout en ayant beaucoup de difficultés à considérer la sexualité comme une activité saine. Leur point de vue, violemment abolitionniste, a été élaboré à partir de préjugés, de peurs et de valeurs radicales qui ne permettent aucun dialogue, pas même avec les victimes. Ainsi, elles imposent presque toujours à ces dernières des discours dogmatiques sur la foi, qui finissent par occulter les complexités de l'hypersexualisation des jeunes femmes, souffrant en outre d'un état de stress posttraumatique grave.

Témoignages et points de vue

Carolina Hernández, une Espagnole membre du Colectivo Hetaira, qui regroupe des travailleuses sexuelles, a écrit :

Être reconnue comme travailleuse sexuelle est très important. Le travail sexuel, ou la prostitution comme on dit aujourd'hui, fait tout de suite penser aux proxénètes, aux prostituées, aux mafias, aux marginales, etc., sans prendre en compte qu'il s'agit d'un choix fait librement. La plupart de mes collègues n'ont pas été contraintes de travailler dans la rue ni abusées par qui que ce soit. La grande majorité des femmes qui se prostituent sont libres de

prendre leurs propres décisions. [...] C'est le cas avec des filles d'Europe de l'Est.

Elles m'ont raconté – et en vivant avec elles, je l'ai constaté –

qu'elles avaient besoin d'un compagnon, qui s'occupe d'elles et qui les protège de certains profiteurs. Ils ne leur demandent rien en échange et refusent même les cadeaux qu'elles leur font par

solidarité. Ces hommes, qui les aident, sont confondus avec des proxénètes ou des maquereaux, mais c'est une erreur. Nombre d'entre elles se sont mariées avec leurs compagnons et ont ensuite dû arrêter de travailler dans la rue. Notre profession est stigmatisée par la police et par les habitants du voisinage, qui nous accusent d'avoir des complices et d'attirer la drogue et la délinquance... Mais ce n'est pas le cas. Tout cela est faux et absurde. [...] Nous devons apprendre à cohabiter comme des gens éduqués et civilisés pour que les travailleuses sexuelles fassent enfin partie intégrante du quotidien.

Laura « N », une femme de 27 ans secourue en Navarre alors qu'elle se trouvait aux mains d'un réseau de trafiquants, explique : Au Paraguay, on m'avait dit que je serais danseuse exotique dans un établissement haut de gamme à Madrid et que s'il y avait des clients, je pourrais les choisir moi-même. Mais ils m'ont amenée en Navarre, où j'ai dû supporter d'avoir des relations sexuelles avec une trentaine d'hommes par jour. C'était affreux: ma vulve était toute enflammée. Un type m'a mordu les tétons et m'a fait vraiment mal. Un autre voulait m'étouffer en mettant son pénis dans ma bouche et prendre des photos avec son téléphone portable. Un autre encore m'a forcée à avoir des relations anales et a ensuite affirmé que je pleurais parce que j'y avais pris goût... L'ordure. Je pensais que ce serait mieux d'être une prostituée en Espagne. On m'avait dit qu'ici, les clients nous respectaient. Mais c'est faux. C'est la même chose qu'au Paraguay et qu'au Panama, où ils m'avaient d'abord emmenée: les clients payent pour nous humilier.

Dans les pays les plus pauvres, des millions de femmes et de petites filles savent que leur avenir, tout comme celui de leurs mères, sera uniquement fait de pauvreté et de faim. Des femmes et des petites filles vietnamiennes

avec lesquelles j'ai discuté m'ont raconté que tous les trois mois, une Philippine nommée Estrella et deux Japonais, qui affirment être ses cousins, parcourent les villages de Dong Tham, de An Giang et de Kien Giang pour recruter des jeunes femmes qui iront travailler en Thaïlande, à Hong Kong, à Macao et au

Cambodge, comme serveuses ou comme prostituées. Quand je leur ai demandé si elles savaient ce qu'impliquait la prostitution au Cambodge, les adolescentes se sont regardées en silence. Une seule, âgée de 17 ans, a accepté de parler.

Bi'nh, dont le nom signifie «paix», m'a dit : « Estrella nous a expliqué que la première année, nous pouvions gagner beaucoup d'argent, puis rentrer chez nous pour monter une petite entreprise familiale. » « Pourquoi un an seulement ? » lui ai-je demandé. «Parce que les clients préfèrent les vierges. » Tout en écrivant dans mon carnet, j'ai parcouru les pages où j'avais pris des notes lors de mes entretiens avec la police cambodgienne, qui m'avait indiqué que 50 000

mineures vietnamiennes avaient été introduites au Cambodge pour y être sexuellement exploitées. Là, elles connaissent l'esclavage, l'extorsion, la faim et l'exploitation. Une petite fille de moins de 10 ans gagne 1 euro pour faire *yum-yum* à un Européen. Le trafiquant, quant à lui, en touche 40. D'après les témoignages des enfants secourues, elles s'occupent ainsi de quinze à vingt clients par jour, ce qui représente des gains quotidiens pouvant atteindre 600

euros par petite fille. Chaque enfant, s'il n'est exploité que cinq jours par semaine et ne reçoit que quinze clients par jour, peut ainsi produire 3 000 euros hebdomadaires. L'exploitation de 50 000 petites filles vietnamiennes au Cambodge rapporte donc aux trafiquants 150 millions d'euros par an. Cet argent est réparti entre les propriétaires et les tenanciers des bars et des hôtels, les taxis, les garçons d'étage, les mafieux qui vendent leur protection et les policiers qui informent les trafiquants des enquêtes réalisées par les organisations de lutte pour les droits de l'enfant. Tous ces bénéfices profitent également aux banques et stimulent l'économie locale.

L'anthropologue mexicaine Martha Lamas donne la parole à de célèbres féministes en faveur d'une légalisation de la prostitution et explique son point de vue pour la réglementation :

Je suis convaincue qu'il existe bien un marché pour le travail sexuel dans lequel les femmes entrent pour des raisons

économiques, sans plus de contraintes que celles imposées par le système capitaliste à tous ceux qui vendent leur force de travail. Ce cas est fondamentalement différent de la traite.

L'exploitation se différencie de l'esclavage par la marge de manœuvre qu'elle permet. Dans le capitalisme, tout est exploitation.

Selon moi, nous devons avant tout lutter contre toute forme

d'exploitation. Pour cela, la stratégie qui me paraît la plus adaptée n'est pas l'abolition mais la réglementation. Je me rends bien compte qu'au sein du commerce sexuel, il existe plusieurs conditions de travail, et ceux qui travaillent doivent avoir des droits et des devoirs : sécurité sociale, accès au crédit immobilier, syndicalisation, impôts, etc.

Je pense qu'il est nécessaire de distinguer la traite du travail. Il est indispensable d'arrêter de parler de prostitution et, lorsqu'elle n'est pas forcée, de parler de profession. Les activités clandestines, comme le trafic de drogue, doivent sortir de l'ombre et être réglementées.

Il n'existe pas de solutions simples pouvant être appliquées de manière homogène aux différents groupes de travailleuses sexuelles, mais je suis convaincue que les femmes qui assument leur situation et qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits, parmi lesquels celui d'exercer cette profession, doivent être soutenues et respectées.

Elles-mêmes affirment qu'il n'y a pas que des victimes et qu'elles choisissent le moindre mal.

Une question importante se pose dans ce débat sur la défense du travail sexuel : les trafiquants, les mafias et les clients, qui se caractérisent par leur sexisme et leur misogynie, seront-ils prêts à respecter les règles des femmes,

à payer ce que chacune estime être le juste prix, à ne pas les exploiter, à respecter leurs décisions et à ne pas être violents envers elles ? Les statistiques sur la violence contre les femmes et sur les féminicides montrent que la réponse est négative, ce qui ne veut pas dire pour autant que les femmes n'ont pas le droit de lancer un débat public sur la possibilité de vivre librement du commerce sexuel.

Martha Lamas affirme :

La victimisation *a priori* de celles qui vivent du travail sexuel (et qui prennent cette décision pour des raisons économiques et non pas parce qu'elles sont victimes de la traite) ne me paraît pas politiquement correcte. Je pense que nous devons être plus respectueux envers les autres et tolérer leurs différences. Nous autres féministes devrions notamment essayer de ne pas mélanger nos désirs et nos besoins (y compris psychologiques) avec ceux des

autres femmes. Sinon, on tombe facilement dans une espèce de «

maternalisme » qui a pour objectif de les « sauver » d'une situation dont elles ne veulent pas être sauvées. C'est une question de responsabilité de nos actes et, finalement, de liberté, comme le revendiquent les femmes elles-mêmes.

Ce à quoi Catharine MacKinnon répond :

Par le passé, les mouvements féministes savaient que les femmes ne choisissaient pas réellement d'être maltraitées par un homme en échange d'une situation économique stable, malgré les apparences du contrat de mariage, qui laissait entendre que l'épouse entrait librement dans ce type de relations [violentes]. Et aujourd'hui, au nom du féminisme, nous devrions accepter l'idée qu'on choisit librement d'être violée par des centaines d'hommes pour des raisons économiques. Du moment que la femme signe un contrat pour être «

mannequin », il n'y a bien entendu aucune contrainte [e35](#).

Concernant le nombre de femmes qui pratiquent la prostitution libre ou forcée, l'activiste espagnole Beatriz Gimeno Reinoso affirme :

Dans ce type de débat, je n'aime pas m'accrocher à des chiffres.

En effet, ils peuvent toujours être manipulés, sont difficiles à vérifier, dépendent de nombreux facteurs et diffèrent d'un clan à un autre. En outre, les statistiques ne parviennent à convaincre que ceux qui sont déjà convaincus. Par exemple, ces derniers mois, les partisans de la légalisation ont affirmé que 5 % des femmes seulement étaient contraintes de se prostituer. Les partisans de l'abolition ont quant à eux déclaré que seules 5 % étaient des prostituées libres. Nous ne sommes pas face à un problème de chiffres mais face à un problème social, idéologique et politique: la souffrance est vécue différemment par chaque être humain.

Il est évident que le commerce sexuel ne permet pas l'ouverture d'un marché libre permettant aux femmes adultes, qui choisissent de vendre leurs charmes par

heure ou par minute, de le faire sagement et en payant des impôts, comme le propose Mme Lamas. En effet, cette activité est structurellement liée aux mécanismes de contrôle et d'exploitation. D'un côté, elle permet aux hommes du monde entier d'obtenir ce que des femmes et des adolescentes refusent de leur donner librement, à savoir des relations sexuelles sans règles, avec obéissance et soumission. De l'autre, elle permet à une poignée d'hommes de s'enrichir aux dépens de nombreuses femmes. Il serait vraiment naïf de croire que la légalisation de la prostitution pourrait mettre un terme aux activités des mafias internationales qui vivent de l'exploitation sexuelle des enfants, des adolescents et des adultes.

Dans le monde entier, le tourisme sexuel a créé un marché ainsi qu'une culture qui se caractérise par ses valeurs et ses principes propres. Les adolescentes et les enfants sont les marchandises les plus demandées et, en raison de la pauvreté, sont faciles à obtenir. Le sexisme et la chosification des femmes ont entraîné leur déshumanisation. En outre, les groupes ultraconservateurs profitent de la

«panique morale » provoquée par la traite pour, de nouveau, exproprier le corps des femmes et le confier aux mains de l'État et aux groupes religieux. Dans tous les cas, les femmes et les enfants sont les grands perdants.

Chapitre 13

Conclusion

Légaliser la prostitution?

Actuellement, de nombreuses féministes considèrent que le meilleur moyen de lutter contre la traite des enfants et des femmes à des fins d'exploitation sexuelle est la légalisation de la prostitution. Toutefois, il me semble qu'une légalisation serait favorable aux mafias et encouragerait l'esclavage. En outre, la prostitution des femmes adultes est directement liée à la violence sexuelle envers les enfants, qui touche des fillettes de plus en plus jeunes. J'espère que mon voyage à travers le monde et que les témoignages des victimes, réunis dans ce livre pour montrer toute l'atrocité de leurs expériences, pourront apporter de nouveaux éléments importants à ce débat.

La mise en place d'un solide corpus de lois pourrait enfin permettre d'en finir avec tant de siècles d'oppression, et de restituer à toutes ces femmes et petites filles le contrôle de leur corps, mais aucun pays ne fait d'efforts pour créer de véritables conditions d'égalité. Dans une culture dominée par des valeurs misogynes et patriarcales, le corps féminin est considéré comme un objet qui peut être acheté, vendu, utilisé et jeté. Si les femmes sont conditionnées pour obéir à certaines règles, les hommes, quant à eux, sont éduqués pour les reproduire sans les remettre en question.

Dans les pays islamiques, les prostituées sont condamnées à la peine de mort.

Aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suisse et en Australie, la prostitution, la gestion et la publicité de maisons closes sont des activités légales. Aux États-Unis, si la prostitution est interdite, les propriétaires des établissements qui la pratiquent ne font en réalité l'objet d'aucune poursuite. En Espagne, certains groupes d'extrême droite subventionnent la syndicalisation des prostituées et stimulent un secteur qui les enrichit et qui les renforce, et parallèlement, sur le plan politique, ils dépouillent ces femmes de tous droits sexuels et reproductifs.

Dans ce pays, les mafias qui contrôlent la prostitution forcée dirigent environ
4

000 maisons closes, qui génèrent quelque 18 milliards d'euros par an.

Il est incroyable de constater à quel point les formes de violences sexistes les plus intolérables se sont normalisées. Généralement, les femmes qui se prostituent ne peuvent pas expliquer leur capacité à dissocier l'identité psychosexuelle de leur corps lorsqu'elles se trouvent avec un client désagréable, humiliant ou violent; elles se soumettent, tout simplement. Il en va de même pour les clients, eux aussi incapables de discerner les mécanismes culturels et psychologiques qu'ils mettent en œuvre pour séparer leurs organes génitaux de leur identité psychoaffective et psychosexuelle. C'est ce qui explique que Thommo, auteur du site Internet Whorist, puisse écrire: « J'aperçois son visage dans la maison close en Birmanie. Je règle d'avance à sa mère, qui me prévient que le sexe anal est interdit. Dès que je la vois, je veux mettre mon pénis dans sa bouche. Lorsque nous entrons dans la chambre, elle est effrayée, tremblante.

J'aime ça : je vais pouvoir lui montrer comment faire... Ainsi, la prochaine fois que je viendrai, elle saura écarter les cuisses. » L'homme se retient de forcer l'enfant à avoir des relations anales uniquement parce qu'il se rend compte qu'un « gorille grand et costaud » est posté à la porte pour le surveiller.

Les partisans de la réglementation argumentent qu'il est impossible d'assimiler toutes les prostituées adultes à des victimes incapables de prendre leurs propres décisions, ce en quoi ils ont raison. Cependant, comme le rappelle Somaly Mam, il faut garder certaines choses en tête :

Pour les féministes postmodernes et les gardiennes de la

prostitution, parler de vulnérabilité des femmes semble insultant. Il faut cependant mettre les choses au clair: la vulnérabilité n'implique pas forcément la faiblesse ou la stupidité. Nous sommes victimes de l'esclavage parce que d'autres personnes sont incapables de ressentir de l'empathie pour notre condition de femmes, imposée par la société. La prostitution n'est pas une activité raffinée ou libre.

Certains pensent que cette profession consiste à échanger du plaisir contre de l'argent, mais c'est une déformation de la réalité qui cache en fait la détresse des femmes.

J'ai interrogé de nombreuses prostituées sur la façon dont elles se voient. J'ai ainsi découvert que pour la grande majorité, elles ne se considèrent pas comme des personnes à part entière. Elles sont nombreuses à ressentir un certain pouvoir en accomplissant de petites vengeance contre leurs clients, mais le sentiment de domination qu'elles éprouvent lorsqu'elles se moquent des hommes dans leur

dos n'est qu'illusoire. Parfois, les prostituées défendent ce discours phallocentrique mieux encore que les hommes: « Je suis machiste, et alors?

C'est mon choix», m'a affirmé une des femmes que j'ai interrogées. La violence à l'encontre de ces femmes a été suffisamment étudiée pour permettre de se rendre compte des profondes inégalités qui existent entre elles et leurs clients.

Mais, même si elles ne sont pas toujours victimes de la traite (sauf lorsqu'elles sont contrôlées par un proxénète), il n'en demeure pas moins que l'esclavage auquel elles sont réduites est symbolique.

La situation des mineurs n'est pas si différente. De nombreux enfants, victimes d'abus sexuels et contraints de se prostituer, m'ont expliqué que selon eux, cette activité «fait partie de la vie et qu'ils sont nés pour ça ». Beaucoup de villes et de villages comptent parmi leurs habitants deux ou trois générations d'hommes et de femmes qui, dans leur enfance, ont été victimes d'exploitation sexuelle et qui, une fois adultes, reproduisent tout ce qu'ils ont appris. Ainsi, dans le monde entier, il existe un nombre considérable d'individus qui estiment qu'il est normal de vivre de l'exploitation sexuelle d'autrui et de l'extorsion systématique des gains ainsi générés.

Certaines personnes, qui préfèrent simplifier les faits et qui se contentent de statistiques, argumentent qu'en théorie, il est effectivement possible de séparer les adultes des mineurs dans le monde de l'exploitation sexuelle. Cependant, en réalité, cette distinction est pratiquement impossible. J'ai

enquête sur plusieurs réseaux de pornographie dans lesquels des femmes de 22 ans cohabitaient avec des enfants de 4 ans. Leurs relations étaient influencées par les proxénètes, qui leur enseignaient à prendre soin les unes des autres, à se détester, à s'admirer et à s'envier. J'ai également vu plusieurs maisons closes dans lesquelles les prostituées prenaient soin des fillettes de leurs collègues; ainsi, les petites étaient témoins de tout ce qui se passait pendant que leur mère travaillait. À Tokyo, il n'est pas rare de croiser un groupe d'adolescentes habillées en lolitas puis, au coin de la rue, plusieurs geishas adultes. On peut également citer l'exemple des «

masseuses » thaïlandaises de 28 ans, qui travaillent à New York et qui sont chargées, sous le strict regard de leur chef, de former les nouvelles recrues de 14

ans.

Un travail sérieux sur le terrain et suffisamment étendu surprendrait sans doute ceux qui sont convaincus ou qui préfèrent croire que l'indulgence des trafiquants et le libre arbitre des prostituées permettent d'établir une séparation nette entre l'exploitation sexuelle des adultes et celle des adolescentes et des enfants.

Lorsque j'entends des arguments en faveur de la légalisation de la prostitution, qui prétendent « restituer aux femmes » le contrôle de leur corps, je pense immédiatement au regard désarmé des gamines qui n'ont jamais eu la chance de décider pour elles. Quelque chose me dit que l'application de lois visant à légitimer une activité répugnante dans un monde d'inégalités profondes finira par jouer en faveur des tortionnaires et non pas des victimes.

Le rôle des hommes

L'esclavage, et particulièrement l'esclavage sexuel, est un problème extrêmement complexe que devra résoudre la société du XXI^e siècle.

Nous devons faire comprendre aux prostituées que, contrairement à ce qu'elles croient, le monde a d'autres opportunités à leur offrir. En outre, il faut lutter pour que les femmes ne soient pas conditionnées à se vendre

comme des marchandises pour assurer leur survie et pour qu'elles puissent avoir accès à un travail digne, bénéficier de la sécurité sociale, d'un logement et de services sanitaires, reprendre possession de leur corps et de leur sexualité, et prendre leurs propres décisions. Il est également nécessaire que les hommes apprennent à cohabiter avec les femmes et avec les autres hommes dans un monde où la pornographie, la violence et le sexisme ne sont pas les seuls modèles qui guident leur vie érotique et leurs relations en général.

D'autre part, les hommes qui luttent contre la violence faite aux femmes et contre la traite sont très peu nombreux, tout comme ceux qui revendiquent la nécessité de transformer la virilité pour la rendre moins déshumanisée et moins déshumanisante. En revanche, le nombre de clients qui fréquentent les maisons closes dans lesquelles des adolescentes sont réduites en esclavage ou qui achètent des vidéos de pédopornographie est en augmentation. Ces acheteurs recherchent des adolescentes de plus en plus jeunes, car celles-ci ne savent pas se défendre et peuvent facilement être amenées à se prostituer. Pourtant, comme le remarque Victor Malarek, « dans la plupart des enquêtes et des rapports sur ce phénomène tragique, eux, les grands consommateurs de la prostitution, sont laissés de côté et deviennent le chaînon manquant de l'exploitation ».

La dynamique de la mondialisation capitaliste, les traités de libre-échange, la porosité des frontières et, surtout, la demande croissante d'êtres humains, engendrée par la détérioration des relations interpersonnelles, sont autant de facteurs qui expliquent l'augmentation de la traite des personnes. Dans ce sens, il est essentiel de se poser un certain nombre de questions. Par exemple, pourquoi ne critique-t-on jamais la « prostitution des affaires », phénomène abordé dans le

livre *Business Miscellany*, publié par la célèbre revue *The Economist*, qui recommande aux responsables exécutifs en voyages d'affaires de se conformer aux pratiques du secteur et d'emmener leurs clients dans des maisons closes et dans des bars de strip-tease pour conclure des contrats ? Ainsi, la généralisation de consignes de ce type entraîne une augmentation de la demande de prostituées.

Certaines mesures concrètes peuvent être prises pour lutter contre ce phénomène généralisé :

Tous les chefs d'entreprise prêts à collaborer, quel que soit leur domaine d'activité, peuvent élaborer des codes de déontologie interdisant à leurs employés de conclure des contrats de cette manière et de faire passer dans leurs notes de frais les consommations prises dans des boîtes de nuit pratiquant la prostitution.

Les entreprises, en particulier celles du secteur touristique, peuvent dispenser à leurs employés une formation annuelle afin d'analyser les implications de la traite sexuelle sur leur communauté.

Les entreprises peuvent donner un pourcentage de leurs taxes déductibles aux organisations mettant en place des projets éducatifs à destination des petits garçons, pour leur apprendre à grandir en adoptant une masculinité non violente.

Chaque personne, si elle est libre de choisir, doit être consciente que la consommation de pornographie dans la presse écrite, à la télévision ou sur Internet entraîne très probablement une augmentation des ressources des trafiquants de femmes et d'enfants.

Les propriétaires des journaux qui, bien souvent, dénoncent en première page l'esclavage sexuel, devraient refuser de publier parallèlement des annonces faisant la publicité de la vente de femmes et de la prostitution.

La responsabilité des États

Dans un monde où les technologies semblent faciliter les communications, des millions d'esclaves demeurent invisibles et ne peuvent s'exprimer au sein de la société mondiale en général, et face à leur gouvernement en particulier, qui ne leur accorde aucune valeur. La plupart des victimes se déplacent ou sont déplacées, passant de villages pauvres à des villes un peu moins pauvres, de pays caractérisés par leur fort taux de chômage à des pays leur offrant plus d'opportunités. Généralement, elles ignorent leurs droits et ne disposent d'aucune documentation légale.

D'après l'Unicef, 18 % des enfants de moins de 5 ans en Amérique latine et

dans les Caraïbes n'ont fait l'objet d'aucune déclaration légale. Vingt-cinq millions de Brésiliens et 25 000 enfants mexicains des zones indigènes de l'État du Chiapas ne possèdent pas d'extrait de naissance. Ces dernières années, en Colombie, 3 millions de nouveau-nés n'ont pas été correctement déclarés dans les registres officiels. Le nombre de personnes n'ayant aucune existence reconnue est encore plus important dans les pays d'Afrique subsaharienne que dans les pays d'Amérique latine.

Les personnes sans identité officielle ne peuvent pas avoir accès aux services de base ni s'exprimer face aux autorités, sans parler de bénéficier d'un travail légal, de demander un crédit ou encore de recevoir un héritage. Lorsqu'elles sont enlevées et conduites dans une autre ville, elles ne peuvent pas décliner leur identité; leurs familles peuvent donc difficilement les retrouver. Ces personnes qui, faute de papier, « n'existent pas », savent que leur vie et que leur liberté est entre les mains de leurs ravisseurs et que si elles se rebellent, elles finiront à la rue, en prison, ou retourneront dans les mêmes conditions de pauvreté qu'elles ont voulu fuir et qui les ont conduites jusque-là.

Les migrations provoquées par les conflits provoquent également la perte d'identité de millions de personnes. Ce fut notamment le cas en Serbie, en Géorgie, au Cambodge, en Birmanie, au Congo, au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua. Un nombre incalculable de délinquants propose à ces immigrants des faux papiers (ou des papiers authentiques mais illégaux) pour essayer ensuite de les entraîner sur la voie de l'esclavage. Les femmes exilées par la guerre, en état de stress posttraumatique, finissent dans les filets de réseaux mafieux européens, spécialisés dans le commerce d'esclaves en provenance de pays où la violence a endommagé ou détruit les réseaux sociaux. Les guerres entraînent également l'esclavage d'enfants, transformés en chair à canon. Rien qu'en 2009, les forces armées gouvernementales de douze pays, à l'instar de leurs ennemis rebelles, ont recruté des milliers d'enfants soldats. Le nombre de petites filles soldats a également considérablement augmenté. Elles sont, pour la plupart, également utilisées comme esclaves sexuelles, comme c'est actuellement le cas en République démocratique du Congo.

Tant que les dirigeants internationaux qui dictent les lois refuseront de discuter ouvertement du fonctionnement réel de l'industrie du sexe sous

toutes ses formes, le marché de l'esclavage poursuivra sa croissance. Ce qui est un crime pour certains, une grande tragédie humanitaire pour d'autres, est en réalité une activité très lucrative pour un groupe spécifique d'hommes, qui spéculent aux

Bourses de New York et de Tokyo, font construire et dirigent des hôtels cinq étoiles, achètent des avions et procurent des divertissements à des hommes politiques, des policiers, des militaires, des chefs d'entreprise et des leaders religieux. Comme l'explique le gérant d'un bar mexicain, dont l'établissement a dû fermer à trois reprises pour prostitution d'enfants de 12 et 13 ans, mais dont les influences politiques en ont permis la réouverture: « Il s'agit d'un commerce, d'un commerce, d'un commerce... Alors faites pas chier. »

Le trafic illégal de personnes sans identité doit faire l'objet d'un débat international plus transparent. Il est nécessaire de réviser les législations ambiguës et le fonctionnement des visas de travail temporaires, qui dépouillent les travailleurs de leurs droits les plus élémentaires, et de revoir les systèmes visant à lutter contre la corruption des agents des services de migration. De même, il faut arrêter de poursuivre les personnes en situation de prostitution et sanctionner les consommateurs et les propriétaires d'entreprises qui créent et favorisent un environnement propice à la traite.

Ces quinze dernières années, le secours aux victimes de la traite, et particulièrement aux victimes des réseaux d'exploitation sexuelle commerciale et infantile, a suscité un véritable élan médiatique. Pourtant, dans de nombreux pays, ce sujet est toujours prétexte à un déballage policier morbide et moralisateur dont le seul résultat est d'horrifier la société, qui se sent de moins en moins concernée par un sujet qui lui semble lointain et isolé.

À plusieurs reprises, les autorités policières ont manipulé les médias et la société en général, faisant passer les rafles qui ont lieu dans les maisons closes et au cours desquelles les femmes sont maltraitées pour des opérations de secours.

Ces interventions, prétendument réalisées en faveur de la protection des droits de l'homme, ne sont en réalité que des arrestations déguisées.

Aux États-Unis, au Mexique, en Espagne, en Turquie, en France, en Afrique du Sud, en Colombie et au Japon, certains policiers traitent les victimes comme des délinquantes et violent la quasi-totalité de leurs droits. Si ces circonstances sont peu à peu en train d'évoluer, il est néanmoins nécessaire de réaliser une analyse sérieuse pour identifier les situations dans lesquelles la police adopte une double morale et des préjugés sexistes pour véhiculer une image d'efficacité, et celles qui se trouvent améliorées par des formations adéquates et la mise en œuvre de meilleures pratiques. Ces bonnes pratiques sont en effet indispensables pour montrer ce qu'il est possible de faire³⁶.

Tant que l'abolition de la prostitution dans son ensemble ne sera pas décidée, plusieurs actions concrètes visant à éradiquer la traite peuvent être mises en place par les autorités signataires du protocole de Palerme et des autres accords visant à lutter contre l'esclavage :

Enquêter sur le financement des maisons closes, des bars et des agences de mannequins suspects : si j'ai pu détecter certaines opérations de blanchiment de capitaux, je suis sûre que les agents spécialisés pourront le faire beaucoup mieux que moi.

Infiltrer des agents de police dans les entreprises de production de pornographie. En effet, il existe un nombre significatif de femmes et d'adolescentes contraintes de travailler dans ce secteur.

Ficher les policiers qui fréquentent les maisons closes et les bars nudistes pendant leur temps libre. En effet, ceux-là sont presque toujours davantage dévoués à la protection du commerce sexuel qu'à leur mission officielle.

Les trafiquants cherchent généralement à les attirer pour en faire des clients VIP et des complices naturels.

Mettre en place des politiques d'interdiction et de réprimandes à destination des fonctionnaires qui fréquentent les maisons closes. Un policier, un militaire ou un secrétaire d'État surpris à boire un verre en compagnie d'un trafiquant de drogue ou à se droguer est immédiatement arrêté. Pourquoi les lois interdisant le proxénétisme et la traite ne sont-elles pas appliquées de la même manière ?

Répertorier les vidéos pornographiques mettant en scène des adolescentes et des enfants systématiquement retrouvées au cours des éclatantes perquisitions des propriétés de trafiquants de drogue ou autre dans le monde entier et enquêter sur leur nombre et leur origine.

Refuges : mener à bien une mission essentielle

Les nombreux témoignages des victimes de la traite qui ont été secourues n'existeraient évidemment pas sans les différents refuges et abris qui ont ouvert à travers le monde et qui permettent d'étudier les histoires individuelles. Juste à côté des lieux où les crimes sont commis, il existe également des endroits sûrs où les victimes peuvent dormir, manger, travailler et, finalement, reconstruire leur vie et leur avenir librement.

Au Guatemala, j'ai visité un refuge qui accueillait quarante-trois adolescentes âgées de 12 à 14 ans et portant chacune leur bébé, tous issus de viols. Ces jeunes mamans avaient été secourues alors qu'elles travaillaient dans des maisons

closes à la frontière avec le Mexique. Certaines me montraient leurs enfants comme s'il s'agissait de poupées en plastique, avec lesquelles elles n'avaient aucun lien corporel ou émotionnel. D'autres les caressaient et en prenaient soin, comme pour combler le vide et l'abandon qu'elles-mêmes avaient ressentis dans leur enfance. Sur la frontière chinoise, un matin, par - 10 °C, je me suis réveillée dans mon sac de couchage à côté d'une bande de gamines qui se moquaient de mes chaussettes colorées et avec qui j'ai partagé le riz bouilli le plus savoureux de ma vie. Au Sri Lanka, assise devant un feu de bois, j'ai partagé les craintes d'un groupe de femmes hindoues qui reconstruisaient leur vie après avoir passé une vingtaine d'années à se prostituer. Au Burkina Faso, j'ai passé une nuit blanche avec trois petites qui s'étaient glissées dans mon lit pour que je les câline et que je leur raconte des histoires de petites filles mexicaines. À Cuba, j'ai écouté les *jineteras*³⁷ qui tentaient de fuir l'esclavage sexuel à travers la poésie et la musique. Au Japon, je me suis rendu compte de la maturité émotionnelle d'un groupe d'adolescentes philippines, qui souhaitaient devenir peintres et ne plus jamais être contraintes à avoir des relations sexuelles. À New York, j'ai joué au basket avec sept adolescentes mexicaines secourues après avoir été vendues par leurs frères à un réseau de maisons closes tenues par la

mafia. Au Mexique, en compagnie d'un prêtre, j'ai préparé un plat de *cochinita pibil* [38](#) pour vingt-trois adolescents du Chiapas et du Salvador, victimes de travail forcé dans le domaine du bâtiment et qui, après des journées de douze heures, dormaient à même le sol sans avoir correctement mangé. À Barcelone, j'ai passé une nuit très froide à écouter les immigrantes africaines exclues, qui rêvaient d'une vie meilleure et légale. En France, j'ai discuté avec sept adolescentes chinoises, sauvées des mains de la mafia chinoise opérant à Paris et qui voulaient créer une école pour enseigner aux petites filles à vivre librement et en étant conscientes que naître femme n'est pas un péché.

Chaque victime délivrée de l'esclavage et qui revendique ses droits est la preuve vivante que la vie peut reprendre le dessus et qu'il faut continuer à défendre la liberté des êtres humains, pour que chaque personne ait le droit de prendre ses propres décisions et de choisir son destin. Dans un bon refuge, les victimes peuvent reconstruire leur vie, comprendre, choisir, pardonner ou ne pas pardonner et aller de l'avant. Parfois, comme me l'a dit une adolescente en Suède, « nous avons juste besoin qu'un autre être humain nous regarde dans les yeux, nous considère comme son égal, nous donne un miroir et nous fasse un petit coin paisible pour pouvoir nous observer, et chercher au fond de nous qui nous sommes et où nous voulons aller ».

Tant que la traite ne sera pas éliminée, les espaces sûrs fournis par les refuges

seront nécessaires, surtout dans les pays où l'exploitation sexuelle est la plus active [39](#). Les individus qui mettent en œuvre les opérations de secours et qui dirigent ces établissements sont devenus de véritables héros.

Malheureusement, la société ne fait pas toujours son possible pour aider à la réinsertion des victimes. Pourtant, c'est d'un héroïsme collectif et non pas exceptionnel dont nous avons besoin.

Les différents types d'organisations[40](#)

Sur 176 pays, parmi lesquels les États-Unis, seuls 133 disposent de refuges et d'abris pour les victimes de la traite, tant à des fins d'exploitation sexuelle que de travail forcé. Parmi ceux-là, 53 pays possèdent des refuges gérés par des organisations civiles et, à 82 %, par des femmes. Dans 36 nations, le

gouvernement local a fondé et entretient les infrastructures des établissements existants. Dans 29 pays seulement, il collabore avec la société civile dans des systèmes de financement mixte: ainsi, l'association se charge de trouver 30 à 60

% des financements nécessaires et l'État apporte le reste. Dans 4 pays, le gouvernement interdit les subventions publiques aux organisations civiles, qui ne peuvent collaborer avec les organisations internationales qu'en prenant de grandes précautions politiques et diplomatiques. En Turquie, par exemple, les maisons closes sont gérées par l'État et les organisations n'ont pas le droit de recevoir de financements publics. Dans 17 pays, le gouvernement refuse non seulement de collaborer avec les organisations qui portent secours aux victimes, mais poursuit en outre les défenseurs des droits de l'homme⁴¹. Dans le monde entier, il existe sept fois plus de refuges pour les animaux maltraités que pour les victimes de la traite à des fins d'esclavage.

Les financements sont un élément essentiel pour permettre aux organisations civiles de supporter le coût élevé engendré par l'hébergement temporaire et l'assistance fournis à des centaines de personnes en situation de crise. Les organisations emploient à temps plein des professionnels dans les domaines de la santé physique et mentale, des avocates, des assistantes sociales, des institutrices, des auxiliaires de vie, des experts médicaux et paramédicaux, des spécialistes de la sécurité, des chauffeurs, des secrétaires, du personnel administratif et comptable ainsi que du personnel d'entretien pour s'occuper de bâtiments comprenant trente à quarante chambres. Les victimes doivent recevoir trois repas par jour. La plupart souffrent de graves problèmes de santé liés à la dénutrition et, parfois, à des addictions créées par les trafiquants. Les médicaments et les compléments alimentaires peuvent entraîner des coûts

considérables, surtout pour les organisations des pays en développement, où la culture de l'aide humanitaire et des dons est pour ainsi dire inexistante. En outre, la plupart de ces pays n'ont pas de politique publique effective pour encourager une collaboration entre l'État et la société civile. Par exemple, au Mexique et au Guatemala, l'octroi de subventions publiques aux organisations est conditionné à leur enregistrement auprès des organismes publics concernés, au respect de mécanismes de transparence et à

l'obligation de rendre des comptes. Malgré tous ces critères, la charge fiscale de ces organisations s'élève néanmoins à 30 %, soit plus que ce que doivent payer la plupart des entreprises lucratives.

Grosso modo, il existe quatre types de refuges pour victimes de la traite, dont la mission est d'héberger et de fournir une assistance thérapeutique, légale et migratoire aux victimes secourues. La qualité professionnelle mise en œuvre dans ces refuges est très inégale: certains établissements disposent de modèles d'assistance complets, de manuels opératoires et de principes éthiques ; d'autres ont surgi de nulle part et leur fonctionnement tient du miracle; d'autres encore ont trouvé dans la traite à des fins d'exploitation sexuelle un terrain propice à l'évangélisation de personnes vulnérables.

1. Refuges créés et dirigés par des survivantes de la prostitution forcée et par des féministes

Ces refuges ont une particularité: ils sont nés à partir de l'expérience personnelle de leur fondatrice. Ils ont pour la plupart commencé en adoptant des positions radicales et, au fil des années, ont élaboré des modèles d'assistance complets qui ont prouvé leur efficacité sur les survivantes. Ces établissements se distinguent par leur capacité à collaborer avec les organismes gouvernementaux et à faire cesser la discrimination judiciaire dont font l'objet les femmes en situation de prostitution. Nombre de ces organisations ne sont plus aussi enthousiasmées par les nouvelles lois de lutte contre la traite; elles se sont en effet rendu compte que les interrogatoires interminables et les procès imposés à ces femmes, qui doivent supporter la charge de la preuve, ont pour seul effet de les placer de nouveau en position de victimes. La plupart du temps, les organisations réalisent donc un rapport exhaustif sur le cas concerné puis remettent éventuellement ces informations à Interpol ou à toute autre autorité compétente pouvant enquêter de façon autonome.

De nombreux refuges, y compris les plus connus, connaissent de graves difficultés économiques car ils sont dépassés par la demande. Les professionnels qui sont employés par ces organisations reçoivent des salaires très bas et des prestations faibles, voire nulles. En moyenne, les victimes sont hébergées entre

six mois et trois ou quatre ans, en fonction de leur âge et de la dangerosité de leur situation. L'offre de services thérapeutiques, alimentaires, médicaux, éducatifs, sociaux, d'hébergement et de formation professionnelle coûte environ 45 dollars par jour dans les pays en développement et entre 200 et 300 dollars par jour dans les pays développés.

Parmi les refuges de ce type les plus connus, se trouvent celui de Somaly Mam, au Cambodge, la Casa de las Mercedes à Mexico et le Girls Educational & Mentoring Services (GEMS) à New York.

2. Refuges dirigés par des organisations internationales Quelques organisations, comme l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ont un impact important dans certaines nations et régions, où elles contribuent à l'augmentation de la capacité de fonctionnement des organisations civiles. Il arrive que l'OIM, à l'instar du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), dirige des refuges destinés à tous types d'immigrants victimes de la traite ou d'abus. Mes entretiens avec plusieurs survivants de la traite ont révélé que l'OIM, tout comme l'Organisation internationale du travail (OIT), a joué un rôle vital en termes de soutien et de protection des organisations locales, apportant une aide à la fois théorique, statistique et méthodologique.

Les organisations internationales possèdent cependant un handicap majeur: elles doivent toujours agir avec prudence et diplomatie face à des gouvernements corrompus ou injustes. La plupart du temps, elles réussissent tout de même à sauver des vies et à éviter l'emprisonnement des victimes de la traite à des fins de travail forcé, d'exploitation sexuelle ou de trafic d'organes. Malgré toutes ces difficultés, certaines organisations parviennent à s'immiscer dans certains pays très conservateurs et peu tolérants envers la libération de la femme. Pour se faire, elles doivent faire profil bas, voire revendiquer un objectif autre que le secours aux victimes de la traite des personnes. Si leurs financements sont garantis, leur efficacité, en revanche, dépend en grande partie des personnalités qui dirigent les bureaux locaux et régionaux; en effet, ces organismes se caractérisent par leur bureaucratie envahissante et quelque peu paralysante. Ils sont néanmoins devenus particulièrement utiles et offrent une protection efficace pour les défenseurs des droits de l'homme dans les dictatures ou dans les pays qui condamnent les mouvements civils et sociaux.

3. Refuges dirigés par des groupes religieux

Dans le monde entier, les organisations de secours aux victimes de la traite les

plus puissantes sont presque toutes chrétiennes, comme Caritas (organisme catholique). Suivent ensuite les organisations musulmanes qui, au cours des dix dernières années, ont trouvé dans ce type d'actions un terrain propice à la conversion de femmes et d'enfants en situation vulnérable.

Certaines organisations, comme Hagar, au Cambodge, font un travail extraordinaire. Les médecins qui y travaillent sont extrêmement respectueux des croyances des adolescentes et des petites filles. D'autres, au contraire, profitent de leur position pour se livrer au trafic d'enfants, comme le réseau international Iglesia Cristiana Restaurada Los Perfectos, dirigé par le puissant millionnaire Jorge Erdely, qui secourait des enfants en Asie et en Amérique latine pour les faire adopter aux familles de sa congrégation.

À l'échelle internationale, les communautés les plus orthodoxes représentent un problème croissant, sauf pour les victimes qui recherchent d'elles-mêmes la sécurité de leur propre religion. Dans treize pays, majoritairement africains, les chefs religieux profitent de leur situation pour recruter des victimes de la traite et les exploiter à leur tour. Au Sénégal, au Mozambique, en Iran, en Irak, en Afghanistan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan, j'ai rencontré plusieurs personnes secourues après avoir été exploitées par des écoles coraniques, qui contraignaient les victimes à la mendicité pour subvenir aux besoins de leurs maîtres. Au cours de mon voyage, j'ai découvert une centaine de petites églises qui, du Vietnam au Mexique, en passant par la Thaïlande et les Philippines, ont pour but l'évangélisation à tout prix, à grand renfort de menaces et de châtements. Les conséquences de ce type d'assistance sont dévastatrices pour les victimes, qui intègrent des notions de culpabilité, de sexisme et de tabous sur la sexualité qui les rendent plus vulnérables que jamais.

J'ai eu l'occasion de rencontrer des petites filles qui avaient été victimes d'un double trafic. Lorsque l'OIM les a délivrées d'un [ribat](#)⁴², elles ont elles-mêmes avoué qu'elles apprenaient à « être les servantes d'Allah et à obéir à leurs maîtres et seigneurs dans l'islam ». Le témoignage d'une

activiste musulmane montre en effet que dans ces établissements, les petites filles apprennent à se soumettre avant d'être mariées de force et de devenir les esclaves domestiques d'hommes adultes.

Les fanatiques ne cherchent pas à éradiquer la prostitution forcée, mais à prendre le train en marche pour attirer des fillettes et des femmes qui, dans d'autres circonstances, ne pourraient être entraînées que par la violence.

Ailleurs, les victimes ont fait l'objet d'abus sexuels de la part de religieux catholiques ou protestants qui avaient ouvert des refuges pour mineurs. En

février 2010, le pape Benoît XVI a dû se rendre en Irlande et demander pardon pour les agissements de certains prêtres catholiques qui, pendant soixante-dix ans, ont abusé sexuellement d'enfants hébergés dans des écoles et des orphelinats religieux. Bien entendu, il ne faut pas généraliser. Par exemple, dans l'État du Chihuahua, au Mexique, le prêtre Antonio Urrutia réalise un travail extraordinaire et plein de respect envers les prostituées du «couloir bilatéral », qui relie les États-Unis au Mexique.

4. Refuges temporaires pour les personnes en attente

d'expulsion

Plusieurs gouvernements ont créé des refuges de ce type. Par exemple, dans certaines villes des États-Unis, les victimes sont détenues deux semaines dans ces établissements avant d'être expulsées. En effet, les visas pour raisons humanitaires ne sont accordés aux rescapées de la traite que si elles parviennent à prouver leur statut de victimes. Il est nécessaire que les forces d'intervention deviennent plus proactives pour enquêter sur les agissements de trafiquants.

Refuges et organisations de défense des droits de

l'homme : travailler dans un environnement hostile

Comme nous l'avons vu, les pays se caractérisant par un degré de corruption élevé et une démocratie limitée sont ceux dans lesquels la traite des personnes connaît une augmentation exponentielle. Dans 67 pays, parmi les 175 étudiés par The Protection Project 2009, les fonctionnaires se rendent

régulièrement complices d'infractions en permettant leur commission ou leur dissimulation. La corruption des autorités, qui devraient collaborer avec les organisations spécialisées dans le secours aux victimes, est en effet avérée⁴³. Malgré les lois et les accords internationaux signés par les gouvernements, ces pays se caractérisent par leur opacité, qui favorise la corruption policière et qui affaiblit la justice pénale.

Les organisations civiles qui cherchent à copier certains modèles internationaux, comme ceux des forces d'intervention américaines, espagnoles ou britanniques, se heurtent à un obstacle infranchissable; en effet, les systèmes en place ne leur permettent pas une participation réelle et directe. Comme le montrent les rapports de Human Rights Watch, de la Colombie aux Philippines, les défenseurs des droits des victimes sont sans cesse menacés et poursuivis par la police elle-même, qui devrait pourtant être leur alliée.

Les organisations civiles qui portent secours aux victimes de la traite sont engluées dans une fine toile formée par les fonctionnaires corrompus, comme ce ministre cambodgien de l'Économie conseillé par un mafieux, ce chef de la police japonaise allié aux yakuzas, ou encore ce juge mexicain acheté par les héritiers du cartel des Arellano Félix, qui contrôlent la prostitution à Tijuana et sur la frontière. C'est pourquoi de nombreux refuges se retrouvent en situation d'infériorité : ils disposent de peu de financements et payent des impôts considérables tout en subissant la pression des donateurs, qui désirent une preuve de l'impact de ces organisations sur le plus grand nombre de personnes.

De nombreux États et fondations internationales soumettent l'octroi de subventions aux organisations civiles au respect de certains critères, comme la création de modèles d'assistance fondés sur des protocoles professionnels, la mise en œuvre de pratiques d'entreprise « d'excellence » ou encore sur leur capacité « d'autofinancement ». Contraintes de suivre ce modèle capitaliste absurde, les organisations se transforment en entreprises sociales qui doivent générer des bénéfices dans des économies faibles, caractérisées par des politiques de développement inefficaces. Globalement, la situation n'est pas réjouissante : les petites organisations civiles ne disposent pas de ressources propres. En outre, dans un contexte se caractérisant par une forte

corruption policière et un État de droit incertain, les membres de leur personnel doivent être prêts à risquer leur vie. De plus, de nombreux pays adoptent des lois contre l'esclavage et l'exploitation mais ne les appliquent pas, de peur de sacrifier les sommes d'argent considérables injectées par le commerce sexuel dans l'économie.

Et pourtant...

Pendant que j'écrivais ce livre, je me suis arrêtée des centaines de fois pour regarder les photographies, les dessins et les petits présents que m'ont offerts les victimes que j'ai rencontrées et que j'ai écoutées, comme la paire de boucles d'oreilles faite de fils de fer et de morceaux de bois par une petite Guatémaltèque, ou encore le dessin de Dani, petit garçon utilisé pour la production de pédopornographie en Arizona qui, plus tard, voulait se marier avec moi parce que j'aime le base-ball et Harry Potter.

Parfois, après avoir transcrit des centaines d'entretiens, je ne pouvais plus continuer à écrire. Mon corps était tour à tour parcouru de diverses sensations, comme le froid, la faim, le manque d'appétit, la soif, l'insomnie ou la fatigue.

Mon indignation face à tous ces récits se traduisait par de longs soupirs et des discussions avec moi-même : que dire de plus après tout cela ? Comment raconter tous ces témoignages sans réaliser une idéalisation pornographique de la

douleur ? Dans ces moments-là, je repensais à la chaleur que m'avaient procurée les petites mains des fillettes ouzbèkes qui me cajolaient dans le froid de la nuit, ou encore aux sourires surpris des soldats afghans à qui j'avais offert un paquet de biscuits, qu'ils avaient accepté comme s'il s'agissait d'un kilo de poudre d'or.

Parfois, je fixais l'écran de mon ordinateur et je me sentais lasse. Je sortais alors dans le jardin pour jouer avec mes chiennes et, tout en les caressant, j'essayais de vider ma tête de toutes ces questions qui me torturaient : quand finirons-nous enfin par évoluer ? Quel est le problème de notre espèce, si puissante et pourtant incapable de soulager la douleur d'autrui ? Ni mes chiennes, ni les fleurs, ni les arbres n'étaient capables de me répondre.

Je retournais alors à mes notes et mes enregistrements et je relisais mon carnet : j'étais impressionnée par la capacité des personnes à reconstituer les faits, à raconter leurs expériences et à leur donner un sens nouveau pour affronter leur douleur et leur souffrance. J'étais effrayée par les mécanismes utilisés par la société pour normaliser une des formes de violence les plus extrêmes, consistant à coloniser les corps d'autrui en échange de quelques pièces de monnaie pour manger. Cet esclavage moderne, subtil et efficace empêche des millions de femmes et de petites filles d'avoir droit à une vie amoureuse et érotique.

Au cours de ce travail, j'ai reçu de nombreuses menaces de la part des réseaux criminels, m'obligeant sans cesse à essayer de trouver un équilibre émotionnel et une paix intérieure. En effet, je ne pouvais pas me laisser envahir par cet élan bouleversant de haine et de peur qui entoure certaines organisations civiles, ni me prendre au jeu de certaines organisations de défense des victimes de la traite qui, désespérées, prennent la liberté de grossir les statistiques pour attirer l'attention de l'opinion publique.

Dans ces conditions, il ne faut pas négliger l'épuisement émotionnel provoqué par l'empathie. Comment ne pas souffrir et se sentir indigné par les témoignages de ces centaines de petites filles, d'adolescentes, de femmes et d'hommes qui se demandent: « Pourquoi moi? » et qui ne peuvent pas s'arrêter de pleurer en racontant leurs expériences abominables de viols systématiques ?

J'ai rencontré de nombreuses personnes portant secours aux victimes, complètement dépassées par cet état de fatigue émotionnelle. C'est notamment le cas de tous les policiers, les enquêteurs, les législateurs, les journalistes spécialisés, les défenseurs des droits de l'homme ainsi que les hommes et les femmes politiques qui ont eu le courage de s'exprimer et qui, en retour, n'ont

reçu que des insultes.

De nombreuses personnalités simplistes et radicales considèrent en effet que tous ceux qui osent remettre en cause le pouvoir nocif de la pornographie, de la prostitution et des clients du commerce sexuel sont rétrogrades, ignorants, conservateurs, hypocrites, frigides, lesbiennes ou gays. Alors que je me

trouvais dans sa ville, une députée guatémaltèque qui prônait l'interdiction de la prostitution a reçu un message anonyme, l'avertissant que si elle continuait à fourrer son nez dans le milieu de la prostitution, elle allait mourir violée «à coups d'hommes et de bâtons» pour lui enlever sa frigidité. Curieusement, elle connaissait l'origine du message, qui venait d'un militaire haut gradé, impliqué dans le contrôle de l'exploitation sexuelle d'adolescentes. Néanmoins, elle n'a rien pu faire, hormis conserver ce petit bout de papier en souvenir des risques pris à défier les patriarches que Gabriel García Márquez appelle ces «hommes à putes, vieux et heureux».

Cependant, la colère et la dévalorisation constante ne sont pas des stratégies efficaces de défense de la liberté et de l'autonomie des individus. Ainsi, c'est en écoutant les groupes religieux abolitionnistes les plus radicaux ou les partisans les plus intolérants de la réglementation que j'ai appris que l'hostilité, la nécessité de contrôler la vie d'autrui ou encore le manque d'empathie face à la douleur des autres sont autant d'éléments qui limitent ou empêchent tout dialogue et incitent au fanatisme. Un jour, Octavio Paz a dit que la grande misère morale et spirituelle des démocraties libérales est leur insensibilité affective. En détruisant les âmes et les cœurs, l'argent a tué l'érotisme. Tout comme l'amour, ce concept devra sans doute être réinventé par la société, en éliminant tout héritage violent.

Il y a dix ans, mon travail de défense des droits de l'homme m'a conduit à fonder un refuge sous haute sécurité. Cet établissement apporte un soutien aux femmes et aux enfants victimes de différentes formes de violences et les aide à entamer un processus de guérison. Cette expérience m'a profondément marquée et m'a appris que seules les victimes peuvent réellement connaître leur cas. Ce sont elles, aidées par des techniques et des processus adaptés, qui trouvent leur voie vers un apaisement émotionnel et qui se forgent un avenir différent. J'ai découvert que la liberté est l'unique moyen de devenir une survivante et de choisir d'éliminer la douleur de sa vie. C'est ainsi que les enfants délivrés de l'esclavage peuvent, un beau jour, apprécier leur chance de vivre parmi d'autres êtres humains. Alors, ils renaissent sous nos yeux et nous donnent d'importantes leçons de vie. Pour que ce processus de guérison soit possible, les personnes qui

accompagnent les victimes doivent respecter leurs choix. Si les consommateurs du marché de l'esclavage sont leurs plus grands ennemis, les

millions d'hommes disposés à remettre cette pratique en question et à adopter une « éthique de l'autre » peuvent en revanche se révéler de fantastiques alliés.

Chapitre 14

Terminologie : principaux concepts

Ce chapitre présente une liste des principaux concepts abordés dans ce livre et en propose une définition. J'ai choisi les termes qui me semblent essentiels pour instaurer une réelle compréhension entre les lecteurs et les différentes personnes qui s'expriment dans cet ouvrage. J'ai également inclus les expressions qui correspondent le mieux à mes connaissances et à ma façon de penser. Il existe des variantes locales dans la terminologie utilisée par les différents pays pour rendre compte d'un même phénomène. Pour simplifier les choses et dans la mesure du possible, j'ai choisi les termes légaux contenus dans les conventions et les traités internationaux signés par la plupart des pays que j'ai visités.

Blanchiment de capitaux: conversion ou transfert de biens, dont celui qui s'y livre sait qu'ils proviennent d'une activité criminelle, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans cette activité à échapper aux conséquences juridiques de ses actes.

Sont également considérés comme des actes de « blanchiment » la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition ou du mouvement réels de biens dont l'auteur sait qu'ils proviennent d'une activité criminelle^{[44](#)}.

Esclavage : exercice des attributs du droit de la propriété sur une personne qui, se trouvant sous le contrôle d'une autre, perd sa capacité à disposer librement d'elle-même.

Exploitation sexuelle commerciale : phénomène social consistant à abuser sexuellement de femmes et d'enfants contre des avantages économiques au bénéfice d'une ou plusieurs parties intervenant dans le processus.

L'exploitation sexuelle implique un transfert d'argent ou un paiement en nature ou en services

d'une personne adulte à une autre, en échange de relations sexuelles avec une femme ou un enfant. Les formes d'exploitation sexuelle les plus communes, très étroitement liées à la traite des personnes, sont la prostitution, le tourisme sexuel et la pornographie.

Mafia : forme spéciale de crime organisé. Ce terme, qui désigne à l'origine les réseaux criminels organisés italiens, est aujourd'hui utilisé dans le monde entier pour désigner tous groupes répondant aux mêmes caractéristiques, indépendamment de leur lieu d'origine ou d'action. Il existe ainsi des mafias turques, russes, chinoises (triades), mexicaines (cartels), japonaises (yakuzas), etc.

Panique morale : concept utilisé par les anthropologues américaines Carole Vance et Gayle Rubin pour désigner les mouvements sociaux de peur qui naissent en réaction à certaines problématiques liées à la sécurité ou à la morale publique. Les questions touchant à la sexualité ont tendance à provoquer ce type de mouvement de panique de grande ampleur.

Prostitution: (du latin *prostituere*, qui signifie «exposer à la vente») activité consistant à avoir des relations sexuelles en échange d'une rémunération et rapportant des bénéfices à tout un ensemble de parties. Cette activité appartient à un secteur qui met en œuvre toutes les pratiques de l'exploitation sociale, raciste, ethnique et sexiste qui caractérisent notre société.

Le terme « prostitution » est encore utilisé de façon ambiguë dans presque tous les pays. Son usage fait l'objet d'une polémique : certains groupes essayent en effet de le remplacer par l'expression «travail sexuel », tandis que d'autres refusent cette appellation en raison des conséquences de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de la prostitution dans le monde entier. Dans ce livre, j'ai opté pour le terme « prostitution ».

Abolitionnisme : mouvement qui recherche l'abrogation des lois, des règlements ou des coutumes promouvant ou cautionnant la prostitution, qui sont considérés comme allant à l'encontre des droits humains. Le terme «

abolitionnisme » se réfère principalement au courant de lutte pour l'abolition de l'esclavage. Selon ce mouvement, les personnes sont des

«sujets de droit », en opposition à des «objets de droit ».

Réglementation: mouvement recherchant le contrôle et l'organisation de la prostitution (paiement d'impôts, droit à la sécurité sociale et à la retraite, etc.), conformément à des règles établies par l'État. Dans ce courant, la prostitution est considérée comme un travail légitime ayant pour instrument le corps des personnes, appelées «travailleuses sexuelles ».

Proxénète: intermédiaire qui intervient entre le client et la personne soumise à l'esclavage sexuel ou à la prostitution, également connu sous le nom de «

maquereau » ou « maquerele », « mac », *pimp*, etc.

Survivant: personne pouvant se souvenir des événements violents qu'elle a vécus sans en ressentir les effets paralysants. Certains processus thérapeutiques et émotionnels permettent à la victime de reprendre le contrôle de sa vie et d'identifier ses sentiments et ses pensées liés au traumatisme subi tout en envisageant l'avenir avec espoir.

Syndrome de la femme battue : syndrome composé en réalité de trois types de troubles, qui se développe chez les personnes victimes de violences psychologiques, physiques et émotionnelles exercées de façon continue. Les femmes qui en souffrent ne sont pas malades, mais présentent des troubles engendrés par cette violence, qui peuvent être guéris dès que la situation défavorable prend fin.

Ces trois types de troubles sont :

le syndrome de Stockholm : trouble psychologique consistant, pour les personnes séquestrées ou réduites en esclavage, à défendre leurs ravisseurs.

Dans la plupart des cas, les trafiquants encouragent ce genre de réactions chez les femmes et peuvent même simuler des relations affectives ou amoureuses afin d'augmenter leurs chances d'être innocentés en cas de plainte.

le sentiment d'impuissance acquise : trouble psychologique entraînant chez la victime la conviction qu'elle est impuissante, qu'elle manque totalement de contrôle sur la situation dans laquelle elle se trouve et que tout effort de sa part est donc inutile. L'agresseur cherche à intimider régulièrement la victime afin de lui montrer qu'il possède un contrôle sur sa vie, le plus souvent en mettant en place un système de récompenses et de punitions. En conséquence, la victime reste passive face à une situation qui lui est

désagréable ou préjudiciable.

l'état de stress posttraumatique : ensemble de symptômes pouvant apparaître à la suite de conflits, de tortures, de catastrophes, d'accidents, d'attaques terroristes ou de situations d'esclavage. Une personne contrainte à la prostitution et victime de mauvais traitements peut souffrir d'un état de stress posttraumatique. Elle peut alors avoir des *flashbacks*, revivre le traumatisme ou développer des phobies. Les autres symptômes sont des difficultés de concentration, de l'irritabilité, des troubles alimentaires, des tentatives de suicide récurrentes, des automutilations et des troubles de la personnalité limite.

Trafic illégal de personnes: fait de transporter ou d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État⁴⁵. Dans le trafic, contrairement à la traite, le trafiquant perd le contrôle de la personne trafiquée une fois que celle-ci est arrivée à destination ou après réception du paiement.

Trafiquant⁴⁶: individu impliqué dans une ou plusieurs pratiques de la traite des personnes. Les trafiquants peuvent être :

des groupes liés à la criminalité organisée : associations de trois personnes ou plus, constituées pendant une période donnée, agissant de concert dans le but de perpétrer un ou plusieurs crimes ou infractions caractérisés afin d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage économique ou matériel.

des structures familiales : personnes proches de la victime (père, mère, oncle, frère, grand-père, etc.).

des individus possédant une autorité sur d'autres personnes : responsables, patrons, fonctionnaires, dirigeants communautaires ou religieux.

des hommes d'affaires : propriétaires, gérants et exploitants d'entreprises liées à l'industrie du sexe (motels et hôtels, bars *table dance*, instituts de massage, bars, cafétérias et établissements dissimulant ou cautionnant la prostitution forcée).

Traite à des fins d'exploitation sexuelle: phénomène impliquant le transfert de personnes à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays à des fins d'exploitation sexuelle et pouvant être le résultat du recours à la force ou de l'abus d'autorité ou de force, de la contrainte, de la manipulation, de la tromperie, des pressions

familiales, de la violence familiale et communautaire, de la pauvreté ou d'autres situations désavantageant les femmes et les enfants. Certains auteurs parlent également de « prostitution forcée ».

Traite des personnes: le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation⁴⁷.

L'équivalent anglais de l'expression « traite des personnes » est *trafficking in persons*. La plupart des études et des traités publiés au cours des dix dernières années ayant été rédigés en anglais, il existe une confusion, principalement médiatique; ainsi, dans de nombreux pays, *trafficking* a tout simplement été traduit par trafic, terme utilisé depuis de nombreuses années pour désigner la contrebande d'immigrants clandestins.

Travail forcé ou obligatoire : tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré⁴⁸.

Victime : femme ou petite fille qui est ou non captive de ces trafiquants, qui souffre de tous les symptômes du syndrome de la femme battue et qui est incapable de se tirer seule de cette situation.

Violence contre la femme ou la petite fille: tous actes ou menaces d'actes violents fondés sur l'appartenance au genre féminin, ayant ou pouvant avoir comme résultat une souffrance physique, sexuelle ou psychologique pour la femme, ainsi que toutes contraintes ou privations arbitraires de liberté, qu'elles aient lieu dans la sphère publique ou privée.

Violence de genre intrafamiliale ou domestique : phénomène considéré comme un ensemble discret d'actes violents, mais qui est en réalité un système de pouvoir et de contrôle mis en place et maintenu par l'agresseur sur sa partenaire, son épouse, son ex-épouse ou sa fille. L'homme violent utilise à la

fois l'isolement, l'intimidation et les menaces, mais aussi des pressions d'ordre émotionnel, économique et sexuel pour placer la femme en position de victime.

Les femmes et les petites filles qui subissent des violences de genre au sein de leur foyer apprennent à normaliser cette situation de domination et sont donc plus fragiles face aux trafiquants.

Annexe

Ce qu'il reste à faire

L'éradication de la traite des femmes et des enfants à des fins d'esclavage sexuel est une tâche extrêmement complexe. Il est essentiel de commencer par des objectifs concrets permettant à chaque groupe social et aux dirigeants politiques d'identifier un à un les problèmes et leurs éventuelles solutions. Pour cela, il faut impérativement admettre que la traite des personnes est une composante de l'industrie internationale du sexe commercial. Ainsi, les revenus considérables qu'elle engendre profitent aux trafiquants et aux réseaux, stratégiquement situés dans le monde entier, qui soutiennent ce commerce et qui ne sont pas disposés à les sacrifier. Il faut également savoir que ce secteur bénéficie de plusieurs niveaux de protection,

accordée à la fois par certains fonctionnaires gouvernementaux et par des membres de groupes criminels organisés, qui donnent assez peu d'importance aux discussions philosophiques sur le sujet.

De même, il est indispensable de connaître les facteurs de risque pour les victimes potentielles :

pauvreté et extrême pauvreté;

absence d'éducation sexuelle;

absence d'éducation amoureuse;

manque d'opportunités en termes d'éducation, d'emplois, etc.; promotion de la prostitution au sein de la sphère familiale ou sociale ; transfert des femmes et des enfants originaires de pays en développement vers des pays développés;

problèmes d'addiction, d'isolement et de discrimination;

abus sexuels ou mauvais traitements subis pendant l'enfance.

De la même manière, nous devons être conscients des conséquences de l'exploitation sexuelle :

infections sexuellement transmissibles ;

traumatismes provoqués par des relations sexuelles violentes avec des

hommes ;

isolement des femmes et des petites filles, qui sont éloignées de leur famille et deviennent dépendantes des proxénètes et des propriétaires des maisons closes;

difficultés, pour les victimes, de demander de l'aide en raison de leur situation clandestine sur le territoire où elles se trouvent, de leur activité de prostitution et de l'utilisation de faux documents;

rejet familial et social des victimes qui parviennent à retourner chez elles après avoir été expulsées ;

impossibilité pour les victimes de prendre possession de leur corps.

Que pouvez-vous faire ?

Donnez une partie de vos revenus à des organisations qui viennent au secours des petites filles en situation d'esclavage et qui leur offrent l'opportunité d'étudier et de vivre librement (voir la liste des organisations dans la rubrique consacrée à *Esclavas del poder* sur www.lydiacacho.net).

Cherchez des équipes professionnelles de football, de tennis ou de basket qui mettent en place des programmes à destination des petits garçons pour promouvoir une masculinité non violente et non sexiste.

Ne donnez pas d'argent aux mineurs qui mendient dans les rues, car ils sont généralement contrôlés par des trafiquants. Il est préférable de trouver une organisation éducative locale qui offre d'autres possibilités aux enfants et de s'engager à faire des dons tous les ans.

Parlez ouvertement d'érotisme et de sexualité avec vos enfants, expliquez-leur que l'appropriation du corps procure un pouvoir, que la violence est néfaste aux hommes comme aux femmes et que l'égalité est une valeur primordiale.

Refusez d'acheter des produits fabriqués par des victimes du travail forcé (consultez le site www.ilo.org ou la rubrique consacrée à *Esclavas del poder* sur www.lydiacacho.net).

Prenez part à des mouvements activistes contre l'esclavage des êtres humains dans votre pays.

Voyagez de façon responsable en vous assurant par exemple que l'hôtel où vous séjournez applique des politiques de lutte contre la traite des personnes et particulièrement contre le tourisme sexuel infantile. Pour connaître ces établissements, vous pouvez consulter les sites www.ecpat.org

et www.savethechildren.org.

Ne généralisez pas : des millions d'hommes sont contre l'exploitation

sexuelle et l'esclavage des femmes et des mineurs. Demandez aux hommes de votre entourage d'adopter une position claire à ce sujet.

Écrivez aux quotidiens, aux hebdomadaires et aux revues qui abordent le sujet de l'esclavage des êtres humains et participez aux campagnes de prévention.

Si vous êtes prêts à vous engager, demandez les brochures publiées lors des différentes campagnes contre la traite des personnes et distribuez-les dans les établissements scolaires de vos enfants.

Privilégiez les marques qui contribuent à la prévention de la traite des enfants. Par exemple, The Body Shop et Oxfam proposent des produits dont les bénéfices sont destinés à venir en aide aux enfants en situation d'esclavage.

N'oubliez pas que vous pouvez contribuer à une transformation sociale.

Vous pouvez choisir, alors profitez-en : des millions de personnes dans le monde n'ont pas cette chance.

Exploitation infantile : mythes et réalités

En juin 1998, plusieurs pédophiles se sont réunis, tout d'abord en personne puis sur Internet, pour créer l'International Boy Love Day (IBLD), célébrée le 24

juin. Selon eux, cette journée sert à revendiquer «le droit des hommes adultes à avoir des relations sexuelles avec des petits garçons ». Cette campagne voyage sur Internet et, pour célébrer ce jour, ces pédophiles allument des bougies bleues qui leur permettent de se reconnaître dans le monde entier, depuis les Pays-Bas jusqu'en Argentine, en passant par la Belgique, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Mexique, le Canada et les États-Unis.

Les réactions face à l'IBLD ne se sont pas fait attendre. Une partie de la société a préféré ne pas prendre position, trouvant le sujet désagréable.

Certains groupes de jeunes, particulièrement en Europe, ont argumenté, au nom de la protection des tendances progressistes, que tous les individus doivent avoir le droit d'exprimer leurs opinions politiques, sexuelles et idéologiques. Certaines organisations de société civile et de défense des droits de l'enfant ont cependant souligné les retombées négatives de cette pratique, qui consiste à forcer les enfants à se soumettre pour satisfaire certains adultes plus puissants et anticonformistes.

Le 30 mai 2006, un groupe de pédophiles a créé un nouveau parti politique enregistré auprès des autorités néerlandaises, le Charity, Freedom and Diversity Party (CFDP). Fondé sur des mouvements de légalisation de la prostitution, cet

organisme demande que la liberté de pensée et d'expression, garantie par la Constitution, passe avant les traités internationaux de défense des droits de l'enfant. Le CFDP affirme que ses membres comptent des hommes politiques hollandais importants, des chefs d'entreprise, des pères de famille, des instituteurs, des prêtres et « tous types d'hommes libres qui ont choisi d'exprimer leur sexualité et leur vie érotique à travers des relations libres avec des petits garçons et des petites filles ».

Dans son manifeste, le CFDP demande un abaissement de 16 à 12 ans de l'âge légal pour avoir des relations sexuelles consenties ainsi que la légalisation de la zoophilie, de la pornographie infantile et, bien entendu, de toutes les formes de violences sexuelles contre les mineurs. De plus en plus d'hommes de pays développés, parmi lesquels l'Espagne, la Norvège, les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Angleterre et l'Allemagne, s'unissent à ce mouvement.

Pédérastes ou pédophiles ?

Il est toujours nécessaire de revenir aux définitions. Le mot « pédéraste » vient du grec *paiderastós*, composé de *paidós*, qui signifie « enfant », et de *erastós*, qui signifie « amant ». À l'origine, dans la Grèce antique, la pédérastie correspondait donc aux rapports sexuels initiatiques entre un très jeune homme et un aîné. Aujourd'hui, le mot « pédéraste », devenu désuet et souvent péjoratif, a pris le sens d'homosexualité entre hommes adultes. En revanche, la «

pédophilie », qui vient du mot *paidofilia*, est l'attraction sexuelle des adultes pour les enfants.

Historiquement, Freud et Lacan ont établi les principaux éléments qui permettent à la psychiatrie et à la psychologie actuelles de considérer que l'individu qui abuse d'enfants souffre de pathologies, parfois provoquées par des traumatismes. Sans arguments très solides, certains chercheurs expliquent la pédophilie comme la conséquence d'un traumatisme datant de l'enfance, les pédophiles ayant eux-mêmes été victimes d'abus sexuels. Certains scientifiques, comme R. J. Kelly et R. Lusk, soulignent que les préférences sexuelles du pédophile peuvent être dues à une réminiscence de l'époque où les premiers jeux sexuels ont normalement lieu avec les autres jeunes enfants. Selon la théorie de l'apprentissage social, les pédophiles pourraient en effet connaître une activation sexuelle précoce à ce moment-là, expliquant ainsi le fait qu'ils ne soient attirés que par les attributs physiques des enfants, comme l'absence de pilosité ou la petite taille des organes génitaux. En revanche, ces spécialistes ne mentionnent pas l'éventuelle situation de responsabilité du pédophile vis-à-vis de sa victime,

qui a confiance en lui et sur laquelle il exerce un certain pouvoir. D'autre part, il a été démontré que la plupart des pédophiles sont des hommes et des femmes au fonctionnement social normal, capables d'assumer des responsabilités dans tous les aspects de leur vie quotidienne.

Les spécialistes de l'abus infantile

Le psychologue clinique argentin Jorge Garaventa, un des spécialistes les plus reconnus en Amérique latine dans le domaine de l'abus sexuel infantile, affirme que « les mauvais traitements et les abus sexuels sur des enfants ont lieu dans une situation d'inégalité, dans laquelle l'adulte dispose d'une autorité et utilise cette supériorité pour satisfaire le plaisir que lui procure sa victime, qui est anéantie et soumise ». Il assure en outre que « l'abus sexuel commis par un adulte sur un mineur, tout comme le viol, ne sont ni un besoin ni une pulsion sexuelle, mais un acte de domination et de soumission qui se traduit par une expression érotique ».

Plusieurs spécialistes des nouveaux courants de psychologie humaniste, s'occupant de mineurs victimes de violence sexuelle, réfutent les vieux

arguments qui considèrent la pédophilie comme une pathologie incontrôlable.

Selon eux, il est dangereux de prétendre que les individus qui commettent de telles pratiques sont prisonniers d'une culture : en effet, il existe forcément un moment dans la vie où il faut choisir une voie, et ce choix se fait parfois dans la douleur. S'il est vrai que dans les cultures grecque et romaine, la pédérastie était socialement acceptée et que, pendant des siècles, la domination patriarcale a contribué à dissimuler cette forme de violence, il est néanmoins indispensable de remettre en question cette façon de penser dominante et d'écouter les spécialistes des pays du Sud, qui mettent actuellement en place de toutes nouvelles théories et des modèles efficaces d'assistance aux victimes.

Soigner les pédophiles ?

À ce jour, il n'existe aucune étude scientifique démontrant que les traitements psychiatriques contre la pédophilie fonctionnent sur le long terme.

L'emprisonnement n'est pas non plus un moyen efficace: la plupart des cas de violence sexuelle les plus connus aux États-Unis et, plus récemment, en Autriche, ont été commis par des hommes emprisonnés pour des crimes sexuels, qui récidivent dès leur sortie de prison avec davantage d'animosité et de violence. Plusieurs pays ont opté pour la castration chimique afin de désactiver la partie du cerveau qui contrôle la libido ; cependant, il n'a pas encore été

démontré que le contrôle des pulsions libidinales empêche les agressions sur les mineurs.

Tandis que les pédophiles s'organisent en partis politiques et créent des réseaux de promotion des relations sexuelles infantiles, auxquels viennent se greffer quelques «hommes normaux », on estime que seulement un cas de viol sur trente-six est dénoncé. Les rapports de l'Unicef⁴⁹ affirment qu'environ 1,2

million d'enfants dans le monde sont victimes de l'exploitation infantile. Que se passera-t-il si rien n'est fait pour enrayer ce courant, qui tend vers une normalisation des viols à l'encontre des mineurs ?

Remerciements

Cet ouvrage représente bien plus qu'un ensemble de pages qui, dans quelques années, disparaîtra des rayons des librairies pour être remplacé par une autre nouveauté journalistique.

Derrière ce livre, il y a tout un travail de recherche et d'analyse sur la race humaine et sur ses complexités. Chaque mot est rempli du courage, de l'enthousiasme et de l'énergie vitale des centaines de personnes qui m'ont écoutée, m'ont parlé, m'ont fait confiance et même, parfois, m'ont protégée dans les moments dangereux; mais derrière chaque mot se cache aussi, et je le regrette, un peu de ces mafieux qui m'ont donné du fil à retordre pendant toutes ces années d'enquête. Même si j'ai essayé de ne pas leur accorder d'importance, un journaliste se fait toujours des ennemis en mettant au jour certains agissements.

Ce livre est plus qu'un amas de mots : c'est un recueil de personnalités déterminées à éliminer l'esclavage de notre société et à nous montrer un aperçu des multiples façons dont nous pouvons vivre ensemble. Cet ouvrage n'aurait pas été possible sans le soutien attentif et entier de ma sœur Myriam, toujours là pour me réconforter, ni sans l'aide indéfectible de mes frères José, Alfredo et Paco, de mon père Óscar et de sa souriante compagne Olga.

Je souhaite également remercier Lía, mon autre sœur, qui a pris soin de moi quand j'étais malade, mais aussi quand tout allait bien; María Guadarrama, mon médecin, spécialiste pour évacuer le stress ; Nubia et Ángela, qui m'ont écoutée, m'ont fait part de leurs remarques et m'ont fait rire un peu ; mes collègues du CIAM, à Cancún, qui, jour après jour, aident inlassablement les femmes et les enfants qui veulent renaître à se reconstruire une vie paisible.

Je remercie mes collègues et mentors, avec qui j'ai parlé, argumenté et appris, pour leurs discussions et leurs travaux partagés, mais aussi pour leurs réflexions sages et profondes, qui m'ont permis d'avancer. Merci à Melissa Farley, à Kathryn Farr, à Alicia Leal, à Marta Lamas, à Montse Boix et à

Marcela Lagarde. À Mónica Díaz de Rivera, qui a lu ce livre avec intérêt et qui a patiemment corrigé quelques erreurs ; à Malú Micher ; à Cecilia Loría, qui est

décédée avant de voir ce livre fini ; à l'incroyable Tere Ulloa, pour sa ténacité; à l'exemplaire Norma Hotaling ; à Rafaela Herrera, qui m'a fait comprendre le pouvoir de la justice réparatrice; à mon collègue Marco Lara Klahr, pour ses conseils, son affection et sa solidarité; à Sanjuana Martínez, à Lucía Lagunes, à l'équipe du CIMAC et à Paka Díaz Caracuel, amies et spécialistes des enquêtes ; à Zlatko Zigic et à Marinka Franulovik, pour leurs égards pendant mon voyage en Asie centrale et pour la profonde amitié qu'ils me témoignent depuis. La mission qu'ils réalisent dans la région pour l'OIM a un impact considérable sur de nombreuses personnes.

Je voudrais aussi dire merci à Roberto Saviano, à Victor Malarek, à Ricardo Rocha et à Javier Solórzano, quatre collègues grâce auxquels je me suis sentie soutenue dans les moments difficiles; à Somaly Mam et à son équipe au Cambodge ; aux femmes de l'ECPAT en Thaïlande, qui m'ont prise dans leurs bras au moment où j'en avais le plus besoin; à Debby Tucker ; à l'Australienne Sue Hannah ; à Maki Kubota et à Ritsuko Kudo, ces incroyables collègues qui m'ont accompagnée lors de mes sorties nocturnes au Japon; à Daniel Garret ; aux femmes de l'Asian Woman Center, à Tokyo ; à Michiko Kaida, qui, depuis la Thaïlande, travaille pour tous les enfants d'Asie ; à la doctoresse Jean Nady Sigmond ; à ce cher Mark Lagon, plein de bon sens; à Claudia Hill, du Bureau fédéral des prisons des États-Unis, pour sa patience ; à Elina, mon amie croate qui m'a aidée à me déguiser et à survivre parmi les trafiquants ; à Sonya K., qui m'a appris la prononciation du russe et m'a permis de comprendre les mafias ; à John Perkins, qui m'a aidée à appréhender la façon de penser des chefs d'entreprise mafieux ; à Alberto Islas, qui m'a patiemment secondée pour ne pas perdre de vue les réseaux des narcotrafiquants mexicains ; à Victoria Thian du Kirghizstan ; à M.M., d'Italie, qui m'a montré qu'il est possible de se reconstruire dans le bonheur ; à Stephanie Urdang, d'Afrique du Sud ; à Philo Nikonya, ma sœur kényane ; à Malalai Joya et à sa détermination pour transformer sa terre natale, l'Afghanistan ; aux spécialistes Bermet Moldovaeva du Kirghizstan, Madhu Bala Nath d'Inde, et à la doctoresse Charlotte Faty du Sénégal, qui m'ont toutes trois guidée; à ma chère Chivy Sock, qui a été mon mentor à Los Angeles ; à Jürgen qui, en France comme à Bangkok, a pris le risque de

me montrer la route des mafias régionales ; à Maria Shriver, à Marianne Pearl et à Carmen Aristegui, pour leur honnêteté et leur compassion.

Aux agents d'Interpol, de la SIEDO, de l'ancien KGB, de l'ICE et du FBI, dont je ne peux révéler les noms mais dont l'honnêteté s'est révélée extrêmement utile ; à ces chers Fernando Espinosa, Francesc Relea et Fran Sevilla ; à mes soutiens affectifs et financiers, Alicia Luna et mes frères et sœurs

de la Fondation LC ; à Bertha Navarro et à Luis Mandoki ; à Cristina del Valle et à la Plataforma de Mujeres Artistas contra la Violencia de Género, qui fédère les personnalités et les espoirs ; à la ministre Bibiana Aído et à Nuria Varela, pour leur ténacité et leur ouverture d'esprit ; à Eve Ensler, pour m'avoir rappelé que j'ai des sentiments et que c'est une chose merveilleuse, et à Jean Shinoda Bolen qui a été mon modèle.

À Lino et à Carmen, qui ont fait en sorte que je sois protégée et bien nourrie pendant les nuits blanches que j'ai passées face à l'ordinateur ; à Karla, qui a pris soin de moi, malgré mon désordre, avec bonne humeur et professionnalisme ; à Leda et à Pita, qui m'ont apporté du réconfort, de la gaieté et de la bonne tequila pour les nuits les plus tristes.

Je tiens tout spécialement à remercier Eduardo Suárez, mon ami et mon frère, pour m'avoir accompagnée pendant de longues discussions et résisté à des heures de conversation sur un seul et même sujet, pour m'avoir aidée à sentir le rythme de mes mots et enfin, pour sa relecture attentive et ses critiques rigoureuses. À Cristóbal Pera et à toute l'équipe de Random House, qui ont eu la folie de croire en ce travail et l'ont payé avec des heures d'insomnie.

On s'habitue à vivre sous la pression des menaces, mais c'est toujours plus supportable quand on le fait accompagnée d'une équipe légale qui ne fléchit pas face à la corruption et à l'impunité des mafias (de l'État tout comme du crime organisé) : je remercie donc Darío, Cynthia, Mario et toute l'équipe de Artículo XIX, pour avoir revendiqué mon droit et ma liberté d'expression.

À Anna Politkovskaya, en compagnie de qui j'ai ri et pleuré avant qu'elle ne soit assassinée. Nous n'avions jamais pensé qu'elle serait tuée, mais nous

estimions que risquer sa vie pour des idéaux est un sacrifice qui en vaut la peine.

Et enfin, à Jorge, pour avoir défendu une virilité douce, affective, drôle et pleine d'espoir.

For "Talking Tips" See Community Pages Santa Monica 2006

japanese • filipino • thai • chinese • korean

ASIAN

Fun Girls

Special Full Body,
Hot Oil Rub
Full Variety Massage

OUTSIDE CALL ONLY

310.482.7482

24-7

Message-7
BERLY HIL
essa Mahdar
edic Practic
assage • Chi
eds • Nutriti
31
BERLY H
292 S La C
Phone
BODYWOR
• Swedis
• Joint M
• Reflex
• Sports
• Ch



Publicité pour la prostitution asiatique dans l'annuaire de Los Angeles, en Californie. (LC)

« J'attends mon maître », petite fille vietnamienne. (LC)





*Panneau lumineux devant un bar de Shibuya, à Tokyo, proposant la «
compagnie de jeunes ». (LC)*

L'auteur avec des petites filles à vendre sur la rive du Mékong. (LC)





Victime délivrée d'une maison close par un client français. (LC) Trafiquants en train de négocier avec des chauffeurs de mototaxi à Colombo, au Sri Lanka. (LC)





Petite fille vulnérable sur la route pour la Birmanie. (LC) Maison close flottante au Vietnam. (LC)



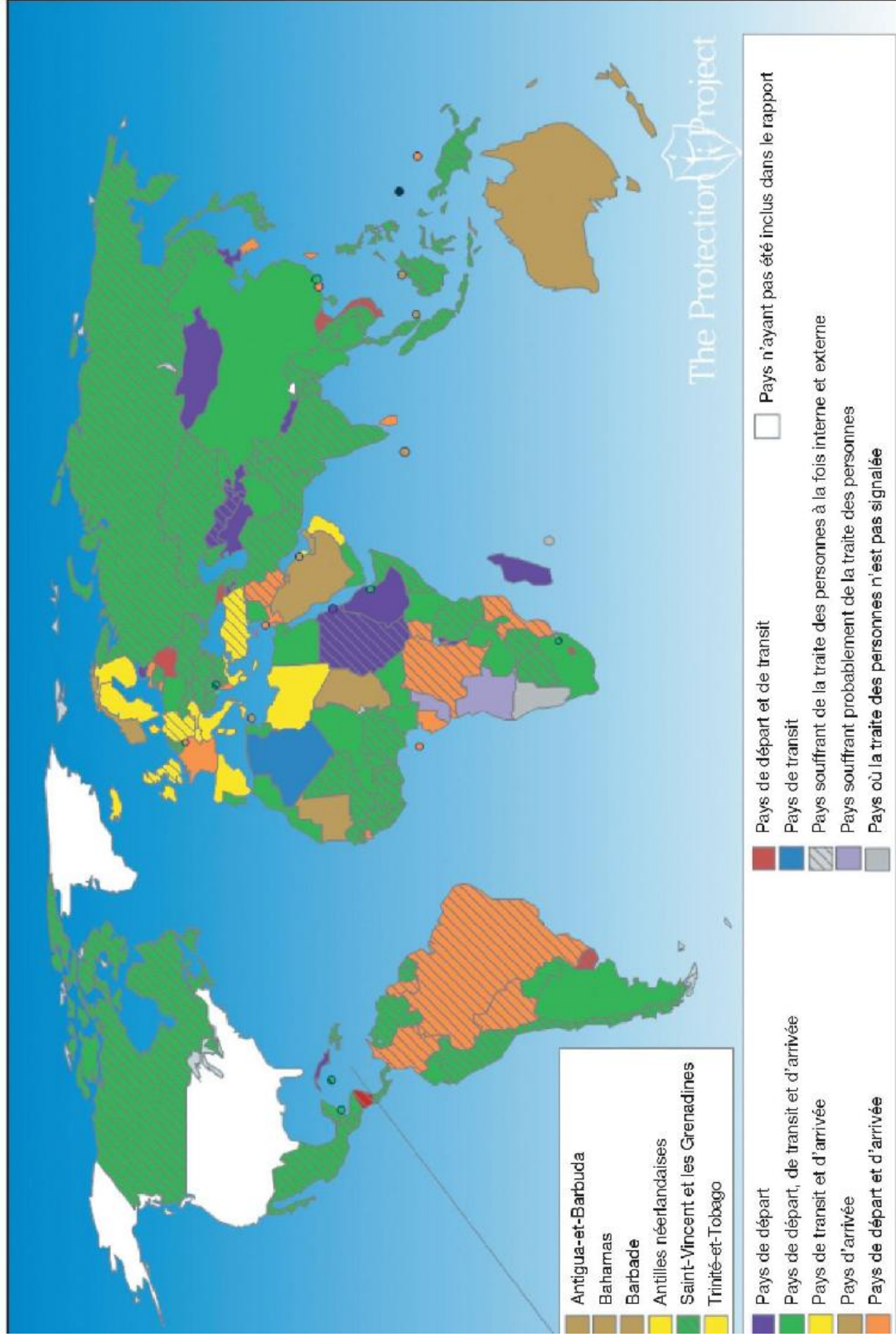


The Building : bâtiment qui abrite les maisons closes où sont hébergées les femmes et les petites filles de Phnom Penh. (LC)

Palapa, où des petites filles mayas sont contraintes à la prostitution au Mexique.

(LC)

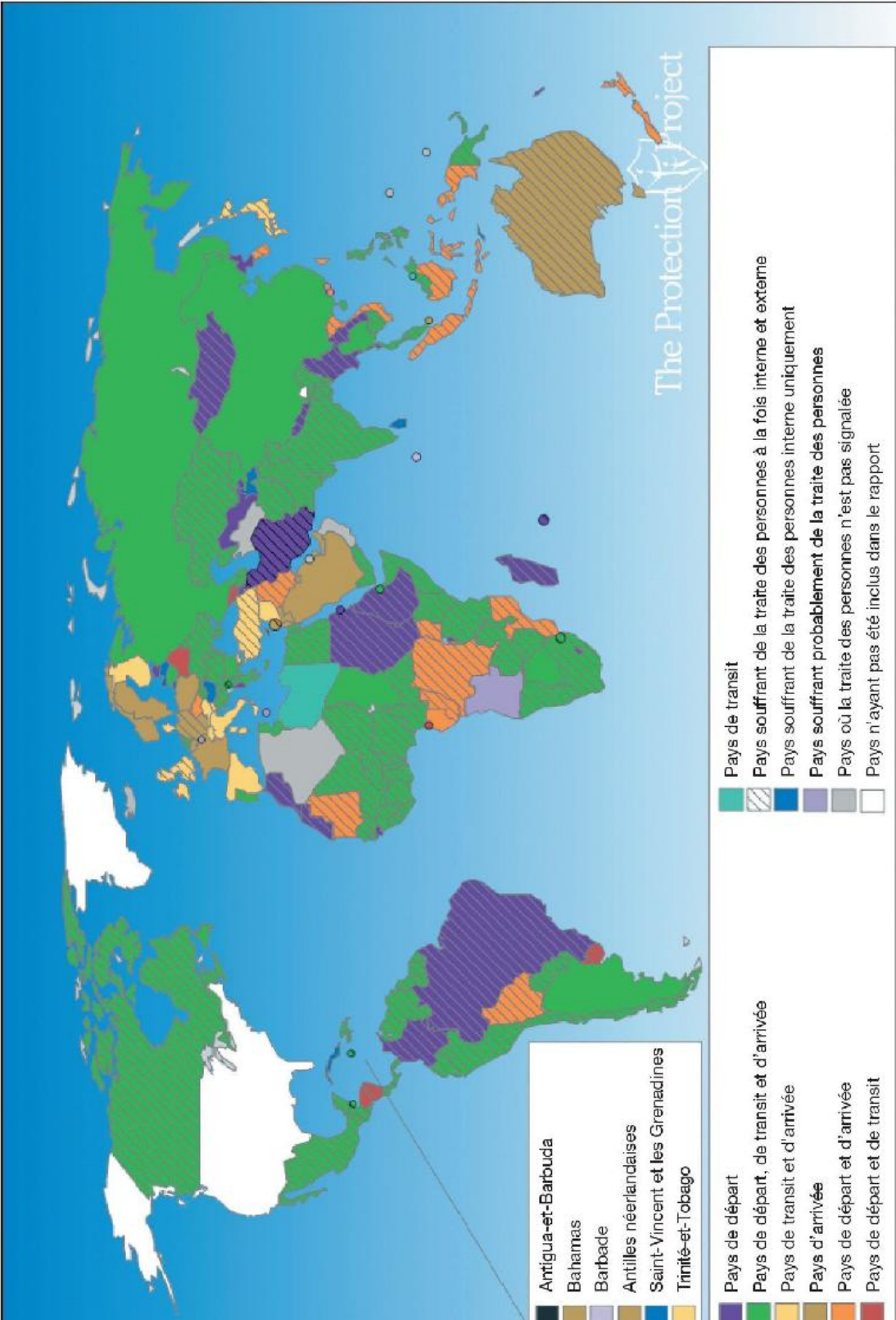
**TRAITE DES PERSONNES À DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE
COMMERCIALE**



source : Département d'État américain, Office to Monitor and combat Trafficking in Persons, *Trafficking in*

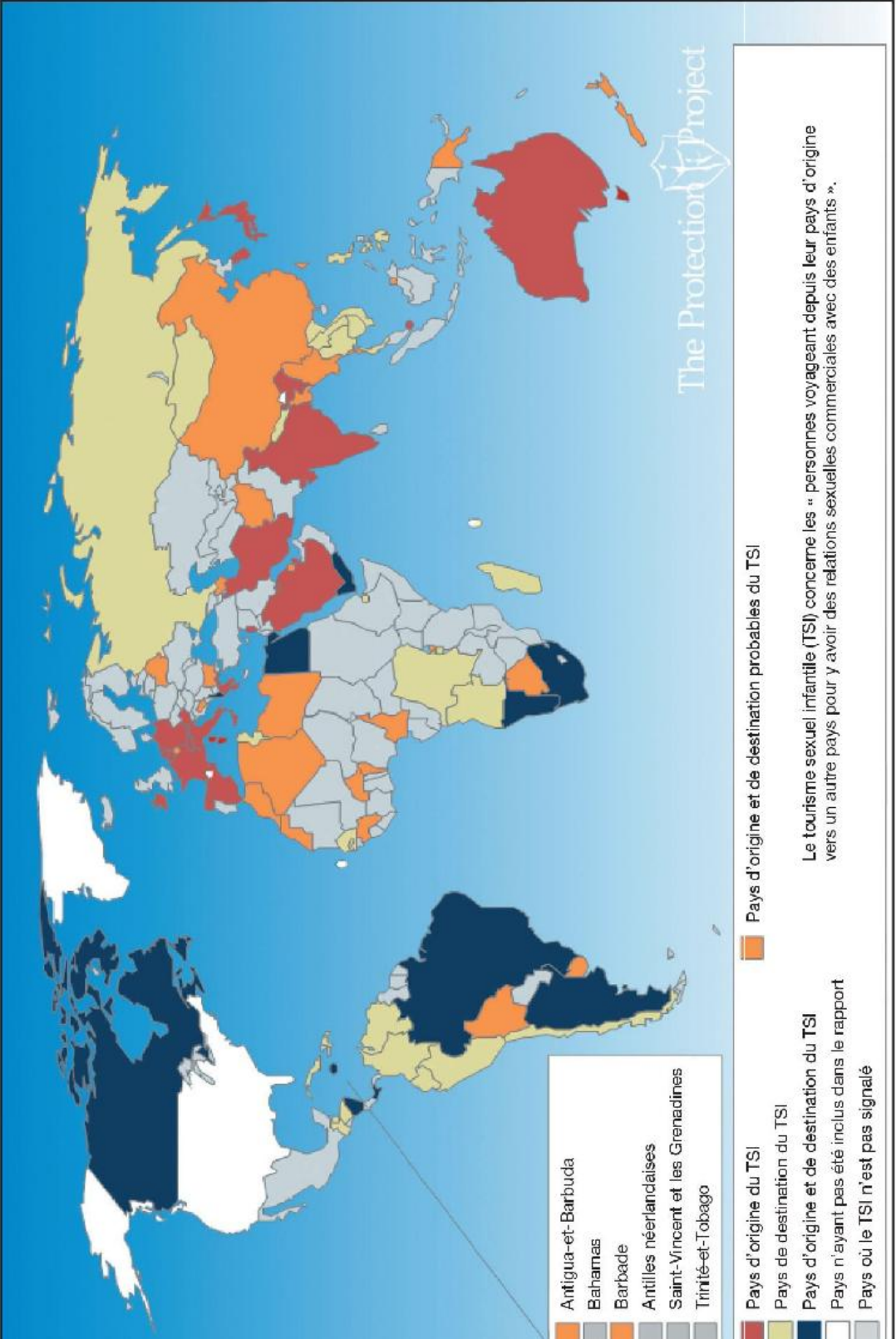
Persons Report 2009, The protection Project, Université Johns Hopkins.

*TRAITE DES PERSONNES À DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE
COMMERCIALE INFANTILE*



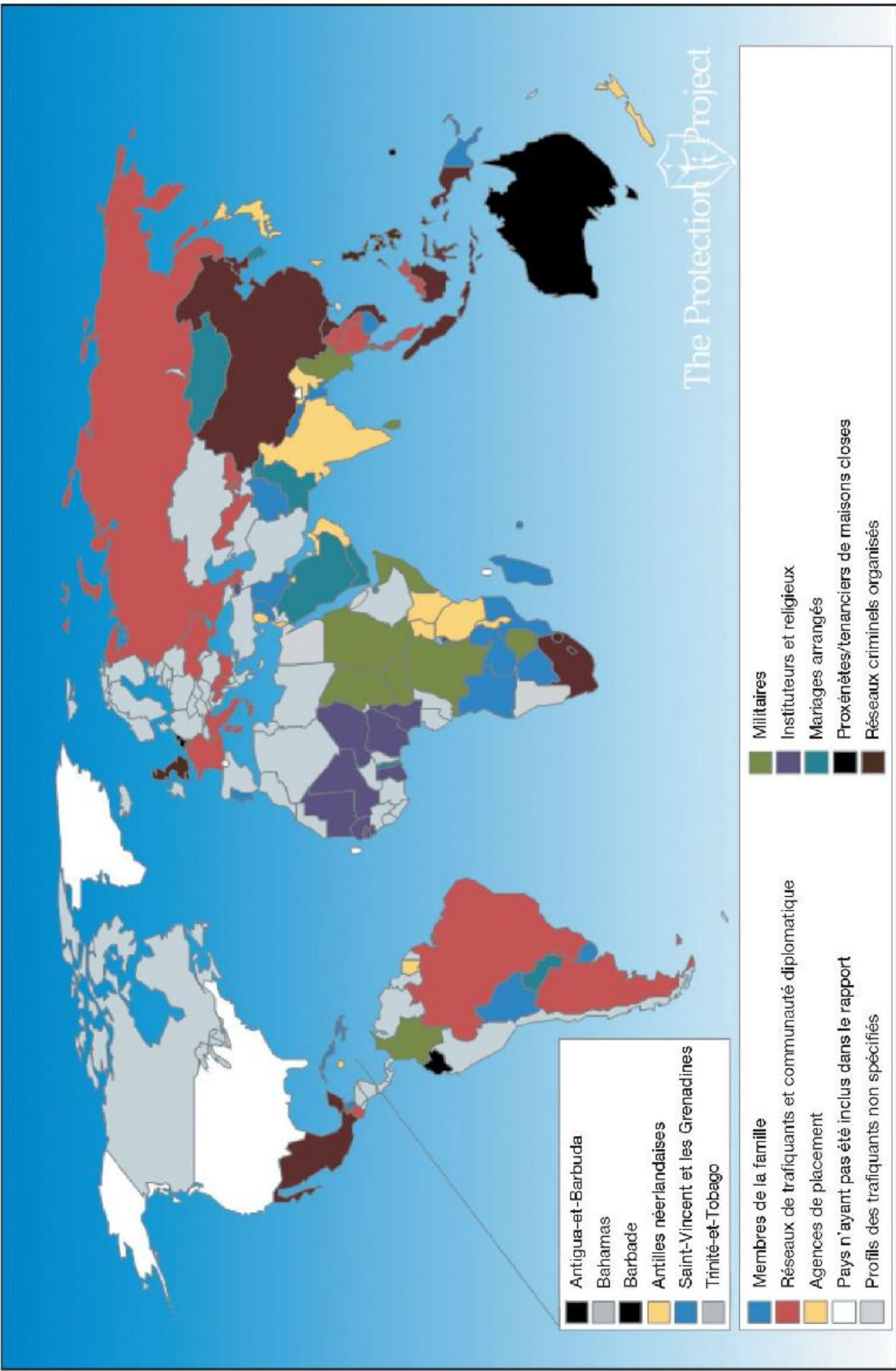
Source : Département d'État américain, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, *Trafficking in Persons Report 2009*. The Protection Project, Université Johns Hopkins.

ORIGINE ET DESTINATION DU TOURISME SEXUEL INFANTILE



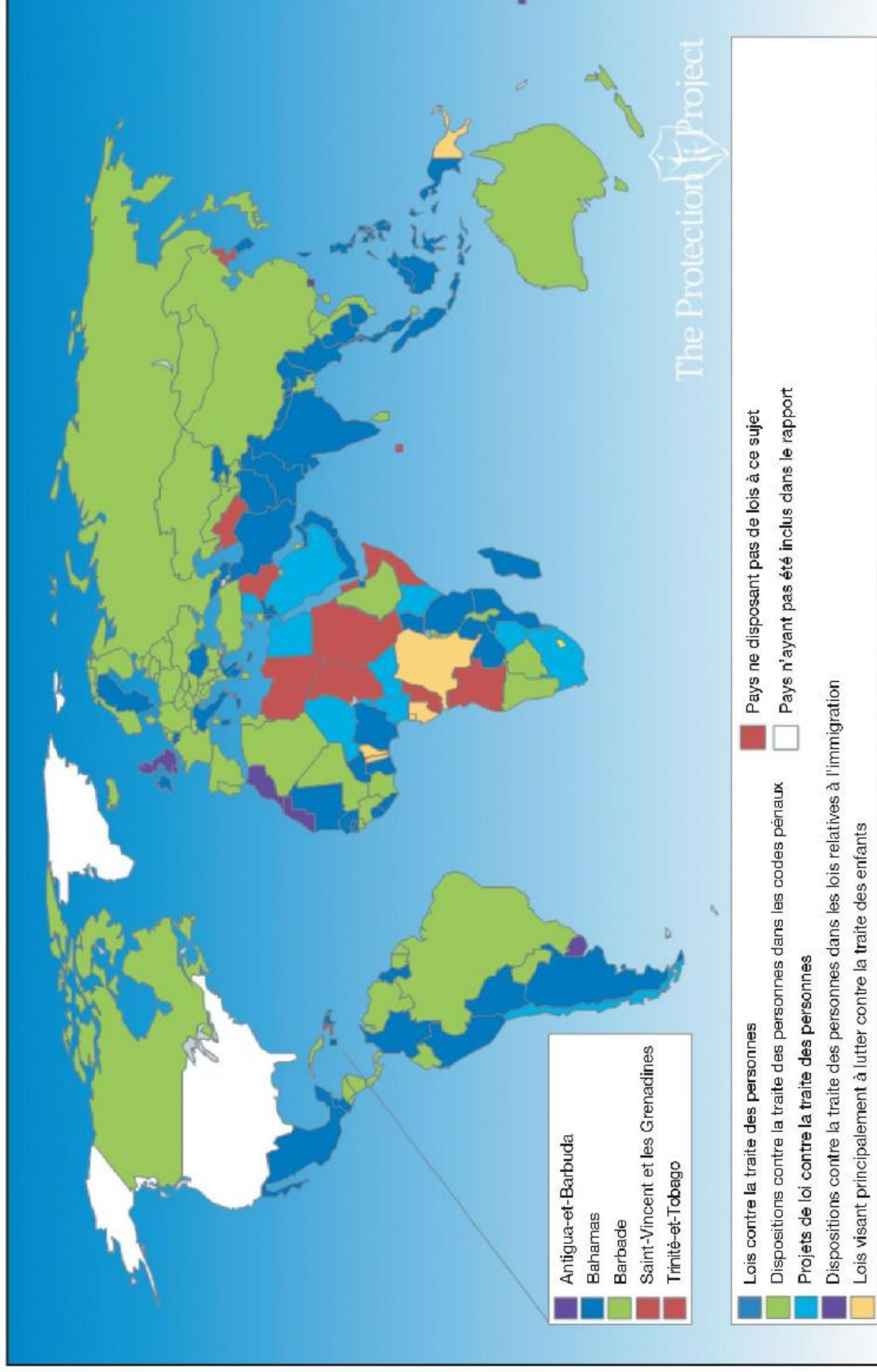
Source : Département d'État américain, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, *Trafficking in Persons Report 2009*, The Protection Project, Université Johns Hopkins.

LES DIFFÉRENTS PROFILS DES TRAFIQUANTS



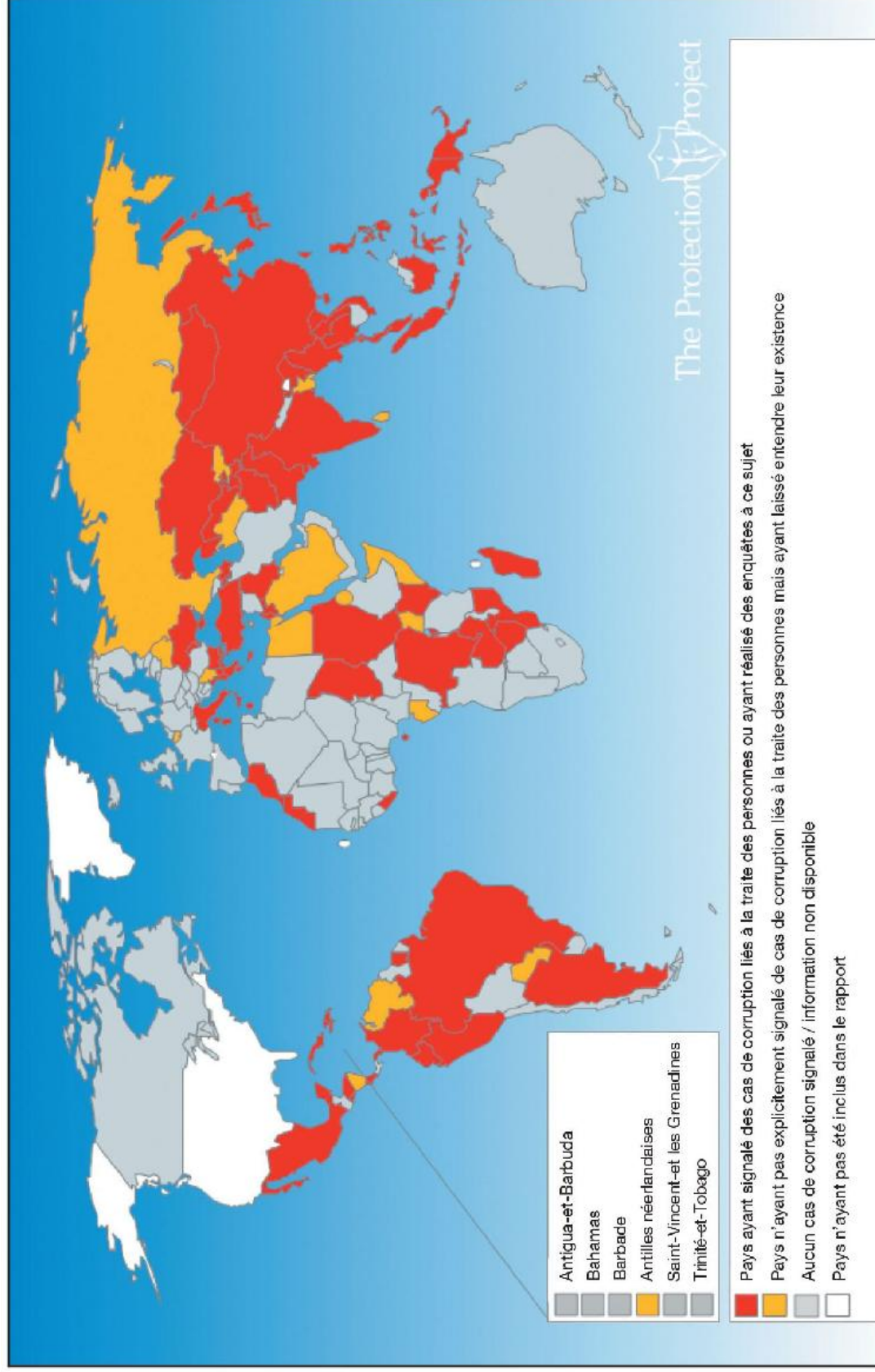
Source : Département d'État américain, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, *Trafficking in Persons Report 2009*, The Protection Project, Université John Hopkins.

TYPES DE LÉGISLATION VISANT À LUTTER CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES



Source : Département d'État américain, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, *Trafficking in Persons Report 2009*, The Protection Project, Université John Hopkins.

CORRUPTION LIÉE À LA TRAITE DES PERSONNES



Source : Département d'État américain, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, *Trafficking in Persons Report 2009*, The Protection Project, Université John Hopkins.

1 Pour la définition du terme «traite des personnes», se reporter au chapitre «Terminologie: principaux concepts ».

2 Pour la définition du terme «panique morale», se reporter au chapitre «Terminologie: principaux concepts ».

3 Sawa/Unifem, juin 2008. [Disponible sur <http://www.unifem.org>.(NdT)]

4 Lorsqu'ils commettent une erreur, les yakuzas se coupent le petit doigt pour demander pardon au chef de la mafia et le leur remettent en gage de fidélité.

C'est seulement ainsi qu'ils sont pardonnés.

5 Dans tous les salons de massage et maisons closes au Japon, les hommes se lavent avant d'avoir des rapports avec les prostituées.

6 Agir pour les femmes en situation précaire.

7 Disponible sur www.shanwomen.org.(NdT)

8 À la suite du coup d'État de 1988, la Birmanie a été rebaptisée Union du Myanmar. Les opposants à la dictature de la junte militaire ont refusé ce changement et continuent d'utiliser le nom de Birmanie (*Burma* en anglais).

L'ONU et l'Union européenne ont quant à elles accepté la nouvelle appellation.

Dans ce texte, j'emploie le nom de Birmanie pour éviter toute confusion.

9 *Licence to rape*, Shan Women's Action Network (SWAN) et Shan Human Rights Foundation, www.shanwomen.org.

[10](#) Services secrets argentins (*NdT*).

[11](#) Service de l'immigration et des douanes des États-Unis (*NdT*).

[12](#) Tribunal militaire mis en place contre les Japonais à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

[13](#) Cf. Herbert Bix, *Hirohito and the Making of Modern Japan*, Harper Perennial, 2001.

[14](#) Cf. Gay J. McDougall, *Formes contemporaines d'esclavages*, Conseil économique et social des Nations unies, 22 juin 1998.

[15](#) Urvashi Butalia, à partir des mémoires d'Anis Kidwai à Delhi, 1997.

[16](#) Justin Hall, *Prostitution in Thailand and Southeast Asia*, 1994,
<http://www.links.net/vita/swat/course/prosthai.html>.

[17](#) Cf. Debra McNutt, *Military Prostitution and the Iraq Occupation*, 2007,
<http://www.counterpunch.org/mcnutt07112007.html>.

[18](#) Cf. Kenneth Reinicke, *Los hombres frente al tercer milenio: una comparación europea*, Centre danois de recherches sur l'égalité de genre, 2002.

[19](#) Kathryn Farr, *Sex Trafficking: The Global Market in Women and Children*, Worth Publishers, New York, 2005.

[20](#) Agence fédérale responsable de la gestion et de l'inspection des obligations fiscales (*NdT*).

[21](#) Ici, je reprends les grandes lignes de l'article « Políticas contra el lavado de dinero aplicables a instituciones de crédito y sociedades financieras de objeto limitado », Jorge Anaya Ayala *et al.*, publié dans le *Boletín mexicano de derecho comparado*

(<http://www.juridicas.unam.mx/publica/rev/boletin/cont/121/art/art2.htm>).

22 Organe mexicain chargé de l'application de la législation fiscale et douanière (*NdT*).

23 Vainqueur du concours mexicain « Sor Juana Inés de la Cruz »

récompensant les thèses sur les problématiques de genre.

24 Collectivité d'environ 10 000 habitants, caractérisée par le nombre particulièrement élevé de personnes se consacrant au proxénétisme (*NdT*).

25 www.colectivohetaira.org.

26 Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Éditions du Seuil, 1998.

27 www.unifem.org/gender_issues.

28 Entretiens réalisés avec 430 femmes et 312 hommes.

29 Karen J. Hossfeld, « Hiring Immigrant Women: Silicon Valley's "Simple Formula" », in : Maxine Baca Zinn et Bonnie T. Dill, eds., *Women of color in U.S. Society*, Temple University Press, Philadelphie, 1994.

30 Jorge Castañeda, «Las migraciones: el gran excluido de la globalización», in: Felipe González (ed.), *Iberoamérica 2020, retos ante la crisis*, Fundación Carolina y Siglo XXI, Madrid, 2009.

31 www.cleanclothes.org.

32 www.amecopress.net/spip.php?article2576.

33 *Terapia del reencuentro*, modèle de thérapie qui associe la psychologie (notamment la psychologie clinique), la sexologie et l'éducation avec une perspective communautaire et de genre, et qui intervient à la fois sur le plan

[individuel, relationnel et social \(http://institutoterapiareencuentro.org/?](http://institutoterapiareencuentro.org/?page_id=71)

[page_id=71\)](http://institutoterapiareencuentro.org/?page_id=71) (*NdT*).

34 Fina Sanz, *Psicoerotismo femenino y masculino para unas relaciones placenteras, autónomas y justas*, Kariós, Barcelona, 2003.

35 Dorchen Leidholdt et Janice G. Raymond (eds.), *The Sexual Liberals and the Attack on Feminism*, Teachers College Press, New York, 1990.

36 Pour connaître ces pratiques à travers le monde, consultez la rubrique consacrée à *Esclavas del poder* sur www.lydiacacho.net.

37 À Cuba, prostituée qui recherche ses clients parmi les étrangers (*NdT*).

38 Plat traditionnel mexicain composé de viande de porc mijotée dans une sauce de rocouyer (*NdT*).

39 Voir les cartes intitulées «Traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle commerciale » et «Traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle commerciale infantile ».

40 Pour connaître la liste des refuges dans le monde, consultez la rubrique consacrée à *Esclavas del poder* sur www.lydiacacho.net.

41 Données tirées de *The Protection Project 2009* / Université Johns Hopkins

et de l'enquête réalisée par l'auteur.

42 Lieu de retraite situé dans un endroit peu peuplé, habité par des musulmans qui pratiquent une forme de religion similaire à celle des anachorètes chrétiens.

43 Voir la carte intitulée « Corruption liée à la traite des personnes ».

44 Définition soumise par le Groupe d'action financière internationale, fondé en 1989 par les pays du G7 pour unir leurs efforts en termes de lutte contre le blanchiment de capitaux et dont le siège se situe à Paris [et reprise par la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil (*NdT*)].

45 Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité

transnationale organisée (*NdT*).

46 Contrairement à l'espagnol, qui fait la différence entre *tratante* et *traficante*, le français utilise le terme « trafiquant » pour parler des sujets impliqués à la fois dans le trafic et dans la traite des personnes (*NdT*).

47 Source: Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

48 Convention sur le travail forcé, OIT (*NdT*).

49 Manuel de formation sur la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail, sexuelle ou autres formes, Unicef et OIT :

http://www.ilo.org/ipecc/areas/Traffickingofchildren/lang--fr/WCMS_111538/index.htm.

[OceanofPDF.com](http://www.oceanofpdf.com)

Document Outline

- [Page de Copyright](#)
- [Sommaire](#)
- [Page de titre](#)
- [Dedicace](#)
- [Epigraphe](#)
- [Introduction](#)
- [Chapitre 1 - Turquie : le « triangle d'or »](#)
 - [L'informateur](#)
 - [Les filles de Matilde](#)
- [Chapitre 2 - Israël et Palestine : ce que cache la guerre](#)
 - [Nouvelles esclaves, vieilles idées](#)
 - [Israël ou l'optimisme des chiffres](#)
 - [Réfugiées](#)
 - [Israélien recherche organe en provenance d'Amérique latine ou d'Asie](#)
 - [Vente d'organes et vide légal](#)
- [Chapitre 3 - Japon : la mafia des geishas](#)
 - [Tokyo unplugged](#)
 - [Rhoda contre les yakuzas](#)
- [Chapitre 4 - Cambodge : la planque des Européens](#)
 - [L'armée de Somaly Mam](#)
 - [Baby Girl Limo Services](#)
 - [Échapper à la mort](#)
 - [Les triades](#)
 - [La femme du mafieux](#)
 - [Des Cambodgiennes à Londres et des Chinoises au Nicaragua](#)
- [Chapitre 5 - Birmanie : une guerre contre les femmes](#)
 - [Les frontières de la peur](#)
 - [Mafias et restauration de la loi et de l'ordre](#)
 - [Le « triangle d'or » bis](#)
- [Chapitre 6 - De l'Argentine au Mexique : armes, drogue et sexe](#)
 - [Raúl Martins, l'intouchable](#)
 - [Arely, survivante](#)

- [Éliminer l'intermédiaire](#)
- [Des novices à La Merced](#)
- [Chapitre 7 - Clients et lois du marché](#)
 - [Techniques commerciales des mafias](#)
 - [De nouvelles techniques criminelles pour un nouveau marché](#)
 - [Bienvenue dans le XXIe siècle](#)
 - [Répartition du marché](#)
 - [Du côté des clients : les chiffres dans la peau](#)
- [Chapitre 8 - Armée et prostitution](#)
 - [Quand l'armée dissimule les miettes sous le tapis](#)
 - [Sous-traiter le sale boulot : le cas de l'Irak](#)
 - [Le viol, une punition inévitable](#)
 - [Pouvoir et virilité](#)
- [Chapitre 9 - Blanchiment de capitaux](#)
 - [L'hôpital qui se moque de la charité](#)
 - [Des portes se ferment, d'autres s'ouvrent](#)
 - [Le marché mondial des drogues et des femmes](#)
 - [La dame d'Hollywood](#)
 - [Trafiquants recherchent blanchisseurs](#)
- [Chapitre 10 - Profession : proxénète](#)
 - [Comment devenir proxénète?](#)
 - [Astuces pour débiter dans le métier](#)
 - [De vieilles violences remises au goût du jour](#)
 - [Une croisade religieuse](#)
 - [Lois et accords](#)
- [Chapitre 11 - Mafia et mondialisation](#)
 - [Questions politiques](#)
 - [Nouvelle époque, nouvelles stratégies](#)
 - [Ce que les autorités n'avouent pas](#)
 - [Pourquoi si peu de plaintes ?](#)
 - [De nouveaux colonisateurs](#)
 - [Les pièges de la mondialisation](#)
 - [Mafia et pauvreté](#)
- [Chapitre 12 - Manipulation des chiffres, diversité des points de vue et « panique morale »](#)
 - [Méthodes et angles d'analyse](#)
 - [Diversité culturelle](#)

- [L'expérience des victimes](#)
- [Témoignages et points de vue](#)
- [Chapitre 13 - Conclusion](#)
 - [Légaliser la prostitution?](#)
 - [Le rôle des hommes](#)
 - [La responsabilité des États](#)
 - [Refuges : mener à bien une mission essentielle](#)
 - [1. Refuges créés et dirigés par des survivantes de la prostitution forcée et par des féministes](#)
 - [2. Refuges dirigés par des organisations internationales](#)
 - [3. Refuges dirigés par des groupes religieux](#)
 - [4. Refuges temporaires pour les personnes en attente d'expulsion](#)
 - [Et pourtant...](#)
- [Chapitre 14 - Terminologie : principaux concepts](#)
- [Annexe](#)
- [Remerciements](#)